Jean-Marc Gadoullet
avec Matthieu Pelloli

AGENT SECRET

Missions à haut risque, diplomatie parallèle, négociation d'otages…

un espion français dévoile son quotidien

Robert Laffont

SHOUT
SHARE
IT

Annotation

> « J'ai vécu la tension de négociations à haut risque avec les Khmers rouges, les forces serbes de Slobodan Milosevic, les terroristes d'Al-Qaïda… Je n'ai toujours eu qu'une seule boussole pour agir : l'intérêt supérieur de la Nation. À d'innombrables reprises, j'ai mis ma vie en jeu pour défendre la France, toujours dans l'ombre. Clandestinement. Mon nom est "Personne", ou plutôt “n'importe qui”. Je suis agent secret. »

Jean-Marc Gadoullet a appartenu pendant quinze ans — une longévité exceptionnelle — au 11e Choc, une unité d'élite du service Action de la DGSE. Deux présidents de la République ont épinglé sur son uniforme les plus hautes distinctions, la Croix de guerre et la Légion d'honneur.

Assistance à des chefs rebelles, contre-terrorisme, infiltration secrète, empêchement d'un coup d'État, diplomatie parallèle… Ce livre dévoile la vie de l'un des meilleurs agents secrets français. Comment intègre-t-on le Bureau des légendes ? Comment jongle-t-on entre plusieurs identités fictives ? Et comment part-on en mission sans jamais savoir pour combien de temps et sans pouvoir donner de nouvelles à sa famille ?

Voici le témoignage unique d'un véritable héros qui, dans une seconde vie, de 2010 à 2013, a été l'artisan discret de la libération des sept otages d'Areva et de Vinci retenus au Mali par Abou Zeid, l'émir redouté d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Jean-Marc Gadoullet révèle ici les coulisses de cette négociation explosive et dénonce le « business » des otages.

Pour la première fois, un agent secret français raconte son quotidien.

- JEAN-MARC GADOULLET, MATHIEU PELLOLI
  - ○
  - ○ Avant-propos
  - ○ Dans l’antre d’Abou Zeid
  - ○ PREMIÈRE PARTIE
    - ■ 1
    - ■ 2
    - ■ 3
    - ■ 4
    - ■ 5
  - ○ DEUXIÈME PARTIE

        - 1
        - 2
        - 3
        - 4
        - 5
        - 6
        - 7
        - 8
        - 9
        - 10
    - TROISIÈME PARTIE
        - 1
        - 2
        - 3
        - 4
        - 5
        - 6
    - Remerciements
- notes
    - 1
    - 2
    - 3
    - 4
    - 5
    - 6
    - 7
    - 8
    - 9
    - 10
    - 11
    - 12
    - 13
    - 14
    - 15
    - 16
    - 17
    - 18
    - 19
    - 20
    - 21
    - 22
    - 23
    - 24
    - 25

○ 26

JEAN-MARC GADOULLET, MATHIEU PELLOLI
Agent secret (sans Cahier photos)

« Le monde serait-il dans le gâchis où il est si nous étions fidèles à l'amour, au lieu d'être fidèles à des patries ? »

Graham Greene, Notre agent à La Havane, 1958

« Nous avons besoin de vous sur place. Un expert. Un spécialiste du monde arabo-musulman.

— Arabo… ?

— Musulman. Cherchez ce qu'avait découvert Jefferson et trouvez qui l'a tué.

— Comptez sur moi.

— Profitez-en pour calmer tout ce petit monde. Américains, Soviétiques, Anglais. Confortez les positions de la France, instaurez la paix en Égypte, sécurisez le Proche-Orient.

— Pas de problème. »

OSS 117. Le Caire, nid d'espions, 2006, film de Michel Hazanavicius, avec Jean Dujardin

Avant-propos

La vie, la mort. Le bien, le mal. J'ai éprouvé comme peu d'hommes ces concepts dans ma chair pendant de longues années, sur la plupart des théâtres d'opération de la planète. J'ai connu la fraternité des armes. J'ai senti sur mes lèvres le goût salé des larmes, reniflé l'odeur métallique du sang. J'ai vécu la tension de négociations à haut risque avec les Khmers rouges, les forces serbes de Slobodan Milosevic, les terroristes d'Al-Qaïda… Et parfois, au-delà des enjeux, derrière les masques que chacun revêt en de telles circonstances, j'ai ressenti l'alchimie d'une rencontre entre deux hommes, capable à elle seule de changer le cours de l'Histoire.

La vie, la mort. Le bien, le mal. Je n'ai toujours eu qu'une seule boussole pour agir : la raison d'État, l'intérêt supérieur de la Nation. À d'innombrables reprises, j'ai mis ma vie en jeu pour défendre les intérêts de la France. J'ai porté les couleurs bleu-blanc-rouge sous toutes les latitudes, mais toujours dans l'ombre. Clandestinement. Mon nom est Personne ou plutôt « n'importe qui ». Je suis agent secret.

J'ai appartenu pendant quinze ans au 11[1], une unité mythique de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), composée de gens exceptionnels et simples à la fois, déterminés et généreux. Les combattants spécialisés de ce service de renseignement hors catégorie constituent une famille sans faille qui force l'admiration de tous les espions de la planète. Soldats magnifiques, ils ont réussi la synthèse ultime du choc et de la clandestinité.

Au fil de l'écriture, je ne peux m'empêcher de penser aux équipiers de mon unité qui sont morts pour la sauvegarde de notre Nation, de ses intérêts et de sa culture. Je pense à ceux qui livrent en ce moment, dans le plus grand secret, souvent au péril de leur vie, un combat acharné contre l'obscurantisme et le fanatisme.

Je dédie ces pages à ceux qui se battent dans l'ombre, à ceux qui nous ont quittés, ainsi qu'aux familles qui soutiennent et supportent la vocation de ces combattants de l'impossible.

Dans l'antre d'Abou Zeid

Décembre 2010. Adrar des Ifoghas, Nord-Mali. Le granit noir. Les petits acacias secs. Ma tunique touareg flotte dans le vent. Deux jours de goudron, de pistes cahoteuses et de sable. De brèves haltes nerveuses, une gorgée de lait, quelques dattes. L'air est sec, la température agréable — c'est l'hiver. Malgré tout ma transpiration imbibe mon chèche et j'entends le sang battre mes tempes. La tension monte à chaque kilomètre qui nous rapproche du rendez-vous. Nous avons pris le chemin du nord, du grand Nord malien, pour y rencontrer quelqu'un de très discret. Celui que tout le monde redoute au Sahel et qui sévit depuis de nombreuses années dans ces immenses étendues désertiques qu'il a faites siennes. La tempête, les dunes et les cailloux noirs des Ifoghas, Tête dure, comme le surnomment certains, les a apprivoisés. Il est chez lui et c'est là même que j'ai décidé de venir lui parler.

Adrar des Ifoghas, l'un des principaux massifs montagneux du Sahara. Un portrait lunaire, drôle d'endroit pour un rendez-vous. Les énormes blocs de roches érodés qui découpent l'horizon sont parfaits pour une entrevue confidentielle, autant que pour une pierre tombale. En langue berbère, *adrar* signifie « montagne ». Le nom Ifoghas, lui, renvoie au clan touareg des Kel Ifoghas. Des seigneurs du désert qui exercent depuis plusieurs générations un rôle prédominant dans cette région aux vallées larges et peu encaissées. Leur communauté est vaste et dépasse les frontières du Nord-Mali, du Sud algérien et du Nord-Niger.

Ils sont éleveurs de chameaux, de chèvres et de moutons. S'ils sont nombreux ici, c'est qu'ils y trouvent de quoi désaltérer leurs bêtes. Dans le désert, les montagnes font office de châteaux d'eau et l'Adrar abrite de nombreuses *guelta*, des bassins au milieu des rochers où les pluies se sont lentement accumulées. Les étendues désertiques ont façonné ce peuple au fil des générations. Ces terres austères qui faisaient rêver, il y a encore peu de temps, les touristes aventuriers en quête de dépaysement ou les adeptes de sports mécaniques ont imposé à ses habitants un style de vie qu'ils sont finalement les seuls à désirer ardemment. Loin du brouhaha des capitales où ils se rendent parfois, les Touaregs aiment par-dessus tout se retrouver au milieu de rien pour vivre simplement avec leur famille, leur troupeau, leurs amis.

« Éloignez vos tentes et rapprochez vos cœurs », dit un proverbe local qui invite les familles à utiliser l'immensité et à se retrouver le soir autour d'un feu de camp sous la coupole étoilée. Quel bonheur en effet de partager du temps avec mes amis touaregs ! Je ne comprends pas le tamasheq et ne lis pas l'alphabet tifinagh, mais je m'amuse

parfois à répéter tel mot qui sonne mieux qu'un autre à mes oreilles. Ils sont contents et se moquent amicalement de mon accent en rectifiant ma diction. Si j'ai de la chance, ils l'écriront en tifinagh dans le sable avec leur majeur ou une brindille récupérée près du feu, avec l'espoir que je le retiendrai.

Aujourd'hui, l'Adrar sert, aussi et surtout, de repaire aux djihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les Touaregs ont été contraints de les accepter… avec le temps. L'éloignement de la capitale malienne et les différentes contraintes politiques, économiques et climatiques ont lentement laissé dériver la région des Touaregs vers un isolement politique et économique poussant les Ifoghas à se considérer comme les laissés-pour-compte du développement national. Sentiment justifié ou non, il est certain que la situation a lentement dégénéré au point de dresser les hommes bleus à de nombreuses reprises contre l'administration centrale et même d'aboutir à des rébellions armées longues et meurtrières.

De plus, cette sous-région est un lieu de passage, un trait d'union entre les pays de la côte atlantique au sud et le Maghreb avec son débouché européen au nord. Les trafics en tout genre ont traversé les générations et les siècles et se poursuivent aujourd'hui sous des formes plus modernes. Tabac, drogues, armes et migrants sont les carburants les plus lucratifs de ces « autoroutes clandestines » qui savent s'adapter constamment et se jouer des changements de gouvernants et même des guerres…

Dans ce contexte, les trafiquants de tout poil et les prédicateurs d'hier ont appris à se côtoyer, à s'octroyer des espaces laissés libres par les administrations centrales débordées par la complexité des problèmes et les moyens à mettre en œuvre pour les réduire ou les combattre. Un nouvel équilibre instable s'est alors déployé, comptant sur le désintérêt de la communauté touareg à régler une situation de crise pour le compte d'un pouvoir qui les délaisse politiquement et économiquement.

Quelques dizaines d'années ont été suffisantes pour aboutir à la situation actuelle. Les prédicateurs et les trafiquants évoluent désormais de concert, soutenus depuis l'étranger pour développer leurs réseaux. Quelques Touaregs ont épousé des causes extrêmes étrangères à leur culture et participent à troubler la perception internationale de leur communauté.

Au final, le chef d'AQMI règne sur ces vastes étendues désertiques. L'émir salafiste a su orchestrer les dissensions pour se construire un espace de manœuvre aussi étendu que la moitié du territoire français, mais il compte bien en repousser encore les limites. Ses modes d'action sont ceux de l'insurrection sur une échelle de

temps qui dépasse celle de nos existences. Il se bat pour imposer la loi islamique au Sahel et en chasser toute forme de présence occidentale et surtout française, contre laquelle il semble avoir un grief tout particulier. Action politique, corruption, renseignement, communication, imprégnation, recrutement, opérations armées et terrorisme sont ses raisons d'être. Ce chef de guerre n'a pas vu une ville depuis des années. Il arpente le désert dans son pick-up Land Cruiser et se joue des opérations militaires lancées ponctuellement contre lui. Il est devenu le maître incontesté des lieux. Américains et Français le suivent, le surveillent, l'écoutent depuis de longues années sans jamais parvenir à son élimination malgré leurs actions de coopération avec l'État malien.

La prise d'otages est malheureusement un moyen de pression privilégié qui lui permet de s'en prendre à des Occidentaux employés sur des chantiers de grands projets, les décourager de venir travailler dans cette région ou faire chanter l'État français. L'impact est immédiat et l'issue peut être suffisamment lucrative pour couvrir l'entreprise. Car si les États et en particulier la France se refusent à payer des rançons pour sauver leurs ressortissants, des organismes privés ont pris le relais dans cette tâche devenue politiquement incorrecte.

Dans ce désert où la pluie est une bénédiction et s'écoule parfois violemment le long des oueds, le sang des otages s'est aussi trop souvent déversé. La France est sur les dents et ne supportera plus longtemps les manques de résultats des États sahéliens dans la résolution du fléau salafiste. Durcissement du discours d'un côté, multiplication des prises d'otages de l'autre, il n'en faudra pas plus pour un embrasement de la situation au Sahel.

J'ai la bouche sèche, la langue pâteuse. Comment en suis-je arrivé là ? Est-ce que toute ma vie, tous mes choix, tous mes actes m'ont conduit vers ce coin perdu du désert ? « Le présent serait plein de tous les avenirs, si le passé n'y projetait déjà une histoire. Mais, hélas ! un unique passé propose un unique avenir — le projette devant nous, comme un point infini sur l'espace. » La citation d'André Gide résonne brièvement dans ma tête. Je la chasse. Je dois rester attentif au moindre détail. Concentré sur mon seul objectif : libérer les otages. L'homme que je suis venu rencontrer, seulement accompagné de mon guide et totalement désarmé, est dit-on cruel et aveuglé par une foi sanguinaire. Il détient sept otages, dont cinq Français. Et je suis chargé de négocier leur libération.

J'ai rendez-vous avec Tête dure, autrement dit avec le chef salafiste et émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique en personne. Abou Zeid. Au Sahel, cette longue bande de l'Afrique qui s'étend de

l'Atlantique à la mer Rouge, son seul nom fait frémir. Guide spirituel et véritable maître d'œuvre des enlèvements d'Occidentaux, c'est l'une des figures les plus influentes d'AQMI. Ancien contrebandier, le Al-Zarqaoui du Sahel — un de ses surnoms, en référence à l'un des membres les plus éminents d'Al-Qaïda — s'est lancé dans les enlèvements en 2003, ce qui lui a permis de devenir un cadre du groupe terroriste, responsable d'une zone qui court de la frontière tchadienne au Nord-Mali en passant par le Niger. Pour l'heure, ce vétéran algérien du Front islamique du salut (FIS), puis du Groupe islamique armé (GIA) est donc l'organisateur de l'enlèvement de sept employés, dont cinq Français, sur le site minier d'Areva à Arlit, au Niger, en septembre 2010. Il a personnellement mené son opération en territoire nigérien, loin de ses bases habituelles, et s'est replié la même nuit dans le grand Nord malien pour les séquestrer dans le labyrinthe de l'Adrar des Ifoghas.

La perspective d'un face-à-face effraierait n'importe quel Occidental, y compris un ancien colonel du service Action de la DGSE au cuir soi-disant épais et tanné sur plusieurs terrains de guerre de la planète. J'ai pour moi ma formation, mon savoir-faire et mes « amis », qui me paraissent soudain de fragiles alliés. Et si Abou Zeid me gardait moi aussi en otage ? Pire : s'il m'exécutait, froidement, sans même écouter ce que je suis venu lui proposer ? Mais mon expérience, mes convictions et ma foi me confortent dans ma mission. Si une attitude ou un mot mal appropriés ou mal interprétés peuvent me faire grossir les rangs des otages ou des victimes d'Abou Zeid, je sais aussi que ce genre de combattant ne craint que Dieu et qu'il ne fera rien contre moi s'il a accepté de me voir et si je ne commets pas d'impair.

Voilà c'est « juste » cela : ne pas commettre d'impair, rester calme, réfléchir vite et froidement, penser uniquement au sort des otages. La ligne de conduite est tracée mais la marge d'erreur est mince. Ou plutôt il n'y en a pas ! Cet entretien est primordial pour les otages mais aussi pour moi. De ce premier entretien dépendra tout le reste de la négociation si cela se passe bien, ou le reste de ma vie si cela se passe mal. J'ai approché d'autres chefs de guerre dans ma carrière et je n'ai jamais été déstabilisé, même si j'ai parfois été impressionné. Tout à l'heure, ce sera pareil… Il faut que ce soit pareil.

Je me suis beaucoup préparé. Je me suis isolé comme je le faisais auparavant pour mettre au point mes missions en tant qu'agent de la DGSE. Le calme du recueillement et de la méditation m'a permis d'anticiper tout ce dont j'avais besoin pour mener à bien cette opération.

J'ai regardé des photographies, je le reconnaîtrai sans peine. Le chef d'AQMI approche les cinquante ans, mais il en paraît vingt de

plus. Un visage maigre et buriné, brûlé par le soleil. Arcades saillantes, pommettes hautes, joues creuses mangées par une barbe hirsute. Une vie de combattant, rude et austère. Abou Zeid est un chef de guerre et un combattant acharné qui ne se sépare jamais de sa mitrailleuse PKM. Il n'a confiance en personne et se méfie parfois de son propre entourage ou des autres responsables djihadistes. Ce qui est certain, c'est qu'il peut tuer sans la moindre hésitation et que le terrorisme est devenu son mode d'action privilégié. Un extrémiste prêt à faire couler le sang, y compris le sien, pour sa cause. Mais c'est d'abord un fanatique religieux et non un bandit obsédé par les plaisirs et l'argent comme le sont certains se réfugiant derrière la religion pour assouvir un besoin de pouvoir ou un orgueil démesuré. Sa tenue de général salafiste est anonyme. Aucun galon, aucun signe distinctif. Juste un chèche et une tunique épaisse de couleur sable, strictement identiques à ceux des autres combattants de son groupe, pour recouvrir un corps sec et meurtri et témoigner de sa discipline.

Si la suite se déroule comme je l'espère, s'il accepte de me parler, il me faudra être convaincant dès les premiers mots. Les otages sont le seul sujet de discussion, mais il faudra l'habiller d'arguments audibles pour toucher Abou Zeid et son entourage. La foi, la vie d'un soldat, le devoir de l'engagement et de la parole donnée, le courage, la sincérité et la famille sont des repères compréhensibles pour lui. Je m'appuierai dessus. Ce sera facile, ce sont aussi les miens.

Mes amis touaregs m'ont prévenu : l'émir d'AQMI boit et offre beaucoup de thé, mais sa politesse et sa courtoisie ne sont pas une garantie de paix. Abou Zeid a la réputation de rester toujours impassible. Il ne s'emporte pas, ne hausse jamais la voix et il faut même tendre l'oreille pour entendre son discours. Il peut tuer sans la moindre hésitation, ni signe précurseur d'énervement.

En juin 2009, les services secrets britanniques l'auraient appelé au sujet d'Edwin Dyer, l'otage qu'il détenait depuis six mois. Son interlocuteur, qui s'exprimait dans un arabe sans accent, lui aurait déclaré après s'être présenté que jamais le gouvernement britannique n'accepterait la moindre discussion ou négociation avec le chef terroriste. Les pourparlers auraient donc tourné court. La légende raconte qu'Abou Zeid aurait posé le téléphone, se serait levé et aurait abattu l'otage de sa main. Que cette histoire soit vraie ou non, je devais absolument la chasser de mon esprit pendant toute cette première rencontre. Je crois que je n'y suis jamais arrivé…

Autre situation embarrassante : un an plus tard, les forces franco-mauritaniennes ont tué plusieurs de ses soldats en pensant pouvoir libérer l'otage français Michel Germaneau — qui ne se trouvait pas sur place, selon les dires de mes interlocuteurs. En représailles, le 24

juillet 2010, Abou Zeid, sous la pression de son entourage qui réclamait vengeance, a fait exécuter ce vieil homme à la barbe blanche sans l'ombre d'une hésitation. Civils, clercs ou militaires, Abou Zeid ne fait aucune distinction. Les otages appartiennent à la population ennemie « païenne et corrompue des croisés, des mécréants, des infidèles ». Leur vie se monnaie contre des rançons pour mener la guerre sainte. Hors de cette équation d'un autre temps, ils sont condamnés à mort.

Un djihadiste me fait signe d'avancer. Mon guide touareg est tendu. Il me regarde et veut se convaincre que tout va bien se passer. Nous avons quitté notre véhicule pour rejoindre à pied l'emplacement de l'entrevue. Je commence à distinguer, à une centaine de mètres, un groupe de combattants assis autour d'une natte, au pied d'une arête rocheuse aussi noire que du charbon.

Je marche derrière mon guide dans un défilé étroit et court qui me conduit sur une plateforme. Là, des combattants enturbannés me dévisagent, silencieux. Leurs yeux sont figés sur moi. Les visages sont couverts sauf un… Il est à ma gauche et seul un combattant me sépare de lui. Abou Zeid, que je reconnais au premier instant, est à visage découvert. De toute façon qu'aurait-il eu à cacher ?…

Ils sont tous armés jusqu'aux dents, non pas pour se protéger de moi dont ils n'ont rien à craindre, ni même pour chercher à m'impressionner. Non, ils sont armés car combattre est pour eux une deuxième nature et ils ne se séparent jamais de leur arme. Certains s'appuient contre elle, d'autres s'en servent de canne ou la posent délicatement devant eux et la caressent religieusement, par habitude.

Le temps s'est suspendu au-dessus de la natte. Faute d'être réellement serein, je puise dans ma tenue touareg et mon turban un certain réconfort en raison du rempart visuel qu'ils constituent. On ne me demande pas de me découvrir mais je descends mon turban à la moustache. Je suis invité à prendre place sur la natte et une boisson m'est immédiatement offerte, une eau fruitée gazeuse provenant d'Algérie. Puis les combattants se présentent les uns après les autres, en commençant par Abou Fayçal, interprète d'Abou Zeid, suivi de tous les chefs subordonnés et d'Abou Zeid lui-même, qui s'adresse à moi d'une voix fluette en évitant soigneusement de croiser mon regard. Il parle tranquillement de lui en massant les doigts de sa main droite avec son pouce gauche. Enfin, Fayçal traduit une question de son chef : « Vous êtes qui ? Et vous voulez quoi ? »

PREMIÈRE PARTIE
Un rebelle chez les militaires

1
La corniche

Paris, années 1970. Enfant, je n'ai pas dans mes coffres à jouets de soldats de plomb, les étagères de mes parents ne sont remplies ni de petites figurines vernies — grognards napoléoniens, poilus de 14–18 — ni de maquettes de Spitfire de la RAF ou de chars Panzer… Adolescent, je ne bombe jamais le torse en passant près du drapeau tricolore, ni n'éprouve l'envie subite de fredonner *La Marseillaise*.

Mon père, lui, a été matelot, il est devenu gendarme et a vécu toute sa carrière professionnelle dans cet état d'esprit militaire : protéger, défendre et être au service de son prochain. Mes trois frères l'ont imité alors qu'il a toujours cherché à nous écarter des métiers des armes. Mais moi, jusqu'alors, je ne me suis jamais imaginé dans l'armée. Je n'ai pas le profil, je ne l'ai jamais eu et on me l'a d'ailleurs signifié. « Rebelle », « indiscipliné », « dilettante », mes appréciations scolaires ne brossent pas le portrait d'un jeune homme prêt à se soumettre aveuglément à l'autorité.

En 1982, à vingt ans, je pense davantage à devenir professeur de tennis. Je réussis d'ailleurs le concours pour intégrer la formation universitaire d'éducation physique et sportive de Marseille-Luminy, option petite balle jaune. Je suis plutôt doué — pas le revers d'un Federer ou le lift d'un Nadal ou d'un Borg, mais les qualités pour faire une honnête carrière. Je bats même un jour un certain Guy Forget[2] en finale d'un tournoi junior, de justesse certes, mais victoire quand même, alors qu'il revient d'un camp d'entraînement aux États-Unis. Il faut avouer que nous étions tous les deux très jeunes, et lui particulièrement car il était dans sa dernière année de cadet à cette époque. Nul doute qu'il m'aurait balayé quelques mois plus tard tant son ascension a été fulgurante.

L'été 1982, je rêve de m'acheter une voiture mais j'ai les poches vides. Je travaille pendant les vacances pour mettre de l'argent de côté. J'ai décroché un petit boulot à la Banque française de crédit coopératif, avenue du Prado à Marseille, où je m'occupe de la compensation — le mot impressionne, mais rien de bien méchant en réalité : je récupère tous les chèques, j'effectue une grosse addition et je pars échanger les chèques à la Banque de France avec les autres agences. Je travaille au Crédit coopératif jusqu'à 14 heures, puis je fonce au club de tennis pour donner des leçons. Tous les genres d'élèves se succèdent de l'autre côté du filet : garçons et filles, jeunes et moins jeunes, plus ou moins vivaces, plus ou moins amorphes. Ma vie sur le court ne ressemble pas vraiment à celle d'une star de la

raquette sur le circuit international. Moins d'intensité, moins de rebondissements, moins d'émotions fortes. Certaines de mes élèves — pas forcément les plus jeunes — n'hésitent pas à me faire des propositions qui dépassent largement le cadre des leçons. Mais *gigolo, just a gigolo*, très peu pour moi ! Et puis, tout bien considéré, n'ayant aucune chance de figurer dans le top 10 des joueurs internationaux ni même nationaux, je devrais donner des leçons toute ma vie. Après mûre réflexion, je ne m'imagine pas, planté sur la terre battue, renvoyer mollement la baballe toute mon existence…

Je mets un terme aux leçons de tennis, laisse tomber le cursus d'éducation physique et sportive pour retourner sur la plage à Marseille et tenter de séduire une belle jeune fille. Les cafés tapageurs remplacent les gymnases tristes et les courts de tennis austères.

Mes heures à la Banque française de crédit coopératif et les quelques leçons dispensées m'ont au moins permis d'amasser un petit pécule. Pas de quoi vivre de mes rentes, mais suffisamment pour m'offrir une Renault Dauphine trois vitesses. J'adore ses lignes arrondies, sportives pour l'époque. Je mets des autocollants Sergio Tacchini sur la carrosserie bleu ciel : elle est magnifique. Aujourd'hui je n'oserais pas ce genre de démonstration tape-à-l'œil mais à l'époque… À Marseille, l'été, le mercure grimpe haut dans le thermomètre. L'aiguille de température de ma belle Dauphine caresse dangereusement la zone rouge et, hélas pour elle, je m'en inquiète trop tard. Le joint de culasse ne me le pardonne pas. Il me rappelle à l'ordre sur l'autoroute entre Marseille et Toulon. J'ouvre le capot, fébrile ; ma voiture rend l'âme dans un épais nuage de fumée blanche.

La fin d'un rêve automobile et surtout d'une époque. Je décide d'opter pour une vie contraignante et plus aventureuse et de remplacer les balles en caoutchouc par des projectiles d'un autre genre. Métalliques, pointus, létaux. Je ne vois que l'armée pour m'offrir les frissons que j'attends.

L'armée me tombe dessus un beau jour, sans prévenir. Impossible de dire précisément quand et comment. Je n'ai jamais rencontré les dieux de la guerre, ni les anges du ministère de la Défense comme Paul Claudel avait brutalement fait la découverte du Saint-Esprit, pendant le chant du « Magnificat », debout dans la foule près d'un pilier d'église. Pour autant, cette conversion va dominer toute la première partie de ma vie d'adulte.

Je décide de préparer l'École spéciale militaire (ESM) qui forme des officiers et je me tourne naturellement vers mon père pour connaître la voie à suivre : « Papa, comment fait-on pour intégrer Saint-Cyr ? » Je ne lui ai jamais parlé de faire une telle carrière, il prend ma question comme un uppercut au menton, mais je pense qu'il

se réjouit secrètement car mon orientation précédente ne l'enthousiasmait guère. Quelques coups de téléphone plus tard, il revient dans ma chambre, l'air contrarié : « C'est trop tard, mon garçon, les inscriptions dans les lycées militaires sont closes. »

Mon père n'est pas le genre d'homme à baisser si facilement les bras. La règle d'or, sur le terrain en particulier et dans la vie en général, c'est de toujours disposer d'un plan B, voire d'un plan C. « Tu peux encore t'inscrire dans un lycée civil qui accueille une corniche », m'explique-t-il. J'entends ce mot pour la première fois. Après explications, je comprends qu'il s'agit d'une classe préparatoire aux concours des grandes écoles militaires. Ces classes sont scientifiques ou littéraires selon les établissements civils qui les accueillent, suivent le même programme de préparation que les lycées militaires et regroupent des élèves qui peuvent choisir un statut militaire ou rester dans le civil. Tous portent le même uniforme, même si la promotion est composée d'élèves soit sous statut civil, soit sous statut militaire.

Une petite valise, quelques livres, des adieux émus aux parents, et je pars pour Paris. Direction la colline du savoir et des grands hommes, celle du Panthéon, de la Sorbonne et du prestigieux lycée Henri-IV, où j'intègre la corniche Leclerc, pour une préparation en lettres modernes.

Calot rouge et bleu ciel, cravate noire sur chemise blanche, pantalon gris : rien ne ressemble plus à un aspirant saint-cyrien — la voie royale pour les futurs officiers — qu'un autre aspirant saint-cyrien. Dans ma classe préparatoire, le soir, les civils rentrent dormir à la maison ; les militaires, eux, prennent le chemin du baraquement. Avec une quinzaine de camarades, après les cours, nous retrouvons notre dortoir à la caserne Mortier du 1er groupement d'escadrons routiers et de transport (GERT), boulevard Mortier, dans le 20e arrondissement… en face de la DGSE, le service de renseignement extérieur de la France ! Six mille personnes, 600 millions d'euros de budget annuel. Elle est là, face à moi, la tanière mystérieuse des espions, qui m'attire à elle sans que j'en aie conscience, tel l'aimant d'une boussole qui irrémédiablement oriente l'aiguille vers le nord magnétique.

Je me suis engagé pour trois ans, je commence avec le grade de première classe. La vie militaire reste néanmoins rythmée par le calendrier scolaire : alors que pendant les périodes de vacances les civils retrouvent leur famille, nous partons en camp d'entraînement pour gravir les échelons. Toussaint, Noël, hiver, printemps ou été : je me rends au camp d'Auvours, 2e régiment d'infanterie de marine (RIMA), près du Mans, pour des périodes de formation militaire.

Entre ces parenthèses d'exercice physique, notre vie studieuse

demeure très centrée sur le concours des grandes écoles et les voies qu'il nous ouvrira ensuite. En corniche, les élèves fantasment beaucoup sur les unités d'élite et choisissent leur unité de cœur. On appelle cela des « fanatures », ou « fanas » dans le jargon. Il y a les fanas choc, les fanas légion, les fanas para, les fanas cavalerie… et autant de fanatures que d'armes ou subdivisions d'armes. Cela dépend des profils, des caractères, des histoires familiales… Les aspirants saint-cyriens rêvent majoritairement de la Légion étrangère, des troupes de marine et des commandos parachutistes. Ce sont les carrières les plus glorieuses, celles pour lesquelles les meilleurs étudiants sont en compétition. Un peu comme à l'ENA, les futurs hauts fonctionnaires jouent des coudes pour sortir dans la botte, c'est-à-dire finir dans les quinze premières places du classement, celles qui ouvrent la porte aux postes les plus prestigieux.

Entre toutes les voies royales, la grenade à sept flammes de la Légion étrangère reste celle qui cristallise les rêves et les espoirs d'une majorité de mes camarades de l'époque. Soldats disciplinés et spécialistes de la reconnaissance, du renseignement, du combat en montagne, dans la jungle ou en milieu désertique, il y en a pour tous les goûts au sein de ce corps de légende. La Légion, c'est un mythe. Des victoires et des résistances glorieuses sur les champs de bataille du monde entier, lors des guerres coloniales, des deux conflits mondiaux, de la guerre d'Indochine puis de celle d'Algérie.

« La Légion, c'est un corps d'élite qui n'appartient pas à la France », pérorent certains blancs-becs en évoquant une « armée autonome ». Pas question de dénigrer les képis blancs ou de railler l'enthousiasme de mes condisciples, mais très tôt l'évidence s'impose à moi, la Légion n'est pas mon truc. Le combat du bien contre le mal, le service de la Nation, la défense de ma culture et de mes proches, cela me parle particulièrement, mais pas question de céder un millimètre carré de liberté d'action. J'aime conserver mon autonomie, pouvoir faire preuve d'initiative plutôt que d'obéir aveuglément. C'était vrai hier et c'est toujours vrai aujourd'hui.

Dès la corniche, je rêve donc d'une unité spéciale non conventionnelle. Je ne formule pas encore cette idée avec beaucoup de précision, mais je le sens, je le devine. Ce que j'apprécie, ce sont les opérations à part, en marge. Figé au garde-à-vous, raide comme un I, le doigt sur la couture du pantalon, c'est du cabotinage, du fayotage de bon élève. Je n'ai pas envie d'être une machine, un robot obéissant et discipliné parmi d'autres, bourré de testostérone et dépourvu d'esprit d'initiative. Au contraire, ce qui m'attire, c'est d'avoir de la latitude dans les opérations à réaliser.

Connaître l'esprit de la mission et son intention me suffira. Je

veux être capable d'établir moi-même l'état des besoins matériels et, bien entendu, pouvoir en disposer à la demande. Je ne veux pas être contraint par des contingences collectives. La mission, rien que la mission et tous les moyens imaginables pour la réaliser. Être un élément isolé et autonome. Je veux être le « sale type » largué derrière les lignes pour faire des « coups tordus », sorte de voleur de poules ne pouvant compter que sur lui-même. Je sais ce que je veux faire, mais mes rêves m'effraient autant qu'ils me transportent. Existe-t-il une voie, dans l'armée, pour des aspirations aussi « hors cadre » ? Je n'en suis pas encore sûr.

Heureusement, « quand l'élève se montre prêt, le maître va apparaître », promet un vieux proverbe asiatique. Je découvre l'existence du 11e Choc à cette époque. Le 11, cette unité du service Action de la DGSE, mon père, qui en avait entendu parler au cours de sa carrière de gendarme en Algérie, m'en explique le fonctionnement. C'est à la fois un immense soulagement — il y a donc une filière taillée à la mesure de mes ambitions — et un motif de stress intense — la voie pour y parvenir est étroite, il faut à tout prix réussir, car en cas d'échec rien d'autre ne m'apportera satisfaction.

Dès lors, le 11 devient une obsession comme tous les objectifs que je me suis fixés dans mon existence. L'alpha et l'oméga de ma vie d'aspirant saint-cyrien et de soldat première classe. 11e Choc… J'y pense jour et nuit, ce nom tourne en boucle dans ma tête. Je m'imagine parachuté de nuit à basse altitude, seul au milieu d'un environnement hostile, formant des francs-tireurs pour organiser une insurrection ou manipulant des soldats ennemis pour fomenter un complot. Je mets la main sur des revues de la DGSE, déniche des livres consacrés au 11. Dans mon esprit, j'en fais déjà partie, je me considère et me comporte comme un membre de l'unité légendaire. Des copains de la corniche font la même chose avec d'autres corps.

Nous ne sommes encore que des demi-portions, sans expérience, sans faits d'armes, mais entre candidats à Saint-Cyr la guerre des services a commencé. « Vous, les troupes de légions, vous ne réfléchissez pas assez, vous foncez dans le tas ! » attaque l'un. « Vous, le 11, vous êtes des corsaires ! » réplique un autre. Pour tenir solidement une position, il faut disposer de munitions, d'arguments et d'exemples à développer. Les joutes verbales peuvent même prendre un tour philosophique et opposer le culte du héros au mythe de l'agent inexorablement condamné à servir son pays dans l'ombre. « Les commandos parachutistes sont les plus courageux. » Riposte sanglante du tac au tac : « Oui, et vous êtes beaux comme de la porcelaine, vous supportez bien les décorations, mais assez mal l'épreuve du feu solitaire. » Ces attaques futiles, inutiles et toujours inexactes rythment nos espaces de détente. Elles nous permettent de nous jauger tout en

éprouvant nos capacités respectives à nous assimiler à nos fanatures. Très vite, nous apprendrons que celles-ci sont toutes belles. L'esprit de corps et le don de soi sont des démultiplicateurs de vocation.

Mais une différence majeure persiste cependant entre toutes les unités de l'armée française et le 11 : un commando parachutiste attendra avec impatience un renfort blindé pour se sortir d'une mauvaise passe, quand un équipier du 11 ne pourra compter que sur lui. Au 11, cette capacité à manier les mots autant que les armes, à s'adapter à un conflit autant qu'au discours de son interlocuteur sera un atout. Mon plus grand atout — je ne m'en rendrai compte que beaucoup plus tard.

Entre copains de la corniche, nos chamailleries restent cependant bon enfant. C'est un jeu, une façon de se provoquer et de se confronter, mais nous n'y mettons pas d'agressivité. De ce point de vue, la classe préparatoire est une seconde famille. La compétition entre élèves n'empêche pas les amitiés qui s'y nouent d'être solides, les amours aussi — c'est là-bas que j'ai rencontré mon épouse — et les fêtes nombreuses.

Lors de la deuxième année, je suis responsable des activités de tradition. L'une des principales missions de ma fonction consiste à organiser la période de bahutage qui se termine le 2 décembre par le baptême annuel, c'est-à-dire l'accueil officiel des nouveaux arrivants dans la tradition de l'école, une cérémonie très officielle où chacun d'entre eux reçoit son calot définitif. Le bahutage dure trois mois. C'est à moi d'établir le programme avec quelques-uns de mes camarades de deuxième année, si possible en inventant des activités originales. Il s'agit d'une forme de bizutage, mais pas au sens qu'a pu prendre ce mot aujourd'hui. Il n'y a rien d'humiliant ni de cruel — je n'aurais jamais accepté —, car l'objectif n'est pas de laisser des séquelles mais de renforcer la cohésion.

Nous organisons ainsi des marches qui durent vingt-quatre heures. C'est un moyen pour chacun de manifester son courage, son endurance, sa résistance au froid et à la douleur… en réalité, surtout sa résistance à la douleur occasionnée par les ampoules aux pieds, rien de plus méchant. Néanmoins, parce que nous avons notre fanature choc, légion, para, parce que nous avons traîné nos godillots dans la boue toute une journée, dont six heures à la lueur d'un flambeau durant la nuit, nous nous considérons comme de grands guerriers. La vérité, c'est que si la sueur nous dégouline du front, le lait nous coule encore du nez. Une bande de gentilles larves avec un calot sur la tête ! Le métier, la carrière, les opérations extérieures ensuite éprouvent autrement les corps et les âmes. Qu'importe : nous aurons bien le temps de le découvrir. Après vingt-quatre heures d'expédition, nous

retournons au camp, laminés. Douze heures de sommeil plus tard, nous sautons du lit. Sourire aux lèvres. Persuadés d'être les rois du monde. Quel bon temps !

À côté des exercices physiques, le bahutage comporte des défis plus ludiques. Nous décidons d'envoyer les bizuts faire la manche boulevard Saint-Michel. Est déclaré vainqueur celui qui revient avec les poches les mieux remplies. Puis, avec cet argent, nous allons trinquer ensemble à la mémoire des grands hommes, d'hier mais surtout de demain, dans un bistrot en face du Panthéon. J'institue aussi une course au trésor dans Paris, dont le but consiste à collecter des choses insolites. Démonter et rapporter une plaque de rue, ou chaparder son képi au gardien de la paix lui-même… et bien d'autres exploits potaches.

Au final, le nom du gagnant s'impose ; celui-ci a fait preuve d'originalité et de courage, son triomphe est total… à ce petit détail près que le jeune monte-en-l'air s'est fait pincer par les policiers du 7e arrondissement, alors qu'il tentait de déboulonner la plaque de la rue de Solférino ! Contrairement à son concurrent direct qui a bien rapporté une plaque de rue, celui-là a fait preuve d'une audace particulière et de références historiques intéressantes. Ce sera donc lui le lauréat… une fois revenu du poste de police !

Aujourd'hui, cette artère parisienne est bien connue du grand public parce qu'elle abrite le siège du Parti socialiste. Mais c'est d'abord son admiration pour la victoire de l'armée de Napoléon III sur l'armée autrichienne, lors de la bataille de Solférino en 1859, qui a guidé le choix de mon camarade. Plus de trois cent trente mille soldats avaient combattu dans cet affrontement, célèbre dans l'histoire militaire parce qu'il avait également vu l'utilisation de techniques nouvelles, comme le transport des troupes françaises en train. Grâce au rail, celles-ci n'avaient mis que quatre jours pour se rendre de Lyon jusqu'au Piémont, en Italie. Autant d'arguments et de détails qui n'ont guère adouci l'humeur de la maréchaussée.

Interpellé pied-de-biche à la main, mon condisciple est reparti menottes aux poignets. La plaque était toujours solidement fixée au mur, à peine égratignée, mais il avait eu le temps d'arracher un boulon pour preuve de sa bravoure. Avions-nous franchi la ligne jaune ? Porté atteinte aux monuments de France ? Bien sûr que non. C'étaient des bêtises de notre âge, mais dans la transgression nous savions parfaitement placer le curseur entre ce qui était acceptable et ce qui ne l'était pas. Les plaques n'auraient jamais terminé leur vie dans une poubelle. Grâce à elles, nous avions le projet d'ouvrir un petit musée à la corniche.

Au fil des marches, des jeux, des défis et des fêtes, les bizuts acquièrent l'esprit de promotion, ils s'intègrent aux anciens. Le

bahutage se termine le deuxième jour du mois de décembre, l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz. Le 2 décembre 1805, la Grande Armée venait à bout des forces austro-russes à Austerlitz, en République tchèque aujourd'hui. Cette bataille, comme la campagne qui l'avait précédée, est considérée comme le chef-d'œuvre tactique de Napoléon. Son grand œuvre de général. Elle est encore enseignée dans de nombreuses écoles militaires. Chaque année, à la corniche Henri-IV, le 2 décembre est donc la date officielle du baptême de la promotion, comme dans toutes les corniches de France.

2
Do you speak English ?

La corniche peut durer trois ans, deux lorsque la scolarité se déroule très bien. À la fin de la deuxième année, je passe le concours de Saint-Cyr, l'échéance vers laquelle toute la promotion est tendue, celle qui pourra, ou non, concrétiser nos rêves d'aventure et de gloire. Et patatras… non admis ! La faute, notamment, à un terrible 2 sur 20 en anglais. C'est peu… et donc éliminatoire. *Do you speak English ? Not really*, à l'époque.

Mon moral en prend un coup et je ne me vois pas rempiler pour une année supplémentaire, le nez plongé dans les bouquins. Je prends la décision de ne pas cuber, c'est-à-dire de ne pas effectuer la troisième année qui permet de passer le concours une seconde fois. Le contrat qui me lie à l'armée stipule bien, néanmoins, que cette troisième année est due au ministère de la Défense. Évaluer les paramètres, toujours. Rebondir, s'adapter. Mon plan B passe par l'École nationale des sous-officiers d'active, à Saint-Maixent-l'École (Deux-Sèvres).

L'ENSOA est une école de commandement qui forme des chefs. « Le futur sous-officier cultivera savoir-faire et savoir-être, fermeté du caractère et capacité à maîtriser la force, dans le respect indispensable de la dignité humaine », annonce un peu pompeusement le descriptif du cursus. Il y a une promotion spéciale pour les bacheliers. Un nouveau concours à passer, avec succès cette fois, et j'intègre les effectifs. La formation est courte, un an seulement. Je travaille dur, j'apprends beaucoup. Une année plus tard, mon premier contrat militaire arrive à son terme. Les choses sérieuses ne font pourtant que commencer. Je signe pour sept années supplémentaires avec un objectif clair : entamer une carrière de sous-officier et découvrir le terrain. Un 2 sur 20 éliminatoire dans la langue de Shakespeare n'aura pas raison de mes rêves de gloire, *doesn't it ?*

L'école d'application terminée, il faut choisir son unité d'affectation. La première pour bon nombre d'entre nous. J'ai plutôt bien travaillé, je peux donc choisir parmi les premiers le régiment dans lequel je souhaite être affecté. J'opte pour un escadron d'éclairage divisionnaire, à Stetten am kalten Markt, un important cantonnement des forces françaises en Allemagne de 1945 à 1997. La France et l'Allemagne se sont beaucoup fait la guerre dans l'Histoire, mais je pars sans aucun a priori. Le *Bundesland* du Bade-Wurtemberg, dont la capitale est Stuttgart, est limitrophe de la France et de la

Suisse. J'y passe trois années qui filent à toute vitesse, dans un pays magnifique. Dans l'armée de terre, les escadrons d'éclairage sont chargés de reconnaître la marche des grandes unités, de les prévenir de tout danger immédiat et d'assurer la liaison entre leurs éléments. Ils déterminent les positions favorables et le volume de l'ennemi, ainsi que les itinéraires jugés les plus sûrs. En choisissant ce corps, j'ai le sentiment d'évoluer sur mes terrains de prédilection — embusqué, à l'affût, au-delà des lignes — tout en cultivant des qualités qui me seront utiles ensuite — discrétion, camouflage, furtivité, capacité à collecter du renseignement. Les missions d'éclairage, qui me stimulent tant physiquement qu'intellectuellement, me conviennent à la perfection. Je suis dans mon élément.

Je n'en garde pas moins de la constance dans les décisions que j'ai prises. En trois ans, j'ai déjà beaucoup bougé, mais en Allemagne, bien qu'épanoui dans mon escadron, mon désir d'intégrer le 11 ne m'a pas quitté. Il faut maintenant pendre les choses en main. Pour la première fois, je contacte la DGSE. Je suis dans ma chambre, il est tard et je regrette de n'avoir aucun contact particulier. Pas de nom précis d'officier à qui adresser mon courrier. Encore moins quelqu'un pour me recommander.

Le service Action de la DGSE, auquel le 11 appartient, dispose d'avions et de bateaux mais surtout de trois centres d'entraînement : le centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES) à Cercottes (Loiret), qui a une orientation plutôt « urbaine », le centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS) à Perpignan (Pyrénées-Orientales), qui est le cœur de la guerre spéciale, et le centre parachutiste d'entraînement aux opérations maritimes (CPEOM) à Quélern (Finistère), qui regroupe les nageurs de combat. Je prends ma plus belle plume pour m'adresser à M. l'officier responsable des personnels du 11. Un timbre et j'envoie le tout à la direction des ressources humaines du SA, à Quélern. La réponse me parvient vite. Inquiétante et encourageante à la fois : « Votre profil nous intéresse, mais nous vous conseillons de présenter l'École militaire interarmes (EMIA). » Je sais lire entre les lignes : « Comme sous-officier vous ne nous intéressez pas beaucoup, mais comme officier nous vous trouverons quelque chose à faire. Réussissez l'École militaire interarmes et rappelez-nous ! »

L'EMIA est l'école de formation des officiers de l'armée de terre, recrutement interne. En clair, il me faut rejoindre mes camarades qui ont réussi Saint-Cyr et qui viennent de passer deux années à Coëtquidan où les deux bataillons de l'ESM Saint-Cyr et de l'EMIA suivent un cursus parallèle. J'ai donc un nouvel objectif : le concours d'entrée à l'EMIA. Je passe les épreuves la boule au ventre. La rage au

cœur aussi. Interdiction d'échouer. Je réussis. Cerise sur le képi, j'obtiens même une bonne note… en anglais !

3
Saint-Cyr

Saint-Cyr, début des années 1990. Je marche sur les traces de mes camarades de la corniche Leclerc qui ont passé le concours avec succès, quelques années plus tôt. Sans regret, car entre-temps mon parcours m'a aguerri. Les anciens d'Henri-IV viennent juste de quitter l'École spéciale militaire, le Saint-Cyr que tout le monde connaît. Ils partent en application et moi je débarque. La scolarité à l'École militaire interarmes vient de passer à deux ans, suivis d'une année d'application. Je rêve du 11, je m'en rapproche pas à pas, mais pas question d'opérer sans plan B. À l'EMIA, je réussis les tests psychotechniques pour devenir pilote d'hélicoptère. Le raisonnement est simple : si je ne parviens pas à intégrer le service Action de la DGSE, la carrière de pilote d'hélicoptère m'ouvrira néanmoins des perspectives intéressantes.

L'EMIA est une école exigeante. J'y passe deux années studieuses, moins ludiques qu'à la corniche. La formation, à la fois académique et militaire, vise à permettre aux élèves officiers d'atteindre trois objectifs pédagogiques : discerner la complexité — déployer une véritable intelligence de situation —, décider dans l'incertitude — faire preuve d'une force de caractère permettant d'accepter des risques calculés —, agir dans l'adversité — fédérer les énergies, susciter l'action collective et décider en conscience. L'enseignement militaire doit permettre aux élèves officiers de réaliser une mission en articulant le plus efficacement possible trois groupes de combat sur le terrain, face à un ennemi. Les cours théorique, eux, portent sur la défense, la sécurité, la géopolitique et les relations internationales.

L'école terminée, je dois à nouveau effectuer une année d'application. Je reprends naturellement contact avec la DRH du SA. Un courrier simple et efficace : « Bonjour, que faut-il choisir ? » Une réponse claire et diligente : « Prenez plutôt l'infanterie. » Je serai donc fantassin, je vote pour le 11. Je pars pour l'École d'application de l'infanterie (EAI) à Montpellier. Puis, après un an, nouveau courrier à la DRH du service Action : « Je serai bientôt affecté en unité, que dois-je faire ? Quel régiment dois-je choisir ? » J'ai bien fait de poser la question. « Quand vous sortez de l'EAI, me répond-on, choisissez un régiment parachutiste d'appelés où le SA pourra vous récupérer facilement. Dans un régiment professionnel, il faudra attendre au moins trois ans. » Ces conseils ont pour moi le caractère sacré d'une bulle pontificale. Je les applique religieusement. Au risque de

surprendre…

La scène est restée célèbre à l'école. Elle a estomaqué mes camarades et déboussolé mes professeurs. La scolarité arrive à sa fin, nous sommes tous réunis dans le grand amphithéâtre pour officialiser nos vœux. Concrètement : choisir notre prochain régiment. Les meilleurs élèves se déterminant en premier, l'éventail des choix se réduit au fur et à mesure. Je fais partie du top 20 du classement, je suis certain de ne pas faire partie des déçus. Je suis apte troupe de marine (TDM) et aussi aviation légère de l'armée de terre (ALAT) et donc qualifié pour devenir pilote d'hélicoptère. C'est une voie prestigieuse dont beaucoup rêvent. Faut-il vraiment y renoncer pour une hypothétique carrière, un jour, peut-être, au service Action ? L'amphi est plein à craquer, tous les yeux sont braqués sur moi.

Je me lève et me plante face à l'assemblée. Je me concentre pour parler d'une voix nette. Dans mon annonce je ne veux laisser aucun soupçon d'hésitation : « Mon général, je souhaite intégrer le 6e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMA). » Brouhaha dans les rangs. Il n'y a qu'une place réservée aux TDM dans l'ALAT et je suis le premier TDM apte au pilotage. Pour tous, il n'y a aucun doute que je vais me raviser et choisir l'aviation légère ! Pourquoi vouloir voler au vent alors qu'on peut faire tourner un rotor ? Leurs sourcils froncés trahissent l'incompréhension. Aux yeux de certains, ma décision me catapulte immédiatement de la catégorie « bon élève » à celle d'« ahuri ». Cette séance n'est encore que ce qu'on appelle l'« amphi blanc », qui prépare mon choix définitif du lendemain au même endroit. Durant toute la soirée, les rumeurs vont bon train sur les orientations et changements de cap de tel ou tel… Le second TDM apte pilote croit certainement que je joue avec ses nerfs et que je lui laisse espérer l'accès aux machines volantes le temps d'une nuit seulement. Mais cette première déflagration est suivie d'une seconde : « Mon général, je choisis le 6e RPIMA à Mont-de-Marsan. » Persiste et signe… Stupeur et tremblements dans l'amphi. Le second TDM est aux anges, moi aussi…

Dans ma tête, je me répète les conseils de l'officier responsable des personnels du 11 : « Quand vous sortez de l'EMIA, choisissez un régiment parachutiste d'appelés où le SA pourra vous récupérer facilement. » Le 6e RPIMA est le seul régiment parachutiste d'infanterie de marine composé d'appelés. Pour la DGSE, la manœuvre d'exfiltration — si elle a lieu — sera moins embarrassante politiquement. Tous les autres sont des régiments professionnels, qui n'apprécient guère d'abandonner leurs officiers à un corps concurrent de l'armée… fût-il aussi prestigieux. J'appelle une fois de plus mon correspondant au SA : « J'ai fait ce que vous m'avez conseillé, j'ai choisi le 6e RPIMA à Mont-de-Marsan. » Dans la voix de mon

interlocuteur, guère plus d'effusion qu'à chacun de nos échanges : « OK, nous reprendrons contact avec vous. » Le feront-ils vraiment ? À quel horizon ? Trop tard, il a raccroché.

Arrivé comme jeune officier au 6e RPIMA à Mont-de-Marsan, je prends mes quartiers. Je rejoins la 4e compagnie de combat du 6, commandée par un chuteur opérationnel réputé de la division parachutiste, le capitaine Bachelet. C'est un bon père de famille pour ses hommes et un bon chef de guerre pour ses subordonnés. Un peu rebelle, lui aussi, on lui a confié la compagnie Carmin, avec un coyote comme insigne. Ça ne pouvait pas mieux tomber. Il s'agit d'une compagnie de volontaires service long (VSL), des appelés qui signent pour trois ans.

C'est ma première affectation en tant qu'officier et je m'aperçois très vite que mes troupes ont la même mentalité que des professionnels. Je les forme complètement. Je mets sur pied une équipe de bandits car je suis moi-même un bandit. L'ambiance est bonne et j'impose ce qu'il faut d'émulation entre mes groupes de combat pour tirer le meilleur de mes hommes. Les VSL possèdent également cette caractéristique de pouvoir être employés sur des missions à l'étranger et j'espère pouvoir bientôt les déployer sur le terrain, hors des frontières de l'Hexagone.

Je suis heureux, j'ai pris la bonne décision. Le présent est excitant et l'avenir plein de promesses. Entre-temps, mes relations avec le SA se sont espacées, et j'attends.

4
À la recherche des Khmers

Mont-de-Marsan, 1992. Située au sud de la forêt landaise, le plus grand massif forestier d'Europe occidentale, la préfecture des Landes offre un accès facile à des portraits grandioses de mer et de forêts. Les plages de sable fin de la Côte d'Argent et la chaîne des Pyrénées s'étirent à seulement quelques dizaines de kilomètres. Des terrains propices à l'entraînement du corps et à la sérénité de l'esprit.

Rapidement, c'est pourtant beaucoup plus loin qu'il est question de nous envoyer. Le régiment est chargé d'une mission pour le compte de l'Organisation des Nations unies. Destination ? Le Cambodge. Objectif ? Mettre en application les dispositions de retour à la paix, désarmer les Khmers rouges et les réintégrer dans la vie sociale. Pour nous les paras du 6, cela commencera par prendre contact avec les redoutables Khmers rouges réfugiés dans les forêts et les montagnes depuis que Pol Pot, leur leader, a été chassé du pouvoir. Puis il faudra les convaincre de rendre les armes et rentrer dans le rang.

Pour une première, j'ai tiré le gros lot ! Je m'en réjouis évidemment et mes volontaires semblent enthousiastes, mais pas question d'improviser. Je potasse plusieurs jours des livres d'histoire et de relations internationales, j'ingurgite de copieuses revues de presse pour proposer un briefing d'avant-mission qui donne envie à mes hommes de s'investir dans cette mission. Il ne suffit pas d'être chef de section en titre pour être chef. Il faut insuffler la confiance et le respect. Pour cela, il est nécessaire de comprendre la situation, d'avoir une solution crédible à proposer, de savoir l'exposer et surtout de la mettre en œuvre avec son équipe. À partir de ce moment, le « Faites ce que je dis ET ce que je fais » prend tout son sens. Mon petit exposé se veut synthétique, clair et précis.

Les Khmers, c'est d'abord un saut dans le temps — un mouvement politique et militaire communiste radical d'inspiration maoïste. Le qualificatif « rouge » ne désigne pas tellement le sang que le régime a abondamment fait couler, c'est d'abord la couleur de la révolution. Au printemps 1975, les Khmers rouges s'emparent de Phnom Penh, la capitale du Cambodge, au terme de plusieurs années de guerre civile, établissant le Kampuchéa démocratique. Pol Pot, leur leader, impose une dictature d'une extrême violence destinée à créer une société communiste sans classes, purgée de l'influence capitaliste et coloniale occidentale, ainsi que de toute religion. Cinq ans plus tard, en janvier 1979, les KR sont finalement chassés de Phnom Penh par les forces

vietnamiennes. Leur régime affiche un bilan tragique estimé à deux millions de morts, alors que le pays ne comptait que sept millions d'habitants. Pol Pot est en cavale certes, mais le Cambodge ne connaît pas pour autant la paix intérieure. Des Khmers rouges dissidents forment un nouveau gouvernement. À partir de 1979, la guerre civile reprend et se poursuit plus de dix ans entre les KR réfugiés dans les montagnes et le nouveau pouvoir en place, appuyé par le Vietnam. Finalement, un cessez-le-feu est obtenu sous la supervision de l'ONU en octobre 1991, lors de la signature des accords de paix de Paris. Ces accords permettent l'établissement d'une Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), chargée de préparer une nouvelle Constitution et le retour de la monarchie au Cambodge. Pour cela, l'APRONUC organise une opération de maintien de la paix sur place, de février 1992 à septembre 1993.

Une langue étrangère, un pays de mousson, les ravages d'une terrible dictature puis d'une interminable guerre civile, nous n'aurons pas beaucoup de repères. Notre objectif est clair : convaincre la faction khmère de désarmer ses troupes. La mission m'enthousiasme particulièrement. Elle intègre des paramètres purement militaires — la gestion du camp et des hommes, la présence d'un ennemi fugace et menaçant —, mais aussi une dimension diplomatique et stratégique parfumée d'exotisme, ce goût d'ailleurs lointain qui façonne les grandes aventures. Au final, sans que j'en aie alors conscience, elle est extrêmement proche d'un type de missions qui me seront confiées plus tard au service Action.

Nous arrivons les premiers au Cambodge. Au départ, il est programmé que nous partagerons la mission avec un bataillon de l'Uruguay, mais les Sud-Américains ont du retard. Les Français descendus de l'avion en temps et en heure héritent donc de la zone uruguayenne, deux fois plus grande que celle dont nous sommes censés avoir la responsabilité. Tant mieux.

De longues études, des nuits blanches le nez dans les livres, des entraînements éreintants, la mise à l'épreuve du corps, des efforts et des sacrifices pour en arriver là, maintenant. Cette fois, les choses sérieuses commencent véritablement. Me voilà seul à la tête de ma section, au nord du Cambodge, au bord du Mékong, pour prendre contact avec les Khmers de la zone qui m'a été confiée, cachés dans les forêts et les montagnes. Les accords de Paris ont donné une réalité à la paix, mais l'encre est à peine sèche sur les documents signés par les grands de ce monde. La concorde récente n'est encore qu'une concorde de papier.

Nous avons pour mission de localiser les Khmers pour les convaincre que les accords signés ont accouché d'une paix réelle et

durable. Ceux-ci restent loin d'en être convaincus. Les miliciens khmers vivent embusqués dans le maquis luxuriant et impénétrable de l'Asie du Sud-Ouest. Ces soldats sont lourdement armés, redoutables, et la plupart se sont rendus coupables d'atrocités. Ce ne sont pas des hommes qu'on recherche la fleur au fusil, ni qu'on convainc au cours d'une joyeuse discussion, en leur tapant sur l'épaule. Certains continuent d'ailleurs de harceler les populations, s'extirpent furtivement de la jungle pour mener des raids et semer le chaos dans les villages. La zone entière demeure très dangereuse. Ils sont insaisissables, du moins est-ce leur réputation. Installés aux confins de forêts inextricables, les combattants khmers rouges semblent impossibles à approcher. Pourtant, ils sont bien là.

Chaque matin nous avons des témoignages de la population qui nous rapporte le passage nocturne d'éléments KR dans les villages le long des axes routiers. En réalité, ils ne sont pas du tout retranchés. Ils bougent sans cesse avec armes et bagages et famille aussi. Ils se ravitaillent et tentent aussi de recruter quelques jeunes gens en distribuant des tenues de combat. Un subtil équilibre semble s'être installé. Les KAPAF, les forces armées du nouveau pouvoir en place, quittent des lieux que les KR investissent et quittent à nouveau. Ils ne se croisent quasiment jamais. Les KAPAF se déplacent de jour et les KR la nuit. Je comprends alors que l'approche de ces derniers est possible. N'étant ni des diables ni des fantômes, ils ont des besoins logistiques et surtout ils communiquent pour s'informer des mouvements adverses. Dès lors, ils ont obligatoirement des antennes dans les villages situés sur les axes fréquentés par l'armée. Il ne me reste qu'à les utiliser, mais comment ?

Je suis lieutenant, seul aux commandes. Le jour de l'arrivée à Talabarivath, notre région de destination, les bonzes du monastère qui jouxte notre camp m'accueillent comme le prince du Cambodge en personne. J'ai à peine trente ans, les hommages disproportionnés et le festin à la fois sobre et gargantuesque durent vingt-quatre heures. Je suis dans le temple, assis en tailleur, entouré de statues de Bouddha, gavé de riz comme une oie cambodgienne. Les bonzes défilent, se prosternent, m'abreuvent d'un flot de paroles dont je ne parviens pas à déchiffrer un traître mot. Sourires immenses, politesse infinie, manières exquises, leur accueil m'honore et me trouble.

J'ai enfin trouvé comment contacter les KR : par les bonzes ! Je les ai vus se rendre en forêt chaque jour. Ils se déplacent pour méditer et parfois accompagner quelques paysans en quête de gibiers. Ils vont et viennent sans rencontrer le moindre problème. Ne seraient-ils pas capables de porter un message ? Je vais exploiter cette option et, dès demain, je leur donnerai une lettre écrite en khmer par mon

interprète. Une invitation « en l'air », destinée à qui veut la lire. Une invitation à prendre contact avec nous selon les modalités qui leur conviennent. Et nous verrons bien. J'ai l'impression d'être un pêcheur qui va lancer sa ligne. Le poisson va-t-il mordre ? Nous verrons bien…

Je suis satisfait d'avoir été invité à cette fête même si je ne me sens pas vraiment à ma place. Déconcerté, je parviens à faire bonne figure, mais je n'ai pas l'habitude de ces cérémonies officielles. Je pense aux hommes, dehors, à quelques centaines de mètres. Ma section transpire à monter les tentes et installer le camp de toile pour nous protéger des pluies de mousson, diluviennes. Le temps me semble long, mais bientôt je retrouverai les rigueurs de la vie militaire, avec joie.

Les premiers jours se déroulent sans incident notable, à l'exception d'une rumeur qui nous parvient via les paysans : les miliciens khmers n'auraient aucune intention d'abandonner les armes, au contraire, ils se prépareraient plutôt à en découdre. L'information, invérifiable, ne m'inquiète pas outre mesure, mais j'en avertis les hommes en leur demandant de rester vigilants. Voici ce que j'écris alors, dans le « Cahier de marche » que je tiens minutieusement à l'époque :

Talabarivath, Cambodge, le 8 juin 1992

> *Les soldats ont un enthousiasme à toute épreuve et l'annonce des intentions hostiles des partisans de Pol Pot ne les a même pas ébranlés. Je tire une grande satisfaction à commander ces hommes qui me surprennent de jour en jour, même si les irréductibles de la bêtise sévissent toujours. Quant à mes chefs de groupe, ils ont bien leurs hommes en main. Il faut dire qu'ils passent leur temps avec eux. En revanche une chose me dérange, et j'espère y remédier dès demain. La structure du camp ne permet pas à toute la section de prendre un repas ensemble. Cela sera possible dès que le réfectoire sera activé, ce qui ne devrait pas tarder car nous avons déjà inauguré une table pour une bonne quinzaine de personnes.*

Les heures, les semaines défilent. Les rumeurs d'attaque se sont évanouies, rendant la difficulté à laquelle nous sommes confrontés chaque jour de plus en plus évidente : impossible de prendre contact avec les Khmers rouges. Ils sont là, nous observent en secret, omniprésents mais invisibles, dissimulés dans le décor tout autour de nous. Hélas, comment les approcher ? Comment entamer des pourparlers ? Les éclaireurs que j'ai dépêchés sont revenus bredouilles et entreprendre une expédition de grande ampleur dans les montagnes

exposerait mes hommes à des risques que je ne souhaite pas courir pour l'instant. Je tourne et retourne le problème dans ma tête.

Et si, finalement, la solution s'était présentée à moi dès le premier jour ? L'intermède protocolaire et diplomatique avec les bonzes pourrait avoir été plus utile que je ne l'ai cru… Les jours suivants, je multiplie les visites au monastère. Je maîtrise mieux la langue, que j'étudie, et les échanges gagnent en précision et en profondeur. Les moines bouddhistes se prêtent paisiblement au jeu et deviennent rapidement des correspondants efficaces. J'obtiens de plus en plus d'informations sur les environs, la population, les jeux de pouvoir locaux. J'ai surtout remarqué que chaque matin, des bonzes partent à dos de buffle dans les montagnes. Lorsqu'ils sont dans les hauteurs, les moines croisent nécessairement des KR. Je retourne au monastère et j'enrobe mes propos d'un luxe de précautions : « Mes amis, vous avez accès aux montagnes où les Khmers se dissimulent. Je sais que vous n'avez aucun contact avec eux, vous me l'avez dit plusieurs fois. Mais une fois là-haut, si jamais — si jamais ! — vous croisez un chef khmer, faites-lui savoir que je suis prêt à venir le rencontrer. » Les bonzes opinent poliment de leur crâne glabre. Je les salue, ils se lèvent et défroissent leur somptueuse robe jaune safran. Le succès ou l'échec de ma mission leur appartient maintenant pour partie.

Le temps passe mais la routine met du temps à s'installer sous ces lointains tropiques. La vie quotidienne au camp continue d'apporter chaque jour son lot de surprises. Stupéfait la première fois, je fais par exemple connaissance avec la cigale du Cambodge, beaucoup plus grosse que sa cousine européenne. Son chant est synthétique, une longue vibration très intense que l'oreille perçoit jusqu'à plusieurs centaines de mètres. Les mois de saison sèche, la toilette se fait dans le Mékong. Mais dès l'arrivée des premières pluies de mousson, chaudes et drues, les douches se prennent en plein air, un vrai régal ! À cette occasion, je constate que nos travaux de terrassement ont été bien menés. Le réseau de canaux creusé autour du camp et entre les tentes pour nous mettre à l'abri des inondations nous permet effectivement de dormir au sec. C'est du côté de la gamelle que la lassitude risque peut-être le plus de se manifester. Riz, riz, riz… au Cambodge, le régime alimentaire militaire et les habitudes culinaires locales fusionnent facilement. Je fais tout mon possible pour rompre la monotonie de l'assiette et garder les papilles de mes troupes en alerte. Nous faisons ainsi l'acquisition d'un cochon d'une quarantaine de kilos. Un dimanche, un de mes sergents chef de groupe, accompagné de ses deux caporaux, se propose de s'occuper de la bête pour en faire un méchoui délicieux.

Les paysans que nous côtoyons au quotidien sont des gens simples

et dociles. Notre présence les rassure, mais la menace khmer rouge reste omniprésente dans leurs esprits. Certains qui ont conservé des armes rechignent à nous les remettre. Ils ne sont pas décidés à enfermer leurs fusils dans une armurerie, quand bien même ils en conserveraient la clé. Les événements leur donnent d'ailleurs plutôt raison.

Un soir, à minuit pile, nous sommes réveillés par une succession d'explosions à proximité du camp. Après avoir pris les dispositions de combat, nous nous positionnons dans les tranchées qui entourent le site. De longues minutes stressantes, les yeux écarquillés à tenter de percer l'obscurité. Mais rien, les Khmers ont disparu. Ils sont seulement venus délivrer un message : « Restez sur vos gardes, nous vous surveillons. »

À côté des frissons d'angoisse, il y a aussi les frissons de fierté. Les contacts avec la population sont galvanisants. Ce peuple étouffé par vingt-cinq années de guerre respire l'espérance. À chaque passage d'un soldat de l'UNTAC, ainsi qu'ils nous appellent, les jeunes enfants crient leur espoir en hurlant : *Tuyau, tuyau*, c'est-à-dire : « Vive, vive »… Je me souviens aussi d'une chanson de bienvenue et de remerciement qu'une Cambodgienne nous a apprise un soir. J'attends avec impatience de la traduire avec l'aide de l'interprète. L'air n'est pas vraiment assez martial pour en faire un chant de marche mais je ne désespère pas de m'en inspirer pour apprendre un chant original à la section. Je l'ai retranscrite phonétiquement dans mon « Cahier de marche » :

Op ôn satô totoul am nô, bôwô zousdey,
Op ôn satô smardey contro tracktirt tlatley
Som y min tio tiey sarey sousdey sopper men col

Tieyo preyoumet tney tiet som y tieu mao
Tosema prote kniom day sekrey coursom day tiet smôso
Iam totool om mô tchoup tchep bôvo soup hear men col.

Le sourire était-il plus large que d'habitude ? Peu probable, car difficilement possible. En tout cas le bonze qui marchait vers moi a immédiatement retenu mon attention. Le détail qui m'a interpellé, en réalité, c'est la lettre qu'il tenait à la main. L'invitation d'un officier KR. Le rendez-vous est fixé dans une petite clairière au milieu de la jungle. C'est peut-être un piège, mais le seul moyen d'en avoir le cœur net consiste à se rendre au lieu précis à l'heure dite.

Il est tôt, les brumes matinales ne sont pas encore dissipées. J'avance avec ma mini-section, je n'ai pris que deux groupes avec moi. Le troisième est resté au camp avec mon adjoint. Une vingtaine

d'hommes constitue l'élément de prise de contact. Je marche avec le groupe de tête, un guide et le bonze messager. Un observateur de l'ONU nous accompagne. Parvenu à la clairière, j'abandonne le gros des troupes, que je place en lisière, pour poursuivre avec quelques hommes seulement. Nous progressons les pieds dans l'eau, traversons plusieurs rizières en direction d'un gros rocher qui se découpe au loin.

Assis dessus, le chef khmer nous attend. Il n'est accompagné que de quelques soldats, mais je devine que la jungle qui nous entoure grouille de paires d'yeux fixés sur nous. Je grimpe sur le rocher et il me fait signe de m'asseoir. Je m'accroupis. Deux officiers face à face, presque seuls au monde. C'est la première fois que je l'éprouve, mais combien de fois ensuite aurai-je le sentiment que l'issue d'un conflit, le dénouement d'un rapt d'otages, la sécurité d'un convoi humanitaire ou d'un corridor de réfugiés ne tient au final qu'à l'alchimie d'une rencontre entre deux êtres humains ? Par-delà les chefs d'État, de gouvernement, les états-majors, les diplomates, les conseillers en stratégie, en géopolitique, les milliers d'intermédiaires qui interagissent lors d'une négociation, un écheveau inextricable se démêle parfois par la magie de quelques mots entre deux hommes que tout sépare a priori mais qui se rencontrent et se comprennent.

Une discussion s'engage. Je l'écoute, puis je lui explique notre mission. Calmement, avec des mots simples. Le courant passe, je m'en rends compte à des détails imperceptibles qui échappent sans doute à ma conscience mais qui frappent de plein fouet mon cerveau reptilien. Nous convenons d'organiser une rencontre avec l'échelon supérieur : ses chefs et les miens. Je suis venu avec des moyens radio et j'ai évidemment tenu ma hiérarchie informée de la mission. Plus tard, les haut gradés de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge se posent en hélicoptère près d'un village de pêcheurs. Les colonels se congratulent, le contact avec les Khmers rouges est établi. J'ai une photo de moi prise sur le vif, à cet instant précis. J'ai l'air de franchement m'ennuyer. Les rencontres d'huiles de l'armée, les interminables palabres, je déteste ça. Je suis fier, bien sûr, et ravi d'avoir établi cette tête de pont entre l'APRONUC et les Khmers, mais j'ai déjà des fourmis dans les jambes à attendre que les généraux m'invitent à rejoindre mes hommes.

La suite est hélas moins heureuse. La mission de l'ONU dans son ensemble sera fortement contrariée par la mauvaise volonté de la faction khmère à désarmer ses troupes. En 1993, les KR, qui rejettent les élections prévues par les accords de Paris, reprennent les armes, mais leurs forces sont très affaiblies… Et ce n'est plus mon sujet.

5
Première rencontre avec la DGSE

Mont-de-Marsan, 1993. « Ça plane pour moi ! Ça plane pour moi ! Ça plane pour moi moi moi moi moi… » Le succès de Plastic Bertrand pourrait être diffusé dans l'avion militaire qui me reconduit vers la France. Je foule la terre natale enthousiasmé par mon succès cambodgien et, lors de mon retour au 6e RPIMA, le colonel Perrin, notre chef de corps, est heureux de retrouver ses troupes. Ses hommes se sont bien comportés, ils ont obtenu des résultats inespérés. Les VSL du 6 ont prouvé qu'il fallait compter avec eux… Ils sont fiers et ils le montrent. Le chef de corps a oublié que mon intention est de le quitter. Je suis déterminé. Les délices de l'Asie ne m'ont pas détourné du cap que je me suis fixé.

« Vous avez bien travaillé ! s'écrie-t-il chaleureusement.

— Je veux partir au 11 !

— C'est la première chose que vous m'avez dite lorsque vous êtes arrivé, mais vous avez le temps, ne soyez pas si pressé…

— Non, mon colonel. Je ne vois pas les choses de cette façon. Je veux partir au 11 le plus rapidement possible. »

Nuque raide, regard dur, Perrin se braque. « Nous en reparlerons plus tard », élude-t-il en me laissant comprendre que pour lui, « plus tard » signifie « jamais ».

Je ne suis pas contrarié, je suis furieux. Les trois semaines de congés qui nous sont accordées réussissent à peine à apaiser ma colère. Lors des retrouvailles avec mes hommes, je découvre que la compagnie est envoyée en centre d'entraînement commando à Givet, dans les Ardennes françaises. Rien de très excitant sur le fond, mais c'est une bonne chose pour la cohésion de la section.

Les sacs sont bouclés, les paras sont prêts à partir, lorsque nous recevons un appel de l'état-major du régiment. Un aspirant de l'École des troupes aéroportées (ETAP) de Pau a demandé à participer à un centre d'entraînement commando, il se porte volontaire pour effectuer la session qui commence avec nous. Le capitaine qui dirige notre unité donne son accord. L'aspirant de l'ETAP pourra prendre part aux exercices. Pour moi, c'est un curieux, une sorte d'énergumène mi-soldat, mi-touriste qui souhaite découvrir comment s'aguerrissent les soldats. Il risque d'en baver, car les épreuves qui nous attendent n'ont rien d'une promenade de santé. Parcours d'audace individuel et collectif, franchissement, escalade, mise en œuvre d'explosifs, combat au corps à corps, combat rapproché antichar : le but de la formation

est d'acquérir certaines techniques spécifiques et de placer le stagiaire en situation d'alerte permanente et de fatigue physique. Je regrette la présence d'un élément extérieur, car l'aspirant risque de représenter rapidement un poids mort pour la section.

Le jeune homme arrive enfin. Il est reçu par le capitaine commandant d'unité, puis ce dernier m'appelle : « Jean-Marc, tu es le premier lieutenant de la compagnie, l'aspirant qui nous rejoint sera dans ta section. Il effectuera les exercices du centre d'entraînement commando à tes côtés. » La nouvelle ne m'enchante guère, mais pas question de protester. J'accueille le volontaire poliment, je lui présente mes hommes. Le programme est chargé : *toggle rope* — corde d'assaut et d'escalade héritée des commandos britanniques —, pont de fortune, passerelle, tyrolienne, gouttière…, je saurai très vite ce que notre invité surprise a dans le ventre. Je progresse sans intention malveillante, mais sans veiller non plus à ralentir l'allure pour lui laisser le temps de souffler.

La première fois que je me retourne, je découvre avec surprise que l'aspirant me suit comme mon ombre. J'accélère, il ne décroche pas. Le jeune homme a de réelles qualités physiques et il est en pleine possession de ses moyens. Pas mal, le type ! Je dois dire qu'il m'étonne, mais nous n'en sommes qu'au début du stage. Au fil des épreuves et des calories brûlées, les participants sont contraints de puiser dans leurs réserves. Ils gagnent en agilité mais perdent en lucidité, si bien qu'un pas de travers est vite arrivé. La pluie, le froid, les efforts accumulés n'y changent pourtant rien, l'aspirant est une véritable sangsue collée à mon dos. Les exercices de nuit, les combats, les assauts n'ont guère plus d'effet, je suis tombé sur un gars rustique et solide. Surpris mais ravi, je le félicite. *Anima sana in corpore sano* — « un esprit sain dans un corps sain ».

Non seulement notre invité est physiquement une belle machine qui ne craint pas de souffrir, mais il devient aussi petit à petit un bon camarade. Le centre d'entraînement commando dure un mois. Nous sympathisons et il s'enquiert de mes projets professionnels. Après l'adolescence, la corniche, l'ENSOA, l'EMIA, je me suis projeté vers le service Action. Ma réponse fuse, comme une chanson d'amour au 11 fredonnée à de nombreuses reprises, un pastiche de Paul Éluard que l'on se récite en secret et qui berce l'esprit.

11 — Sur mes cahiers d'écolier
Sur mon pupitre et les arbres
Sur le sable sur la neige
J'écris ce chiffre

11 — Sur toutes les pages lues

Sur toutes les pages blanches
Pierre sang papier ou cendre
J'écris ce chiffre

11 — Sur les images dorées
Sur les armes des guerriers
Sur la couronne des rois
J'écris ce chiffre

11 — Dans la jungle et le désert
Sur les nids et les genêts
Sur l'écho de mon enfance
J'écris ce chiffre

Mon camarade lève les sourcils, il attend une vraie réponse. Je fais dans la franchise mais j'y mets beaucoup moins de lyrisme : « Je rêve d'intégrer le 11 et je travaille dur pour y parvenir mais le chemin est tortueux. » Il a ouvert une brèche dans mes états d'âme, je me confie : « D'ailleurs, je leur ai adressé un courrier pour les prévenir que j'étais au 6e RPIMA. J'attends leur réponse. Elle tarde à arriver, je crois que je vais les recontacter bientôt. » L'aspirant m'écoute sans faire aucun commentaire particulier.

Le centre d'entraînement touche à sa fin et la section retrouve ses quartiers à Mont-de-Marsan. Pour celui qui ne m'a pas quitté d'une semelle pendant quatre semaines, l'heure est au départ. Nous lui avons organisé une soirée d'adieu, tous les soldats sont réunis et nous avons bu un verre, chanté, beaucoup ri des anecdotes du stage passé. Il est tard, certains ont regagné leurs lits. L'aspirant pose son verre et s'approche de moi, me glisse à voix basse : « Jean-Marc, mon père vient me récupérer à la sortie de la caserne, j'aimerais te le présenter. Peux-tu m'accompagner dehors ? »

À l'extérieur, un homme attend près d'une voiture. Il fait nuit noire, la scène est digne d'un film de gangsters. Je lui serre la main et il maintient vigoureusement le contact, plonge ses yeux dans les miens, puis : « C'est toi qui as fait une demande pour le 11 ? Alors tu vas passer les tests. » Drôle d'embuscade ! Ma surprise est totale, je ne me suis douté de rien. Le plus drôle dans l'histoire, c'est que l'officier du service Action qui me fait face est vraiment le père de l'aspirant qui m'a observé pendant un mois. Le fils n'est pas actif au 11, il fait partie des réserves, mais son avis compte. Je l'ai, semble-t-il, convaincu et c'est une première étape franchie, celle de la cooptation. À l'époque, personne ne passe les tests du service Action sans une sorte de parrain

pour le recommander.

L'officier du 11 poursuit d'une voix grave : « La première chose à faire, c'est d'en avertir ton chef de corps.

— C'est déjà fait… mais il ne veut pas en entendre parler.

— Alors, tu vas devoir passer les tests dans son dos… »

Je reste silencieux, éberlué.

« Tu prends des vacances et je t'inscris aux épreuves de façon non officielle. Ton nom n'apparaîtra pas. »

« Ton nom n'apparaîtra pas » — tout un symbole ! C'est la solution à mon problème immédiat et un véritable programme de carrière en même temps, mais je l'ignore alors. Je presse un peu plus vigoureusement cette main qui garde la mienne en otage, pour lui donner mon accord.

Le jour convenu, à l'heure dite, me revoilà boulevard Mortier, à deux pas de la caserne où j'allais dormir quand j'étais à la corniche, pour quarante-huit heures de tests psychotechniques. Le siège de la DGSE : une enceinte ultrasécurisée hérissée de herses et de barbelés.

Quelques minutes pour répondre à plusieurs centaines de questions, avec l'objectif d'aller le plus loin possible, des taches d'encre censées me faire penser à quelque chose de connu — une fleur, un papillon… un fusil-mitrailleur —, ponctuées, à intervalles réguliers, sur une très courte durée, par un entretien avec un psychologue ; quelques questions — ai-je aimé ma mère ? Mes vertus préférées ? Ce que je déteste par-dessus tout ? — , puis à nouveau des tests, un bombardement d'énigmes et de devinettes. Impossible de construire un personnage, la fréquence élevée des questions désarçonne, la durée des épreuves étourdit. Tout s'enchaîne à un rythme effréné, n'offrant aucune autre solution que d'être complètement soi-même. Celui qui masque, ment, meuble, manœuvre, manipule n'a aucune chance. Participer aux épreuves, c'est accepter d'être déchiffré. Je n'ai rien à cacher, je réponds à tous les gens qui me font face sans arrière-pensée.

Au cœur de l'entretien, bien sûr, cette question clé : « Pourquoi souhaitez-vous entrer au service Action ? » L'erreur serait de développer sa réponse de façon trop précise : « Je suis devant vous parce que je recherche tel type de mission, parce que j'aime telle façon d'exercer le métier de militaire. » Au SA, les agents savent qu'une fois sur le terrain, ils seront amenés à tout faire… et particulièrement ce qui n'était pas prévu. Je réponds de façon simple et sincère : « Je suis ici parce que je ne recherche pas la discipline formelle de la Légion ou des paras. Je suis attiré par des missions qui sortent de l'ordinaire, qui me mettent en valeur et dans lesquelles j'ai le sentiment d'avoir un rôle, une utilité.

— Savez-vous ce que vous allez trouver ?

— Je l'ignore, mais ça ne m'inquiète pas. Je dirais même que je m'en fiche complètement, pourvu que ce ne soit pas la Légion ou les paras et que la morale n'ait pas à en souffrir. J'aime l'initiative et l'autonomie. Je ne crois pas être un solitaire et pour autant je peux travailler seul. »

Les deux jours d'évaluation psychotechnique se terminent. Aucune épreuve physique, il ne s'agit pas de sélectionner des Rambo, mais des individus équilibrés dotés d'un goût prononcé pour l'action clandestine. « Merci, nous vous recontacterons. » L'engagement sonne un peu comme la formule de politesse de rigueur à la fin d'un casting qui a mal tourné. Me revoilà boulevard Mortier, dans le 20e arrondissement. La DGSE collecte ici des milliards de milliards de données, compressées et stockées sur trois niveaux de sous-sols. Mon CV, mon numéro de matricule militaire viendront-ils bientôt s'y ajouter ? Je quitte l'univers des espions à regret. Je rêve d'en faire bientôt partie.

Un mois plus tard, la réponse de la DRH du SA arrive enfin. Je déchire l'enveloppe. « Vous avez passé les tests avec succès. » Mon cœur bondit dans ma poitrine, tambourine, j'ai l'impression qu'il va alerter le régiment tout entier. « Vous devez maintenant effectuer une demande de mutation. » Cette fois, les pulsations s'arrêtent net. Je ne comprends pas. Je m'attendais à ce que l'administration militaire m'explique que le 11 est tout-puissant et va imposer mon transfert. Pour une mutation sans procédure extraordinaire, je devine très bien comment les choses vont se passer : mon chef de corps, de très mauvaise humeur, fera une jolie boule de papier de la lettre que je lui aurai adressée, avant de l'expédier à la corbeille. Je n'ai pourtant pas le choix. Je prends rendez-vous avec l'officier ressources humaines du régiment, je rédige une demande de mutation et j'attends la suite.

Ma demande suit son cours et arrive réglementairement sur le bureau du colonel… Exaspéré, Perrin ne daigne même pas me recevoir pour me demander des explications, ou même simplement me « remonter les bretelles »… De sa plume légère et aiguisée, il renseigne la partie qui lui est réservée et ma demande de mutation est envoyée à l'échelon supérieur, accompagnée d'un avis très défavorable. C'est plutôt mal parti, bien que tout à fait prévisible. L'officier RH me transmet les détails sans filtre : « Perrin pense que vous êtes un emm… Il vous a déjà dit "non". Vous êtes un bon officier mais, selon lui, vous n'êtes pas fait pour les unités spéciales. »

Accompagnée du commentaire archinégatif de Perrin, ma demande de mutation part néanmoins dans le circuit administratif. J'ai peut-être pris un boomerang dans les gencives, mais Perrin reçoit

un obus explosif sur le képi. « Jean-Marc, t'es accepté ! m'interpelle un autre lieutenant de la compagnie. Le chef est fou furieux. Il veut te voir tout de suite. Le capitaine t'attend, il vient de se faire secouer par le vieux et il est très heureux pour toi… Il te cherche partout, dépêche-toi. » Le SA a répondu à ma demande de mutation avec un avis favorable. Perrin est coincé. Je me mets en tenue et je tente d'effacer tant bien que mal le large sourire qui barre mon visage. Un mauvais quart d'heure à passer, puis… l'aventure !

Béret rouge vissé sur le crâne, en uniforme d'apparat, j'attends dans l'antichambre du bureau de Perrin. Même la secrétaire adopte un air méchant. Elle m'en veut d'avoir mis le chef dans cet état. Elle ouvre la porte du bureau et annonce : « Le lieutenant est là, mon colonel… » Il fait sortir son assistante, qui m'abandonne sur le seuil. « Présentez-vous ! » hurle le vieux colonel du fond de son bureau. Il fulmine, les murs tremblent. « Vous êtes indigne ! INDIGNE !!! » Il ne me met pas au repos, je reste au garde-à-vous. Le colonel n'attend aucune explication de ma part, il veut se défouler et j'en prends plein les oreilles. « Gadoullet, vous n'êtes pas fait pour la carrière militaire, vous n'êtes pas fait pour être un parachutiste, encore moins pour le service Action. Je les connais très bien, j'ai moi-même approché ce milieu et ces missions. Vous êtes loin du compte. Là-bas, vous allez vous casser les dents. Je vous vois d'ici revenir en rampant, pleurer pour être réintégré au 6e RPIMA. Ce jour-là, je serai là pour vous accueillir ! »

J'ai connu message d'adieu plus chaleureux, mais je n'ai pas l'intention de m'effondrer. Silencieux, toujours au garde-à-vous, je laisse Perrin tenter de m'humilier en vain. Le vieux colonel peste et vocifère pour faire mal, je vois ses lèvres se désarticuler mais je n'écoute déjà plus ses remarques vexatoires. Je pense à ce qui m'attend bientôt au SA. Je suis officiellement rayé de la liste des cadres du régiment, une autre vie commence.

Adieu Mont-de-Marsan, bonjour le service Action. Le rêve d'une courte vie. Je vais intégrer la grande maison des services secrets, m'engager pour ma patrie à ma façon… Espion, une carrière sûrement dangereuse, mais qui fait la part belle à l'audace et aux initiatives, celle dont j'ai toujours rêvé. Il est encore trop tôt pour que je puisse le savoir, mais deux lois gouvernent les missions des soldats d'élite que je m'apprête à rejoindre : la réalité dépasse toujours la fiction ; la raison d'État l'emporte sur tout le reste. À bon entendeur, salut !

DEUXIÈME PARTIE
Le 11e Choc

1
Service Action

Le service Action, pour moi le Saint des Saints. Une unité militaire secrète française placée sous le commandement opérationnel de la Direction des opérations (DO), au sein de la DGSE, l'équivalent français de la CIA. Le SA est chargé de la planification et de la mise en œuvre des opérations clandestines armées. En clair, contrairement aux opérations spéciales menées par des unités plus classiques, le SA conduit des actions qui ne sont pas revendiquées, ni revendicables par le gouvernement français.

Il est devenu courant de voir à la télévision des intervenants adoptant un air grave et utilisant des termes énigmatiques qui les assimilent immédiatement à des spécialistes de la chose : opérations « homo » (homicides) ou « arma » (sabotage, destruction de matériel), section Alpha (unité chargée des assassinats ciblés), HC (« honorable correspondant »), « boîte aux lettres morte », « officier traitant », « légendes », « couvertures » et « identités fictives » sont les mots de code de ce monde à part et inaccessible. La totalité des informations concernant cette unité sont classées secret-défense et, sauf exception, ni la présidence de la République ni le ministère de la Défense ne commentent ses opérations. Les agents du SA sont protégés par l'État et ses grands serviteurs. À ce niveau de risque il n'y a pas de querelles, ni de jalousies. L'agent du SA travaille souvent seul et s'expose lourdement car le meilleur moyen de ne pas être vu consiste souvent à se montrer et dès lors à s'exposer. Les soldats du SA sont donc prêts à mourir pour la patrie dans l'anonymat le plus complet. Ce code moral non écrit est légitime à ce niveau de responsabilité. L'agent prend des risques inconsidérés pour protéger un État qui le protège en retour… enfin, normalement !

L'éventail des missions est infini. Oui, réellement infini dans la mesure où le SA réalise ce que les unités de l'armée française ne peuvent pas réaliser, car elles n'en ont pas la capacité, le savoir-faire ou simplement le droit : reconnaissance clandestine, franchissement de lignes, pénétration de dispositifs, sabotage, destruction de matériel, libération d'otages, exfiltration de personnels — agents, personnalités, ex-otages, etc. — , mais aussi contre-terrorisme, neutralisation d'individus identifiés comme des « cibles internationales », guidage d'avions, protection de sites ou de personnalités, identification des risques, étude de situation. Voilà pour les actions les plus courantes. Le reste concerne tout ce qui n'est pas conventionnel et correspond à un besoin stratégique, souvent politique. Ce peut être une action

d'ordre militaire ou alors une action de diplomatie clandestine parallèle se situant dans un cadre ou auprès de personnes tellement inaccessibles pour des fonctionnaires des Affaires étrangères qu'il est indispensable de faire appel à d'autres solutions…

Oui, la surprise est toujours au rendez-vous. Là où les règles internationales n'ont plus cours et où la morale ne s'aventure pas, il est souvent nécessaire, pour un grand pays comme la France, d'intervenir pour que le pire ne voie jamais le jour, pour que des massacres soient évités, pour que des horreurs n'adviennent jamais.

Malheureusement, pour toutes les missions réussies qui resteront à jamais lettre morte, des conflits éclatent malgré tous les efforts consentis, se transforment en crises ou en guerres et font des victimes. D'une certaine façon, ce sont des échecs. Certaines missions sont encore moins « avouables » vis-à-vis de l'opinion publique : conseil opérationnel à des dictatures, soutien à des rébellions, assassinat de terroristes et appui à des régimes amis politiquement sensibles.

Le SA est un service « sous-marin » qui croise en profondeur, dans les eaux troubles où la France n'est plus uniquement le pays des droits de l'homme, dans ces limbes où seule la raison d'État l'emporte. Les espions du 11 sont des combattants spécialisés. Ils livrent des guerres secrètes et souterraines et savent mieux que quiconque ce que signifie la formule selon laquelle « la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ».

Face à la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale en 2013, Erard Corbin de Mangoux, directeur de la DGSE à l'époque, maintient une ligne de défense pleine de vertu : « La DGSE dispose d'une capacité d'action clandestine et d'entrave. Cette dernière vise à empêcher la survenance d'un événement non désiré par tout moyen, y compris militaire. Le service est soucieux du respect de la légalité, et je m'attriste des allégations de la presse lorsqu'elle nous qualifie de "barbouzes". Nous sommes des agents de l'État agissant sous les ordres de l'autorité politique pour la défense des intérêts de la République[3]. »

Cette version officielle, parfaitement calibrée pour satisfaire les responsables politiques, amuse certains vétérans du service. Et pourtant il n'y a rien de plus exact. Oui, le SA est toujours en dehors des cadres normaux, voire légaux. Les combattants du 11 agissent dans la clandestinité non pas par plaisir mais pour retrouver et neutraliser ceux qui travaillent laborieusement, en sous-main, dans le plus grand secret, en usant de la plus intelligente des mauvaises fois pour détruire les cadres qui régissent nos démocraties, nos républiques, nos cultures… Pour combattre un terroriste, il faut être soi-même un terroriste, mais un terroriste au service de la Nation. Alors, oui, on peut être profondément respectueux de la légalité et

devoir en sortir pour trouver ses ennemis et ainsi mieux défendre le droit.

Les combattants spécialisés du 11 agissent non seulement dans la clandestinité mais fréquemment dans des conditions dangereuses, au péril de leur vie. Ils ont des savoir-faire de commandos, de forces spéciales, et aussi de terroristes, de guérilleros. Ils savent se fondre dans un milieu, se transformer, se camoufler, s'adapter. Ils savent se défendre à mains nues, connaissent toutes les armes existantes, peuvent saboter et détruire par des moyens de fortune. Il n'y a pas de cadre rigide de formation car il n'y a pas de cadre rigide d'emploi. Le combattant spécialisé s'adapte à un ennemi en perpétuelle évolution, en perpétuelle transformation, en perpétuelle adaptation.

« Qui ose gagne », c'est la devise du service Action. « Qui ose gagne », la promesse s'est réalisée. Ma prise d'initiative et ma persévérance m'ouvrent les portes du SA. Je suis invité à prendre la direction du Sud, précisément du centre parachutiste d'instruction spécialisée de Perpignan, le 11e Choc. Le cadre est solennel, une ancienne citadelle austère au pied des montagnes catalanes.

À l'intérieur du CPIS, une concentration d'agents, presque invisibles, assez nombreux pour impressionner un quidam, mais loin de satisfaire les besoins d'effectifs nécessaires aux combats secrets que nous livrons sans cesse. Dans les collines autour de la citadelle, de la ville, sur des milliers d'hectares, notre terrain d'entraînement. La formation est extrêmement exigeante. « Pour travailler la rusticité, nous apprenons aux gens à dormir pour se reconditionner en toute circonstance et dans tous les milieux, mais en étant complètement camouflés, explique sur France 2[4], après la mort de l'agent Denis Allex en 2013, le lieutenant-colonel Gilles Maréchal, ancien chef des opérations du SA. Aujourd'hui, il fait très froid, mais ce n'est pas parce qu'il fait froid que nous allons rester à l'intérieur. Vous avez peut-être des gens qui sont en train de s'entraîner, quelque part dans la nature, on ne sait pas où, et qui vont dormir là ce soir, même s'il neige ou même s'il pleut. » Objectif ? Savoir se rendre invisible sur tous les terrains. Dans la montagne, dans la forêt, mais aussi dans le désert, dans la jungle ou dans l'eau. L'enjeu ultime de la formation vise à permettre aux agents d'opérer et de survivre dans la clandestinité, sous une fausse identité.

« Quand nous les recrutons, les batteries de tests sont assez importantes, détaille Gilles Maréchal. Si vous voulez faire ressortir les qualités ou le caractère de quelqu'un, déjà vous le placez en situation de fatigue extrême. Vous l'empêchez de dormir pendant trois jours, vous le sollicitez, et au bout de trois jours, vous verrez s'il craque ou pas. Vous n'avez pas besoin d'aller très loin, vous n'avez pas besoin

d'utiliser d'artifices pour attaquer le physique. Nous ce qui nous intéresse c'est la force mentale. » La mission des recruteurs est de débusquer des profils hors du commun pour des opérations hautement sensibles. Les quarante-huit heures de tests que j'ai effectués boulevard Mortier, au siège de la DGSE, avaient précisément cette ambition. Éprouver mon tempérament, mes ressorts psychologiques. Pousser ma personnalité jusque dans ses plus étroits retranchements.

Collecte d'information, exfiltration d'otages, élimination d'individus jugés dangereux, les missions restent toujours inconnues du grand public… sauf lorsqu'elles tournent mal. C'est le cas en Somalie, le 11 janvier 2013, lors de l'opération pour libérer l'un des nôtres, Denis Allex. Depuis Ouvéa[5], jamais la DGSE n'avait payé si lourdement le prix du sang lors d'un assaut. Denis a été capturé le 14 juillet 2009 à Mogadiscio, en pleine ville. Après plusieurs années d'incertitude, de préparation d'une hypothétique mission de libération, la décision tombe enfin : François Hollande autorise le SA à conduire un raid en Somalie pour libérer son agent, retenu par le groupe islamiste des Shebab.

Je mesure à quel point cette décision est difficile à prendre pour un président de la République. Sauver Denis, c'est ce que tout le monde souhaite, bien sûr, mais pour cela il faut prendre le risque de mettre en jeu un détachement complet. Outre les vies humaines, il faut aussi peser l'impact potentiel sur la capacité opérationnelle de l'unité. Vingt morts au 11, ce serait un trou terrible dans les effectifs. Le nombre précis d'équipiers du CPIS est confidentiel, mais je peux dire que nous ne sommes pas nombreux. Pour le chef de l'État, qui doit raisonner froidement, cela représente également un paramètre à prendre en compte.

L'assaut, millimétré, est préparé et répété pendant des mois. Les renseignements qui parviennent de la zone sont passés au peigne fin, les cartes satellite disséquées dans leurs moindres détails. Les équipiers retenus savent qu'ils se retrouveront seuls en territoire hostile, encerclés par l'armée des Shebab. Un tel raid, seul le SA est capable de l'effectuer. La Légion, les commandos de marine et même les forces spéciales ne sont pas structurés pour ça. Les forces spéciales interviennent en force, elles ne seraient jamais allées aussi loin que le SA, formé pour l'approche furtive.

Enfin, de bonnes conditions se présentent : une nuit noire, sans lune, des coefficients de marée permettant de s'approcher au plus près des côtes sans se faire remarquer. L'opération est menée dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013 près du village de Bulomarer. Hélas, malgré la préparation minutieuse, elle se conclut par la mort de l'otage et de deux agents du SA. Les miliciens somaliens essuient de lourdes pertes

— plus de soixante-dix hommes —, mais ils submergent le commando par leur nombre. Les autres membres du détachement français sont sauvés avec l'appui aérien des hélicoptères.

Lourd, le bilan de l'intervention l'est plus encore qu'on ne le pense selon Vincent Nouzille[6] : « Contrairement à la version officielle, plusieurs dizaines de civils sont également décédés durant le raid, victimes d'un "nettoyage" nocturne effectué par les commandos français, pour préserver l'effet de surprise, sur la dizaine de kilomètres les menant à la maison où était détenu l'otage. » Les propos du journaliste sont rapidement jugés crédibles, car il est courant de penser qu'il n'y a pas d'opération de cette nature sans victimes collatérales. Mais le supposer n'en fait pas une vérité.

Le SA fait la guerre et la guerre fabrique des veuves et des orphelins, y compris dans les rangs du SA. Notre réputation d'extrême compétence conduit certains à nous imaginer comme des chirurgiens, capables d'établir un périmètre stérile autour de la zone d'intervention. La vérité est plus complexe à entendre. Nous sommes des combattants. Depuis la nuit des temps l'armée travaille au sabre, et le sabre évolue sans cesse. Le cœur des Shebab a été profondément humilié par l'assaut du SA venant montrer à son équipier otage qu'il n'avait jamais été ni oublié ni abandonné. Les soldats de l'obscurantisme, pourtant lourdement armés, ont chèrement payé la captivité de Denis. Leur doctrine d'un autre temps, parfaitement connue des combattants du 11, ne leur a pas permis d'éviter l'assaut des agents de Perpignan, venus se jeter dans la gueule du loup, à un contre dix, pour récupérer leur camarade après avoir déjoué les stratagèmes de communautés complices et acquises aux dogmatiques… Il n'est nul combat que le 11 livre avec plaisir. Il n'est nul combat agréable, mais pour que les Français puissent vivre leur démocratie, pour que l'intégrisme perde son combat et que des auteurs puissent trouver à redire sur de telles opérations, il faut que ces actions aient lieu !

Historiquement, le SA a d'abord été le bras armé du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), un outil de renseignement français. Largement mis à contribution en Algérie et en Françafrique, les paras du SDECE avaient pour mission de suppléer aux moyens classiques des armées en conduisant des opérations dites « non conventionnelles ». Le SDECE envoyait des commandos dans les zones frontalières infiltrer des réseaux, couper les voies de communication, mener des missions « arma » et « homo ». Aujourd'hui plus que jamais, le SA transcende la notion de guerre traditionnelle.

Je l'ignore alors, mais j'intègre un régiment qui figurera de plus en plus souvent aux avant-postes, dont le rôle dans les conflits

modernes va devenir prépondérant. Le monde a en effet beaucoup changé depuis que j'ai fait mes classes à la corniche. La guerre froide a cédé la place à une multitude de points chauds où la France identifie de nouveaux adversaires — Al-Qaïda, AQMI, Daech — et de nouveaux réseaux — trafics d'armes, de drogues, d'êtres humains — dangereux pour sa sécurité. La plupart de ces ennemis prennent des formes qui n'avaient pas été prévues : *katiba* (unité de combattants) islamiste, groupuscule djihadiste, terrorisme de masse et attentats-suicides sur le sol français, comme à Paris et en Seine-Saint-Denis en novembre 2015. Le cadre conventionnel de la guerre — deux armées face à face — semble un lointain souvenir, même les conflits du XXe siècle paraissent soudain terriblement datés. Alors que l'affrontement devient asymétrique, entre d'un côté les forces d'un État et de l'autre un ennemi fuyant, invisible, parfois mêlé à la population, le service Action et les commandos des forces spéciales se montrent les unités les plus efficaces car complémentaires.

Cibler avec précision un adversaire, c'est l'une des forces du SA. Un adversaire en général, et même un individu en particulier. J'aborde ici l'aspect le plus secret : les opérations « homo », c'est-à-dire les assassinats. Officiellement, elles n'existent pas. Mais les espions disposent bel et bien du permis de tuer. « Tous les présidents, chacun à sa manière, ont recouru à ce type d'action, même s'ils s'en sont défendus », assure Vincent Nouzille dans son livre, spécifiquement consacré à ces opérations[7]. L'auteur est visiblement bien renseigné. « La France dispose de tueurs qui peuvent être mobilisés à tout moment pour ces missions. Des équipes spécialisées du SA s'y entraînent en permanence. Une cellule ultrasecrète baptisée Alpha a même été créée au milieu des années 1980 pour mener des opérations "homo" dans la plus parfaite clandestinité », poursuit-il.

De fait, certaines missions consistent à appliquer la loi du talion. C'est un principe intangible, commun à tous les services secrets. Claude Silberzahn, directeur de la DGSE de 1989 à 1993, l'a également reconnu[8] : « Le droit de mort des services spéciaux existe bel et bien. […] C'est un élément de stabilité dans le monde que ce droit suspendu au-dessus des têtes de certains "tueurs", et notamment de celles des terroristes. Il est important de faire planer cette éventualité, même si la pratique n'est pas quotidienne. » Après la mort de Denis Allex, des instructions sont ainsi données aux services français pour pister le chef des Shebab, Mokhtar Ali Zubeyr, ainsi que tous ceux qui ont joué un rôle direct et indirect dans la détention de l'agent français. Que ceci soit écrit…

Plus qu'aucune autre, le service Action est l'unité du président de la République. Une unité secrète, mais aussi politique et diplomatique.

François Mitterrand, refroidi par le scandale du sabotage du *Rainbow Warrior* en 1985, le navire de Greenpeace, a tenu le SA à distance, mais la mise à l'écart n'a duré qu'un temps. Aujourd'hui, François Hollande, lecteur assidu des rapports de la DGSE alors qu'il était jeune chargé de mission sous Mitterrand, apprécie particulièrement les opérations du SA. Le président de la République ne partage sa liste de cibles qu'avec quelques proches triés sur le volet, trois personnes principalement, capables de guider ses décisions ou de garder le silence : son chef d'état-major particulier, l'amiral Bernard Rogel[9], le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et le directeur de la DGSE, Bernard Bajolet.

À la corniche, déjà, la rivalité était féroce entre les aspirants au SA et ceux qui rêvaient des forces spéciales. La guerre entre services existe encore aujourd'hui, elle s'est même accentuée au regard de la place de premier plan que ces deux unités ont été conduites à prendre. Je considère que le SA doit défendre vigoureusement son expertise et ses prérogatives. Sous la direction du Commandement des opérations spéciales (COS), des commandos d'élite se sont habitués à des opérations « chirurgicales », souvent en marge de conflits déclarés. La répartition des rôles entre la DGSE, théoriquement chargée des missions clandestines, et les forces spéciales, responsables des opérations plus visibles, n'est plus toujours très nette. En 2014, un rapport du Sénat a même suggéré de réunir tous les commandos sous la responsabilité du COS, ce qui impliquerait qu'une partie des agents du service Action rejoignent les trois mille membres actuels des forces spéciales. Je suis convaincu qu'il s'agit d'une erreur. Contrairement à ce que laisse croire une apparente ressemblance savamment entretenue, le SA et les forces spéciales sont très différents, ne serait-ce que par leur zone d'intervention. Ensuite, réduire l'action du SA aux seules opérations armées, assimilables par des non-spécialistes à des actions de forces spéciales, consiste à passer sous silence toute la partie diplomatique. Les combattants du 11 sont tellement nécessaires que chacune de leurs dissolutions a été inexorablement suivie d'une recréation. La problématique est plus de savoir comment utiliser le 11 que de s'interroger sur son utilité ou prétendue similitude avec telle ou telle autre grande unité.

Le 11 est régulièrement attaqué par des opportunistes, jouant sur la fibre financière des décideurs politiques et pressés de prouver qu'ils sont capables de « faire mieux avec moins ». Ces gens, qu'ils aient eu à servir brièvement dans nos rangs ou non, sont des personnages dangereux et des criminels. Le 11 a perdu trop de temps à supporter les réformes des uns et des autres pour finalement toujours revenir au point de départ. N'en déplaise, le 11 n'est pas un régiment mais une unité de combattants spécialisés qui sont les corsaires du président de

la République. L'ennemi pour les deux ou trois générations à venir est parfaitement identifié. Il est obscur, sournois et utilise nos lois pour nous endormir ou pour forcer nos démocraties à accepter leurs éléments précurseurs. La bataille d'aujourd'hui et de demain se joue sur fond culturel et plus particulièrement religieux. Les intégrismes se développent avec l'insécurité, la pauvreté, le chômage, la précarité, le doute et la défiance au sujet de l'état de droit instauré. Le monde est en proie à ces maux qui sont le terreau de la corruption intellectuelle des peuples et de l'obscurantisme qui s'ensuit. Le devoir de la France est de lutter contre ce fléau partout où il se manifeste, y compris sur le sol européen si besoin est. La DGSE est la division la mieux organisée dans ce sens, elle est dotée des personnes et des moyens techniques qui lui permettent de voir, de savoir et de décider d'intervenir au plus tôt. Son expérience déjà ancienne est la pierre angulaire de ce combat, de cette guerre. Le 11 est son outil pointu et secret qui participe chaque jour à réduire le nombre des chefs terroristes enclins à envoyer des innocents au sacrifice ultime.

Les combattants spécialisés, les commandos spéciaux du 11 sont donc des agents clandestins formés aux techniques terroristes pour mieux les reconnaître, les infiltrer et les combattre. On trouve dans nos rangs des militaires de toutes catégories et de toutes armes et armées. Parfois même des civils peuvent parvenir à s'y engager directement et suivre l'intégralité d'un cursus initial. Le fléau actuel nécessite que l'on renforce ses rangs. Il ne peut y avoir de considérations économiques en la matière. Il s'agit de l'arme personnelle et secrète du président et de la survie d'une Nation, de sa culture et de ses principes fondamentaux. La France réduirait l'éventail des opérations militaires et paramilitaires qu'elle est capable de déployer aujourd'hui si la culture si spécifique du SA, son savoir-faire presque artisanal, se diluait dans une grande unité classique, fût-elle une unité des forces spéciales.

2
Alias Rainier

La formation initiale au CPIS, obligatoire pour tout le monde, dure une année. À mon époque, à la fin des années 1990, elle est intitulée « formation de guerre spéciale » — tout un programme ! S'adaptant en permanence aux orientations opérationnelles du moment, elle peut connaître des variantes et même changer de nom. Elle intègre une série de tests physiques, dont des missions d'entraînement en montagne, dans le désert et la jungle. Elle est complétée les années suivantes par plusieurs formations spécialisées du type protection présidentielle, insurrection/contre-insurrection, guérilla/contre-guérilla, navigation terrestre, etc. À chacune correspondent des niveaux différents qui sont souvent ceux d'équipier, chef d'équipe et chef de détachement. Ce qu'il faut comprendre c'est que le grade ne joue pas un rôle prépondérant dans cette famille. Le plus compétent reçoit toujours le commandement du détachement… Ainsi il n'est pas impossible d'être un officier et de se trouver pour une occasion sous les ordres d'un caporal-chef. C'est pour cela que nous parlons plus volontiers d'« équipiers », les grades étant des contraintes plus administratives et structurelles qu'opérationnelles.

Au bout d'une année et demie de cursus initial, l'équipier de guerre spéciale recevra son brevet de moniteur combat spécialisé (MCS). Ce premier échelon, déjà très restrictif, ne sanctionne que les meilleurs, les plus intelligents, les plus résistants, les mieux adaptés à nos métiers. Ce brevet de couleur bronze est chichement attribué tant la sélection est impitoyable jusqu'aux derniers jours du cursus initial. Ensuite, l'équipier peut avec les années se découvrir des facultés particulières et des dons pour se spécialiser dans différentes filières. Au fil du temps les équipiers MCS gravissent des niveaux de compétence et surtout de responsabilité qui se traduisent par des brevets de couleur argent et or.

Première chose à faire, l'une des plus symboliques, en franchissant les portes de la citadelle de Perpignan : choisir un pseudonyme. Je regarde attentivement la liste que j'ai sous les yeux. Elle comporte une dizaine de propositions. Je choisis Rainier, sans raison particulière, ni fascination secrète pour la famille royale monégasque, simplement parce que la sonorité me plaît. J'ai l'impression de prendre mon envol. Je me débarrasse de mon prénom comme une chenille laisse sa chrysalide pour se transformer en papillon. Au 11, terminé Jean-Marc, ou même « lieutenant », tout le

monde m'appelle Rainier. Mes camarades sont logés à la même enseigne : chez nous, pas de « sergent » ni de « colonel », seulement des Paul, Dany, Célestin — exclusivement des noms d'emprunt. L'un de mes camarades porte même son choix sur Obélix ! L'objectif est d'éviter de connaître le vrai prénom des gens qui nous entourent, ceux avec lesquels nous travaillons.

Je n'utilise mon pseudo qu'au centre d'entraînement, à Perpignan. En mission, c'est une tout autre histoire : vrais-faux papiers, vrais-faux passeports, je m'abrite derrière ma légende, l'histoire brodée de toutes pièces par chaque équipier pour lui permettre d'agir clandestinement. Je ne suis plus Jean-Marc, je ne suis pas non plus Rainier. J'ai un nouveau prénom, un nouveau nom de famille, une nouvelle vie avec un autre métier, un autre domicile, des hobbies, un compte bancaire, des proches ou non… Bref, exactement comme le ferait n'importe quel chef de cellule terroriste animé de mauvaises intentions. J'y reviendrai.

Au CPIS, le père de mon camarade venu discrètement m'évaluer au 6e RPIMA devient en quelque sorte mon parrain. Je me jette corps et âme dans la formation de guerre spéciale. Je suis heureux, j'ai le sentiment euphorisant de concrétiser et de vivre un rêve d'enfant. Bien que nouveau venu, je suis intarissable sur la « philosophie » du 11. Le CPIS réussit l'exploit de combiner les approches choc et Jedburgh. Le choc, c'est l'assaut armé, le corps à corps violent, le contact militaire dans ce qu'il a de plus dur, de plus brutal. La philosophie Jedburgh, elle, est à l'opposé : elle repose sur l'art de l'esquive, de la furtivité, mais aussi, quand l'occasion se présente, de l'embuscade et du coup fourré, de l'organisation de réseaux à fin de renseignement, de soutien logistique ou d'action, le tout se déroulant toujours dans la clandestinité…

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les commandos Jedburgh décollaient d'Angleterre. Ils étaient largués derrière les lignes allemandes avec presque rien sinon ces deux objectifs : nuire à l'ennemi de quelque façon que ce soit ; organiser et former les maquis. Beaucoup plus que du choc, j'ai toujours eu le culte des Jedburgh. Des éléments totalement autonomes, isolés, sans appui ni soutien, chargés avec trois bouts de ficelle d'affaiblir l'adversaire et de structurer la Résistance. Agir dans la clandestinité, ne compter que sur soi-même et réaliser des miracles avec le seul contenu de son sac à dos, me voilà dans mon élément. Mais au CPIS les deux aspects vont de pair. Cette ambivalence est au cœur même de notre formation et nous oscillons toujours entre l'un et l'autre. D'un côté le rouleau compresseur, le choc qui, une fois lancé, est une arme de destruction massive. De l'autre la discrétion absolue, la souplesse des Jedburgh qui refusent le

contact, neutralisent l'ennemi, détruisent leur cible ou le font faire puis se replient furtivement. Sur le terrain, posséder cette double philosophie dans son jeu est un atout majeur. Les équipiers du CPIS la possèdent tous.

L'opération de libération de Denis Allex l'illustre parfaitement. La préparation clandestine nécessite des opérations de longue haleine sur le site même et ses environs, une préparation minutieuse où durant de longs mois tous les cas non conformes sont étudiés. Au CPIS, une reconstitution grandeur nature du camp des Shebab a été réalisée sur la base des photos satellite. L'équipe retenue pour l'intervention a pu s'entraîner en conditions réelles, de sorte que le jour J elle connaisse déjà les lieux. Les équipiers ont répété, répété et encore répété, si bien que la plupart de leurs gestes sont devenus des automatismes. L'approche Jedburgh a été réglée comme du papier à musique. Mais la vérité du terrain, comme toujours, c'est que la meilleure des préparations n'empêche jamais l'imprévu de se produire. Dans ce cas, alors, le choc intervient plus vite que prévu. La violence et la puissance prévalent. La machine 11 déroule son savoir-faire sans l'ombre d'une hésitation, les relais d'appui sont pris, les équipiers s'agenouillent et s'effacent mécaniquement pour recharger dans le tonnerre d'acier, les blessés sont pris en charge médicalement sur le lieu de l'assaut. Les ordres fusent, clairs et nets : « En avant » encore et toujours pour bousculer l'adversaire par le choc et la détermination. Rien n'arrête le 11 pour récupérer un camarade. Denis ne reviendra pas, assassiné par ses geôliers pendant l'assaut durant lequel d'autres agents perdront aussi la vie. Le repli se fera dans un vacarme métallique. Les combattants du 11 ont pénétré l'impénétrable, loin de leur base de départ, ils rentrent fatigués et dépités. L'inimaginable a été fait. Le président peut être fier d'avoir pris cette décision. Nul otage français ne sera jamais abandonné, nul crime contre un ressortissant français ne restera impuni où que ce soit sur cette planète.

Les équipiers seront ensuite envoyés sur d'autres missions, sous d'autres cieux plus ou moins éloignés, plus ou moins chauds. Avant cela ils auront retrouvé leur famille, leurs enfants, leur compagne et leurs amis pour partager un peu de calme, un peu de leur vraie vie avec leurs proches…

L'habit ne fait pas le moine, l'uniforme impeccable fait peut-être le militaire mais pas forcément le soldat. Au CPIS, l'aspect « tout le monde dans le rang », le côté « pas un bout de treillis qui dépasse » rebute beaucoup plus qu'il ne fascine. L'uniformité formelle n'est pas dans notre culture, pas plus que l'obéissance aveugle et soumise. Les légionnaires qui nous rendent visite sont d'ailleurs désarçonnés par ce

qui pourrait apparaître au premier abord comme un manque de discipline. Je me souviens de l'un d'eux, très sûr de lui à son arrivée à Perpignan. Son raisonnement était simple : « Je suis officier, issu de la Légion, je suis nécessairement compétent et je vais vous le montrer. » Il a très vite déchanté. « La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert », écrivait André Malraux. Au CPIS, il en va de même pour le respect dû à chaque équipier, officiers compris. Il n'est pas gratuitement cousu sur les épaules, en même temps que les galons, que nous ne portons d'ailleurs pas forcément. Nous ne sommes pas constamment au garde-à-vous.

« Mes respects, mon lieutenant », « Mes respects, mon capitaine », « Mes respects, mon colonel ». Nous, nous ne perdons pas notre temps à nous saluer solennellement. Cela ne fonctionne pas comme ça. Il n'y a que des équipiers et des moniteurs combat spécialisé, et quand on se croise, un hochement de tête, un sourire entendu ou un clin d'œil suffit amplement. De plus — les accros à la tradition militaire s'étrangleront définitivement —, nous arborons la plupart du temps des tenues dépareillées. Les couleurs qui jurent, cela n'a jamais inquiété personne à l'intérieur de la citadelle. Une veste de camouflage peut très bien être agrémentée d'un pantalon militaire blanc immaculé pour la haute montagne. Partout ailleurs, l'arlequin se ferait taper sur les doigts et serait bon pour les corvées. Au CPIS, pas une remarque, même pas pour rigoler. Et si le vouvoiement se pratique, il est également fréquent que les équipiers se tutoient tous grades confondus ! Là encore, c'est un choc de culture inaccessible pour certains militaires.

Mauvais garçons mal habillés ? Fortes têtes allergiques à l'autorité ? En réalité, la première impression est trompeuse. Sans que personne ne donne jamais d'ordre, la discipline est absolue. Dans l'entraînement quotidien au tir ou au maniement d'explosifs, lors des exercices de reconnaissance, les équipiers sont extrêmement professionnels. Les premières semaines, je suis saisi par le silence. Mon expérience dans les unités où j'ai fait mes classes est plutôt celle d'un chef en train de s'époumoner au milieu des troupes : « Fais ci, attrape ça, va là-bas. » Ici, le calme est stupéfiant, l'atmosphère presque religieuse.

Lorsqu'un chef fixe un rendez-vous à 8 heures, le lendemain matin, tout le monde se présente à l'heure convenue. Jamais d'absents, jamais de retardataires. Les équipiers s'activent comme autant d'automates parfaitement réglés, chacun sait ce qu'il doit faire. Ils ont tous apporté le matériel nécessaire, rien ne manque. Je regarde, j'apprends, j'évolue entouré de professionnels qui dégagent une impression de sérénité et de grande autonomie. L'action collective s'enclenche, puis un mouvement en appelle naturellement un autre.

Personne ne hurle, personne ne roule des mécaniques. Les équipiers sont sûrs de leur force, ils n'ont pas besoin d'en faire étalage. Ils sont affûtés, précis, les automatismes entre eux ont été réglés au micron près par les heures et les heures d'entraînement. Ce sont des soldats redoutables, mais ils ne jouent pas les gros durs. L'ambiance est… à la cool.

L'entraînement physique est quotidien. Tous les matins, sport obligatoire jusqu'à 10 h 30. Nous nous entraînons surtout dans la citadelle, même s'il nous arrive d'aller courir sur le bord de mer. Il y a bien quelques haltères, mais elles font peu d'adeptes. L'objectif est de développer l'endurance, la souplesse, l'adresse, les réflexes, pas d'acquérir un physique d'hercule de foire. La citadelle, l'ancien palais des rois de Majorque, une superbe forteresse de style gothique achevée au tout début du XIVe siècle, est notre refuge. C'est le cœur nerveux du CPIS. Elle abrite nos bureaux administratifs, nos salles logistiques, nos salles de préparation des missions, mais aussi les armureries, quelques stocks de munitions et surtout des matériels de guerre.

Pendant la formation initiale qui dure plus d'un an, je ne rentre pas chez moi le soir, car j'ai laissé ma famille dans les Landes en attendant d'y voir un peu plus clair… Je suis très impliqué tout en restant décontracté. J'ai du temps et je le consacre tout entier à ma préparation. La formation de guerre spéciale comprend trois grands axes qui intègrent constamment, je l'ai dit, les deux esprits Jedburgh et choc : la formation sécurité individuelle et collective qui inscrit les équipiers dans le cadre opérationnel clandestin avec une sensibilité insurrectionnelle ou contre-insurrectionnelle, la formation action armée, et les formations milieux que sont le désert, la jungle et la montagne été comme hiver.

Au bout d'un an et de nombreux écrémages, les équipiers sont capables d'évoluer au sein d'un détachement et prendre le ton opérationnel de la maison : la reconnaissance, l'intervention furtive et le choc, l'action armée en force, y compris en milieux confinés. Les exercices qui visent à former des équipiers de guerre spéciale portent donc très largement sur les armes à feu. La citadelle possède de vastes champs d'entraînement au tir. Nous fabriquons des maquettes d'objectifs avec de vieux pneus, sur lesquelles nous effectuons des phases d'actions qui ont été réalisées dans le passé.

Nous disposons d'armes françaises, mais aussi beaucoup d'étrangères. Au CPIS l'idée est d'avoir entre les mains tous les armements utilisés aux quatre coins du monde et susceptibles d'être récupérés sur le terrain dans un cadre clandestin ou dans un milieu insurrectionnel. M16, kalachnikov, SIG-Sauer, FAL (fusil automatique

léger), fusil-mitrailleur, fusil de tireur d'élite, lance-roquettes : je me sens à l'aise avec chacun. Il faut savoir les démonter, les nettoyer et les remonter, de jour comme de nuit. La première année, j'effectue des journées complètes au tir, de midi à minuit, mais aussi de longues sessions nocturnes. Tous les tirs sont effectués à balles réelles, et avec l'équipement de combat, y compris le sac à dos. Il faut pouvoir se plaquer au sol, appuyer son équipier, discriminer la cible… À la fin de chaque séance, j'entends le cliquetis du tapis de cartouches sur lequel je marche. Pendant un an, je tire des milliers et des milliers de balles. Bien sûr, il ne s'agit pas de consommer des munitions pour le plaisir, mais d'acquérir des réflexes, de posséder un niveau d'aisance maximum qui permet de ne jamais oublier. Pour devenir une fine gâchette sans avoir recours aux artifices techniques de type pointeur laser, je ne connais qu'une seule méthode : pratiquer. Cependant les périphériques de l'arme sont très répandus maintenant et il n'est plus très original de s'en procurer.

Sur le terrain, ces heures passées à s'entraîner peuvent vous sauver la vie. Elles sont également indispensables pour évoluer en formation, être un équipier sûr pour son environnement et ses partenaires. En mission, un détachement peut en effet être amené à faire feu dans toutes les conditions. Soit lors d'un assaut, soit lors d'un repli, avec des tirs de rupture de contact. Le groupe doit attaquer ou riposter de façon organisée, sous peine de toucher l'un de ses propres membres. Au bout d'un an, je suis très performant l'arme à la main, comme tous les équipiers, et chacun sait se comporter collectivement dans une opération sans risque de blesser le voisin.

La formation de guerre spéciale comporte aussi plusieurs modules commando. Au programme : franchissement d'obstacles — ravin, crevasse, barre rocheuse, cours d'eau — avec des moyens de fortune, sans oublier la mise en place aéroportée. J'ai effectué une formation réglementaire de parachutiste avant d'intégrer le 11, mais un des parachutes que nous utilisons au CPIS est spécifique à notre unité et permet de s'extraire d'un avion à très faible hauteur. Alors que la voile de l'armée française autorise des parachutages à trois cents mètres, celle du 11 permet des sauts à quatre-vingts mètres. À une hauteur si faible, la descente ne dure qu'entre trois et cinq secondes, selon le gabarit des personnes. La première fois, mon parachute s'ouvre et j'ai instantanément l'impression de toucher le sol. Viennent ensuite les modules commando augmentés, en bref toute la formation choc. Le fracas des armes, de l'action pure et dure : reconnaissance, intervention, assaut sur un objectif, destruction de cibles à l'explosif, libération d'otages, extraction de personnels ou de forcenés.

Toute l'originalité est là : nous sommes nos propres instructeurs et nous formons aussi parfois nos alliés. C'est la partie moniteur du

brevet MCS. Le CPIS, c'est autant un groupe, une bande, une horde qu'un centre de formation. Ceux qui sont passés par là quelques années plus tôt, qui ont acquis de l'expérience sur le terrain ensuite, forment les petits nouveaux qui débarquent. Et ainsi de suite… Même si le centre porte le nom de « centre parachutiste d'instruction spécialisée », c'est moins une école qu'une unité hautement opérationnelle qui se forme elle-même en permanence. Notre compétence est d'ailleurs reconnue et nous servons de professeurs à des éléments extérieurs très connus. Les gendarmes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et les commandos de marine viennent faire une partie de leur formation initiale au CPIS.

À côté des armes, la formation de guerre spéciale comprend également un entraînement au combat corps à corps. Les cours sont intitulés « techniques utilitaires ». Il ne s'agit pas d'un art martial ou d'un sport de combat en particulier, plutôt d'un mélange qui emprunte à toutes les disciplines. Cette synthèse nous est utile dans les conditions de combat qui sont les nôtres, lourdement chargés, avec un gilet rempli de matériel, un sac à dos ou un fusil-mitrailleur à l'épaule. Cela n'empêche pas plusieurs équipiers de se spécialiser — boxe française, boxe thaïe, full-contact, judo, karaté — et même de devenir champions de leur catégorie. Les structures sportives du CPIS sont libres et je constate que le stade et le gymnase ne désemplissent pas. Les équipiers savent ce qu'ils doivent faire, ils sont autonomes. Les opérations sont la continuité de la vie à la citadelle. Une unité impliquée et méticuleuse où tout se passe sans heurt.

Ceux qui nous dénigrent — il y en a de moins en moins — nous reprochent généralement notre indépendance d'esprit et notre absence de formalisme. Ceux qui nous raillent ne comprennent pas notre mission et se satisfont d'amalgames rapides. En fait, après avoir retourné la question dans tous les sens, j'ai finalement compris que ceux-là ne connaissent pas le 11 mais nous voient comme des concurrents. Ils ont peut-être un jour eu des démêlés avec un agent du SA et se sont promis de régler leurs comptes, une fois nommés à des postes de responsabilité ; peut-être ont-ils été exclus de la formation ou n'ont-ils même pas franchi le cap de la sélection. Alors, ils jalousent nos moyens, nos formations en nous traitant d'« enfants gâtés », d'« éternels insatisfaits ». L'alchimie du choc et du panache discret a le don d'agacer.

La vérité, c'est que ni mes équipiers ni moi ne nourrissons aucune rivalité avec les autres unités. Pourquoi ? Parce que — c'est peut-être prétentieux de le dire — nous nous sentons très différents. Les autorités militaires elles-mêmes, d'ailleurs, ne comprennent la plupart du temps rien à notre fonctionnement. Dans l'armée française, au

final, peu de chefs d'état-major savent exactement ce qu'est le service Action. La France mène des guerres à l'étranger pour la sauvegarde de nos valeurs et principes fondamentaux en utilisant les combattants spécialisés qui sont exposés à des dangers bien plus sournois à l'intérieur même de leurs murs.

Notre tutelle administrative est la DGSE. C'est elle et elle seule qui décide de notre emploi, ou alors le président de la République en personne. De quoi attiser quelques haines coriaces… Ignoré ou adulé, le CPIS a toujours été jalousé. Au point, je l'ai dit, d'avoir été dissous plusieurs fois… avant d'être recréé quelques années plus tard. Preuve que cette unité unique est vitale pour le pays.

3
Le Bureau des légendes

Avis aux curieux, le CPIS les rendra très malheureux. C'est l'une des règles d'or au centre : les équipiers doivent avoir les yeux et les oreilles grands ouverts à l'extérieur, mais pas question de fourrer son nez partout à l'intérieur de la citadelle ! Il en va de notre sécurité individuelle et collective. Un espion ne doit pas savoir ce qui se passe sur le bureau du collègue d'à côté, pas plus qu'il n'a théoriquement à connaître son identité réelle — raison pour laquelle nous utilisons des pseudos.

« La curiosité est un vilain défaut », assure la sagesse populaire. Au CPIS, nous avons conceptualisé le dicton sous la forme d'un sigle : le BEC (besoin d'en connaître) qui décrit une restriction de l'accès à une information considérée comme sensible. Concrètement, même si un gradé possède les habilitations officielles nécessaires, l'accès à l'information ne lui est attribué que lorsqu'il a le besoin spécifique de la connaître. La bataille de Normandie en juin 1944 est l'exemple type d'une restriction au BEC. Pour éviter les fuites et garantir l'effet de surprise, parmi les dizaines de milliers de soldats mobilisés pour l'organisation du débarquement, seule une petite poignée d'entre eux avait connaissance de l'ensemble de l'opération. Et ceux-là ont distribué au reste du personnel militaire uniquement les informations dont ils avaient besoin pour réaliser la mission.

Le besoin d'en connaître, première mesure de sécurité que les nouveaux venus découvrent, constitue l'une des clés de voûte de notre formation. Il ne s'agit ni d'un culte du secret ni de paranoïa. Mais si un équipier est fait prisonnier ou enlevé, l'ennemi tentera de lui extorquer des renseignements, éventuellement en le droguant ou en le torturant. Ainsi, celui qui ne sait rien ne sera jamais en situation de mettre en danger le succès d'une mission ou la vie de ses équipiers. Il ne livrera pas le nom de famille de son partenaire puisqu'il ignore tout de son identité.

C'est la règle d'or : le BEC segmente les données auxquelles nous avons accès et respecter ce cloisonnement est vital. Chaque équipier a ses propres objectifs, il se concentre dessus. Je respecte strictement l'étanchéité de l'information, dont l'utilité est manifeste. C'est vrai, avec le temps j'arrive de plus en plus à comprendre ce qui occupe les collègues que je côtoie — c'est presque une déformation professionnelle que d'essayer —, mais le système évite au moins que je ne dispose de trop de détails. Bien sûr des amitiés se nouent au gré des affinités. Les équipiers ne sont pas des moines qui regagnent leurs

cellules chaque soir dans la citadelle, ils se retrouvent pour dîner ou passer du temps ensemble le week-end. Pour éviter les fuites involontaires, nous nous abstenons alors de parler des missions en cours.

De fait, je le constate très vite, les exigences d'une vie d'espion sont difficilement compatibles avec celles d'un parfait père de famille. Les épouses, les maris — il y a quelques espionnes parmi nous, j'y reviendrai — et les proches ignorent sur quoi nous travaillons. Lorsque nous partons en mission, ils ne savent jamais où, ni pour combien de temps. Je mesure à quel point la situation est difficile à supporter pour ma femme et mes deux filles : accepter l'absence récurrente et, plus que l'absence, l'incertitude, le danger inhérent à chaque opération. Pas de courrier, pas de téléphone, pas d'Internet, tous les contacts sont coupés.

Notre raisonnement est extrêmement basique : nous avons quitté la France avec de vrais-faux papiers, chacun de nous est devenu quelqu'un d'autre, nous n'avons donc aucune raison de contacter une famille… qui n'est plus la nôtre. Cette logique, bien sûr, échappe à ceux qui nous aiment. Parce qu'ils ne disposent d'aucune information, leur imagination fonctionne à plein régime. Ne rien savoir est alors pire que de connaître précisément les risques que nous encourons. Je sais que j'ai fait faire des cheveux blancs à mon épouse. Pas question pourtant de déroger à la règle. Je ne me le suis jamais permis. Parfois, à la télévision, les proches entendent parler d'un coup d'État, d'un attentat, d'une explosion, ils se demandent si nous y avons joué un rôle. Sommes-nous sur place, infiltrés dans un réseau, camouflés quelque part ? À mon retour, il est arrivé plusieurs fois que ma femme mette dans le mille…

La seule chose que les proches parviennent à savoir avec certitude pendant la durée d'une mission, c'est si nous sommes toujours en vie, en bonne santé. Une cellule opérationnelle, directement reliée à l'administration centrale du CPIS, est chargée de maintenir le contact avec nos familles. Les membres de ce dispositif figurent parmi les personnes qui disposent du volume d'information le plus élevé sur une opération en cours. Ils n'ont pas la vision d'ensemble ni tous les détails, mais ils peuvent dire précisément quel équipier se trouve à quel endroit et à quel moment.

La DGSE compte entre quatre cents et cinq cents agents déployés sur la planète. Officier traitant (OT), c'est le cœur du métier de renseignement, celui où l'on se crée une identité fictive. Certains vivent des années sous couverture clandestine. La littérature, le cinéma, les séries télé récemment ont alimenté tous les fantasmes à

propos de la vie d'espion. J'aime particulièrement cette scène, tirée de *Notre agent à La Havane*[10], le livre de Graham Greene. Joe Wormold, un vendeur d'aspirateurs anglais, vit à La Havane avec sa fille Milly à la fin des années 1950, en pleine guerre froide. Wormold va faire la rencontre d'un agent des services secrets anglais, M. Hawthorne, qui lui propose de servir son pays en devenant agent secret. Leur prise de contact retranscrit bien l'esprit un peu paranoïaque des espions et la façon rocambolesque dont un OT est parfois amené à tamponner une source, c'est-à-dire recruter une personne susceptible de détenir des informations confidentielles.

> *De nouveau, l'explication qui apparut à Wormold comme la plus plausible fut que l'inconnu était un inspecteur excentrique envoyé par le siège social. Mais il atteignit vraiment les limites de l'excentricité lorsqu'il ajouta à voix basse :*
>
> *— Allez aux toilettes des messieurs. Je vous rejoins.*
>
> *— Les toilettes ? Pour quoi faire ?*
>
> *— Pour me montrer le chemin.*
>
> *Dans un monde dément, il semble toujours plus simple d'obéir. Wormold précéda l'inconnu vers la porte de derrière, le long d'un court corridor, et lui montra les toilettes :*
>
> *— C'est là.*
>
> *— Après vous, mon vieux.*
>
> *— Mais je n'ai pas besoin d'y aller.*
>
> *— Ne faites pas d'histoire, dit l'inconnu.*
>
> *Il posa la main sur l'épaule de Wormold et le poussa à l'intérieur. Il y avait deux lavabos, une chaise au dossier démoli, les cabinets et les urinoirs habituels.*
>
> *— Posez-vous là, mon vieux, dit l'inconnu, je vais ouvrir le robinet.*
>
> *Mais lorsque l'eau se mit à couler, il ne fit pas un geste pour se laver.*
>
> *— Ça a l'air plus naturel, expliqua-t-il (« naturel » semblait être son épithète favorite), si quelqu'un entre sans s'annoncer. Et naturellement, ça brouille les micros.*
>
> *— Les micros ?*
>
> *— Oui, vous avez raison de vous étonner. Tout à fait raison. Il est plus que probable qu'il n'y a pas de micro dans un endroit comme celui-ci. Mais c'est un bon exercice, et c'est cela qui compte. Vous verrez par vous-même que ça sert toujours de s'être exercé. Une veine qu'ils n'aient ni tampons ni soupapes à La Havane. On peut laisser l'eau couler, tranquillement.*

Une préparation de mission, cela commence nécessairement par un passage au Bureau des légendes. Il s'agit d'un service spécifique à

la DGSE, le cœur du réacteur en quelque sorte. Le SA possède le sien propre, car le combattant spécialisé a plusieurs cordes à son arc. Les spécialistes du Bureau des légendes vont accompagner chaque équipier dans la constitution de sa vie fictive sur mesure — sa couverture, son « assurance vie ». Le Bureau forme et pilote ainsi à distance les agents les plus importants du renseignement français, les clandestins envoyés en immersion dans des pays hostiles, qui évoluent sur place avec une identité fabriquée de toutes pièces : vrais-faux papiers, vrai-faux métier, vraie-fausse vie, vrai-faux passé. Le souci du détail est poussé à l'extrême. Le Bureau leur crée des sociétés fictives qui les emploient pour rendre la légende crédible. Il développe également un faux *track record* sur Internet, c'est-à-dire un passé virtuel. Objectif ? Si un contact curieux les googlise, il faut qu'il puisse retrouver leurs traces sur le Web.

Imaginer et créer une identité fictive pour la Boîte — lorsque nous souhaitons désigner la DGSE sans la nommer, nous l'appelons aussi la Centrale ou le Service — est une chose ; maîtriser parfaitement tous les paramètres de cette identité fantôme pour un équipier, être capable de les restituer sans se trahir en situation de stress en est une autre. Ne pas hésiter, ne pas faire fourcher sa langue, ne pas trahir un mensonge par le simple mouvement de ses yeux… J'apprends en effet les rudiments du fonctionnement du cerveau humain et la réaction des deux hémisphères : nous utilisons le gauche lorsque nous voulons inventer quelque chose et le droit lorsque nous faisons appel à notre mémoire ; en caricaturant, on pourrait dire que le cerveau gauche nous sert à mentir et le cerveau droit à dire la vérité.

Plaçons-nous en situation d'interrogatoire. Quelle était la couleur de mon calot à la corniche ? Je dois faire appel à ma mémoire, mon cerveau droit entre en action, mes yeux s'orientent naturellement vers… la gauche. Ai-je déjà vu un treillis avec des motifs en forme de cœur ? Il va falloir que j'invente, que j'élabore une représentation mentale. Mon cerveau gauche entre en action, mes yeux s'orientent naturellement vers… la droite. Pour éviter d'envoyer ses pupilles du mauvais côté lors d'un interrogatoire serré, mieux vaut avoir « révisé ». En résumé, connaître votre légende sur le bout des doigts peut vous sauver la vie. Mais l'apprendre, être capable de la réciter sans rien dévoiler de sa duplicité demande un long travail d'acquisition.

Au commencement d'une mission, soit le Bureau m'invente un nom, soit il emprunte un nom déjà existant, mais tellement courant qu'il ne représente rien : Jean Dupont, Jacques Legrand, Pierre Dubois, Henri Lefebvre, etc., les associations sont infinies. Les experts me fabriquent une vie, avec un passé qui comporte des noms, des lieux, des professions pour mes grands-parents, mes parents, mes

frères et sœurs, ainsi qu'un lieu de naissance pour chacun d'entre eux.

Une mission ne débute pas au moment où je monte dans l'avion, mais bien en amont, lorsque je commence à préparer ma légende. Pour entrer véritablement dans mon personnage, j'ai besoin de m'isoler complètement. Je sors donc du monde réel afin de m'imprégner de mon identité fictive. Je quitte ma famille à regret, mais retrouver les miens chaque soir, reprendre mes habitudes effacerait un peu les centaines de renseignements à mémoriser, rendrait le travail d'acquisition moins efficace.

Une fois plongé dans ma nouvelle vie et ma mission, je ne me rends pas non plus au CPIS. Pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, je m'immerge dans ma vraie-fausse existence. Tous les matins, je me répète qui je suis ; tous les soirs au moment de m'endormir, je récite ma légende — ma famille, mon métier, mon passé, les souvenirs qui y sont associés. J'ai des photos de mes pseudo-proches, je m'astreins à fixer leur visage dans ma mémoire. La légende doit être indestructible, car son but n'est pas de me permettre de passer un simple contrôle de police, mais d'être « cuisiné » par des services spéciaux ou le contre-espionnage et de résister. L'exercice entraîne un peu de confusion mentale, immanquablement. Il peut devenir stressant, surtout lors des retours de mission. Je me réveille alors chez moi en sueur, sans savoir où je me trouve : suis-je en opération ou à la maison ? Qui suis-je ce matin ?

Pendant la durée d'une mission, un agent mène vraiment sa vie d'emprunt. Il dort à une autre adresse, celle de sa pseudo-identité. Il paie l'eau, l'électricité, reçoit des factures comme n'importe qui. Je me retrouve ainsi amené à effectuer des démarches officielles pour crédibiliser ma légende, certaines dont je n'ai pas du tout besoin dans ma vraie vie. En tant qu'officier, par exemple, je suis couvert par la caisse de sécurité nationale militaire, c'est-à-dire que je n'ai pas besoin de la caisse civile d'assurance maladie. Mais pour la crédibilité d'une légende, je suis conduit à m'affilier à celle-ci. J'effectue les démarches moi-même, toutes ces fausses pièces sont ensuite fabriquées par les administrations concernées à leur insu. D'une certaine façon, j'adopte les mêmes comportements que les terroristes. Sauf que j'agis ainsi pour la nation française.

Récemment, la série *Le Bureau des légendes* sur Canal + a permis au grand public de se représenter certaines des missions qui sont les nôtres. Il y a cet agent, faux prof de français à Damas, gérant d'un bar littéraire, chargé d'infiltrer la future élite syrienne, ou encore cette jeune femme, vrai officier traitant, faux ingénieur sismologue en Iran, dont l'objectif est de tamponner des experts du nucléaire.

Pour ma part, au fil des missions, je finis par disposer d'un joli panel de légendes : journaliste, écrivain, homme d'affaires et officier

de marine marchande. Chaque OT dispose de ses différentes vies au CPIS, dans un placard sécurisé avec coffre-fort. Cartes d'identité, passeports, téléphones, cartes vitales, permis de conduire, tout est stocké, prêt à l'emploi. Lorsqu'il y a urgence, un agent expérimenté peut ainsi toujours choisir une légende qu'il a déjà utilisée, dont il se souvient dans les grandes lignes et qu'il peut « rafraîchir » en quelques jours. En quinze ans au CPIS, j'ai développé quatre légendes, mais certains équipiers en possèdent encore davantage.

La vie fictive est exaltante, c'est vrai. Un agent clandestin, illégalement présent sur le territoire où il opère, ne recule devant rien. Pour moi, la raison d'État n'est pas qu'un concept, c'est une réalité qui l'emporte sur les principes moraux dès lors qu'on se bat pour le bien. Cambrioler des ministères, placer des personnalités sur écoute, la ligne jaune n'existe pas. Les espions sont chargés de faire respecter au mieux les intérêts de la France.

Ce rapport à l'illégalité est un des aspects les plus fascinants de ma vie. Sur le terrain, je ne peux me laisser aller à aucun état d'âme, mais il faut une haute intégrité personnelle pour transgresser la loi au nom d'un intérêt supérieur. Je dispose, comme mes pairs, d'une foule de contacts dans des lieux de pouvoir. Je peux être conduit à devenir ami avec des hommes d'affaires véreux, des criminels de guerre, des scientifiques fous. Je ne mets aucun affect dans mon travail. Les renseignements que j'obtiens aident à résoudre des conflits, déjouer des attentats ou libérer des otages. Pour moi, c'est une fierté.

Les agents vivent aussi dans une duplicité permanente. En opération, l'adrénaline est une drogue quasi quotidienne. Il faut réfléchir vite, agir en un clin d'œil. Les années d'apprentissage et de formation au CPIS sont extrêmement utiles. Un désilhouettage — consistant à se changer en quelques secondes dans les toilettes d'un café ou d'un aéroport pour déjouer une filature — peut décider de l'échec ou de la réussite d'une mission. « Je suis propre » — comprenez : « Je n'ai pas été suivi » —, indique alors l'OT à la source avec laquelle il a rendez-vous.

Il faut dire que la clandestinité se prête au jargon. L'espion privilégie les HVT les *high value targets* ou « cibles de haute valeur » ; il redoute les chèvres, les sources retournées par un service adverse. Avant d'approcher une HVT, je réalise un *profiling* minutieux, c'est-à-dire une analyse comportementale qui me permet de déterminer un profil psychologique relativement précis. Je me renseigne également pour tout savoir de ses réseaux, de sa famille et de ses failles. Plus j'ai d'éléments entre les mains sur la personne avec qui j'entre en contact, plus il est facile ensuite de créer un effet miroir et d'utiliser des ressorts comme l'amitié pour atteindre mes objectifs. Pour obtenir ce

que je veux — recruter une source ou lui soutirer des informations —, j'active les leviers de la manipulation : proposer de l'argent, faire vibrer la fibre idéologique, compromettre ma cible ou flatter son ego, ce que l'anglais résume par le sigle MICE (*money, ideology, compromise and ego*). Mais ce n'est pas toujours suffisant.

Je développe de vrais réflexes professionnels, au premier rang desquels une aptitude instinctive à contrôler mon environnement. J'observe discrètement où se situent les sorties en entrant quelque part ; au restaurant, dans les transports, je m'assois toujours de façon à n'avoir personne dans le dos et j'utilise le moindre reflet pour vérifier que je ne suis pas suivi.

En opération, l'éventail des actions à réaliser est extrêmement large. Un espion peut être amené à utiliser une boîte aux lettres morte, c'est-à-dire une cache discrète pour échanger des informations ou récupérer du petit matériel pour installer des micros dans une chambre d'hôtel, voire au contraire dépoussiérer une pièce, autrement dit enlever les micros placés par un service adverse — pour ce genre de corvée ménagère, la DGSE dispose d'un service dédié que certains appellent Aspiro. En cas de force majeure, ordre pourra même être donné de neutraliser une cible jugée dangereuse — en clair, l'exécuter. Ce type de mission d'entrave est mené par le service Action, considéré comme le bras armé de la France. Seul le président de la République peut lancer des opérations homo — sur des personnes — qui ne sont, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de toute autre forme d'obscurantisme présentant un danger, qu'une action de salubrité publique internationale. Je n'ai personnellement pas de souvenirs à ce sujet, mais le cloisonnement est tel au sein de la DGSE que si cela avait dû avoir lieu, je n'aurais bien évidemment pas été informé, n'ayant pas le BEC.

À chaque retour au CPIS, je rends papiers, documents et photos au Bureau des légendes. Les fonctionnaires de ce service extrêmement moderne trient, classent, répertorient nos identités fictives. À la fin d'une longue mission, où un espion peut être amené à nouer des amitiés profondes, c'est un arrachement de quitter sa légende. Normalement, il est impossible — comprendre : interdit — de chercher à contacter des personnes rencontrées sous une fausse identité. Cependant, on ne peut pas garantir que cela ne se produise jamais. Certains agents vivent également des histoires d'amour, il est arrivé en effet que des sources tombent amoureuses de leur officier traitant ou inversement, ou que deux OT ayant une couverture de couple ne puissent plus se séparer… Après ces aventures exaltantes, comment revenir à la triste vie de monsieur Tout-le-monde ?

Lors d'une mission dans le golfe de Guinée, je suis officier de

marine marchande. La DGSE a bénéficié d'une complicité dans un ministère qui m'a permis de me faire admettre à l'insu de l'équipage du navire. Je suis d'abord formé au sein du CPIS, mais le timing est serré, le bateau sur le point d'appareiller. Mon apprentissage accéléré se cantonne au b.a.-ba de ce que doit savoir l'homme que je prétends être. Juste assez pour ne pas trahir ma couverture.

Quelques jours plus tard, me voilà sur le pont. Je fais de mon mieux pour m'intégrer à l'équipage, mon travail est de me montrer suffisamment performant pour ne pas attirer l'attention ou la suspicion des autres marins. Le navire bat pavillon tricolore. Officiellement, je suis envoyé par le ministère des Transports, en qualité d'officier spécialisé dans la sûreté et chargé de réaliser un audit complet sur les chenaux d'entrée dans les ports du golfe de Guinée pour la sécurité des bateaux français. J'effectue d'ailleurs cet audit — en opération, la couverture peut ainsi représenter jusqu'à 95 % de notre temps de travail. Mais ma véritable mission consiste à prendre contact avec une source à Pointe-Noire, la capitale économique de la République du Congo, sur la façade atlantique à l'extrême sud du pays. À cette époque, les frontières avec le Congo sont fermées, les bateaux de marine marchande sont les seuls moyens de transport à passer entre les mailles du filet.

Tous les métiers sont possibles pour donner lieu à des légendes. Ma couverture d'officier de marine marchande, je la réutilise lors d'une mission sur les bateaux de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM), qui assurent la liaison Marseille-Alger pendant la guerre civile algérienne, dans les années 1990. Version simple matelot cette fois : je passe la majeure partie de mon temps sur le pont inférieur avec un balai et un seau[11].

Mes légendes d'homme d'affaires et de journaliste sont moins compliquées à assimiler. La difficulté, c'est qu'une identité fictive n'est jamais définitivement rangée au placard. Des personnes que j'ai rencontrées en mission à l'étranger peuvent en effet avoir besoin de me rendre visite en France par la suite. J'ai alors besoin d'utiliser à nouveau ma couverture pour un court moment. Mais cela, c'était avant…

Le Bureau des légendes assure le suivi des identités fictives et veille à éviter les collisions entre deux couvertures. Lorsqu'ils récupèrent tous nos vrais-faux documents pour les archiver, les experts du service nous débriefent minutieusement. Je leur décris toutes les personnes que j'ai rencontrées lors de ma mission, les sources que j'ai recrutées. Les agents de back-office — de bureau — effectuent ensuite des recherches sur ces personnes et enregistrent tous les renseignements dans un vaste fichier informatique. Un algorithme croise les données en permanence pour éviter des collisions d'identités

dont les conséquences pourraient être dramatiques. Avant chaque mission, le Bureau des légendes vérifie ainsi que nous ne serons pas amenés à croiser un contact, rencontrer une source, serrer la main d'un officiel qui nous connaît déjà… sous une autre identité. À la DGSE, pour un officier traitant sur le terrain, il faut compter ainsi près d'une cinquantaine de personnes qui travaillent en soutien ! Tous les analystes du back-office, dont une bonne partie de femmes, au siège de la DGSE, boulevard Mortier, ont un rôle crucial dans notre sécurité. Ils nous renseignent en temps réel sur l'évolution des paramètres et du contexte international concernant notre mission.

Lorsque nous sommes deux à préparer une mission avec les légendes qui vont de pair, nous nous interrogeons mutuellement. C'est plus pratique. Je connais les légendes des équipiers qui ont travaillé avec moi presque aussi bien que les miennes. Je ne sais rien, en revanche, des légendes de ceux dont je n'ai pas partagé les missions. Le BEC et le cloisonnement, encore et toujours.

Au long de ma carrière, j'ai passé environ deux tiers du temps en mission. Parmi les équipiers du CPIS, la vie privée est rudement mise à l'épreuve et les divorces nombreux. C'est ma femme qui, très largement, a assuré l'éducation de nos deux filles. Je lui suis reconnaissant d'avoir su les protéger et je suis heureux d'être parvenu à rester proche d'elles, même si dans les faits nous étions toujours séparés.

4
Mission Congo

Au CPIS, j'effectue les deux formations principales. La formation de guerre spéciale d'abord, lors de la première année, qui représente la capacité de base — c'est un peu le b.a.-ba, l'apprentissage de la marche pour un enfant. Ensuite, il s'agit d'apprendre à parler — pour l'équipier, cela veut dire être formé comme moniteur combat spécialisé. Normalement, tous les équipiers du CPIS sont MCS. En fonction de leur niveau de compétence et des formations annexes qu'ils ont suivies, les agents disposent du brevet or, argent ou bronze. Comme je l'ai déjà dit, la caractéristique du CPIS, c'est que le chef de détachement n'est pas obligatoirement l'officier le plus gradé, mais l'équipier le plus compétent. Lors d'une opération sur le terrain, si par exemple un sous-officier a la formation la plus adaptée au profil de la mission, c'est lui qui prend les commandes et donne les ordres, fût-ce à un colonel. Telle est la règle.

Au centre, l'équipier est formé pendant toute la durée de son affectation. Il doit maîtriser une langue étrangère. Il commence par la formation MCS initiale lui donnant le brevet bronze et lui permettant de participer à des missions types au sein de détachements. Après ce tronc commun il suivra des stages pour gravir les niveaux de compétence au sein de sa spécialité. Ce peut être l'insurrection, la protection des sites et des personnalités, le renseignement et la gestion de réseaux, voire tout cela à la fois si l'équipier reste assez longtemps en service à l'unité.

Je commence la formation aux milieux insurrectionnels, qui se prolonge de nombreux mois, entrecoupés de microstages. Elle me met littéralement les neurones en ébullition. J'apprends comment est organisée une guérilla, un mouvement de résistance. Je découvre l'importance de la logistique, de la communication. Le glamour de la révolution cubaine, par exemple, ne doit rien au hasard. Fidel Castro, son uniforme vert olive, sa barbe broussailleuse et son havane vissé à la bouche ont d'abord séduit… Herbert Matthews, l'envoyé spécial du *New York Times* ! L'article qu'il a consacré à la guérilla cubaine, publié le 24 février 1957, lui a fait une publicité décisive. Surévaluant largement le nombre des guérilleros et la qualité de leur armement, le journaliste dressait le portrait d'un révolutionnaire social-démocrate et anti-impérialiste, mais nullement antiaméricain. Un mythe était né. Partisans, maquisards, miliciens armés, l'univers insurrectionnel me passionne. Je rencontre ce qui m'a toujours attiré mais que je ne savais pas nommer à l'époque. J'observe d'abord qu'il y a un certain

nombre de fondamentaux dans toutes les insurrections, des paramètres invariables. Perte de crédibilité de la classe politique, incapacité à résoudre les problèmes sociaux, fébrilité de l'État face aux devoirs régaliens, appauvrissement de la population, multiplication des scandales d'État, utilisation abusive des forces de l'ordre et des armées pour imposer l'ordre public ou rétablir le calme sont les symptômes permanents de l'imminence insurrectionnelle. Dans les temps de crise que nous traversons en Europe, il n'est pas incongru de faire le parallèle. J'ai entendu à plusieurs reprises des hommes politiques français de tout bord faire allusion à une situation qualifiée de « pré-insurrectionnelle ». Je suis malheureusement d'accord mais pour autant je n'arrive pas à être inquiet.

J'apprécie la formation guérilla parce qu'elle est très tournée vers le terrain et l'humain. Passé les quelques dizaines d'heures de théorie en salle, le programme comporte de nombreuses restitutions. Les équipiers créent une base guérilla grandeur nature, l'activent et la font vivre comme le feraient d'authentiques guérilleros. D'un côté, les acteurs, des équipiers du CPIS déjà formés ; de l'autre, les joueurs, des équipiers en cours de formation, encadrés par leurs instructeurs. L'intégralité du centre est dédiée à l'exercice. C'est la culture du CPIS : pas question d'aller s'exercer au centre national d'entraînement des commandos, nous n'utilisons que nos effectifs et nos moyens. Encore une fois, nous sommes une grande famille, qui se recrute elle-même et se forme elle-même, de façon autonome.

Les fois suivantes, nous installons d'autres bases guérilla, cette fois à l'extérieur. En forêt, dans la jungle — le milieu de prédilection de la guérilla — et même en montagne, où nous construisons des igloos en hiver. Je trouve exaltant de travailler dans cet univers. Je suis bien décidé à faire de la formation insurrection/contre-insurrection mon cœur de métier. Je finirai par être reconnu dans ce domaine et je dirigerai pendant quelques années la cellule dédiée à ce sujet. Voilà comment je vais mener plusieurs missions extrêmement valorisantes au Kosovo et en République démocratique du Congo (RDC), qui sont les applications directes de nos formations.

Nous sommes au début des années 2000. Le Congo est particulièrement instable et un personnage inquiète les autorités françaises : Jean-Pierre Bemba. En 1997, ce dernier s'est exilé lors de la prise du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFLD) menée par Laurent-Désiré Kabila. Puis, en 1998, il a créé le Mouvement de libération du Congo (MLC) et son bras armé, l'Armée de libération du Congo (ALC).

Parmi les nombreux rebelles, Bemba est de loin le plus puissant, l'opposant le plus sérieux à Kabila. Il a établi son quartier général et

positionné son armée dans la province de l'Équateur, à l'extrême nord du Congo, juste en dessous de la République centrafricaine (RCA). Le leader du MLC est bien décidé à prendre le pouvoir. De son côté, la France, qui soutient Kabila, souhaite à tout prix éviter la guerre, consciente qu'il ne pourrait s'agir que d'un carnage. La diplomatie tricolore entend donc faciliter les négociations entre Kinshasa et la rébellion. Ma mission commence ici, nous serons deux sur le coup.

Je prépare ma légende avec un autre équipier. Je dois tout apprendre sur Jean-Pierre Bemba : qui est-il, quels sont ses origines, sa famille, son cursus universitaire, son parcours politique ? Pourquoi a-t-il décidé de prendre les armes contre Kabila plutôt que de se battre avec des moyens politiques ? Les analystes de la DGSE me préparent des dossiers. Je les ingurgite.

Je rends visite au spécialiste en charge de la zone, un type aussi cultivé qu'un rat de bibliothèque : « J'ai besoin d'en savoir plus. » L'officier en question vient directement nous faire classe. Il y a beaucoup de choses à retenir. J'ai l'impression d'être à nouveau à la corniche, de bachoter. À côté de ça, comme d'habitude, je dois mémoriser ma légende, nom, adresse, entourage, passé, etc. Les meilleurs experts se relaient pour nous apporter tout le background, mais personne n'est capable de nous révéler la formule magique : comment empêcher Bemba de marcher sur Kinshasa ? Comment convaincre un chef rebelle à la tête d'une armée aussi bien équipée qu'entraînée de déposer les armes pour se cantonner à la lutte politique ? Seule certitude, il y a urgence !

Enfin, le Quai d'Orsay nous avertit qu'un ancien ministre congolais passé dans les rangs du MLC est en visite à Paris. Je le rencontre avec mon coéquipier. Sous identité fictive car c'est l'usage, mais sans lui cacher que nous appartenons au service Action. Ce proche de Bemba se montre très coopératif et nous aide à organiser notre déplacement pour rejoindre son chef en pleine jungle, au Congo. Nous nous envolons pour l'Afrique. La mission est sérieuse : Bemba n'a rien d'un tendre, il est en position de force et ne se laissera pas facilement persuader.

Jean-Pierre Bemba a établi son PC à Gbadolite, un point perdu sur la carte, entouré par la forêt vierge à perte de vue. La petite ville, blottie à une douzaine de kilomètres au sud des rives de l'Oubangi, est célèbre dans la région pour être la terre natale de l'ancien président et dictateur du Zaïre — ex-Congo —, Joseph-Désiré Mobutu dit Mobutu Sese Seko. Gbadolite n'était à l'origine qu'un hameau de quelques cases. À grands coups de bulldozer, Mobutu l'a transformé en une cité luxueuse surnommée le Versailles de la jungle. Il a fait construire un barrage et une centrale hydroélectrique sur la rivière Oubangi — il

tenait à ce que les habitants de Gbadolite puissent jouir de privilèges comme l'électricité, alors que le reste du pays manquait de tout… — , trois palais immenses et même une piste d'atterrissage pour le Concorde ! Mobutu prenait un malin plaisir à inviter les chefs d'État étrangers à Gbadolite plutôt qu'à Kinshasa.

Nous arrivons via Bangui en Centrafrique, où un petit avion de Bemba nous récupère. De mon hublot, j'aperçois enfin la longue piste en béton armé, comme une saignée au milieu de la canopée vert émeraude. Alors que l'avion entame sa descente, je me répète la ligne de conduite que je me suis fixée : ne prendre parti ni pour Bemba ni pour Kabila, mais tout faire pour éviter un bain de sang.

Une nuée de papillons multicolores s'agglutine sur l'herbe humide en bord de piste. Sous ces latitudes, l'été est humide et perpétuel. Il fait moite et chaud, ma chemise se plaque aussitôt à mon torse, elle ne s'en décollera plus du séjour. Le sol craque comme un vieux parquet aux lattes usées. Sauf que… ce sont des rampants que j'écrase. Je foule un sol surpeuplé. Ici, les insectes sont énormes et prolifèrent. Je n'ai pas la phobie des invertébrés, mais je sais qu'ils peuvent être à l'origine de maladies infectieuses graves. Je chasse quelques *moutmouts* qui m'ont pris pour cible — des abeilles aussi minuscules que des moucherons, qui ne piquent pas mais qui butinent la sueur et le sébum pour en faire du miel.

À mon entrée dans la ville, je suis saisi par la splendeur des lieux et du panorama. La somptueuse résidence chinoise en marbre vert de l'ex-dictateur a été laissée vide, ainsi que tous ses autres palais. Jean-Pierre Bemba, lui, a élu domicile avec sa famille, qui lui rend visite de temps en temps, dans une villa. Rien d'extraordinaire dans ses logements. La bâtisse et son mobilier sont sobres et fonctionnels. Un simple gardien monte la garde devant la maison de ce village inondé de végétation primaire. Plusieurs milliers d'espèces végétales s'épanouissent dans cette jungle. Trois grandes forêts tropicales se partagent la planète : celles d'Amazonie et d'Indonésie reculent sous les coups de boutoir des agriculteurs en quête de nouvelles terres à cultiver ; celle du bassin du Congo est encore à peu près protégée. D'ici, le leader du MLC gouverne toute la province de l'Équateur, grande comme la France.

Bemba nous attend dans son salon. C'est un colosse d'un mètre quatre-vingt-dix, terriblement impressionnant. Il me dépasse d'une demi-tête et doit peser cent quarante kilos. Il sait que nous sommes de la DGSE mais, bien sûr, il ignore nos véritables identités. Je lui tends la main, il la broie chaleureusement. L'homme est cultivé, il a effectué ses études secondaires au collège Boboto à Kinshasa, puis ses études supérieures à Bruxelles, où il a obtenu une licence en sciences commerciales et consulaires. Bemba s'exprime dans un français châtié,

mais je sais que se cache un redoutable chef de guerre derrière le fin diplomate. Un homme qui a su mobiliser des combattants et faire de la grande province de l'Équateur une zone de rébellion inaccessible pour les troupes gouvernementales.

En 2002 et 2003, le chef de l'Armée de libération du Congo a prêté main-forte à Ange-Félix Patassé, menacé par la rébellion du colonel François Bozizé en République centrafricaine. Après les combats, des accusations de viols, de pillages en règle et de cannibalisme pleuvent. Les Nations unies soupçonnent les combattants de l'ALC de s'être livrés à ces crimes. Une enquête est ouverte.

Bemba dirige ses soldats d'une main de fer. S'il levait l'index pour lancer l'opération de conquête de Kinshasa, ses troupes hisseraient le drapeau de l'ALC sur la capitale de la République démocratique du Congo en quelques jours. C'est en tous les cas ce que tout le monde redoute. Nous sommes là pour évaluer la situation et tenter de trouver une voie pour un règlement pacifique du problème entre lui et Kabila.

Les jours, les semaines passent. Je connais JPB de mieux en mieux. Je devine de plus en plus jusqu'où je peux aller dans mes conseils, dans mes mises en garde. Je sais flirter avec son seuil de tolérance : « Jean-Pierre, la guerre, personne n'en veut ! Attaquer Kinshasa, c'est une stratégie à court terme. Tu passeras pour le méchant. Enfile ce costume et tu auras tout le monde sur le dos : la France, la Belgique, l'Angleterre. » Je vois qu'il m'écoute attentivement, j'ai ouvert une brèche et je m'y engouffre : « Même si tu as les moyens de résister dans ton pays contre des corps expéditionnaires français, c'est un très mauvais calcul, car tu n'auras plus aucun poids sur la scène internationale. » Il me regarde longuement. Je sens que mes avertissements font mouche.

J'arrête là, car il ne faut jamais pousser trop loin son avantage. Je reviendrai à la charge demain. J'ai déjà été on ne peut plus direct. Bien entendu, je suis persuadé de la légitimité de ma mission : personne ne veut d'un bain de sang et si JPB mettait ses menaces à exécution, il gagnerait peut-être à court terme mais serait défait rapidement une fois installé au palais de Kinshasa. Je comprends que la France n'a rien contre lui mais elle a déjà fait un choix en reconnaissant Kabila. Il n'est pas question pour moi d'avoir un avis sur le sujet, je veux simplement essayer d'amener JPB à prendre conscience que son tour pourrait aussi venir, plus tard, après Kabila, pour peu qu'il montre aux internationaux qu'il en a l'envergure.

Les mois se succèdent, l'été laisse la place à l'hiver, mais les températures ne baissent pas et la moiteur reste la même. Je marque des points, Bemba se range de plus en plus à mes arguments. Il est temps de planter une graine dans son esprit qui, j'espère, germera

rapidement : le dialogue intercongolais. Lors d'un petit déjeuner, à l'heure où la foule de conseillers et de généraux qui gravitent autour de lui n'a pas encore parasité son esprit, je me lance : « Kabila ne fait pas l'unanimité. Il ne pense qu'à lui et suscite beaucoup d'opposition. C'est un projet de longue haleine, mais tu pourrais coaliser l'ensemble du Congo contre lui. » Surtout, ne rien imposer. Je soumets l'idée et je lui demande juste d'y réfléchir. Doté d'une grande intelligence tactique, Bemba comprend très bien : je lui propose d'entrer dans le jeu politique et de transformer le MLC en un authentique parti.

Laminer Kabila par les urnes ? Ce n'était pas son projet initial, mais il marche ! Il fonce même, et je vais l'aider à réussir car je pense sincèrement qu'il peut y arriver. Je l'ai vu se comporter avec ses hommes et avec la population, qu'il aime sans l'ombre d'un doute. Il y a un petit côté sentimental dans ce géant. Il rêve d'un avenir pour le Congo qu'il me décrit en long en large et en travers. Il connaît parfaitement les moindres recoins de ce gigantesque pays de la région des Grands Lacs. Il connaît les peuples qui le constituent et parvient à se faire reconnaître voire apprécier dans des contrées dont il n'est pas originaire. Reste à faire en sorte que JPB puisse faire l'expérience de la gouvernance et qu'il puisse montrer sa capacité à se projeter dans une vision nationale. Il nous faut le convaincre de ne pas tout gâcher en fondant sur Kinshasa. Les tentations sont fortes et pourtant il se laisse aller à croire que je peux avoir raison.

Ma mission dure trois ans, durant lesquels j'effectue plusieurs allers-retours entre la France et le RDC. Organiser le dialogue intercongolais : la tâche est immense, qui consiste à fédérer, parfois à réconcilier les multiples minorités de ce territoire gigantesque meurtri par des décennies de guerre. C'est un travail de fourmi — l'expression ne saurait être mieux choisie car la fourmi est justement le symbole du MLC — qu'il faut mener sur plusieurs continents. Cela nécessite de faire intervenir des diplomates, d'organiser des sommets et des conférences. L'avantage, c'est que la France dispose d'un réseau diplomatique unique, le deuxième au monde derrière les États-Unis.

Le dialogue intercongolais ? Joseph-Désiré Mobutu, un temps, avait tenté de s'engager sur cette voie, avant de rebrousser chemin tant elle semblait impraticable. Bemba, le puissant chef rebelle, connaît cette histoire et mesure toute la difficulté de son choix. Le chemin du dialogue intercongolais — celui de la réconciliation nationale — est plus périlleux que celui des armes, mais il aurait le mérite d'inscrire pour toujours Jean-Pierre Bemba dans l'histoire du Congo, en tant que « père de la Nation ». Un destin plus glorieux que celui d'énième chef militaire putschiste, non seulement méprisable d'un point de vue moral, mais également anonyme tant il ne ferait de

lui qu'un nom parmi d'autres sur une liste déjà interminable. C'est vrai, le chef de l'ALC et ses soldats sont accusés d'avoir commis des atrocités et je ne suis en mesure de dire ni si cela est vrai ni si cela est faux. En revanche, je peux attester que Jean-Pierre Bemba fait preuve d'un réel dévouement vis-à-vis de son pays. C'est un authentique homme d'État, qui souhaite sincèrement fédérer la République démocratique du Congo.

Désormais convaincu de l'intérêt du dialogue intercongolais, Bemba se lance à corps perdu dans le projet. Mon équipier et moi y croyons aussi à cent pour cent. Le paramètre diplomatie est essentiel dans cette entreprise et c'est ce qui nous stimule. Il ne s'agit pas d'une mission « action », il n'est nullement question de violence. En caricaturant, nous ne sommes là pour étrangler personne. Au contraire : pendant des semaines, des mois, je plaide pour le dialogue, je mets en avant l'intérêt que le MLC pourrait trouver à déposer les armes. Et j'obtiens gain de cause grâce à ma capacité d'empathie, mes arguments et ma force de conviction. Exit le cliché tatouages-gros biceps : le secret du SA n'est pas la fibre musculaire, ce sont les neurones.

Pendant trois longues années, ce sont donc des palabres, de la psychologie. Je ne suis pas en tenue militaire, je ne suis pas armé, je suis un agent secret qui mène une mission de diplomatie secrète. Les conditions de vie sont correctes mais le climat éprouve les organismes. La pluie tropicale ne nous épargne pas. Avec mon équipier, nous dormons à Gbadolite, dans une villa que Bemba a mise à notre disposition. Les heures de sommeil sous la moustiquaire ne sont pas les plus reposantes au monde. En pleine jungle, les nuits sont noires et terriblement bruyantes. La forêt respire, elle s'anime, ruisselle, s'ébroue, tremble au rythme des pas des milliers de bêtes qui la parcourent. Les Pygmées, rois de cet univers sylvestre, sont les seuls à oser s'y frotter quand le soleil a disparu à l'horizon. Ils en connaissent tous les secrets et survivent pieds nus là où une paire de solides chaussures rend l'âme en quelques semaines… La forêt congolaise est si pleine de vie qu'à chaque retour en France, les bosquets domestiqués de nos latitudes hexagonales me paraissent ressembler à des nécropoles.

Je vois Bemba tous les jours. Je prends le petit déjeuner avec le leader du MLC, je reviens un peu plus tard, puis encore et encore. Je suis désormais rentré dans son portrait. Les gardes connaissent les deux OT qui se relayent auprès de leur chef, et ne se formalisent plus lorsque nous demandons à voir Jean-Pierre. Nos rapports sont cordiaux et même parfois chaleureux, il me fait confiance. Je suis réellement motivé pour qu'il réussisse à instaurer le dialogue intercongolais et il sait que je suis sincère. Je suis en phase avec la

cellule Afrique des Affaires étrangères qui se met maintenant à espérer que JPB pourrait préférer la bataille diplomatique au carnage militaire. Je sais désormais que mon domaine d'excellence se situe au cœur de cette formation insurrection/contre-insurrection. Je suis doué pour parler aux gens, j'ai un talent pour établir une relation de confiance et les convaincre. La relation n'est pas à sens unique.

J'apprends beaucoup de choses à Bemba et il m'en apprend aussi en retour. L'Afrique m'en apprend. Les arbres me fascinent ! Iroko, wengé, mukulungu… On raconte qu'en tisane, l'écorce de mukulungu est un Viagra naturel. Au point qu'un certain nombre de missionnaires européens, pour en avoir abusé, auraient souffert de priapisme ! La forêt est une pharmacopée extraordinaire. Les chamans et les *medecine-men* connaissent les propriétés de chaque feuille. Le mukulungu, par exemple, soignerait les problèmes de reins. Le mankala, lui, serait un antibiotique surtout utilisé par les femmes.

Je tombe amoureux de la forêt congolaise ; je m'y promène aussi souvent que possible, en prenant garde de ne pas m'y perdre. Elle est si vaste que sans repères, le plus grand risque n'est pas de finir dans l'estomac d'un prédateur, mais de tourner en rond jusqu'à mourir de fatigue, de soif ou de faim. Même au cœur de la jungle où tout semble fait pour déboussoler le visiteur, l'œil attentif s'initie pourtant, apprend à identifier des indices pour retrouver son chemin. Ici, un azobé où un coucal noir a fait son nid — cet arbre réputé pour son bois imputrescible sert à faire des écluses ou des terrasses de piscine. Là, un padouk, prisé par les luthiers qui le transforment en guitares, lorsqu'il ne termine pas sa vie en parquets. Ici, un moabi, reconnaissable entre tous : c'est l'un des plus grands arbres africains, au fût droit et cylindrique. Il croît d'abord très lentement à l'ombre de la canopée, jusqu'à ce qu'il accède à la lumière ; les rayons du soleil lui offrent alors une croissance accélérée. Ce géant des forêts peut mesurer jusqu'à soixante-dix mètres de hauteur et dépasser cinq mètres de diamètre. À maturité, sa large cime en parasol surplombe la canopée. Les chimpanzés et les éléphants se régalent de ses fruits charnus aux grosses graines riches en lipides. Pressés, ils fournissent une huile appréciée des villageois, tandis qu'un second bouillon libère une sorte de graisse végétale crémeuse, proche du beurre de karité, utilisée comme cosmétique par les femmes.

J'ai beaucoup marché, je me suis déshydraté. Je coupe une liane à eau d'un coup de machette et je la retourne pour recueillir le liquide qui s'écoule. Il est tard, il est l'heure de rentrer maintenant. Je ne suis plus très loin, je reconnais l'arbre à fourmis. Celles-ci agissent comme un organisme de défense pour l'arbre en le protégeant des insectes nuisibles, des animaux ou des hommes qui pourraient entrer en

contact avec lui. Ce qui arrive parfois… quand des pygmées condamnent leurs congénères à y être attachés plusieurs heures durant ! Il faut ensuite dix jours de traitement pour les soigner.

J'entends les bruits du village et je distingue quelques lumières : je ne me suis pas perdu, les arbres m'ont indiqué le chemin du retour jusqu'à mon gîte. Je retrouve Bemba. Il a l'air préoccupé. Je ne sais pas pourquoi, mais je devine aisément. JPB est entouré d'une sorte de gouvernement, composé de généraux et d'anciens ministres congolais ralliés à sa cause. Je ne suis pas le seul à essayer d'avoir de l'influence sur le chef de l'ALC. Le lobby des militaires, qui effectue un patient travail de sape des arguments pacifistes, rêve de le convaincre de passer à l'attaque. Toute la journée, Bemba prend de multiples avis. Le reste du temps, il organise son armée — nourrir les hommes, les habiller, payer les soldes — et administre la province dont il a le contrôle. Il y a beaucoup à faire pour offrir à la population les services — l'eau, l'électricité, etc. — qui, en Europe, semblent le strict minimum et Bemba se démène pour installer un réseau téléphonique en pleine forêt.

Pendant ce temps, le dialogue intercongolais avance. Jean-Pierre Bemba se déplace pour rencontrer les autres mouvements d'opposition. Il parvient à fédérer une majorité d'entre eux, crée un grand parti.

Parallèlement, la machine DGSE s'active. La Direction du renseignement (DR) et la Direction de la stratégie (DS) prennent contact avec le Quai d'Orsay, qui active tous les réseaux d'ambassades. À chaque voyage du leader du MLC à l'étranger, j'organise des entrevues. Jean-Pierre Bemba rencontre de plus en plus de monde, des gens de plus en plus importants, des ambassadeurs, des diplomates, des ministres. Les chefs de poste de la DGSE le découvrent sous un nouveau jour et commencent à modifier leurs analyses à son égard. C'est bien parti, le géant des forêts a la cote. Sa stature imposante accompagne un discours posé, une posture diplomatique équilibrée, auxquels les observateurs se mettent à accorder du crédit.

L'heure sonne enfin d'organiser un premier sommet intercongolais à Kinshasa. Les représentants de nombreuses minorités de RDC sont présents, ainsi que les ambassadeurs de plusieurs pays. La France, via son réseau d'ambassades — et ses grandes oreilles, c'est-à-dire son renseignement —, connaît à l'avance l'ordre du jour des réunions, ainsi que les arguments des opposants à Bemba. Ma tâche consiste donc à préparer au mieux le leader du MLC : « Attention, Jean-Pierre, ils vont te poser telle question. » L'objectif, c'est non seulement qu'il ait toujours la parade, mais que ce soit lui qui impose le tempo. Je le préviens du mieux que je peux : « Il faut toujours avancer, faire un

pas, être en avance sur eux. Tu dois systématiquement imposer quelque chose : “L’ordre du jour c’est ça, mais moi je veux ça.” »

Les réunions ont lieu et Bemba en revient très satisfait. Je peux même dire qu’il impressionne. « Bemba, c’est une sacrée pointure ! me glisse décontenancé un responsable de secteur à la DGSE. Il est fort, ce n’est pas du tout le gros costaud un peu bas de plafond que je redoutais ! » C’est vrai, JPB est une montagne, qui prend plaisir à se jouer des apparences en étalant aux yeux du monde son éloquence, son intelligence et son sens tactique.

Le premier sommet intercongolais est un succès. Jean-Pierre Bemba marque des points aux yeux de la communauté internationale. En quelques semaines, il troque le statut de puissant rebelle militaire contre celui d’alternative politique crédible en RDC. Ses adversaires l’ont bien compris, qui le redoutent désormais tant militairement que politiquement. Je suis ravi car je constate qu’il s’épanouit dans ce nouveau rôle. Le costume d’homme d’État que la France l’a aidé à se tailler correspond à ce qu’il souhaitait. Au lendemain de ce premier sommet, Bemba est persuadé — comme moi — qu’il va bientôt accéder au pouvoir par les urnes.

En face, Joseph Kabila est aux abois. Le président de la RDC envoie de plus en plus d’espions afin de découvrir ce que son opposant prépare. La vie de Bemba est-elle en danger ? Sans aucun doute. En RDC, tous les coups sont permis. Heureusement la DGSE me donne le feu vert pour former rapidement quelques gardes du corps au niveau présidentiel. Des équipiers viennent me prêter main-forte et, en quelques semaines, JPB se dote d’une garde rapprochée digne d’un grand président. Non seulement il ne risque rien, mais les gardes du corps haut de gamme qui veillent sur lui, formés par le service Action, lui permettent aussi de bien se présenter dans les réunions internationales. Désormais, Bemba se sent l’égal de Kabila sur la scène internationale.

Alors que le projet de dialogue intercongolais semble en bonne voie, Jean-Pierre Bemba n’a pas l’air en forme. Il a le sentiment d’être manipulé ; c’est même paradoxal, le processus de négociation est tellement avancé et fonctionne si bien que Bemba ne comprend pas pourquoi il n’aboutit pas. Le doute est un poison terrible, il ronge la bonne volonté du leader du MLC, qui commence à s’interroger sur la véritable intention de Kabila d’accepter l’évolution politique.

Et brutalement, sans m’en avertir, Bemba décide de mobiliser son armée pour marcher sur Kinshasa. J’essaie de lui faire entendre raison, de le freiner en lui expliquant qu’il va tout gâcher : « Jean-Pierre, tu vas détruire trois ans de travail. Tu n’auras pas l’appui de la France, qui n’acceptera jamais de soutenir un rebelle arrivé au pouvoir par les

armes. » Debout, les deux poings sur la table, dans la position du lutteur, Bemba m'entend sans m'écouter. J'essaie de lui faire peur : « Paris pourrait même envoyer un corps expéditionnaire pour soutenir le pouvoir en place. » En désespoir de cause, je le menace de partir. Rien n'y fait, les militaires progressent à grande vitesse sur le terrain.

La RDC est un pays de coupures, parcouru de nombreuses rivières, de telle sorte que les blindés ne sont guère efficaces. L'infanterie joue un rôle décisif. Les fantassins franchissent les cours d'eau avec des barges puis établissent des positions avancées. Les troupes de Kabila, en face, sont complètement submergées. L'Armée de libération du Congo n'est plus qu'à une centaine de kilomètres de Kinshasa, les éclaireurs continuent d'avancer en direction de la capitale. Puis, de façon aussi imprévisible que lorsqu'il a lancé son armée, Jean-Pierre Bemba l'arrête in extremis. L'ALC ne franchira pas les dernières coupures qui la séparent de la capitale. Au final, mes arguments ont mis du temps à agir, mais ils sont parvenus à faire retomber la fièvre belliciste du chef de l'ALC.

Joseph Kabila reste président de la République, mais il a eu si peur qu'il est prêt à accepter Bemba comme Premier ministre. Habitué à commander, le colosse de l'ALC ne s'imagine pas placé sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique. Il n'a aucune envie de se voir rabaissé au rang d'adjoint. Je lui glisse à l'oreille d'exiger un poste de vice-président. Kabila n'a aucune marge de manœuvre : il accepte. La paix est gagnée et c'est maintenant à la diplomatie d'accompagner cet espoir de gouvernance démocratique naissant en RDC.

Une nouvelle ère commence. Bemba, nommé vice-président, participe directement au pouvoir. Ses troupes changent d'uniforme, elles sont incorporées à l'armée congolaise. Les généraux intègrent les états-majors, les représentants du MLC obtiennent des postes dans les cabinets ministériels et plusieurs administrateurs de la province de l'Équateur sont nommés ministres. Une première étape est franchie, maintenant l'objectif consiste à organiser puis gagner les élections. Quand elles arrivent enfin, il se produit un événement que je regretterai toute ma vie.

Joseph Kabila a concocté une stratégie pour discréditer son vice-président. Le président de la RDC donne des consignes, ses hommes organisent une série de crises en laissant tous les indices pour accuser Bemba. Les agitations cessent aussi vite qu'elles ont commencé, mais Jean-Pierre Bemba est arrêté et poursuivi pour avoir fomenté un coup d'État. Une accusation ridicule, alors que quelques mois plus tôt le chef de l'ALC renonçait de son plein gré à prendre Kinshasa par la force ! Hélas, les élections sont annulées et plus le temps passe, plus le piège se referme sur Bemba.

La RDC annonce officiellement qu'elle a mis le vice-président sous

les verrous. Comme par magie, le Tribunal pénal international (TPI) intervient et lui demande des comptes sur les exactions présumées de l'ALC quelques années plus tôt. Je n'ai aucun doute : Kabila a le bras diaboliquement long, il est à la baguette derrière toutes ces péripéties qui stoppent brutalement l'ascension politique de son rival.

Je me sens très mal, je vis des heures difficiles. Et les énormes regrets que j'ai alors ne m'ont pas quitté quinze ans plus tard. Avant l'arrestation de Bemba, j'étais fier de moi, persuadé d'avoir travaillé pour la paix en le convainquant d'affronter Kabila sur le terrain politique. Aujourd'hui, je me reproche d'avoir sous-estimé la capacité de nuisance de son adversaire, je me répète que j'aurais dû laisser le chef de l'Armée de libération du Congo marcher sur Kinshasa. J'ai l'impression d'avoir trahi Jean-Pierre Bemba. Je l'ai conseillé avec mon camarade pendant trois ans et il a tout perdu. Je ne suis pas le seul responsable, bien sûr. Il a aussi été trahi par les Congolais eux-mêmes, ainsi que par la communauté internationale qui l'a amené au TPI pour donner de l'air à son adversaire.

Jean-Pierre Bemba a passé de longues années derrière les barreaux — concrètement, dans une villa, mais en détention quand même — et c'est un peu à cause de moi. Entre 2010 et 2014, il a été poursuivi devant la Cour pénale internationale de La Haye, aux Pays-Bas, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en Centrafrique en 2002 et 2003. Le chef de l'ALC a tenté de démontrer que ses troupes étant à l'époque sous le contrôle de l'armée centrafricaine, il n'était dès lors pas responsable des exactions. Le verdict du procès pour crimes contre l'humanité vient juste d'être rendu.

Aujourd'hui, Jean-Pierre Bemba est toujours en détention à La Haye. Mais alors que les juges ont peiné à se prononcer sur sa culpabilité, il doit faire face à un second procès — conséquence du premier — pour corruption de témoins. Un nouvel accident dans la carrière tumultueuse du Chairman, ainsi que le désignent ses partisans.

Je n'ai jamais reparlé à Jean-Pierre Bemba. Si je l'avais laissé marcher sur Kinshasa, c'est Joseph Kabila qui serait peut-être au TPI aujourd'hui. Est-ce de ma faute ? Ai-je mal agi ? Cette mission et sa triste fin, je la traîne aux pieds comme un boulet. Mais je suis satisfait d'avoir participé à éviter un carnage militaire — même si je regrette que les deux candidats à la magistrature suprême congolaise ne se soient pas affrontés, au final, sur le terrain des urnes. Je retiens surtout que les combattants spécialisés du SA peuvent tenir un rôle dans l'action diplomatique secrète de la France. Aujourd'hui, je constate que JPB aura pris le temps de se laisser juger. Peut-être s'est-

il dit que cela serait indispensable pour envisager son retour à Kinshasa… en vainqueur. Le temps des hommes d'État se déroule sur une échelle différente de la nôtre. JPB le sait.

5
Les orpailleurs de Guyane

Milieu des années 2000. La Guyane française, qui a le mérite d'abriter une jungle épaisse et tropicale, est un terrain d'entraînement idéal et régulier pour les équipiers du CPIS. Lors de nos entraînements guérilla/anti-guérilla, un exercice se transforme soudain en mission pure et dure.

L'aventure commence pourtant de manière classique. Un hélicoptère survole la jungle, le détachement descend en rappel pour un mois d'autonomie totale dans la zone. Nous sommes une trentaine d'hommes. Au programme : survie, combat, déplacement pour une formation de *hard routine*. Il s'agit d'un entraînement, mais effectué dans les conditions réelles d'une véritable mission. Nous évoluons livrés à nous-mêmes en pleine forêt primaire guyanaise avec tous nos moyens, armes et munitions. Le bavardage des oiseaux tropicaux, les cris des singes hurleurs, la végétation luxuriante, les lianes… j'ai l'impression d'être à l'aube du monde. Les parfums, les couleurs et les sons se répondent. Nous nous déplaçons comme des fantômes, invisibles et indétectables.

Vue d'un hélicoptère, la forêt amazonienne ressemble à un brocoli géant. Le programme de la *hard routine* en Guyane est simple : le détachement est laissé en pleine jungle, à plusieurs heures d'hélicoptère de Cayenne, en plein milieu du brocoli. Les trois premiers jours sont épuisants, consacrés exclusivement à dégager une aire de pose hélico — au minimum trente mètres sur trente — au milieu d'une végétation si dense que même la lumière s'y infiltre avec difficulté. Trois jours, soixante-douze heures d'efforts et de sueur, c'est ce qu'il faut à une trentaine d'équipiers surentraînés, armés de quelques tronçonneuses avec un stock de chaînes impressionnant — dont des chaînes spéciales arbres de fer, une espèce locale de durs à cuire aux fibres noires particulièrement résistantes, les plus récalcitrants étant abattus à l'explosif — pour dégager une zone accessible à l'hélicoptère. Quand il peut enfin se poser, celui-ci amène la logistique, notamment des munitions supplémentaires.

En Guyane, l'entraînement aux armes est spécifique car les tirs en pleine jungle sont particulièrement dangereux. D'autant que nous n'effectuons que des tirs à balles réelles. D'ailleurs il y a eu un mort par le passé : un équipier a coupé la ligne de tir d'un de ses camarades qui ne l'a aperçu que trop tard ; il a été mortellement touché. Le tir en groupe et en mouvement s'apprend, il varie selon que le détachement

mène une opération offensive ou défensive. Par exemple, en appui mutuel rétrograde, c'est-à-dire lors d'une rupture de contact en forêt, l'équipier qui fige l'ennemi fait boule de feu : il utilise toute sa puissance de feu pour maintenir l'ennemi à plat ventre. Pendant ce temps, son binôme recharge, recule, puis se met en position pour déverser à son tour un déluge de balles. Chaque boule de feu dure moins d'une minute, le temps qu'il faut pour vider un chargeur de guérilla, donc un chargeur double d'une cinquantaine de balles. Les équipiers n'arrosent pas à l'aveugle, en rafale, ils tirent avec précision en faisant des doublés : tac-tac, tac-tac, tac-tac. La méthode est précise et redoutablement efficace. La rupture de contact peut durer longtemps — nos sacs pèsent très lourd et il y a beaucoup de munitions à l'intérieur.

Lorsque la zone est dégagée et que l'hélicoptère peut enfin se poser, il amène aussi, une fois par semaine, les nouvelles de Paris. Chaque dimanche après-midi, c'est donc relâche. Steak-frites de fortune avec les produits du terroir local. Les pilotes restent pour le barbecue et l'ambiance est bon enfant. Une demi-journée de détente puis les rotors s'allument, l'hélicoptère décolle et nous retrouvons nos hamacs, nos araignées et nos serpents. La jungle est dangereuse, elle grouille d'insectes et de reptiles venimeux, de bêtes féroces. En Guyane, on a réalisé quelques superbes clichés, une action de *hard routine* en mouvement ici, une panthère noire photographiée à moins de dix mètres. Mais la vérité, c'est que les animaux ont encore plus peur de nous que nous n'avons peur d'eux. Ils n'attaquent que lorsqu'ils sont surpris. Je n'ai jamais été mordu ni par les araignées, ni par les serpents, ni par les fauves. Par les moustiques en revanche… Lors d'un autre entraînement quelques années plus tôt, certains équipiers ont même contracté la dengue. Ils ont traîné plusieurs semaines cette éprouvante maladie tropicale, caractérisée par des moments de fatigue extrême. Certains ne pouvaient même plus tenir debout. Pour moi aussi, l'exercice a tourné au calvaire.

Cette fois-ci, heureusement, rien de tel. La *hard routine* suit son cours, la forêt amazonienne devient notre refuge. Elle m'impressionne, je songe aux Mayas et aux Aztèques qui ont su l'apprivoiser, à ces grandes civilisations disparues vénératrices du dieu Soleil et du dieu Serpent à plumes pour lesquels elles s'adonnaient aux sacrifices humains. Les pyramides que ces hommes ont bâties, nimbées du mystère et de l'inquiétante rumeur de la jungle, nous contemplent toujours. Je me récite les vers de Baudelaire : « La Nature est un temple où de vivants piliers / Laissent parfois sortir de confuses paroles ; / L'homme y passe à travers des forêts de symboles / Qui l'observent avec des regards familiers. » Les arbres qui nous ont longtemps servi à nous chauffer et construire nos maisons méprisent-

ils l'homme aujourd'hui pour sa voracité ? Je ne leur en voudrais pas, car plus le temps passe, plus je perds foi en l'âme humaine. La déforestation est une réalité dramatique, mais la capacité du poumon vert de la planète à reconquérir les territoires perdus est également déconcertante. Pour preuve : le CPIS conserve les positions GPS de toutes les bases que nous établissons lors de nos entraînements ; d'une année sur l'autre, les zones que nous dégageons pour l'hélicoptère à grand renfort de tronçonneuse et d'explosifs sont entièrement absorbées.

Je suis chef de mission, nous sommes en Guyane pour trois semaines. L'entraînement est intense mais standard, jusqu'au moment où nous recevons un ordre de Paris. L'état-major nous demande d'aller faire le tour d'un village d'orpailleurs — des mineurs d'or artisanaux — dans la région de Saint-Élie, au nord-ouest du département, non loin de la frontière avec le Suriname, l'ex-Guyane néerlandaise. Nous rendrions service au préfet de Guyane en lui dressant un tableau précis de la situation.

Cette fois, il ne s'agit plus d'un exercice. Les orpailleurs travaillent comme des guérilleros, ce sont des hors-la-loi souvent armés et dangereux. Certains sites qu'ils exploitent relèvent de l'entreprise criminelle de grande envergure. Des barons sud-américains du crime et de la drogue mettent en œuvre des moyens lourds — par exemple des hélicoptères — pour récupérer l'or toutes les semaines. Ceux que nous avons pour mission d'observer discrètement ont créé un large site qui pollue beaucoup. Pour trouver de l'or, ils déversent en effet du mercure, qui a la propriété unique de former un amalgame avec les paillettes ou les poussières du précieux métal jaune, amalgame qui est ensuite chauffé aux alentours de cinq cents degrés pour libérer l'or. Au cours de cette étape, les orpailleurs s'exposent non seulement à des doses toxiques de vapeurs de mercure, mais ce métal — le seul sur terre existant naturellement sous forme liquide — se retrouve aussi dans les rivières, où il s'intègre facilement à la matière organique. Une catastrophe pour la chaîne alimentaire et l'écosystème de la forêt amazonienne.

Première étape, rejoindre le site d'orpaillage. L'hélicoptère nous récupère. Une heure plus tard, nous descendons en rappel à travers les arbres — une technique spécifique pas forcément simple à appliquer — à plusieurs kilomètres du village ciblé pour ne pas nous faire repérer. L'approche finale s'effectue à pied — sur la pointe des pieds même. Nous avançons très lentement en nous fondant dans la végétation, un peu comme des caméléons, sans jamais faire de mouvements brusques qui se repèrent de très loin en forêt. Il existe une méthode efficace pour se déplacer discrètement et je me charge

comme tous mes prédécesseurs de l'enseigner aux jeunes équipiers. La base, c'est de ne jamais couper ni retourner de végétation. Pour ne pas laisser d'empreintes au sol, certains utilisent des chaussures antitraces de fortune en trafiquant leurs semelles avec des lianes et des feuilles de palme…

Les orpailleurs sont une trentaine, mais en ajoutant ceux qui participent à la logistique, ainsi que les prostituées présentes sur place, le village compte facilement une cinquantaine de personnes. J'organise le détachement en trois équipes : deux équipes de reconnaissance — chacune part dans un sens faire le tour des lieux, jusqu'à ce qu'elles se rejoignent ; une équipe de commandement destinée à recueillir les informations obtenues et à les transmettre au CPIS par satellite.

Les équipiers sont d'une efficacité diabolique. Le tour du site effectué, je décide d'approfondir encore le travail de renseignement. Tels des spectres, silencieux et à peine visibles, plusieurs de mes hommes pénètrent dans le village de nuit, cartographient les lieux, enregistrent chaque détail. Nos instruments nous permettent de capter les conversations. Ainsi, sur les photographies des orpailleurs, nous sommes également capables d'identifier les acteurs. Pour effectuer ce travail de renseignement, certains équipiers camouflés se retrouvent à moins de dix mètres des bandits qu'ils surveillent. Nous avons tous conscience qu'en moins d'une seconde, la situation peut dégénérer car les orpailleurs n'aiment pas être espionnés. Généralement armés, ils ont la gâchette très sensible. Très vite l'esprit Jedburgh peut faire place au choc, le silence disparaître pour le fracas des armes.

Seule certitude, car c'est la règle au CPIS, nous ne pourrons compter sur aucun soutien. Personne, aucun renfort pour nous venir en aide. Si les choses tournent mal, l'unique solution consiste à battre en retraite vers un point de regroupement pour se faire exfiltrer en hélicoptère.

Nous évoluons douze jours embusqués dans la jungle qui entoure le village. Soit beaucoup plus qu'un entraînement normal de *hard routine* classique, qui dure généralement une semaine — au-delà, c'est trop éprouvant pour les organismes. Dans nos sacs à dos, pas de vêtements — pendant douze jours, nous ne quittons pas nos treillis camouflage —, juste des munitions et de la nourriture. C'est le principe de la *hard routine* : nous partons en autonomie totale, nous emmenons nos provisions pour toute la durée de l'exercice. En cas de force majeure, comme cette fois-ci — où l'état-major a transformé l'entraînement en mission pure et dure —, nous sommes capables de passer en mode survie. C'est extrêmement contraignant car cela consiste à vivre de cueillette et de chasse si c'est possible — ce qui est

rare car il faut organiser des pièges qui peuvent être visibles ; nous ne pouvons évidemment pas chasser avec nos armes, trop bruyantes. Autre impératif : zéro déchet. Nous ne laissons aucune trace. Personne ne doit être capable de dire : « Quelqu'un est passé par ici. »

Nous observons les orpailleurs vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il faut être patient, endurant, capable de rester plusieurs heures dissimulé dans la végétation luxuriante tout en étant capable de passer à l'attaque en une fraction de seconde. Évidemment, il faut aussi boire, manger, et récupérer un peu de temps en temps. Nous dormons par deux, à tour de rôle. En vigilance maximum, nous nous reposons assis sur notre sac, prêts à partir immédiatement. Le grand luxe, c'est de tendre un hamac de *hard routine*, bien plus spartiate que le hamac de la base vie : un filet d'un mètre cinquante de long sur cinquante centimètres de large qui une fois replié tient dans une poche. Pour l'installer, il faut apprendre à faire un lien autour des arbres sans laisser d'empreintes. Nous ne les mettons en place que la nuit, avec un mode de dégrafage rapide pour le cas où nous aurions à lever le camp très vite.

Au final, personne ne nous repère. J'en suis d'autant plus fier que les orpailleurs sont des enfants du pays, très forts pour reconnaître les traces humaines dans la jungle. La forêt, c'est leur milieu naturel ; en temps normal, une branche qui change de position, ils s'en aperçoivent tout de suite. Heureusement, nous demeurons invisibles et menons la mission de renseignement à son terme. Je jubile, le rapport que j'adresse aux autorités de Cayenne est extrêmement précis. Il comprend une photographie du chef avec son nom, des clichés de ses lieutenants avec leur identité également. Les différents sites d'orpaillage sont cartographiés, avec le détail des substances utilisées pour chercher l'or. Je dresse la liste des armes et du matériel présents sur place, j'ai même le modèle et l'immatriculation de l'hélicoptère qui vient se poser toutes les semaines pour récupérer le précieux minerai.

Au sortir de cette mission de douze jours en totale autonomie, je suis d'autant plus satisfait qu'elle nous a servi à former trois jeunes équipiers. Le détachement a approché le village d'orpaillage, fait le tour, établi des plans. L'objectif est atteint, j'ai envoyé toutes les données à l'arrière. Nous sommes équipés et entraînés pour neutraliser n'importe quelle base en contexte de jungle. Celle des orpailleurs était à notre portée mais l'exercice est terminé, ordre de l'état-major.

Après trois semaines de jungle, dont onze nuits à collecter du renseignement, les équipiers sont complètement lessivés. Certains ont perdu dix kilos. Nous sommes tellement cassés que je décide — fait exceptionnel — d'offrir au détachement quelques journées de repos aux îles du Salut. Les hommes ont besoin de se ressourcer. Il y a un

petit hôtel, un restaurant, c'est parfait. Les espions se payent des vacances ! Puis l'heure sonne du retour en métropole, nous retrouvons nos familles, la citadelle de Perpignan et nos légendes, passées et à venir.

6
Petit seau et grandes oreilles

D'une mer calme peut venir la tempête. Au milieu des années 1990, en Algérie, la guerre civile fait rage — c'est la « décennie noire », selon l'historien spécialiste du Moyen-Orient Hamit Bozarslan. Le conflit qui oppose le gouvernement algérien à plusieurs groupes de guérilla islamistes débute en 1991, lorsque le pouvoir en place annule les élections après le résultat du premier tour, anticipant une victoire du Front islamique du salut (FIS). Les autorités redoutent l'instauration d'une république religieuse intégriste. La guerre, particulièrement sanglante, fait des dizaines de milliers de victimes.

En France, le climat est extrêmement tendu. Le 24 décembre 1994, quatre membres du Groupe islamique armé (GIA) passent à l'action à l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger. Ils pénètrent dans un Airbus A300 d'Air France, puis, se déclarant moudjahidine (combattants de la foi), prennent l'équipage et les deux cent vingt passagers en otages. Le vol AF 8969 reliant Alger à Paris stationne deux jours sur le tarmac algérien. Le 26 décembre, l'avion décolle mais il se pose à Marseille pour un ravitaillement en carburant. Les forces du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) donnent l'assaut. Les quatre pirates de l'air sont tués ; trois otages ont perdu la vie, exécutés quelques heures plus tôt par les terroristes pour faire pression sur les négociations. L'enquête révélera que les pirates de l'air avaient semble-t-il le projet d'écraser l'avion sur la tour Eiffel ou la tour Montparnasse. Le plan macabre du GIA annonçait déjà les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Le détournement de l'Airbus A300 entraîne l'arrêt des vols d'Air France à destination de l'Algérie. Les autorités françaises décident également de suspendre les liaisons maritimes. Elles sont rétablies deux ans plus tard, en 1996, sous la pression de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) et afin de résoudre les problèmes de circulation entre la France et son ancienne colonie.

Le risque d'attentat demeure élevé au moment où la reprise des traversées de la SNCM entre Marseille et Alger est décidée. Les autorités françaises — au premier rang desquelles Jacques Chirac, alors président de la République — sont inquiètes. Sachant qu'il est compliqué de sécuriser un ferry avec plusieurs milliers de personnes à bord et des véhicules en cale, elles demandent à tous les services compétents en matière de contre-terrorisme de formuler des propositions. Les commandos de marine, le GIGN et le service Action

planchent sur le sujet et rendent leur copie. Sans surprise, celle du SA est retenue. Il faut maintenant passer de la théorie à la pratique et envisager les moyens qui nous permettront d'assurer la sécurité des navires effectuant la liaison Marseille-Alger. Il y a beaucoup de problèmes à résoudre, car la mise en place d'un détachement embarqué sur un bateau civil est une première. J'ai conscience que nous devons être particulièrement vigilants. L'erreur serait de sous-estimer les terroristes. Ces derniers sont patients, consciencieux et loin d'être stupides. Nos services de renseignement les détectent la plupart du temps avant qu'ils agissent, mais la menace plane toujours que les meilleurs d'entre eux passent entre les mailles du filet.

En cas de prise d'otages à bord, nous travaillons sur deux cas de figure. Le premier : l'attaque, telle qu'elle se produit, nous permet d'intervenir immédiatement ; les terroristes sont neutralisés, fin de l'opération. Le deuxième : les assaillants sont trop nombreux ou trop dispersés sur le bateau ; nous choisissons alors de rester embusqués et de prendre les commandes du navire pour le diriger vers un point sur la carte où les commandos de marine pourront nous rejoindre pour monter une opération de force. Pour cela, nous avons imaginé et développé un système qui nous permet de diriger le bateau depuis la cale. D'abord, il faut débrancher les commandes centrales et couper la connexion entre la commande électronique du poste de pilotage et les répétiteurs en salle des machines. Mais la manipulation est particulièrement éprouvante. Depuis la cale, nous devons actionner manuellement de grosses roues. Malgré les démultiplicateurs de force, la manœuvre reste physiquement très pénible. Nous sommes « aveugles », mais la base arrière parisienne peut nous guider grâce à un système de géolocalisation. Au poste de commandement sur la passerelle, les pirates sont privés de tout contrôle. Ils ne peuvent pas non plus couper les moteurs tant que nous tenons la salle des machines.

Je suis désigné parmi les chefs de mission qui se relaieront. Nous sommes une dizaine d'équipiers. D'abord, comme d'habitude, je dois préparer le travail de légende. Une nouvelle identité spécifique est créée pour chacun d'entre nous. C'est un énorme travail car nous partons de zéro. Il faut assimiler le vocabulaire des matelots, qui comporte beaucoup de termes techniques. Pendant six mois, nous potassons les légendes en même temps que nous aménageons les navires sur lesquels nous serons embarqués.

Le service Action est chargé d'assurer la sécurité du *Napoléon* et du *Liberté*. Nous peaufinons le plan d'intervention. Nous parcourons les bateaux en long et en large jusqu'à les connaître par cœur, nous effectuons les aménagements nécessaires pour cacher le matériel —

gilets pare-balles, explosifs, moyens de transmission sophistiqués —, les armes lourdes et leurs munitions. Nous créons aussi une sorte de bunker où nous réfugier pour conserver le contrôle de la salle des machines. Si l'option est prise de se retrancher dans la cale, c'est parce que nous estimons que nous ne sommes pas assez forts pour intervenir directement.

Pour autant, nous sommes bien conscients que les terroristes se rendront compte rapidement qu'ils n'ont plus les commandes et descendront à la salle des machines. Je connais mes hommes, je ne me fais pas de souci sur notre capacité de résistance aux assauts ennemis. En revanche, ce qui m'inquiète, c'est que les terroristes mettent la vie d'otages en jeu pour exiger que nous libérions la salle des machines. À l'intérieur, nous bénéficions de moyens de communication performants et autonomes. Nous sommes capables de discuter en temps réel avec Paris, même si les preneurs d'otages coupent toutes les liaisons radio. Si la vie de passagers est directement en jeu, c'est de là que viendra l'ordre d'obtempérer ou de donner l'assaut.

Mon détachement ne compte que des équipiers MCS. Le commandant du navire est au courant de notre présence, il est en relation directe et permanente avec moi. La traversée de Marseille à Alger est longue, près de vingt-quatre heures : une journée, une nuit puis l'arrivée dans la matinée. Comme nous redoutons aussi un attentat « classique », par exemple une voiture piégée, tous les véhicules sont fouillés par les chiens et passés au Ionscan, un détecteur de particules d'explosif.

Les animaux effectuent les premiers contrôles : coffres, sièges, habitacles, ils reniflent partout et donnent souvent l'alerte. La plupart du temps, il ne s'agit que de véhicules qui, à un moment donné, ont transporté des engrais ou des produits industriels mais ne sont pas conduits pas des gens malintentionnés. L'avantage, c'est que les particules explosives sont très volatiles. Même manipulées avec des gants, même dissimulées avec précaution dans une portière ou une roue, elles laissent des traces. Je sais qu'entre le flair des chiens et les détecteurs Ionscan, nous sommes capables de les déceler à coup sûr. J'ai beaucoup plus d'inquiétude, par contre, concernant une prise d'otages ou une opération kamikaze à bord.

L'objectif étant d'avoir le plus d'« antennes » possibles sur le navire, nous sommes répartis partout de façon à pouvoir donner une alerte immédiate en cas d'attaque terroriste. Certains équipiers sont en matelots sur le pont, d'autres en cuisiniers aux fourneaux, en serveurs dans les salles de restaurant, en mécaniciens dans la salle des machines. Nous travaillons en tenue SNCM, intégrés au reste de l'équipage qui ne nous connaît pas. Certains, avec le temps, comprennent que nous ne sommes ni marseillais ni corses, donc, en

clair, que nous sommes étrangers. N'appartenant manifestement pas non plus à un syndicat, nous devenons très suspects aux yeux des marins, mais passé un certain temps, les questions cessent. De toute façon, la vie de matelot est trop prenante pour qu'ils aient le temps d'élaborer des théories.

Nous avons mis au point un système de communication interne entre équipiers. Toutes les informations remontent vers moi et je décide ou non de les transmettre au capitaine du navire. Rapidement, je constate que le mécanisme est bien rodé. Les informations me parviennent des cuisiniers, des serveurs, des mécaniciens, et d'autres sur le pont, en matelots lambda. De mon côté, j'arpente le bateau avec ma serpillière et mon balai. Je mouille, je frotte, j'essuie — officiellement, je suis là pour que ça brille ! Officieusement, je coordonne les informations recueillies et je ne relâche jamais mon attention. Mes hommes et moi portons notre arme sur nous en permanence, dissimulée sous notre tenue de marin. Ce sont des pistolets de 9 mm courts, très discrets. J'en sens l'acier sur ma peau, je sais qu'il peut changer le cours des choses. Car la vérité, c'est qu'une prise d'otages se joue sur des détails. Si le problème est identifié dès le début, si la situation nous permet d'intervenir, l'entreprise terroriste peut être étouffée dans l'œuf. Ce qui aurait pu devenir une situation extrêmement périlleuse se dénoue alors en quelques secondes. Mais pour cela il faut être partout et toujours prêt à la confrontation, de jour comme de nuit.

Le commandant m'alerte à plusieurs reprises. Il est inquiet, il me demande de vérifier des identités, de suivre des passagers dont le comportement lui semble suspect. Je les prends ou les fais prendre en filature, je les photographie discrètement grâce… au seau où trempe ma serpillière !

Je suis trop concentré pour en sourire, mais j'admire ces dispositifs dignes des meilleures inventions de Q, le vieux monsieur des services secrets britanniques qui fournit ses célèbres gadgets à James Bond. Ici, un seau n'est rempli d'eau noirâtre qu'à moitié ; son fond étanche abrite un appareil photo et une caméra miniature dernier cri. Là, un manche de balai trafiqué est muni d'une microcaméra à déclenchement vocal. Il y a aussi cette mallette d'électricien dont la poignée est celle d'un HK, un pistolet-mitrailleur dissimulé et toujours prêt à entrer en action. Ou encore ces pochettes dont disposent les serveurs du service Action pour rendre la monnaie en salles de restaurant : ils y rangent leurs pièces et… leur caméra miniature. Quelques plateaux et services à thé ont aussi été délicatement aménagés pour y abriter des mouchards que nos barmen ou maîtres d'hôtel de guerre spéciale pourront aisément glisser sous le

nez de quelques personnes suspectes que nous désirons écouter de plus près… Bref, les bateaux sont truffés de gadgets tous aussi précieux les uns que les autres pour la détermination des cibles potentielles ou la levée d'un doute. Cela pourrait paraître ludique, mais il n'en est rien. Les équipiers MCS mettent le même sérieux à trimbaler leur manche à balai qu'à pénétrer le dispositif des Shebab[12] ; pour beaucoup, ils auront d'ailleurs fait les deux !…

Dès que j'ai enregistré quelque chose, je transfère les données à la base arrière qui les croise avec les informations transmises par le passager soupçonné lorsqu'il est monté à bord. Tant que l'alerte n'est pas levée, mes hommes et moi ne quittons pas le ou les suspects des yeux.

Les traversées sont stressantes, mais au final, aucune des nombreuses vérifications que nous effectuons ne donne lieu à une intervention d'envergure. Nous nous fions à notre instinct qui a été renforcé grâce à des formations comportementales. Là aussi c'est absolument redoutable : nous détectons presque sans effort la nervosité, les déplacements anormaux, les groupes de personnes qui se forment et se dispersent bizarrement. Je mets la main sur quelques criminels ou trafiquants, mais pas de terroriste à l'horizon.

L'intérêt de la mission n'est pas nul pour autant : notre présence à bord permet d'effectuer un précieux travail de renseignement, d'identifier et de répertorier de nombreuses personnes qui n'ont pas d'intentions malveillantes sur le navire mais sont recherchées par ailleurs. À leur débarquement à Marseille ou à Alger, plusieurs passagers sont ainsi cueillis par les forces de l'ordre ; d'autres, plus rares et plus intéressants, seront filés par nos services spécialisés parisiens. Ce qu'ils deviendront ? Nul ne veut le savoir. Notre mission s'arrête là. Nous n'avons plus le BEC…

J'ai une certitude : les terroristes voulaient faire parler d'eux et ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Peut-être qu'ils n'étaient pas prêts, mais peut-être aussi qu'ils ont su que nous étions à bord et qu'ils n'ont pas osé. La méthode retenue était la bonne, qui consistait à ne surtout pas leur permettre de pouvoir identifier les éléments de sécurité embarqués. Ils savaient sans doute que nous étions là, mais ils ne savaient pas où, ni combien nous étions. Cela a contribué à la dissuasion. Des terroristes qui n'arrivent pas à identifier les militaires sur un bateau ne vont pas risquer de monter une opération lourde qui demande du temps, des moyens, des combattants et de l'argent. Ils n'agissent pas s'ils ne sont pas certains de réussir ; sinon leurs causes, qu'ils veulent divines, s'en trouvent fragilisées.

La mission SNCM dure cinq ans. Elle n'est pas abandonnée mais confiée à des unités classiques, non clandestines. Une fois notre

présence à bord connue, nous n'étions plus dans notre cadre. Nous avions répondu au besoin opérationnel en imaginant pouvoir rester un semestre à couvert. Passé ce délai, nous avions prévenu que nous devrions passer la main. Finalement, notre dispositif est resté réellement secret pendant deux ans, puis quelques rumeurs ont commencé à filtrer dans des médias locaux, sans doute avertis par des marins de la SNCM plus perspicaces que la moyenne.

D'autres missions nous attendent déjà ailleurs. Les tenues de marins SNCM seront conservées en sécurité par le Bureau des légendes du 11, ainsi que les petits matériels spécifiques qui trouveront sans doute une utilisation ultérieure sur d'autres théâtres d'opération…

En 1999, l'élection d'un nouveau président, Abdelaziz Bouteflika, suivie d'une loi amnistiant la plupart des combattants, sonne la fin de la guerre civile algérienne. Le conflit armé se termine par la victoire du gouvernement, puis par la reddition de l'Armée islamique du salut (AIS), branche armée du FIS, et la défaite du Groupe islamique armé en 2002. Le rétablissement des vols d'Air France à destination de l'Algérie est décidé un an plus tard. Ce qui n'empêche pas le gouvernement français de maintenir discrètement une sécurité sur les liaisons aériennes. Non pas en installant un détachement de dix hommes comme sur les navires SNCM, mais les personnes embarquées disposent de moyens techniques hors du commun — en la matière, la réalité dépasse la fiction !

La situation algérienne est-elle apaisée pour autant ? Un groupe dissident du GIA, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), créé en 1998 et basé en Kabylie, a rejeté néanmoins l'amnistie et poursuit le combat. Il vise particulièrement l'armée et la police. En 2006, le GSPC a fait allégeance à Al-Qaïda.

7
Infiltration au Kosovo

Les guerres des Balkans, au début du XXe siècle, sont à l'origine directe de la Première Guerre mondiale. Personne n'a oublié et le monde retient son souffle, moins de cent ans plus tard, lorsque la guerre du Kosovo disloque le territoire de la République fédérale de Yougoslavie — c'est-à-dire essentiellement la Serbie et le Monténégro — présidée par Slobodan Milosevic.

Le conflit débute en 1996 avec la création de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) qui lance une véritable campagne pour l'indépendance de ce territoire et sème le chaos en assassinant des dirigeants, des policiers et des gardes-frontières. Les Serbes prennent alors de sévères contre-mesures militaires. La communauté internationale réagit à la crise en 1998 suite à des allégations de massacres. La conférence de Rambouillet, l'hiver 1999, réunit la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie, une délégation serbe et une autre des indépendantistes kosovars pour tenter de parvenir à un accord de paix. Mais très vite, le chef du service Action, le colonel Pierre-Michel Joana, comprend que les négociations n'aboutiront pas. La guerre civile semble inévitable.

Grâce à la clairvoyance de notre chef, persuadé que les agents de la DGSE auront bientôt un rôle à jouer, les combattants spécialisés se préparent. Le colonel Joana prévoit que le gouvernement serbe, une fois quitté la table des négociations au château de Rambouillet, opérera un blocus sur l'ensemble de ses frontières, le temps de régler la situation au Kosovo. Dès lors que toutes les voies d'accès auront été coupées, il sera impossible aux autorités européennes d'avoir une quelconque vision de la réalité du terrain. Si la guerre éclate, il faudra être en mesure d'envoyer rapidement des équipes sur place pour renseigner au milieu des combats.

Le SA organise deux détachements discrets, deux équipes de deux agents du CPIS. Je me prépare avec une légende de journaliste. J'en ai déjà préparé une identique que je n'ai pas utilisée, cela me permet de gagner du temps. Pendant toute la période d'acquisition de ma nouvelle identité, je reste branché sur les médias et les sites d'information en continu. Je sens que le commandement est sur les dents : il revient constamment à la charge pour nous demander si nous sommes prêts. Je connais évidemment la légende de mon équipier, mais j'ignore celles de l'autre binôme, car je n'ai pas le besoin d'en connaître…

Comme prévu, la guerre du Kosovo éclate début 1999. La première phase du conflit dure six mois, elle est particulièrement violente. La rébellion de l'UCK est bien dotée en hommes et en matériel, mais elle affronte l'armée serbe, équipée de chars, ainsi que sa puissante police.

Immédiatement, le *go* du départ est donné pour mon équipier et moi. Direction le Kosovo. La mission, atypique et périlleuse, consiste à collecter du renseignement stratégique en se positionnant au centre de la crise de haute intensité qui a démarré. Durée de l'opération ? Indéterminée. Consignes de la DGSE ? « Débrouillez-vous ! Vous vous mettez au milieu du foutoir et vous nous renseignez sur ce qui se passe… » J'adore ça !

En revanche, il nous faut des moyens de communication innovants et blindés. Les grandes puissances vont focaliser toutes leurs oreilles sur le petit territoire et toute communication chiffrée sera décelée. Je demande que les services techniques travaillent d'arrache-pied sur un cryptage nouveau qui résistera suffisamment longtemps aux supercalculateurs adverses pour nous laisser au mieux le temps de finir notre mission et au minimum le temps de changer de position. Les ingénieurs du SA rejoignent ceux de la Centrale et se mettent au travail. Le résultat est stupéfiant.

Voilà, le jour du départ est arrivé. Mon ami Pierrot me jette un regard en prenant place dans l'avion. Un soupir accompagne son sourire, traduisant le sempiternel sentiment que l'on a en partant pour une destination faite d'aventures et de risques, de joies et de peines. Nul ne sait si cette guerre s'achèvera rapidement. En fait nous y resterons six mois…

Officiellement, je suis journaliste, Pierrot est photographe. Je pars avec mon matériel : carnets, stylos, appareil photo et une valise satellite. Direction Skopje, la capitale de la République de Macédoine. Pierrot, lui, est très lourdement équipé. Il transporte les moyens de communication. Il faut préciser que mon ami est aussi radiographiste, ce qui pourrait nous servir en cas de panne informatique.

Le premier objectif consiste à passer la frontière qui sépare la Macédoine du Kosovo pour nous rendre à un rendez-vous avec un contact de l'UCK. Son nom nous a été livré par la Centrale. Lors des négociations de Rambouillet quelques mois plus tôt, les « diplomates » de la DGSE ont expliqué aux militaires de l'UCK qu'il pourrait leur être utile de réceptionner des agents du SA. Les rebelles kosovars n'avaient aucun intérêt à jouer le secret, ni à cacher quoi que ce soit puisqu'ils se présentaient justement comme les victimes. Le deal était le suivant : « Si vous êtes pris pour cible et harcelés, la France souhaite le constater de ses propres yeux. » L'UCK ne pouvait pas se permettre de refuser.

Nous sommes à Skopje depuis quelques jours. C'est l'hiver, les montagnes sont blanches, l'air glacial. Les frontières entre la Macédoine et le Kosovo ont été fermées à double tour par les Serbes, totalement hermétiques. De chaque côté, les forces armées macédoniennes et serbes patrouillent en permanence, fusil-mitrailleur à l'épaule. Il y a des fils barbelés, des mines, des mitrailleuses lourdes en haut des miradors et des postes de contrôle qui ponctuent la frontière.

Un contact macédonien nous conduit le plus près possible de la zone de démarcation entre les deux territoires. Il nous abandonne à cinq kilomètres de la frontière, car il serait dangereux pour lui de s'aventurer plus loin. De l'autre côté des montagnes, il nous indique un point de rendez-vous où quelqu'un d'autre nous attend. Ce sont de maigres informations, mais elles sont suffisantes si le contact se trouve vraiment au rendez-vous.

Comment franchir la ligne, alors que rester cachés tient déjà de l'exploit ? Il y a des sentinelles partout, des dizaines de paires d'yeux et de jumelles qui scrutent l'horizon et les moindres recoins du portrait. Des patrouilles de soldats labourent les sentiers en permanence, des norias de camions militaires défoncent les routes de montagne déjà martyrisées par le gel. Nous nous dissimulons plusieurs jours dans des rochers avant d'identifier une brèche.

Il y a quatre kilomètres à parcourir pour atteindre une zone à couvert, de l'autre côté de la frontière. Nous mettons trois jours entiers à les effectuer. Chaque fois, il faut attendre la nuit pour ramper dans la neige, les flaques d'eau boueuses et glacées, se jeter dans un trou ou un taillis au moindre bruit, rester immobiles dans le froid de longues minutes, voire plusieurs heures lorsque les puissants projecteurs de gardes-frontières balaient l'obscurité dans notre direction.

Une nuit, nous nous faisons piéger. Impossible de s'extirper du fossé où nous avons trouvé refuge in extremis, sans se faire repérer. Pendant plusieurs heures, nous demeurons pliés et immobiles comme des contorsionnistes dans une boîte. Je fais appel à toutes mes ressources mentales pour lutter contre le froid qui transperce mes vêtements, les fourmis qui engourdissent d'abord mes jambes, puis les crampes violentes qui électrisent mes muscles. Mais notre patience et notre endurance — à la limite du masochisme — sont récompensées. La nuit suivante, nous réussissons enfin à franchir la ligne. Nous n'avons pas le droit à l'échec, car le second binôme du SA n'est pas parvenu à pénétrer dans le pays. Les deux équipiers sont tombés sur un champ de mines qu'ils n'ont pas pu traverser et qui les a durablement retardés. Ils sont obligés de remonter une autre opération

de franchissement de frontière. Cela prendra du temps.

Je scrute minutieusement le portrait jusqu'à identifier le lieu qui nous a été décrit. La personne avec qui nous avons rendez-vous n'est pas là, il n'y a plus qu'à attendre. La journée s'écoule, interminable, puis la nuit, venteuse et glaciale. Hélas, le lendemain, toujours personne.

Nous avons attendu vingt-quatre heures, je prends la décision d'avancer. Au loin, j'aperçois une ferme de montagne. C'est la seule habitation à des kilomètres à la ronde. La filière UCK que nous utilisons est une organisation de franchissement de frontière. Une base de départ, une base d'arrivée et un contact intermédiaire au lieu de franchissement. Rien de très original. Je pense que la ferme joue un rôle dans ce dispositif et peut-être est-elle même la base d'arrivée. Le seul moyen d'en avoir le cœur net est de s'en approcher. Si tel est le cas, nous devrions y rencontrer des gens inquiets de ne pas nous avoir trouvés…

Nous nous approchons et nous tombons sur le maître des lieux. Il a l'air affolé de nous rencontrer mais il nous met à l'abri. Je lui explique notre situation mais la barrière de la langue est presque aussi dure à franchir que la frontière terrestre. Enfin, il semble comprendre : « Restez là, ne bougez pas ! »

Quelques heures plus tard, notre hôte est de retour, entouré de soldats en armes de l'UCK. Les échanges sont virils, rugueux : pendant quarante-huit heures, les militaires nous interrogent sans nous ménager pour découvrir qui nous sommes. Ils nous mettent au secret en gardant nos passeports. C'est maintenant qu'il faut être solide, tenir sa légende sans flancher. Ils sont de l'UCK, c'est indéniable, mais ils ne le disent pas. Leur problème est de nous identifier et de s'assurer que nous sommes bien ceux qu'ils attendaient au contact intermédiaire.

J'aime dans *Un sac de billes*[13] de Joseph Joffo l'obstination coriace que le narrateur met à ne pas révéler sa véritable identité. L'histoire se déroule entre 1941 et 1944, elle décrit la fuite de deux jeunes frères juifs à travers la France occupée. Au médecin de la Gestapo qui l'ausculte, qui lui demande si son pénis est circoncis parce qu'il est un enfant d'Israël, le jeune narrateur ne lâche rien. Il nie et nie encore. Son père lui a fait jurer de ne jamais céder et l'a mis à l'épreuve. La gifle reçue de la lourde main paternelle lorsqu'il a trahi son secret lui brûle encore la joue.

Comme Joseph et Maurice, les deux frères du livre, nous n'avouons rien. Nous déroulons notre légende aux soldats en expliquant que nous avons rendez-vous avec l'un de leurs officiers sur une base de la région. Les militaires confisquent nos papiers d'identité et s'en vont. Ils reviennent quelques jours plus tard dans de meilleures

dispositions : « C'est vrai, Agim Ceku, notre commandant en chef[14], vous attend. »

Cette fois nous repartons avec eux. Nous franchissons plusieurs lignes de combat qui opposent l'UCK aux forces serbes. Les balles sifflent à quelques centaines de mètres et les obus de mortier s'écrasent autour de nous dans un vacarme assourdissant. Nous nous retrouvons au cœur du champ de bataille ; la vie, la mort, le destin de chacun des hommes présents ici peut basculer d'un instant à l'autre… Nous passons quelques jours avec ce commandant de secteur qui fait face à une offensive. Nous voyons les éléments UCK rejoindre la ligne de front et revenir plus tard… moins nombreux et souvent blessés. La cohorte de réfugiés, dont le chef de secteur a la charge, pèse sur ses décisions. Il préférerait n'avoir qu'à se battre mais les civils sont démunis et ne peuvent compter que sur lui pour espérer échapper aux unités serbes.

Crâne rasé, carrure imposante dans son treillis militaire, Agim Ceku s'avance à notre rencontre. Le chef de l'UCK est au courant de notre situation, il en avertit uniquement ses lieutenants : « Ce sont des agents du service Action de la DGSE. Ils ont une couverture de journalistes, laissez-les travailler sans les gêner. »

Pendant six mois, nous ne quittons plus le commandant et son armée. La situation est stressante, car nous restons constamment sous le feu ennemi. Tout le monde s'interroge sur notre réelle fonction, mais personne ne pose de question. Parfois un curieux ne résiste pas à la tentation et nous provoque. « Ton ami marche comme un officier », lâchera un combattant à Pierrot. Je ne sais pas ce qui caractérise la démarche d'un officier du 11. En fait, rien du tout. Pierrot esquisse un sourire et lui répond du tac au tac : « Ah, cela ne m'étonne pas, il a été officier de cavalerie pendant son service militaire et il ne s'en est jamais remis… »

Les Serbes ne sont jamais loin et l'UCK quotidiennement prise pour cible. Pas une journée sans déflagrations d'obus, rafales de mitrailleuses et cris d'alerte. Mon équipier et moi ne quittons pas notre kalachnikov que nous tenons d'une façon qui ne trompe personne. Des combats éclatent parfois avec des éléments serbes avancés, auxquels nous n'avons d'autre choix que de participer passivement, ne serait-ce que pour nous faire bien voir de nos « amis » de l'UCK. Lorsqu'il ne s'agit pas directement de se battre, la guerre se rappelle à nous chaque minute. Il faut venir en aide aux populations, les mettre à l'abri, prendre en charge les réfugiés en installant des camps de fortune au milieu de la neige.

J'ai l'impression que plus le temps passe, plus l'intensité du conflit augmente. Les Serbes pilonnent les Kosovars avec leur artillerie,

déversent sur leurs positions un déluge de feu. La terre tremble comme si elle allait s'ouvrir sous nos pieds pour nous conduire directement aux enfers. Les forces serbes montent de plus en plus directement à l'assaut. Plusieurs fois, Agim Ceku est à deux doigts de se faire tuer… et nous aussi. À quelques centimètres près, une balle vous manque ou vous atteint. Si elle vous touche, pour un ou deux millimètres, elle rebondit sur un os ou sectionne une artère. Quelques centimètres, quelques millimètres, voilà à quoi tiennent nos vies…

Chaque nuit, pour se soustraire au pilonnage dont elle fait l'objet, l'armée d'Agim Ceku se déplace. Il faut contourner les lignes ennemies dans l'obscurité sans se faire remarquer, j'ai presque l'impression d'entendre les soldats retenir leur souffle. Mais sans doute ne s'agit-il que de mon imagination, car je distingue l'air expulsé par leurs poumons que le froid condense en une fine vapeur tiède.

Le métier d'espion ne nous laisse pas un instant de répit. À peine installé sur nos nouvelles positions, j'envoie des données chiffrées et cryptées à Paris. La situation que je décris est claire : d'un côté, les Serbes essaient de rétablir leur emprise sur le Kosovo ; de l'autre, les Kosovars de l'UCK revendiquent l'autonomie de leur province. À côté de ce travail de renseignement, j'écris de nombreux articles de situation, dont une partie est diffusée dans les médias pour accréditer ma couverture.

Hélas, les données que j'envoie chaque jour via ma valise satellite ne passent pas inaperçues. La Boîte m'apprend que ces émissions récurrentes ont été identifiées et interceptées par des bateaux russes mouillant en Adriatique qui renseignent les Serbes. Les messages étant cryptés, les Russes devinent rapidement qu'il s'agit d'unités spéciales, sans savoir qu'il est question de notre service Action. Les Russes ne sont pas non plus en capacité de craquer le code — heureusement —, mais les émissions qu'ils captent leur permettent de nous géolocaliser de façon précise. Mauvaise nouvelle, car aussitôt les forces serbes organisent des opérations lourdes qui se concentrent sur la zone où Agim Ceku a établi son poste de commandement. L'artillerie pilonne violemment le secteur, puis des forces d'infanterie montent à l'assaut. La guerre est féroce, les combats sanglants.

Agim Ceku est à la tête d'une armée disciplinée et bien équipée, mais peu nombreuse, quatre mille ou cinq mille hommes tout au plus. Concrètement, l'UCK est une force capable de mener une guérilla, pas d'affronter sur un champ de bataille de façon symétrique une armée classique lourdement équipée. Alors les forces kosovares n'ont d'autre choix que d'être toujours en mouvement, de se déplacer sans cesse. Agim Ceku est passé maître dans l'art de l'esquive : à peine arrivés quelque part, ses soldats travaillent à établir un itinéraire pour

changer de position dès la nuit venue.

La plupart du temps, la stratégie est efficace. Un jour, pourtant, les Serbes anticipent notre déplacement. Le PC d'Agim Ceku localisé, ils tirent toutes les munitions d'artillerie dont ils disposent. Les Serbes utilisent des lance-roquettes multiples (LRM), un système d'armes monté sur un châssis de char ou de camion. Je n'ai jamais vu un tel déluge d'explosifs s'abattre sur un si petit bout de territoire, la forêt et la montagne sont littéralement rasées. Lorsqu'une roquette explose, elle projette des éclats de pièces métalliques capables de tout réduire en poussière sur un périmètre équivalent à un stade de football. Dès que le sifflement caractéristique d'une roquette arrive à nos oreilles, nous courons nous mettre aux abris. La pluie de feu ne faiblit pas, c'est terriblement stressant car chacun comprend que les Serbes ont décidé d'en finir : ils déblaient d'abord le terrain, bientôt ils monteront sur les positions adverses pour terminer le travail au corps à corps.

Agim Ceku comprend que l'avenir de l'UCK se joue maintenant. Il m'appelle à son PC et m'explique son plan. Sur la carte d'état-major déroulée sur le bureau, il pointe du doigt une position serbe éloignée. « Un poste de commandement stratégique et une grosse réserve logistique », m'explique-t-il. Il souhaite faire diversion. La manœuvre est totalement désespérée, mais c'est notre seule chance de salut.

Le chef de l'UCK envoie les unités spéciales dirigées par deux chefs kosovars « Sultan » et « Diet » attaquer le PC serbe. Je n'en reviens pas : les assaillants tombent dans le panneau ! Ils dépêchent des troupes pour sécuriser la base visée et desserrent un peu l'étau autour des positions de l'UCK. Le coup de poker a réussi : les unités spéciales d'Hashim Thaci[15] s'évanouissent dans la nature et l'armée d'Agim Ceku se faufile hors de la zone où les Serbes étaient sur le point de lui donner le coup de grâce.

Pendant six mois, nous parcourons le Kosovo de long en large. Je collecte énormément de renseignements au cours de ces déplacements — des témoignages de réfugiés, des photographies, des données précises sur les forces serbes, sur leur matériel — que je transfère quotidiennement à la base arrière.

L'objectif de la mission est tenu : alors que les Serbes s'échinent à verrouiller l'information, faisant en sorte que ce qui se passe au Kosovo reste au Kosovo, la communauté internationale — et l'OTAN en particulier — est tenue minutieusement informée de la situation sur le terrain. Paris est alors la seule capitale qui dispose d'autant d'éléments détaillés et de première main. D'autres puissances tentent d'envoyer leurs espions, sans y parvenir. Les Anglais, partis trop tard, échouent à franchir la frontière. Au final, alors que le monde entier a les yeux rivés vers le Kosovo, les renseignements qui remontent ne

proviennent que de deux personnes, mon équipier et moi. Nous sommes les yeux et les oreilles de la France, qu'elle accepte de partager avec le reste de la communauté internationale.

Il est tôt, le soleil pâle qui se lève peine à réchauffer l'atmosphère. Je suis satisfait du travail accompli jusqu'alors et je sais qu'en coulisse les diplomates s'activent pour mettre fin à la guerre. Il faut plus que jamais tenir. Le hic ? Slobodan Milosevic sait qu'il n'aura bientôt plus les coudées franches, les forces serbes redoublent donc d'efforts pour écraser l'UCK avant qu'une solution politique ne les en empêche. Je regarde à l'horizon : les routes de montagne bouchonnent comme lors des congés d'hiver en France. Sauf qu'en file indienne, pare-chocs contre pare-chocs, c'est la guerre qui se déplace : soldats, forces spéciales, artillerie et chars, les renforts affluent de Belgrade et de tout le pays pour anéantir les forces d'Agim Ceku. Le combat est de plus en plus déséquilibré, l'UCK résiste tant bien que mal en concédant de lourdes pertes. J'ignore combien de temps nous pourrons tenir, mais il est urgent que les diplomates trouvent une solution…

Comme l'ONU tarde à se décider — comme d'habitude —, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) annonce l'envoi d'une force et lance une opération. La campagne aérienne de bombardements débute en mars 1999. Le plan initial se limite à des objectifs symboliques pour ramener Belgrade à la table des négociations — comme cela s'était passé pour en terminer avec la guerre de Bosnie en 1995 —, mais c'est un échec. Les bombardements, intenses, durent finalement deux mois et demi. Pendant ce temps, les Serbes accélèrent encore la cadence dans leur course contre la montre pour régler le problème kosovar.

Les offensives sont quotidiennes. La guerre fait rage, accompagnée de son cortège d'horreurs. Nous traversons des villages fraîchement bombardés, nous nous frayons un chemin au milieu des débris, nous venons tant bien que mal en aide aux blessés transis de froid. Agim Ceku tente d'organiser les déplacements des réfugiés, mais ses moyens sont dérisoires par rapport à leurs besoins. Je vis aux côtés du chef de l'UCK depuis plusieurs mois, je m'astreins à la neutralité dans les rapports que je rédige à l'intention de mes supérieurs, mais les circonstances nous ont amenés à vivre les combats côte à côte, les armes à la main, et nous ont rapprochés. Agim Ceku défend et protège la population kosovare du mieux qu'il peut. Je ne l'ai jamais vu de mes yeux se rendre coupable d'exactions, même si sa haine des Serbes renforce les rumeurs que j'entends par ailleurs… Mais nous sommes envoyés pour voir et constater. Les rumeurs n'ont pas de valeur. Nous attendrons de voir de nos yeux pour nous faire une opinion et l'adresser à Paris.

À l'aube, je pars avec mon équipier accompagner un petit groupe d'éclaireurs de l'UCK. J'ai l'intention d'étoffer mon rapport avec des informations précises sur la zone où nous sommes installés.

Hélas, la mission de reconnaissance se révèle plus périlleuse que prévu.

Pour revenir, nous devons franchir une route où les Serbes viennent d'installer un barrage. Nous sommes une dizaine d'hommes, nous décidons de passer chacun notre tour. Les Serbes ne font pas dans le détail : s'ils entendent un bruit, ils arrosent. De là où nous sommes cachés pour l'instant, nous entendons plusieurs fois les rafales des fusils-mitrailleurs. Nous serons complètement à découvert pendant les quelques secondes où nous traverserons la route. Si les soldats serbes tournent la tête au mauvais moment et nous repèrent, ils n'auront plus qu'à nous tirer comme des lapins.

Un, deux, puis trois hommes franchissent la chaussée sans se faire remarquer. C'est mon tour, ça passe ou ça casse. Je me retourne vers mon équipier et lui serre la main : « Salut… et à tout de suite. » Je m'élance. Les Serbes, heureusement, continuent de regarder du mauvais côté… C'est à Pierrot de passer maintenant avec son barda. Un coup d'œil à droite, un autre à gauche. Je le vois se préparer à bondir. Le regard est froid, il va décoller. Il jaillit de son trou aussi puissamment qu'un sprinteur s'arrache de ses starting-blocks. Le temps s'arrête l'espace de quelques foulées… Ça y est, il m'a rejoint.

Quelques jours plus tard, nous traversons un hameau déserté avec le même groupe d'éclaireurs. Les Serbes n'occupent pas la zone, mais nous savons qu'ils y ont séjourné peu de temps auparavant. Ils ont l'habitude de poser des mines lorsqu'ils quittent un endroit. Bingo : un soldat identifie une mine antipersonnel quelques mètres seulement devant nous. Un seul appui du pied dessus, et tout le détachement serait pulvérisé. L'éclaireur lève le bras et tous les hommes se figent.

En fait il ne s'agit pas d'une seule mine, mais d'un champ entier. Un lent et patient travail de déminage commence pour tenter de dégager un itinéraire sûr. La route en bitume — où nous pourrons marcher en sécurité — n'est qu'à vingt mètres, mais la boue qui nous en sépare est peut-être truffée de pièges explosifs. Il faut opérer avec des moyens de fortune. Les démineurs improvisés prennent leur dague, l'inclinent à quarante degrés et l'enfoncent dans la terre en quête d'une résistance. Rien ? Pas de mine, quelques centimètres carrés où poser sa chaussure sans exploser. Un obstacle ? Peut-être une pierre… ou une mine. Dans ce cas, les démineurs dégagent doucement la terre avec la lame, puis avec un pinceau. Si c'est une mine, ils l'enlèvent avec le plus de précautions possible et la posent sur le côté, bien visible. Parfois, ils parviennent même à la neutraliser avec une goupille, ce qui leur permet de la récupérer.

Les démineurs fouillent le sol centimètre carré par centimètre carré, ça prend des heures. Je reste en retrait avec les autres soldats, nous avons consigne de ne pas bouger. L'attente est stressante, interminable. Nous passons une journée entière à parcourir les vingt mètres jusqu'à la route !

À Paris, l'Élysée et le Quai d'Orsay s'activent pour construire une solution de paix. Je continue d'envoyer du renseignement, mais je prends moins de risques. Ma mission et celle de mon équipier consistent d'abord à rester en vie pour user au mieux de notre position auprès d'Agim Ceku. Le chef de l'UCK entend diriger le Kosovo, dont il souhaite faire un État indépendant. La fraternité des armes est sacrée, Agim Ceku m'écoute. Je lui explique combien il est important d'impressionner à la fois sur la forme et sur le fond : « Agim, les émissaires qui vont être envoyés par la communauté internationale seront des généraux, des ambassadeurs, des diplomates. Il faut bien présenter ; en clair, avoir des gardes du corps dignes de ce nom. » Pour l'instant, il n'en a pas. Pierrot s'en charge, car il est aussi chef d'équipe de protection rapprochée. Il lui faudra une quinzaine de jours, en pleine zone de combat, au beau milieu des forêts et des montagnes, pour obtenir un résultat crédible.

Je suis en contact avec les analystes du service Action et de la Direction du renseignement à l'arrière, nous commençons à détailler les différentes propositions qu'il faudra soumettre aux émissaires de l'OTAN qui viendront préparer la paix. Agim Ceku incarne le chef militaire redoutable, mais il campe l'élève docile, qui m'écoute attentivement. « À chaque réunion, tu devras te présenter avec des propositions précises et surtout garder la main pour ne pas subir le rythme imposé par tes visiteurs… » Il ne part pas de zéro, il a participé aux combats en Bosnie contre les Serbes et connaît l'importance des négociations d'après-guerre. Pas question pourtant de copier-coller la solution bosniaque sur le conflit au Kosovo. « Nous devons imaginer et imposer une vision différente, originale. » J'échange régulièrement avec les experts en géopolitique du SA. Il y a des paramètres locaux à prendre en compte, pourtant la recette de base est toujours la même : « L'idée est de constamment surprendre l'émissaire de l'OTAN qui viendra discuter avec Agim Ceku », me répètent-ils. Je passe des nuits entières avec le chef de l'UCK à plancher sur des solutions, à formuler des demandes concrètes.

Le général britannique Mike Jackson, qui négocie pour l'OTAN, arrive enfin sur place. Agim Ceku impose le rythme : il présente immédiatement une liste de doléances et de vœux concernant son armée. Le chef de l'UCK trace une ligne jaune : pas question d'intégrer ses soldats aux forces serbes. Il s'agira de créer une armée kosovare, a

minima de mettre en place une unité de sécurité civile. Mike Jackson n'est pas un perdreau de l'année, il tique, ronchonne, formule des contre-propositions. Je travaille à partir du poste de commandement d'Agim Ceku dans les montagnes, ce dernier la plupart du temps présent à mes côtés. Tandis que les combats se poursuivent sporadiquement, je construis, avec mon coéquipier, quelques paragraphes de la résolution 1244 qui doit mettre fin au conflit. Je multiplie les nuits blanches. Je rédige, je rature, Agim Ceku amende le texte, nous discutons ensemble de ce qui n'est pas négociable, des indispensables compromis à consentir, puis j'envoie le tout à la DGSE. Les analystes et la Direction de la stratégie étudient nos propositions, corrigent mon anglais diplomatique. Ils nous les renvoient, nous les présentons à Mike Jackson. L'émissaire de l'OTAN en accepte certaines, en rejette d'autres. Il faut sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier. Je reformule d'autres propositions, j'imagine d'autres solutions, puis les termes de l'accord font une nouvelle fois la navette entre le bureau d'Agim Ceku et la base arrière où phosphorent les experts de la Centrale.

C'est épuisant, mais les négociations progressent. Nous arrivons enfin à un texte définitif, la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies qui marque la fin des hostilités. Une date cruciale pour le pays : en juin 1999, les frappes aériennes s'arrêtent et les forces serbes commencent à se retirer du Kosovo, investi par la force internationale mandatée par les Nations unies, la KFOR.

À ce moment-là, les services spéciaux anglais (SAS) parviennent enfin à percer les lignes serbes. Ils sont là pour couvrir la période du traité de paix, ils s'installent sur le PC d'Agim Ceku et déploient d'impressionnants moyens satellite. Les espions britanniques travaillent en civil, comme nous. C'est drôle, parce qu'ils nous ressemblent mais nous nous évitons soigneusement. Un salut fugace le matin et de loin, rien de plus. Ils ne cherchent pas à nous approcher, nous n'effectuons aucun pas vers eux non plus.

Si nous rencontrons tardivement les Anglais, nous aurions également pu rencontrer… des Français ! J'apprends que pendant toute la période des négociations de l'accord diplomatique, au sol, plusieurs forces spéciales de l'OTAN opéraient dans la discrétion, dont les forces spéciales tricolores. Le journaliste Vincent Nouzille s'en émeut d'ailleurs dans son ouvrage[16] : « Le SA, sur décision gouvernementale, a prêté la main à des offensives militaires controversées, comme celle de l'UCK, les nationalistes kosovars, au Kosovo en 1999. Ses agents ont alors failli se heurter… à des soldats français. "Nous avons eu quelques accrochages violents avec l'UCK, et nous ne savions pas qu'il aurait pu y avoir des camarades du SA avec

les rebelles que nous affrontions, se souvient le colonel Jacques Hogard, qui commandait le groupement des forces spéciales sur place. C'est incompréhensible, et cela aurait pu mal tourner, avec des échanges fratricides et des pertes de part et d'autre." »

Pour l'UCK, la partie est désormais gagnée. La paix est signée, les casques bleus de la KFOR sont en place. Le processus politique qui doit mener à l'indépendance du Kosovo n'est plus de mon ressort, mais je reste six mois supplémentaires, cette fois sans mon coéquipier, pour aider à la création de la nouvelle unité de sécurité civile issue de l'UCK, largement inspirée de la sécurité civile française. Elle devra notamment passer le Kosovo au peigne fin, car le territoire est truffé d'engins explosifs, comme autant de stigmates de la guerre.

Je mène ma mission clandestinement, j'utilise toujours ma couverture de journaliste. Officiellement, je suis présent au Kosovo pour écrire la biographie d'Agim Ceku — je rédige réellement un livre sur sa vie, que je remets au SA ; j'aime cet aspect de mon travail d'ailleurs, qui me permet de passer beaucoup de temps avec lui. Officieusement, je forme discrètement les premiers éléments de la garde rapprochée du Premier ministre kosovar.

Pendant que j'écris sur Agim Ceku, je continue de rédiger et d'envoyer des reportages. Officiellement pour alimenter mon journal à Paris, officieusement pour alimenter la DGSE en renseignements frais et précis. Je suis amené, plusieurs fois, à m'approcher des frontières. Depuis l'accord de paix, le Kosovo est coupé en deux : une partie nord majoritairement peuplée de Serbes et sous contrôle serbe, autour de la ville de Mitrovica, tandis que le reste de la province est placé sous l'autorité de l'OTAN.

Alors que je pars rencontrer le maire d'un petit village situé sur la ligne de démarcation entre les deux zones, je tombe nez à nez avec un contrôle de l'OTAN, dans lequel des soldats français sont d'ailleurs présents. « Je suis journaliste, je viens rencontrer le maire du village. » Les militaires contrôlent ma carte de presse et me laissent passer… sans m'avertir que quelques dizaines de mètres plus loin, après le virage, les Serbes ont installé un autre point de contrôle. Les soldats m'arrêtent, ils me demandent mes papiers et mon visa. « Pourquoi n'avez-vous pas de visa ? Comment êtes-vous rentré au Kosovo ?

— Je suis rentré avec tous les journalistes, avec un visa de l'OTAN… »

Le commandant n'a pas l'air commode. Un rictus hostile crispe sa bouche. Puis il tord ses lèvres en grognant : « Est-ce que vous avez un visa serbe ?

— Non…

— Alors, nous vous embarquons. »

Je suis conduit — libre, mais j'ai bien compris que je n'avais pas d'autre alternative que d'obéir — jusqu'à une voiture, mon interprète aussi a été embarquée. Je ne suis pas à l'aise car j'ai mon chiffre sur moi, c'est-à-dire la disquette qui me permet de crypter les messages que j'envoie à l'arrière. Sur le disque magnétique, il y a vraiment mes articles. Certes le programme qui permet de coder les renseignements n'est pas accessible facilement, mais un vrai informaticien saurait trouver la clé pour entrer sur la partie de la disquette où le chiffre est caché. La pièce pourrait me compromettre.

Un véhicule de police nous ouvre la route. Nous roulons pendant quatre heures, direction la capitale provinciale en zone serbe. Nous descendons la montagne, nous traversons des forêts, le ruban de bitume est tortueux, cahoteux, inconfortable. Je suis furieux contre moi-même, car j'ai le sentiment d'avoir été arrêté bêtement. Sur le siège passager, un policier ; à l'arrière avec moi, mon interprète, une femme, qui explique la situation au policier… en serbe. Elle en est convaincue : je suis un véritable journaliste, j'écris la biographie d'Agim Ceku et je réalise des reportages. Le policier me guide et me surveille en même temps. Il n'a pas grand-chose à craindre, car pour le moment il ne s'agit que d'un journaliste indélicat rentré sur le sol serbe sans visa… Pas de quoi s'énerver.

Nous descendons, le lieu est escarpé, j'aperçois un torrent, je saisis ma disquette dans ma poche puis, après avoir attiré l'attention du policier sur un élément du portrait, au moment où celui-ci tourne la tête, je jette la disquette de l'autre côté. Mais mon interprète m'a vu. Elle me jette un regard affolé. Je vois qu'elle panique. Va-t-elle me dénoncer ? Heureusement, elle ne fait aucune remarque.

Nous arrivons enfin au poste de police. Les locaux sont tristes, un peu austères et spartiates, l'enduit des murs lézardés par le temps et la guerre. Les inspecteurs nous interrogent chacun notre tour. Lorsque nous sommes enfin réunis, l'interprète vient me voir, elle est fébrile : « Qu'est-ce que tu as jeté ? Qui es-tu ? Est-ce que tu m'as menti ?

— Non, je ne t'ai pas menti. C'est très simple : j'avais toute l'histoire d'Agim Ceku sur une disquette. Comme je raconte des choses qui ne sont pas particulièrement agréables pour les Serbes, j'ai eu peur qu'ils se fâchent contre moi et j'ai préféré m'en séparer. » Je vois qu'elle mord à l'hameçon, elle semble soulagée : « Ah d'accord, tu as raison, c'est plus prudent, ils sont susceptibles. »

Les interrogatoires reprennent, menés par d'autres inspecteurs. Je déroule ma légende, mes articles. Mes propos sont corroborés par mon interprète, qui me suit depuis plusieurs semaines, qui a assisté à toutes les interviews et me défend bec et ongle : « Il a interviewé des dizaines de personnes, envoyé quotidiennement des articles avec son satellite à

son agence de presse — Vision », explique-t-elle aux policiers serbes. Elle a intérêt à être convaincante, car il ne serait pas compliqué pour les Serbes de se débarrasser de nous. « Vision ? C'est le nom du média pour lequel ce journaliste travaille ? » Les Serbes quittent la salle d'interrogatoire pour vérifier. Ils reviennent : « Vision, oui, ça existe. » Mais je vois bien qu'ils restent circonspects. Ils passent de nombreux appels téléphoniques, d'autres inspecteurs que je n'ai encore jamais vus recommencent mon interrogatoire depuis le début. Ils cherchent la faille. Je m'inquiète un peu et je me réfugie dans ma légende, ma couverture de journaliste et surtout mon livre et mes articles sur Agim Ceku. En dehors de cela, point de salut.

Les événements prennent un tour que je n'aime pas. Je commence à fatiguer. Cela fait vingt-quatre heures que nous sommes au poste, je n'ai rien mangé et rien bu. Si ça continue, ils vont bien finir par me déstabiliser. À côté de moi, l'interprète n'en peut plus, elle est crispée. « Ça dure, c'est mauvais signe », me murmure-t-elle. Je change de tactique. Je plante mes yeux dans ceux des policiers qui m'interrogent, puis je commence mon laïus : « Les questions que vous me posez, je n'ai pas la réponse. En revanche, ce que vous avez vécu pendant la guerre ça m'intéresse, j'aimerais vous en parler. » J'en fait des tonnes, je les harcèle. L'expression de leur visage change, je crois qu'il me prenne pour un cinglé. Je continue, je déverse un feu roulant de questions à deux sous : « Avez-vous été témoins de ce qui s'est passé pendant la guerre ? D'exactions ? De crimes contre l'humanité ? » Je fais exprès d'aborder des sujets qui les dérangent.

Les policiers aussi sont épuisés, ils craquent les premiers. Ils convoquent un juge en urgence, une femme. Elle s'exprime en serbe et je ne comprends rien, mais j'adopte la même stratégie. À chaque question qui m'est posée, je réponds par une salve de trois questions en retour. Verdict ? Rien ! Les Serbes ne m'expulsent même pas ! J'obtiens également un visa en bonne et due forme. « Maintenant vous êtes en règle », m'expliquent-ils poliment, en même temps qu'ils avertissent le poste-frontière que nous allons repasser en sens inverse.

Quelques heures plus tard, nous sommes de retour en zone OTAN. Je gare mon véhicule et je coupe le moteur cinq cents mètres après la frontière. Je ferme les yeux et pousse un immense soupir de soulagement. L'interprète est tout aussi rassurée. Elle craint beaucoup les Serbes. Qu'importe, le danger est derrière nous. Je laisse tomber ma tête en arrière. La pression retombe et je m'assoupis quelques courtes minutes.

Avec mon visa serbe, je suis maintenant libre de mes mouvements. Mais je ne souhaite pas tenter le diable pour autant, je ne bouge plus de la zone OTAN. Je remets le contact, direction Pristina. Je dois rendre compte que j'ai détruit ma première disquette

de chiffre et récupérer ma deuxième disquette pour continuer à transmettre du renseignement. J'ai eu de la chance que cette mésaventure survienne un week-end. Peut-être que si cela s'était passé en semaine, les inspecteurs du poste auraient eu d'autres moyens d'investigation… Je ne voulais pas qu'ils en arrivent à ce stade. Il ne fallait pas les intriguer, ni les agacer au point de nous garder. Je devais passer pour un gentil journaliste ahuri qui a eu sa dose d'émotions.

Le Kosovo occupe une place à part parmi toutes les missions que j'ai menées. Elle était particulièrement dangereuse, stressante, mais les objectifs ont été atteints. De retour en France, j'apprends que je vais recevoir la Légion d'honneur, l'insigne remis à l'Élysée par le président Jacques Chirac. La cérémonie me semble étrange, car il n'est pas du tout dans les habitudes du service Action d'être décoré. Les espions n'aiment pas apparaître sur le devant de la scène, ils fuient les feux des projecteurs — ce qui permet d'ailleurs à bon nombre de lobbyistes opportunistes et mythomanes de s'approprier des faits qu'ils n'ont jamais réalisés, ils savent qu'ils sont à l'abri du scandale car un espion, « ça ne se plaint pas, ça ne revendique rien et ça ferme sa gueule… », entend-on généralement.

Dans l'histoire du CPIS, les équipiers du 11 n'ont quasiment jamais été décorés. Mais Jacques Chirac insiste, il souhaite à tout prix récompenser l'équipe du SA. Nous sommes donc conviés à l'Élysée pour recevoir nos décorations. Mais comme les agents secrets ne font rien comme les autres, et qu'ils ne doivent pas être reconnus, nous sommes grimés, déguisés, rendus méconnaissables. Pour brouiller les pistes, je porte un uniforme de transmetteur lyonnais. J'ai l'air bouffi — des spécialistes du maquillage m'ont gonflé les joues —, j'arbore une fausse moustache et de vrais culots de bouteille en guise de lunettes ! Les équipiers du SA ont beau fuir les honneurs, je suis ému quand Jacques Chirac me fait chevalier de la Légion d'honneur en me soufflant à l'oreille : « C'est bien, mon capitaine… » De son côté, le directeur général nous remettra la Croix de guerre des théâtres d'opération extérieurs.

Magnifique, sans doute. Rien de très reluisant, en réalité. La guerre n'est jamais belle, l'éclatement d'une nation encore moins. Le 11 a été les yeux des autorités françaises pendant toute la crise, il a accompagné la rédaction de la résolution 1244… Pourtant, il me reste comme un goût d'amertume dans la bouche sans que je parvienne à l'expliquer.

8
Les James Bond Girls

« Espionnes », le mot affole l'imagination. Sublimes, mais vénéneuses. Qui sont ces Mata Hari, du nom de leur sainte patronne, fusillée pour espionnage pendant la Première Guerre mondiale ? Angelina Jolie en agent sexy et déjanté à la gâchette facile dans *Mr. & Mrs. Smith*, Carrie Mathison en officier traitant bipolaire dans *Homeland* : le cinéma et les séries télé offrent souvent une vision déformée des James Bond Girls.

Loin des clichés, plusieurs femmes ont su se faire une place dans l'univers très masculin de l'espionnage et inscrire leur nom dans l'Histoire. En Angleterre, Stella Rimington, qui a dirigé le MI5, les services secrets britanniques, de 1992 à 1996, a inspiré le personnage de M dans *James Bond*. Comme quoi, dès qu'une espionne s'impose, elle éveille immanquablement la curiosité des réalisateurs et des scénaristes. Aux États-Unis, c'est Maya, une mystérieuse analyste de la CIA, qui a déniché Oussama Ben Laden, l'ennemi public numéro un du début des années 2000, dans son refuge d'Abbottabad au Pakistan. Une longue traque de dix années… dont le film *Zero Dark Thirty*, avec Jessica Chastain, est directement inspiré. Le mariage de l'espionnage et du septième art, encore une fois. En France, le nom de Dominique Prieur est aussi resté célèbre, à double titre : première femme du service Action, elle a formé avec Alain Mafart le faux couple Turenge, impliqué dans le sabotage du *Rainbow Warrior* en 1985. Pour autant, hormis ces noms illustres et ces quelques profils hors du commun, l'impression qui demeure surtout est celle d'un vide immense quant à la proposition d'agents féminins.

Les femmes ont longtemps représenté les grandes absentes du centre parachutiste d'instruction spécialisée. L'idée de leur ouvrir les portes germe dans mon esprit lorsque je passe à la Direction des opérations du CPIS, à la fin de ma carrière. Je suis en charge des formations, des entraînements ainsi que de certaines opérations d'assistance.

Je réalise alors très vite que j'ai besoin de femmes pour certaines missions, que leur absence est une totale aberration. Mettre en place un processus de recrutement digne de ce nom, faire évoluer les mentalités pour pousser les femmes à faire acte de candidature d'elles-mêmes est un long travail. À mon humble niveau, j'essaie d'abord d'en identifier quelques-unes, en interne, qui seraient volontaires pour suivre la formation de guerre spéciale, puis tout le cursus du CPIS. La

tâche est ardue, car le CPIS est encore une chasse gardée masculine, le sexe à tort réputé faible s'interdisant les voies purement opérationnelles.

Je finis par dénicher plusieurs jeunes femmes intéressées. Elles sont déjà dans nos murs, à Perpignan, mais dans un rôle de back-office, c'est-à-dire de soutien aux agents de terrain. Deux d'entre elles réussissent les épreuves de sélection et intègrent la formation de guerre spéciale. Une seule tient le choc, qui poursuit avec la formation moniteur combat spécialisé. Au CPIS, elle est véritablement LA première et je crois qu'elle est toujours active. Aujourd'hui encore, les opérationnelles MCS sont très peu nombreuses, pourtant elles sont redoutables.

Les tailleurs et les chaussures à talons sont moins rares au siège de la DGSE, boulevard Mortier à Paris. Qui sont ces femmes de l'ombre, classées top secret ? Beaucoup sont cyberespionnes, elles appartiennent au service de renseignement technique de la DGSE. Elles collectent des données, épluchent le Web, participent activement à la lutte contre le terrorisme. Lors des attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher début janvier 2015, plusieurs centaines d'entre elles sont chargées d'intercepter les communications, les e-mails et les SMS des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly. Même ratissage minutieux de la Toile et des échanges via Internet après les attentats à Paris et en Seine-Saint-Denis en novembre 2015. Un travail de l'ombre parfois ingrat, moins romantique et romanesque que la vie à risque de l'officier traitant sur le terrain, mais tout aussi indispensable. À vrai dire, l'un ne va pas sans l'autre.

Les choses évoluent dans le bon sens. Depuis les années 1990, le nombre de femmes dans les services secrets a triplé, pour atteindre 26 % en 2013. Au siège de la DGSE, ces professionnelles ultradiplômées (ENA, X, Saint-Cyr, Sciences-Po, etc.) occupent désormais les mêmes postes que les hommes. « C'est un atout, se félicite Bernard Bajolet, le directeur général de la DGSE. Comme elles sont moins nombreuses, elles en veulent plus. Plus déterminées que les hommes, elles voient des choses qu'ils ne voient pas[17]. » En 2013, trois jeunes analystes traquent durant un an et demi le chef des Shebab impliqué dans l'assassinat de Denis Allex, l'agent de la DGSE pris en otage en Somalie. « Elles ont permis la neutralisation de l'un des terroristes les plus recherchés de la planète, abattu peu après par un drone américain au sud de Magadiscio », affirme le journaliste Éric Pelletier[18].

Malgré leurs prouesses, aujourd'hui encore, les espionnes peinent à forcer les portes de la direction générale de la DGSE (10 % de femmes) et surtout du SA (9 % de femmes). Certaines néanmoins,

selon le mouvement que j'ai initié, décrochent le précieux sésame pour une carrière d'officier traitant. Leur vie devient un roman, ou un film d'espionnage. Elles découvrent le Bureau des légendes et courent les points chauds de la planète, jonglent entre des missions clandestines à haut risque. « J'ai utilisé une légende de créatrice de bijoux pour sortir des cailloux d'un pays d'Asie suspecté de fabriquer des armes chimiques[19] », confie l'une. « Je me suis servie d'une légende de présidente d'une ONG fictive pour infiltrer un groupuscule de mercenaires des Balkans », glisse une autre[20]. À leur contact au CPIS, je constate à quel point elles sont pros, dotées d'un sang-froid saisissant. Pas question de fanfaronner, ni de cabotiner. « Moi, à la différence de James Bond, je n'improvise pas, décrypte froidement une OT. Mon métier est méthodique, cartésien, cadré. » Une approche humble et dépassionnée, gage d'une grande efficacité.

Aujourd'hui, la sélection pour entrer au service Action est moins « artisanale » que par le passé. Plus question d'envoyer une taupe vous évaluer secrètement pendant un stage commando, comme à mon époque. Les postulantes intègrent la DGSE, et le SA le cas échéant, par concours. Une formation leur enseigne ensuite le b.a.-ba de l'espionnage à travers un éventail de stages : self-defense et tir, rupture d'une filature grâce au désilhouettage, maîtrise du double voire du triple langage, comme dans ce dialogue un brin caricatural mais désopilant tiré du film *OSS 117. Le Caire, nid d'espions* :

> *— Comment est votre blanquette ?*
> *— La blanquette est bonne.*
> *— On me dit le plus grand bien de vos harengs pommes à l'huile.*
> *— Le cuisinier vous apportera un ramequin et vous vous ferez une idée.*

Certaines femmes sont de véritables expertes dans l'art de la manipulation psychologique. Pour le reste, comme pour les officiers traitants masculins, le BEC est de rigueur et le culte du secret s'impose. Interdiction formelle de divulguer les noms des collègues, de parler de ses dossiers à l'extérieur et d'évoquer son employeur. « Même si nous œuvrons dans l'ombre, notre métier offre de puissantes satisfactions, confie une OT. La conscience de servir son pays, de lutter contre le terrorisme, de participer à maintenir la paix, à éradiquer les menaces et à sauver des vies, tout cela l'emporte largement sur le fait de ne pas pouvoir dire à l'apéro : "Vous savez quoi ? Je suis une espionne."[21] »

Pour les OT féminins comme pour leurs collègues masculins, le retour à la maison n'est pas toujours facile à négocier. Il faut d'une part renoncer à l'adrénaline de sa double vie, d'autre part gérer les

troubles de stress post-traumatiques qui peuvent apparaître après certaines missions délicates. Pour les unes comme pour les autres, le couple résiste mal et les divorces sont fréquents dans ce milieu. Le prix à payer pour une vie littéralement extraordinaire.

9
Guerre au Tchad

2004. Le président du Tchad Idriss Déby est tendu, il redoute de se faire assassiner par quelqu'un de son entourage à N'Djamena. En visite à Paris, il s'ouvre de ses inquiétudes à son ami Jacques Chirac. Le président de la République française lui fait une promesse : « Je vais t'envoyer quelqu'un et ensemble vous allez mettre en place ce qu'il faut pour te protéger. » Il s'agit d'une mission présidentielle : le premier personnage de l'État en personne décide d'envoyer un expert du SA pour organiser la sécurité d'Idriss Déby. Il se tourne vers le patron de la DGSE et lui pose la question de confiance : « Vous avez bien quelqu'un pour notre ami, monsieur le Directeur ? » L'état-major cherche l'oiseau rare : il faut un officier, bon connaisseur du Tchad, titulaire de la formation protection rapprochée, capable d'organiser une cellule de formation de gardes du corps et si possible spécialisé dans les affaires de contre-insurrection. La liste finale comprend cinq candidats. C'est moi qui suis retenu.

Direction le Tchad, cinquième pays le plus vaste d'Afrique, sans accès à la mer. Géographiquement et culturellement, le Tchad constitue un point de passage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Du sable et encore du sable, puis enfin quelques arbres. Du nord au sud, le pays offre successivement une région désertique, un espace semi-aride, puis la savane soudanaise. Selon le *Dictionnaire de l'origine des noms et surnoms des pays africains*[22] d'Arol Ketchiemen, le Tchad est surnommé le « cœur mort de l'Afrique » en raison de son enclavement au centre du continent et de son climat particulièrement désertique. Très vite, je trouve ce surnom à la fois particulièrement justifié et terriblement sévère étant donné la beauté des portraits et la richesse des cultures traditionnelles locales. Le Tchad est une mosaïque de peuples et non un ensemble monolithique.

Le Tchad a obtenu son indépendance en 1960, mais il a conservé une relation privilégiée avec la France, l'ancienne puissance coloniale, intervenue militairement à plusieurs reprises depuis la décolonisation. La première fois que je débarque à N'Djamena, c'est en 1994, quelques années après qu'Idriss Déby a pris les rênes du pays. Le 2 décembre 1990, avec l'appui des forces françaises, ce fils de berger devenu militaire et chef de guerre a chassé du pouvoir Hissène Habré, son ancien compagnon d'armes. Trois mois plus tard, Idriss Déby est désigné président de la République. Mais le Tchad, riche exportateur de pétrole, reste le théâtre de troubles presque permanents, liés à des

dissensions internes.

Ma mission en 1994 est la toute première de ma carrière d'agent secret. Une mission d'assistance dans le cadre de la protection présidentielle — parfois appelée « formation cobra ». Le nouvel homme fort du pays compte encore énormément d'ennemis et il a besoin d'une garde rapprochée. Ses opposants rêvent de lui arracher sa présidence, sa rente pétrolière et sa quinzaine de Hummer, dont une limousine. Ma tâche consiste donc à former ses gardes du corps. Dans les faits, il s'agit d'une mission permanente du SA, utilisé aussi pour offrir une assistance de formation gardes du corps à des chefs d'État de pays amis ou alliés. Un détachement d'une demi-douzaine d'équipiers se relaie sur place depuis quelques années et plusieurs dizaines de gardes du corps de la sécurité présidentielle ont déjà été formés. À cette époque, seul le service Action effectue cette formation, ou alors le Service de protection des hautes personnalités (SPHP) du président de la République, chargé de missions de protection rapprochée au profit des dignitaires de la République française.

Avec cinq autres agents du CPIS, nous vivons dans une vaste villa des environs de la capitale. Nous opérons en identité fictive. La mission n'est pas à proprement parler clandestine, mais les us et coutumes du SA sont respectés. Un membre du CPIS n'a pas pour habitude d'effectuer son travail de façon trop ostensible, en treillis militaire. Je dois rester le plus discret possible, en tenue civile.

Avec mes camarades, je pends en charge la formation des gardes du corps de la garde présidentielle. Nous ne sommes pas particulièrement en danger. L'armée tchadienne ne dispose d'aucune structure dédiée à la formation protection rapprochée. Il faut sans arrêt batailler pour trouver une salle, des terrains d'entraînement. J'enseigne aux soldats ce que j'ai appris au CPIS : entraînement au tir, techniques de déplacement, méthodes de neutralisation, conduite de véhicule en convoi.

Je croise Idriss Déby plusieurs fois, mais mon interlocuteur direct est le général commandant la garde rapprochée. C'est parfois du bricolage, mais il fait de son mieux pour mettre à notre disposition tout le matériel que nous réclamons. Nous formons des gardes du corps, des conducteurs, des chefs d'équipe et des spécialistes NEDEX (neutralisation, enlèvement et destruction d'explosif), c'est-à-dire des artificiers chargés de neutraliser les colis suspects. Nous entraînons aussi les soldats de la garde rapprochée à l'utilisation de scanners et de portiques de sécurité. Rapidement, Idriss Déby peut disposer d'une protection moderne, qu'il emmène avec lui partout dans le monde.

Après une nouvelle mission d'assistance en 1995, je me fais beaucoup d'amis parmi les militaires. Je les retrouverai ainsi neuf ans plus tard, cette fois avec le projet de créer une véritable école de

formation des gardes du corps pour rendre les Tchadiens totalement autonomes.

Le désert, le sable brûlant, l'agitation joyeuse et les boubous colorés : impossible de me tromper, je suis de retour au Tchad. Je n'opère pas en identité fictive cette fois. Je me rends à N'Djamena au profit de la coopération française et je travaille — chose rare — sous mon vrai nom. En réalité, je ne rends aucun compte à la coopération. Je parle une fois ou deux à l'attaché de défense pour mettre de l'huile dans les rouages, mais j'ai ma communication directe avec Paris et forcément cela peut créer quelques tensions. Mais fort heureusement il n'en est rien. Nous travaillons en très bonne intelligence. Je retrouve avec plaisir plusieurs Tchadiens que je connais déjà, que j'ai formés auparavant et qui sont toujours gardes du corps.

Idriss Déby redoute deux choses : un assassinat et un coup d'État. Sur le plan intérieur, il doit faire face à l'opposition du Rassemblement des forces pour le changement (RFC), un puissant groupe de rebelles. Le RFC compte environ deux mille hommes. Son chef, Timan Erdimi, membre de l'ethnie zaghawa, est le neveu du président Idriss Déby. Prévue pour durer six mois, ma mission en cette année 2004 a pour objectif d'améliorer la protection du président. Je fais rapidement la connaissance du colonel Ahmat Youssouf Mahamat Itno — un autre neveu d'Idriss Déby. C'est un jeune officier extraordinaire, diplômé de Saint-Cyr et de l'École de guerre française. Il commande la garde républicaine, c'est-à-dire la garde rapprochée du président. Le courant passe tout de suite, nous nous entendons à merveille. Contrairement à d'autres cadres de l'armée tchadienne, il ne me soupçonne pas d'être présent sur place pour mener une discrète mission d'espionnage. Ensemble, nous révolutionnons la structure de protection d'Idriss Déby. J'élargis son périmètre initial — la sûreté présidentielle — en transformant la garde républicaine en une Direction générale des services de sécurité et des institutions de l'État (DGSSIE), qui intégrera aussi plus tard la protection du Premier ministre.

La création de la DGSSIE tient du miracle parce que je ne m'attendais pas à ce que les Tchadiens soient disposés à faire évoluer leur dispositif, surtout sur les conseils d'un Français. Mais Ahmat Youssouf Mahamat Itno soutient vigoureusement toutes les propositions que nous construisons ensemble. Au total, les effectifs comprennent environ mille cinq cents hommes. Je connais le niveau des soldats, je sais qu'il est bon — j'en ai moi-même formé plusieurs. J'ai pourtant un souci : les gardes du corps ne restent pas, le turnover est trop important. Résultat, Idriss Déby est parfois entouré d'hommes dont la formation n'est pas tout à fait complète. J'ai alors l'idée de créer une école rattachée à la DGSSIE pour que celle-ci puisse former

elle-même ses gardes du corps, sans faire appel à une puissance étrangère. Idriss Déby me fait confiance : il met des locaux à disposition et débloque des financements. J'ai du pain sur la planche, la DGSE prolonge mon mandat de deux ans. Je fais appel aux hommes que j'ai formés lors de ma première mission, je les promeus instructeurs puis je recrute les premiers élèves.

Les premiers diplômés donnent satisfaction. Certains se sont spécialisés dans la conduite de véhicules, ils savent rouler en convoi, se positionner autour de la limousine présidentielle en cas d'attaque ou faire demi-tour au frein à main pour s'enfuir. Je leur ai également appris à déjouer un barrage routier en venant « intelligemment » percuter les véhicules qui font obstacle. La règle générale est d'éviter le bloc moteur, c'est-à-dire la partie la plus lourde. Si le moteur est à l'avant — c'est le cas sur la majeure partie des voitures —, il faut se dégager la route en emboutissant les véhicules en travers au niveau du coffre. Nous répétons les exercices en conditions réelles : l'entraînement est gourmand en matériel, mais Idriss Déby met les moyens. D'autres élèves suivent la spécialisation de démineurs d'explosifs, indispensable dans une équipe de protection rapprochée. Les instructeurs que j'ai recrutés forment plus d'une centaine de gardes du corps. En parallèle, j'entraîne deux bataillons de cent vingt soldats chacun, attachés au président. Idriss Déby peut dormir sur ses deux oreilles, j'ai largement renforcé sa sécurité.

Tant mieux parce qu'en 2006 le dispositif tchadien de surveillance de la frontière échoue complètement. Deux cents pick-up chargés de soldats quittent le Soudan et traversent tout le Tchad sur plus de mille kilomètres sans être inquiétés. Lorsqu'ils sont enfin repérés, il est beaucoup trop tard. La nouvelle d'une attaque imminente se répand comme une traînée de poudre. En quelques heures, la capitale se vide, les habitants fuient et les ressortissants français se replient à l'ambassade ainsi que sur la base militaire tricolore. Les militaires français protégeront les expatriés, mais ils n'interviendront pas pour défendre la présidence.

Alors que l'armée tchadienne en est encore à se préparer pour partir intercepter les rebelles, les premiers escadrons ennemis arrivent aux portes de N'Djamena. La panique est totale, les blindés n'ont même pas le temps de se mettre en place pour défendre notre position. Idriss Déby dirige les opérations depuis le palais présidentiel. Moi, mon rôle est désormais d'être les yeux et les oreilles de la France. J'ai branché mes moyens radio, je me tiens prêt à transmettre. Je me doute, pour autant, que je serai immanquablement amené à participer à la défense des lieux.

La nuit tombe sur N'Djamena, j'attends en compagnie des officiers

de la garde républicaine. Les éléments rebelles fondent sur la présidence, je distingue les premiers coups de feu. Les combats, extrêmement violents, commencent au beau milieu des jardins et des bâtiments. Au centre de la capitale, le siège du pouvoir est adossé au fleuve Chari. L'avantage, c'est que nous ne défendons qu'un seul front. Nous déplorons des pertes, mais nous parvenons à repousser les vagues d'assauts successives.

Je l'ai dit, je suis par nature un Jedburgh, mais lorsqu'il faut faire place au choc, je sais me transformer — sans y prendre aucun plaisir — en machine de guerre. Je me sens en pleine possession de mes moyens. Surtout, alors que les balles sifflent autour de moi, que les ennemis surgissent d'un peu partout, j'ai l'impression que le temps ralentit, comme si mes adversaires s'engluaient sur le terrain. La sensation est étrange, presque irréelle.

Dans les jeux vidéo, il existe un système proche de ce ressenti : le *dead eye*. Il permet au joueur de ralentir le temps pour marquer plusieurs cibles d'un curseur, puis de les éliminer ensuite de façon instantanée. La guerre n'est pas un jeu. Elle est dangereuse, injuste et atroce, mais c'est une réalité qui fait partie de mon métier. Je décris simplement ici, sans forfanterie ni mensonge, cette sensation étrange que j'ai souvent éprouvée durant les phases de grand stress. Celle d'un temps qui s'immobilise, ralentissant presque l'action ennemie pour me donner un avantage décisif. Est-ce le fruit des années d'exercices les armes à la main dans les stands du CPIS ? Des dizaines de milliers de cartouches tirées avec tous les pistolets et les fusils de la terre ? C'est vrai, ma formation a fait de chaque geste un automatisme. Je vise, j'appuie sur la gâchette, je recharge. En face, les cibles tombent. Ma respiration reste calme, mon pouls ne s'accélère pas.

Dans le palais présidentiel, le président dirige les opérations depuis ses appartements privés. À quelques centaines de mètres, les combats font rage, y compris dans l'enceinte de la zone présidentielle. La garde se bat et les hommes tombent en grand nombre dans les rangs rebelles. Les balles sifflent et impactent les murs de la villa du président, qui en gardera les stigmates quelques jours durant. Je suis resté avec la garde rapprochée, au pied de la villa avec mes moyens de communication, mon Beretta et ma kalachnikov empruntée à la garde. Une accalmie semble se dessiner. La garde a-t-elle repoussé les assaillants ? Idriss Déby est toujours à la manœuvre, il ne sort toujours pas.

Nous finissons par briser la vague d'assaut dans le secteur que nous défendons. « Tout ennemi dépassé est assurément mort » : c'est la règle au 11 qui nous évite de prendre une balle dans le dos. J'aperçois devant moi un soldat rebelle qui s'est fait surprendre par la garde. Il

s'enfuit, mais trébuche et tombe à terre. Le voilà derrière la ligne de front que nous formons. Les hommes s'apprêtent à l'exécuter et commencent à le malmener. Je lève le bras et hurle pour que cela cesse, nous en ferons un prisonnier. Celui-ci a eu de la chance, l'absence de danger immédiat à cet instant et le reflux des assaillants m'ont permis d'obtenir que sa vie soit épargnée. D'autres rebelles n'auront pas eu la chance de croiser mon chemin. Les combats durent toute la nuit, mais au petit matin il n'y a plus d'assaillants dans la présidence. Les soldats de Timan Erdimi refluent.

Idriss Déby hésite entre la colère et la joie. Il ne comprend pas comment Timan Erdimi et ses miliciens ont pu traverser tout le Tchad jusqu'à son palais présidentiel sans être repérés, mais il est ravi de la façon dont l'armée tchadienne a finalement mis en déroute les soldats rebelles. Je déroule le scénario de l'attaque et j'identifie l'énorme trou qui sape le système de surveillance du pays. J'ai amélioré la sécurité rapprochée d'Idriss Déby, créé deux bataillons présidentiels bien entraînés, mais je dois mettre au point un dispositif capable de renseigner l'état-major en permanence. Je reste une troisième année à N'Djamena.

Je propose à Idriss Déby de créer un centre d'opérations (CO) au sein de la présidence, doté d'un réseau capable de l'informer en temps réel de la situation sur l'ensemble du territoire. L'objectif est de ne plus se faire surprendre par des mouvements insurrectionnels comme celui mené par le RFC, parti du Soudan le matin et arrivé le soir aux portes de la capitale. Il y a urgence, car je n'ai aucun doute que Timan Erdimi et ses hommes reviendront. La tâche n'est pas démesurée : en réalité le maillage du terrain est déjà effectué, le réseau de renseignement existe. Le hic ? Les différentes antennes ne sont pas connectées à un central.

Je fais de mon mieux pour coordonner l'ensemble le plus vite possible. J'ai à ma disposition un vieux bâtiment colonial français désaffecté. Idriss Déby finance les travaux de rénovation et j'organise le centre opérationnel comme un CO français. Un beau matin, le président du Tchad inaugure cette nouvelle structure comptant une dizaine d'officiers qui collectent des informations et mettent à jour en permanence la situation tactique. Il y a une immense carte, des ordinateurs, des radios pour rester en contact avec le terrain. Je regarde Idriss Déby, je vois qu'il est satisfait. Désormais, il dispose d'un outil moderne qui va lui être très utile.

Je ne me suis pas trompé : Timan Erdimi et ses miliciens n'ont pas dit leur dernier mot. Ils reviennent en 2008, encore plus nombreux, encore plus lourdement armés. Mais cette fois-ci le centre opérationnel

les détecte dès qu'ils franchissent la frontière. Idriss Déby redoute de lancer ses forces à leur rencontre dans le désert. Les rebelles sont mobiles, rapides, il craint qu'ils ne contournent son armée et déferlent sur la capitale dégarnie de ses troupes. Le président du Tchad décide d'attendre et de se battre à l'intérieur de N'Djamena.

Comme en 2006, la population fuit en quelques heures. Les ressortissants français se réfugient à l'ambassade et sur la base militaire. La différence, c'est que nous avons cette fois tout le temps de nous préparer. Encore une fois, étant adossé au fleuve, le siège du pouvoir n'a qu'un front à défendre. Avant que les rebelles n'arrivent à N'Djamena, nous étirons une ceinture d'une cinquantaine de chars du côté où la présidence n'est pas protégée par les eaux. Nous nous positionnons derrière les bataillons des soldats.

À l'Élysée, Nicolas Sarkozy refuse d'engager les troupes tricolores, mais il promet à Idriss Déby de lui fournir du renseignement. Je suis au centre opérationnel avec les officiers tchadiens, je dispose de ma communication directe avec Paris. Je reçois les informations françaises et je connais les positions rebelles au centimètre près, minute par minute. Je transmets ces données stratégiques à l'état-major tchadien. La stratégie de Déby est enfantine : « Si vous voulez la présidence, venez la prendre ! » Timan Erdimi dispose de canons sans recul montés sur pick-up. Ses artilleurs pilonnent la présidence, sans jamais réussir à ouvrir une brèche dans la muraille de chars. Derrière la ligne de blindés, nous encaissons des coups terribles pendant trois jours, mais les rebelles ne gagnent pas un pouce de terrain.

Les miliciens ennemis s'acharnent à bombarder le siège présidentiel sans résultat. Chaque fois qu'ils s'approchent, les chars font un carnage dans leurs lignes. Tout ce qui bouge à portée de canon est anéanti. Sauf que… dans N'Djamena, la rumeur court qu'Idriss Déby est mort. Elle se propage, enflamme les esprits et les environs. La capitale s'étant vidée, l'ambassade, privée d'informateurs et aveugle, se fie aux bruits de certaines sources peu fiables. Elle y croit : le président du Tchad a été tué dans les combats. L'armée française n'ayant pas davantage d'informations, elle finit également par tenir Idriss Déby pour mort.

Je suis le seul Français dans la présidence. J'ai passé trois jours avec la garde sous le feu ennemi, mais je suis vivant. Et Idriss Déby est aussi vivant que moi. Classiquement, les réseaux téléphoniques sont des cibles privilégiées ; le réseau téléphonique tchadien a été coupé et le réseau camerounais de secours est irrégulier. Nous sommes isolés du monde. La capitale n'est pas encore sécurisée, mais il faut trouver un moyen de rétablir le contact avec l'extérieur. Je saisis l'un de mes téléphones — un mobile chinois de très mauvaise qualité, que je n'utilise presque jamais — et je m'aperçois que c'est le seul qui capte

un bout de réseau. J'appelle la Centrale. La communication grésille, elle est interrompue à plusieurs reprises, mais j'ai le temps d'apprendre à la DGSE que le président du Tchad est bien en vie.

Le lendemain, un Conseil de défense — une sorte de réunion de crise — est organisé à l'Élysée sur la situation tchadienne. Ce n'est pas un samedi ordinaire, car c'est aussi le jour du mariage de Nicolas Sarkozy et Carla Bruni. Le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense expliquent au président de la République qu'Idriss Déby est mort lors de la bataille de N'Djamena. L'ambassadeur et l'attaché de défense au Tchad — sans chercher à me contacter — s'empressent de confirmer. Très vite, ministres, hauts fonctionnaires et conseillers présidentiels s'affolent : « Timan Erdimi a-t-il pris le pouvoir ? Qui remplace Idriss Déby ? Qui forme le nouveau gouvernement ? » Assis à la table, Pierre Brochand, le directeur général de la sécurité extérieure, sourit doucement. « Idriss Déby n'est pas mort », glisse-t-il. Le dialogue qui suit est digne d'une pièce de Samuel Beckett ou d'Eugène Ionesco. « Il est mort ! » tonnent en chœur ceux qui ont porté la nouvelle. Pierre Brochand laisse planer le silence quelques instants, sûr de lui, il ménage son effet. « Non, il n'est pas mort, lâche-t-il en attrapant son téléphone mobile. D'ailleurs, la preuve, parlez-lui ! » À six mille kilomètres de l'Élysée, mon portable sonne et je réponds : « Bonjour, je vous passe Idriss Déby. » De son côté le patron de la DGSE tend son appareil à Nicolas Sarkozy. Les deux présidents conversent sous les yeux de l'assistance médusée. Les représentants du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense se décomposent.

À N'Djamena, Idriss Déby me rend le téléphone. J'ai Nicolas Sarkozy directement en ligne, je reconnais son élocution hachée : « Présentez-vous !… Bravo, vous avez fait un travail remarquable. » Le président de la République me demande ensuite quelle est la situation sur place. Je lui décris brièvement la violence des bombardements que nous avons essuyés pendant trois jours, je lui explique que nous nous préparons à effectuer un raid pour repousser définitivement les miliciens de Timan Erdimi à l'extérieur de la capitale. « Tenez-moi au courant, je serai à N'Djamena d'ici trois jours », conclut-il.

Vingt-quatre heures plus tard, la contre-attaque est un succès, les rebelles sont en fuite et je fais mon rapport au général directeur de cabinet et à Pierre Brochand. Nicolas Sarkozy tient parole. Je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djamena. Le président français descend de l'avion, accompagné de Carla Bruni, sa nouvelle épouse. Idriss Déby l'accueille en grande pompe, le protocole l'accapare, mais Nicolas Sarkozy demande à me rencontrer. Il me serre chaleureusement la main et me félicite. Puis il prend Idriss Déby à

témoin : « Voilà un homme courageux ! » Véritable pile électrique, il pivote vers le chef d'état-major particulier de l'Élysée et claironne : « Vous voyez, cet officier-là mérite de passer général ! » C'est très sympathique, mais complètement irréaliste. Personne ne passe d'un bond du grade de lieutenant-colonel à celui de général ! Il y a un organigramme, des statuts à respecter, les promotions éclairs ne sont guère l'usage dans l'armée française de la Ve République. Cela n'empêche pas quelques blancs-becs ambitieux de mener des blitzkriegs sur les galons qu'ils convoitent, mais sans succès la plupart du temps, récoltant au passage quelques ennemis tenaces. Heureusement, la Grande Muette sait aussi faire des exceptions. J'obtiens quand même un avancement de carrière. Je suis promu colonel pour faits d'armes.

Belle histoire ? Success-story avec accolade présidentielle et promotion hiérarchique ? Pas seulement… Tout n'est pas rose. Je suis frustré pour dire la vérité. Lors de la première attaque de Timan Erdimi, en 2006, les rouages du mécanisme entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense et la DGSE avaient fonctionné à merveille. La France pouvait compter au Tchad sur un ambassadeur extraordinaire, un attaché de défense redoutablement efficace et un agent — moi-même — expérimenté et investi dans sa mission. Nous avions travaillé tous les trois main dans la main. En 2008, ça a été une tout autre histoire. Dès mon arrivée, j'ai remarqué des tensions. L'attaché de défense rêvait d'être ambassadeur à la place de l'ambassadeur. Comme je ne souhaitais pas prendre position dans leurs querelles, j'ai rapidement été tenu à l'écart. Résultat ? L'annonce sans vérification de la mort d'Idriss Déby en plein Conseil à l'Élysée !

Après la visite de Nicolas Sarkozy à N'Djamena, la Centrale me demande de rester une cinquième année au Tchad. Je refuse, il est temps de passer à autre chose. De retour à Paris, je suis promu officier de la Légion d'honneur. Jacques Chirac m'avait nommé chevalier à l'Élysée en 1999 et moins de dix ans après, en 2008, Nicolas Sarkozy, son successeur, m'élevait au rang supérieur aux Invalides. Deux présidents de la République auront accroché sur ma poitrine la plus haute distinction du pays. C'est une immense fierté.

Mon action est récompensée à la hauteur des services rendus à la République et des risques pris. Pourtant notre organisation sur place me laisse perplexe. Notre déficit d'harmonie m'a frappé.

10
Chef du 11e Choc ?
Non, merci

Inattendu et flatteur. Diablement flatteur : l'état-major me propose de prendre le commandement CPIS, dépositaire du drapeau du 11e Choc. J'apprécie les responsabilités et le poste est l'un des plus beaux dont un espion puisse rêver. Pour dire la vérité, il est maintenant plutôt réservé à des officiers diplômés de l'École de guerre — le plus prestigieux établissement de formation des cadres supérieurs des armées françaises —, ce qui n'est pas mon cas. Au moment de mon orientation de carrière de capitaine, j'ai refusé purement et simplement de faire des études militaires supérieures à l'École de guerre. Non pas que cela me dérangeait, mais simplement je n'avais pas le temps, ayant déjà un métier très prenant. Devant l'insistance de l'officier supérieur qui me recevait, j'ai été forcé de montrer mon indiscipline et mon irrévérence — notoirement reconnues. Je crois d'ailleurs savoir qu'il m'en a gardé une certaine rancune… En acceptant la direction du 11, j'aurais donc, en plus, l'opportunité de briser un plafond de verre, preuve supplémentaire de la confiance qui m'est accordée.

Le chef du service Action et même le directeur général de la DGSE me formulent la proposition en personne. Je les regarde agiter les lèvres et j'ai l'impression de voir le temps suspendre son vol. Je remonte les années, je suis assis derrière mon pupitre de la corniche Henri-IV, l'esprit bouillonnant de projets d'aventures et de gloire. Dans mes rêves les plus fous, je ne me serais jamais imaginé prendre le commandement du CPIS de Perpignan. Chef de la citadelle, ce serait une merveilleuse façon de boucler la boucle. Oui mais…

Quelques mois plus tôt, j'aurais accepté sans hésiter. Maintenant, quelque chose me retient. La mission tchadienne m'a mis les nerfs à vif. Elle n'a pas tourné au fiasco, mais je n'arrive pas à digérer les loupés, les couacs. Les guéguerres entre grands directeurs des services, bien à l'abri dans leurs bureaux tandis que la guerre faisait rage, ne passent pas, les conflits entre ego surdimensionnés pendant que je risquais ma peau sur le terrain me donnent la nausée. Je l'admets, j'ai été déçu par le comportement de quelques hauts fonctionnaires. Particulièrement par ceux qui étaient le plus au contact du « politique ». Au final, alors qu'une proposition en or massif est posée devant moi sur la table, voilà que je ne suis plus sûr de rien. Je demande plusieurs jours de réflexion.

Je fais mon introspection au calme, chez moi, entouré de ma femme et de mes deux filles. Je ne peux pas me mentir à moi-même : le Tchad m'a démotivé. Or, personne ne peut commander le 11e Choc sans être totalement convaincu. Un officier ne vient pas pantoufler à la tête du 11, promener ses galons dans les salons dorés. Les traîneurs de sabre qui pourraient y parvenir et auraient si peu de considération pour eux-mêmes en acceptant le poste vivraient de toute façon de très mauvaises années. C'est que l'équipier MCS est un combattant vraiment à part. On ne peut pas lui mentir ou faire illusion à ce poste de commandement sans mal vivre son quotidien à la citadelle… L'unité a trop d'importance stratégique et son commandant doit être le plus motivé d'entre tous. Le chef du 11 a l'obligation d'être impliqué corps et âme, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, car il faut transmettre son énergie aux combattants spécialisés. Monter des opérations à haut risque exige un investissement sans faille, une rigueur de tous les instants. Les équipiers du 11 sont les meilleurs au monde et ils attendent énormément de celui qui les dirige. Je sais cela mieux que personne parce que je suis exactement ce genre d'équipier.

Je redoute également la façon dont l'échelon politique pourrait interférer dans mes décisions. Le chef du 11 conserve une fonction opérationnelle, il n'est pas directement exposé au président de la République et au ministre de la Défense. À la tête du CPIS, je serais protégé du pouvoir par trois échelons parisiens supérieurs — le chef du service Action, subordonné à celui de la Direction des opérations, lui-même subordonné au patron de la DGSE —, mais je me méfie néanmoins… Dans mon esprit, ce qui s'est passé au Tchad — une communication détériorée entre un espion, l'ambassade et le représentant du ministère de la Défense — peut se reproduire. Et ce jour-là, je ne veux pas être le commandant qui aura envoyé l'agent du CPIS sur le terrain.

J'ai perdu mes repères. Je gamberge, j'hésite. Je sais qu'un espion peut jouer un rôle déterminant dans l'histoire diplomatique, j'en ai fait l'expérience en République démocratique du Congo ou au Kosovo en participant à la rédaction de la résolution 1244. Les équipiers en mission disposent de beaucoup d'autonomie, mais celle-ci n'est constructive qu'à condition d'être persuadé d'agir pour le bien. C'est peut-être naïf, mais c'est ainsi, et c'est ce qui a toujours guidé mes actes. Or la deuxième attaque des rebelles au Tchad me laisse la désagréable impression que tout le monde n'a pas tiré dans le même sens…

Je veux savoir ce que mes supérieurs et les responsables politiques ont vraiment dans le ventre. De retour du Tchad, à Paris, j'exige que des mesures soient prises contre l'ambassadeur, l'attaché de défense et le chef de poste de la DGSE à N'Djamena. Si la

hiérarchie leur tape sur les doigts, je prendrai la tête du CPIS. Le jour où je reçois la Légion d'honneur aux Invalides, je demande à Pierre Brochand, le directeur général de la sécurité extérieure, où en est la procédure de sanction. Il élude, embarrassé : « Nous n'allons pas créer de crise interministérielle, ça n'en vaut pas la peine. Il faut oublier ça, nous n'en parlerons plus. »

Anticiper, toujours. Comme je m'attendais à cette réponse, j'ai préparé une lettre de démission. Je n'hésite pas, je la sors de ma poche et la lui tends. Le DG me dévisage, interloqué, mais il a parfaitement compris : je suis en train de me cabrer et de claquer la porte ! Quitte à partir, autant se retirer avec panache.

En réalité, j'ai eu tort, parce que tous ceux que j'avais désignés ont tous été discrètement sanctionnés : l'ambassadeur a reçu une « promotion » pour Pétaouchnok et l'attaché de défense a été muté dans un placard où il a rédigé des fiches en tant que grand spécialiste du Tchad.

Si j'avais su… j'aurais peut-être pris la même décision.

TROISIÈME PARTIE
Obscurantisme

1
Le repos du guerrier

L'époque glorieuse du service Action est à présent derrière moi, la carrière trépidante d'agent secret récalcitrant aussi. Je me prépare à écrire un nouveau chapitre de ma vie. En vérité, je ne considère pas surprenante cette décision de ne pas poursuivre ma carrière de combattant spécialisé. J'aime me souvenir des propos d'un conférencier venu à Coëtquidan pour expliquer aux jeunes officiers que, contrairement à nos parents, nous devions nous préparer à avoir plusieurs métiers différents tout au long de notre vie professionnelle. Cette idée ne me déplaisait pas du tout. Alors peut-être avais-je décidé de partir dans tous les cas et mes contrariétés opérationnelles n'étaient-elles que des prétextes…

Je crée la société Opérations et organisations spéciales (OPOS), spécialisée dans les protocoles de sécurité. J'ai de nombreux contacts et les services d'un ancien officier de la DGSE sont toujours prisés. Au Tchad, j'ai déjà aidé l'entreprise de BTP Sogea-Satom — filiale basée en Afrique du groupe français Vinci — à sortir d'un mauvais pas. Là-bas, l'entreprise, spécialisée dans la construction de routes, de bâtiments et le génie civil, compte deux mille salariés dont une centaine d'expatriés. J'y avais des amis que je ne voulais pas abandonner dans le chaos des évacuations.

Des contrats de sécurité industrielle sont rapidement décrochés, notamment pour Vinci au Niger et au Mali. Ma femme, qui rêve pour moi d'une retraite paisible, n'est pas enthousiaste. Je la rassure en lui expliquant que je ne m'impliquerai plus sur le terrain. Ma mission consiste à élaborer des protocoles de sûreté et à les vendre au client, c'est tout. Autrement dit, je me rends sur place, j'analyse ce qui s'y passe, puis avec mon expérience, mes réseaux, je conçois des solutions spécifiques. Je suis entouré de quelques fidèles amis, souvent issus de mon ancienne unité et possédant le même type d'expertise.

J'ai beaucoup plus de temps libre. Je m'achète un violon électrique et je me lance en autodidacte. J'aime cet instrument qui, comme le tir, exige maîtrise de soi et une grosse discipline gestuelle. Je pratique aussi souvent que possible à l'aide d'un DVD, en rectifiant ma position devant la glace. Je ne parviens pas d'emblée à sortir un son très mélodieux, le crin-crin qu'arrache mon archet me casse un peu les oreilles, mais je progresse. En quelques séances, je parviens à jouer… « Mon beau sapin » et « Au clair de la lune ». Je ne serai pas un virtuose bien entendu, mais le plaisir et la paix que cela me

procure n'ont pas de prix. Il me faudrait y consacrer du temps… justement ce que je n'ai pas. Je pratique aussi le Gubal. Cet instrument, né en Suisse ces dernières années, est un pur bonheur de « percussion », même si je trouve ce qualificatif relativement inapproprié. Cette sorte de soucoupe volante que l'on pose sur ses genoux possède des qualités énergisantes hors du commun… Faites résonner le métal et vous comprendrez.

Plus tard, en 2014, je crée également Icare, une fondation pour la promotion des cultures. Je m'y engage avec beaucoup d'énergie, car c'est pour moi l'opportunité de faire connaître les pays que j'ai visités et les modes de vie que j'ai partagés lors de mes années au service de la Centrale. J'ai toujours eu une grande capacité à adopter les usages et coutumes des mondes que j'ai traversés, à me mettre au diapason de mes interlocuteurs. Durant ma carrière d'espion, j'ai longtemps cru que je devais ce talent à une motivation sans faille, mais la vérité est encore plus profonde : j'ai appris que l'homme est un loup pour l'homme, qu'il est l'animal le plus sanguinaire qui soit sur cette terre. Toutes ces affirmations deviennent avec le temps des banalités affligeantes… Pourtant ce que j'ai vécu est plus complexe et, au bout du compte, je préfère ne retenir que le côté « agneau » du genre humain. Partout où je passe, les autres me fascinent. Plongé dans d'autres cultures, je cherche à comprendre le fonctionnement, de telle ou telle coutume, je m'émerveille. Cela a été le carburant de toutes mes actions de combattant spécialisé. Qu'elles soient amies ou ennemies, contacts ou objectifs, ces personnes que j'approchais dans un but précis m'intéressaient au-delà de ce qu'elles représentaient durant la mission concernée. C'est sans doute pour cela que j'ai pu me rapprocher d'elles, alors qu'elles étaient réputées inaccessibles. Même lorsque tout nous oppose, il m'est encore possible de m'entendre avec eux, d'échanger et de trouver des solutions inattendues — comme lors des négociations avec Abou Zeid, le redoutable chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), j'y reviendrai… J'aime l'étranger, la découverte, les rencontres ; je parcours régulièrement les steppes de Mongolie, où Icare dispose d'une antenne permanente afin de valoriser la culture nomade locale. Nous y aidons les éleveurs de yacks à se réapproprier leur économie tout en préservant leur cadre de vie.

Enfin, si je n'ai guère brillé dans la langue de Shakespeare pendant mes études, je suis désormais polyglotte : je parle anglais, allemand et il me reste quelques notions de khmer.

Tout pour être heureux ? Ma nouvelle vie me plaît mais ne me comble pas… La transition est délicate. Ma femme, épuisée par ma carrière d'agent secret, pensait substituer aux nuits d'attente anxieuses des soirées douillettes près de la cheminée, des petits déjeuners tardifs

et des balades en forêt. Elle me rêve en père tranquille à la maison, qui arrose les géraniums et bricole ses voitures. Les mois passent, je fais des efforts, j'essaie de prendre goût à la retraite sereine et aux hortensias, mais je me sens dépérir. Tondre le gazon, tailler la haie, ça va un temps ! J'ai quitté le service Action, mais je n'arrive pas à « ralentir ». Hélas, plus j'étouffe, plus je culpabilise : trente ans que ma femme — qui a élevé nos deux merveilleuses filles — attend cette après-carrière paisible. C'est elle pourtant, bien avant moi, qui comprend qu'elle n'obtiendra jamais ce qu'elle souhaite. Je n'y arriverai pas. Je ne le sais pas encore mais, elle, elle s'en est rendu compte. J'ai trop la bougeotte. Trop le goût de l'aventure et de la découverte des autres cultures.

2
Face à Al-Qaïda

Le goût de l'aventure me rattrape par le col alors que je redouble d'efforts pour lui tourner le dos. En septembre 2010, Abou Zeid, le chef d'AQMI, vétéran algérien du Front islamique du salut (FIS) puis du Groupe islamique armé (GIA), enlève sept salariés de Vinci et d'Areva sur le site minier d'Arlit, au Niger : cinq Français, Françoise et Daniel Larribe, Marc Féret, Pierre Legrand, Thierry Dol, ainsi que le Togolais Alex Kodjo Ahonado et le Malgache Jean-Claude Rakotoarilalao. Il les détient dans le labyrinthe de l'Adrar des Ifoghas, au nord du Mali.

Lorsque les otages sont capturés, je coule des jours paisibles — trop paisibles, à mon goût — dans la région de Perpignan, où nous sommes installés ma femme et moi. J'apprends la nouvelle un peu distraitement. Je ne suis ni lié à un des otages ni salarié de Vinci ou d'Areva, et je n'appartiens plus à la DGSE depuis 2008. Bien sûr, je connais la région comme ma poche, j'y ai noué des amitiés solides, et à la tête de ma société, j'ai élaboré le protocole de sécurité des sites Sogea-Satom au Mali. Mais je ne me suis jamais occupé du site d'Areva au Niger, où les otages ont été enlevés, je ne me sens donc pas directement impliqué…

Je viens juste de revenir de Niafunké au Mali, où je supervise la mise en œuvre d'une base vie pour le chantier de la route Léré-Tombouctou, quand Jean-François Laugerette, le directeur sûreté de Vinci, m'appelle pour me confirmer la mauvaise nouvelle. Je passe quelques coups de fil à mes réseaux et j'attends. Quelques minutes plus tard, j'apprends le passage, aux aurores, d'une colonne de cinq pick-up d'AQMI en provenance du Niger voisin et se dirigeant dans le nord de Kidal. La particularité est que « des Blancs » ont été identifiés dans les véhicules.

J'ai parcouru le Sahel en long et en large et j'ai de puissants contacts touaregs que je considère comme des amis très proches, presque des parents ; par eux je capte rapidement de nouvelles informations. Je les transmets aux entreprises qui, particulièrement inquiètes, les transmettent à leur tour à qui de droit afin de vérifier ou recouper mes indications. Mes retours d'information sont ainsi attestées par les services secrets. Vinci et Areva ont compris que j'étais déjà, malgré moi, mêlé à leur problème. Ils savent désormais que je leur serai précieux grâce à — ou à cause de — mon organisation opérationnelle qui couvre les chantiers que je supporte en pleine zone

d'action d'AQMI. Immédiatement, ils me font confiance.

Imaginez l'atmosphère feutrée et froide d'une salle de réunion d'un géant du CAC 40. Ces gens en costume-cravate savent mener une contre-offensive pour neutraliser une OPA, organiser une cellule de crise en cas de chute libre du cours en Bourse et ouvrir… un parachute doré, mais la situation à laquelle ils font face aujourd'hui les dépasse complètement.

Quelques jours plus tard, je quitte Perpignan afin de transmettre d'autres renseignements stratégiques et hautement sensibles. Le genre de détails qu'on ne communique ni par téléphone ni par mail, mais qu'on délivre de vive voix, les yeux dans les yeux… Je rencontre le général Chéreau, le directeur sûreté du groupe Areva. Il a entendu parler de moi et mes explications ne laissent aucun doute dans son esprit. C'est purement incroyable mais je suis déjà au contact des preneurs d'otages par le biais de mes antennes. La connexion directe avec eux n'est pas réalisée mais elle est très facile à imaginer. Pour autant, nous ne bougeons pas.

L'automne s'écoule tandis que nous recherchons sans cesse des informations auprès des autorités maliennes et françaises. AQMI, qui a revendiqué l'opération, ne réclame rien. Aucune demande de négociation… rien. Surprenant et inquiétant ! Le temps passe et les semaines s'égrainent lentement dans le silence assourdissant des autorités maliennes et françaises.

Les entreprises s'alarment et, fin novembre, soit près de trois mois après l'enlèvement, finissent par me demander mon avis. Difficile de ne pas répondre compte tenu des renseignements dont je dispose. Fin novembre la situation est trop insupportable et Vinci me pose la question de confiance. Comment faire ? Je sais comme tout le monde que les otages ne sont pas morts, car AQMI l'aurait déclaré officiellement. De plus mon réseau me le confirme. Les ravisseurs attendent donc quelque chose. Mais quoi ? Jean-François Laugerette est pressé par Xavier Huillard, le PDG de Vinci, qui s'inquiète. Naturellement Vinci me demande comment procéder, comme s'il existait une recette miracle !

« Le mieux est de demander directement à Abou Zeid ce qu'il veut faire des otages. » Laugerette est stupéfié par mon affirmation. Il me regarde, ébahi, et me rétorque : « Oui, c'est cela, il suffit d'aller lui demander, c'est simple. Et qui va lui poser la question ? » Le temps a de nouveau suspendu son cours. Le regard dans le vide, je sens ma respiration calme et profonde. Je connais cette impression, je l'ai ressentie quelquefois pendant ma carrière d'espion. « Ben, moi… J'irai à sa rencontre ! » lui dis-je en replongeant mes yeux dans les siens. Je pèse chacun de mes mots et constate l'effroi de Jean-François Laugerette. Sidéré, il comprend que je ne plaisante pas. Et, me

connaissant un peu, il sait qu'il ne pourra me dissuader. Son envie de porter secours à ses employés et la pression de Xavier Huillard font le reste. Inquiet tout de même à l'idée de ce que je pourrais entreprendre, il proteste mollement : « C'est de la pure folie, comment peux-tu imaginer aller rencontrer ces gens ?

— Très simplement, Jean-François, je vais aller seul le rencontrer et je lui poserai la question. C'est tout. On sera fixé ! » À cet instant, je précise à Jean-François que je ferai cela dans un cadre contractuel différent de celui qui me lie déjà avec la filiale de Vinci pour le chantier routier. Nous nous mettons d'accord sur le fonctionnement de cette prestation de négociation et sur ma rémunération. Je ferai de même plus tard à Paris au siège d'Areva avec Anne Lauvergeon et Jean-Michel Chéreau.

Jean-François Laugerette met alors tout en œuvre pour parler de cette option à Vinci et Areva… mais aussi aux services secrets français, mes anciens employeurs, que j'ai abandonnés deux ans plus tôt. Il explique à chacun que je ne suis pas si fou que cela. Les services lui confirment que je sais de quoi je parle et que personne pour le moment n'a établi de contact pour négocier. La DGSE est le seul organisme en France capable de piloter une négociation d'otages à l'étranger. Elle est structurée et mandatée pour cela. Il peut y avoir tout un tas d'habillages autour de son action, mais elle reste la seule à finalement conseiller le président de la République… C'est comme cela que se sont passées toutes les libérations d'otages qui ont fonctionné. Sans aucune exception.

Laugerette reprend mes explications : « La première étape fondamentale pour Jean-Marc est de tenter de savoir si AQMI souhaite négocier. » Dans le regard de ses interlocuteurs, il voit bien que cette idée soulève plus une cascade d'interrogations qu'elle n'apporte de solutions. Ses interlocuteurs se concertent plusieurs minutes pour se donner une contenance — et l'illusion de maîtriser la situation — mais très vite la question centrale lui est posée : « Comment établir une relation avec les ravisseurs ? » Il explique que je propose de rencontrer personnellement Abou Zeid dans son repaire de l'Adrar des Ifoghas. Les regards se croisent, les visages traduisent la perplexité des décideurs. « C'est impossible… on risque d'avoir un otage supplémentaire… On risque de nous en imputer la responsabilité… Que disent les services spéciaux ? » Les deux directeurs sûreté confirment ces risques mais précisent que « Jean-Marc Gadoullet est un fin spécialiste et pas du tout une tête brûlée. Il est réputé au service Action, il est une référence unanimement reconnue, un officier extrêmement compétent et honnête… ».

Le dernier jour du mois de novembre 2010, la réponse tombe de la bouche de Xavier Huillard. Areva et Vinci acceptent mon option et

les termes de ma proposition. Aussitôt, ils me demandent de déclencher mon protocole. Jean-François Laugerette est alors avec moi à Bamako où je me suis préparé au cas où. « Tu as le feu vert de notre PDG pour dérouler ton plan », me dit-il.

C'est irréversiblement décidé, je vais parcourir une centaine de kilomètres dans ce désert où plus une âme sensée ne s'aventure…

Ai-je le courage de traverser ce no man's land entre la civilisation et la barbarie ? Suis-je partant pour un tête-à-tête avec le chef des djihadistes d'AQMI ? « Oui. » La réponse claque, ferme et définitive, suivie d'un silence très cinématographique. Presque personne n'ose reprendre la parole. Je détecte bien que mes interlocuteurs se demandent, l'espace d'une fraction de seconde, si je ne suis pas fou ou suicidaire, mais ils se rappellent l'instant d'après que je suis leur seule solution plausible et validée et qu'ils ont face à eux un ancien colonel de la DGSE. Ils savent que je fais partie de la toute petite poignée d'hommes capables de mener à bien ce genre de mission non conventionnelle et à haut risque.

Je le concède, je n'ai jamais eu l'occasion jusque-là de rencontrer un chef djihadiste pour simplement lui parler. On est le 1er décembre 2010 et je commence déjà par envoyer une estafette touareg dans le grand Nord malien, chargée de prendre contact avec Abou Zeid ou un de ses lieutenants et lui poser la question d'une entrevue au nom des sociétés que je représente. Juste entre lui et moi. Quatre jours plus tard le messager revient avec une réponse négative… Le fait que le contact ait eu lieu est déjà une bonne nouvelle. Alors je lui demande de repartir en insistant et je lui donne quelques éléments de langage… J'attends son retour avec fébrilité. Pour ne pas trop gamberger, je me plonge dans une préparation opérationnelle effrénée. Je m'isole pour construire la mission dans le moindre détail. Je passe en revue les cas non conformes qui me font craindre le pire. Les nuits sont de plus en plus courtes et le sommeil ne vient plus. L'isolement forcé contribue au ralentissement du rythme physiologique. Moins de sommeil, moins d'appétit, mais plus de lucidité. La mission se construit pas à pas. L'éventail des cas non conformes se dessine et contribue à me conforter dans mon sentiment que cette mission est réalisable. Objectivement réalisable. Ce matin-là, je ne m'attends à rien. La mission occupe déjà tout mon esprit. Le messager, Ahmada, est revenu entre temps. La réponse d'Abou Zeid est presque une question : « Si tu veux venir, alors tu peux venir. » Je réponds immédiatement : « D'accord. »

Alea jacta est — « le sort en est jeté », selon la formule de Jules César. Qui sait, je viens peut-être de prendre un aller simple pour l'enfer ? J'ai connu des dizaines de situations à risque, jamais d'une

telle ampleur… Je prends un coup au moral. Ce qui n'était jusqu'alors que l'hypothèse d'un rendez-vous avec le diable devient réalité. Je frissonne : je reste quand même Monsieur Personne… qui va partir seul à la rencontre de l'émir incontesté d'AQMI. « Ça va aller ? Tu es certain de ce que tu fais… Tu sais, personne t'en voudra si tu décides de te rétracter. Fais ce que tu sens », me lâche Jean-François Laugerette, un peu gêné de la situation. Mais pas question de reculer, ni de changer d'avis. Les frissons d'effroi sont rapidement noyés par un véritable flot d'adrénaline et l'impatience d'être dans l'action.

Je ne suis plus un combattant spécialisé du 11. Je suis libre de toute obligation. J'ai une femme qui a supporté ma vie de nomade pendant plus de vingt-cinq ans et deux grandes filles adorables. Qu'est-ce qui me pousse alors ? Pourquoi est-ce que j'accepte ? Est-ce mon ancien statut d'officier ? Est-ce l'habitude de protéger ma patrie, d'aider les ressortissants français ? Ou plutôt cet esprit d'équipe, acquis pendant plus de quinze ans aux côtés des hommes extraordinaires de mon unité ? Sans doute tout cela à la fois… Je m'organise pour rejoindre le repaire d'Abou Zeid dès l'hiver 2010.

Je pars avec l'aval de la DGSE qui s'est entretenue à Paris avec les deux entreprises, mais je n'agis en aucun cas en son nom. En fait je comprends déjà ce qui se trame en coulisse. La DGSE n'a pas encore établi de contacts sérieux ou crédibles. Des émissaires africains ont sans doute cherché à créer un lien de confiance indispensable, mais rien qui soit suffisamment solide pour déterminer la direction du service sur une option. Les sempiternelles barbouzes françafricaines qui font normalement la roue du paon dans les salons présidentiels parisien et africain n'ont pas fait mieux… Du vent que la DGSE n'a pas validé. Avec moi elle sait que le contact sera direct, si toutefois je reviens de cette aventure. Ce serait une belle réussite, car les négociations d'otages sont des opérations compliquées, même pour des services secrets, tant les escrocs de tout poil sont nombreux et ingénieux pour prétendre avoir le contact et la capacité de négociation…

Je fais le choix de ne rien dire à ma femme. Je prétexte une mission sur la base de Niafunké qui ne sera couverte ni par les réseaux ni par Internet. Inutile qu'elle se fasse du souci. Au moment de quitter Bamako, je laisse cependant une longue lettre à Jean-François Laugerette, le directeur sûreté de Vinci, qu'il aura pour mission de lui remettre au cas où les choses tourneraient mal. Je sais trop bien la façon dont la réalité est maquillée dans ces cas-là. Et le voile de mystère — lorsqu'il ne s'agit pas purement et simplement de mensonge — qui nimbe toujours la mort d'un espion… ou d'un ex-espion. Un très haut fonctionnaire me préviendra d'ailleurs plus tard : « L'histoire sera réécrite, quoi qu'il arrive. » Cette lettre, c'est une

garantie pour être certain que la « vérité vraie », les faits tels qu'ils se seront réellement déroulés, seront connus, au moins par ma femme.

16 décembre 2010. Deux semaines après avoir accepté de m'occuper du sujet, je pars enfin à la rencontre d'Abou Zeid. Le V6 de mon pick-up vrombit. De Bamako jusqu'au lieu où sont retenus les otages, dans le massif des Ifoghas, il y a plus de mille cinq cents kilomètres. Je pars avec Ahmada et son conducteur touareg que je ne connais pas, sans arme sur moi. Notre véhicule est spécialement préparé pour réaliser le parcours sans ravitaillement intermédiaire à compter de Hombori, qui se trouve à mi-chemin entre Bamako et Gao. Hombori est une étape impérative pour nous et elle le restera à chacune de mes missions. Les autocollants de Sogea-Satom sont mis en évidence sur le véhicule et je m'impose de porter une tenue de travail de cette même société. Ainsi, mon passage de chaque contrôle routier est totalement balisé jusqu'à Gao, où je change de profil, avant de m'enfoncer dans le désert, pour adopter une apparence plus discrète, habillé en touareg dans un pick-up débarrassé de ses logos d'entreprise.

Le risque, tout au long du parcours, ce sont les coupeurs de route. Nous roulons de longues heures, d'abord sur le bitume, puis à partir de Gao sur la piste et le sable. Nous sommes installés tous les trois à l'avant, moi au milieu, mal assis ; le frein à main me perfore les reins. La fatigue s'accumule, le stress est palpable et le trajet semble interminable. Les portraits superbes ne parviennent pas à nous détacher de notre anxiété.

Soudain, après plus de huit heures de piste, un moudjahid surgi de nulle part s'interpose sur la piste. Un vrai caméléon du désert, dont le pick-up est caché sous un arbre. Le combattant fait rapidement le tour du véhicule et demande à mes accompagnateurs si je possède quelque chose de compromettant. AQMI redoute que je sois truffé d'appareils sophistiqués permettant de localiser le lieu de rendez-vous où l'émir sera présent… La pression est à son comble, mes amis touaregs aussi sont nerveux. Consigne nous est donnée de rouler au pas une trentaine de minutes jusqu'à un dédale de rochers où un autre combattant nous attend. Nous obéissons sans broncher jusqu'à retrouver ce second moudjahid. La tension monte encore d'un cran. Nous sommes amenés à le suivre avec notre pick-up en restant à une distance respectable.

Plus d'une heure après, nous apercevons une arête rocheuse particulièrement impressionnante dont la forme rappelle un gigantesque dinosaure allongé. Le massif abrite un étroit canyon dans lequel nous pénétrons à pied. J'avance à pas lents. Avec l'ombre, la température chute et la pression monte ; mes yeux ne sont pas encore

habitués à ce clair-obscur mais je sens les regards sur moi.

Je marche comme un animal aux abois car je préfère adopter un profil très bas. Tous mes sens sont en éveil. Je retrouve petit à petit mon acuité visuelle et je distingue dans la pénombre de chaque bloc de granit, sur chaque arête, un combattant dressé, tunique au vent. Malgré mon extrême concentration, l'idée me traverse l'esprit que la scène est digne de *Lawrence d'Arabie* ! Pour les moudjahidine d'Abou Zeid aussi le moment est intense. J'aperçois l'un d'entre eux qui me vise au lance-roquettes, mais je comprends qu'il utilise en fait sa lunette pour me regarder de près. De leur point de vue, un émissaire arrive. Un Français. Il ne peut être que très sûr de lui, ou complètement fou…

Je suis escorté jusqu'à plusieurs hommes assis en tailleur sur des tapis, autour de quelques plats. Un long frisson remonte ma colonne vertébrale : je reconnais Abou Zeid. Il ne bouge pas. Tout le monde se présente tour à tour en commençant par Fayçal, le traducteur d'Abou Zeid, puis l'émir prend la parole : « Vous êtes qui ? Et vous voulez quoi ? » Sans broncher je me présente. « Je suis Jean-Marc, envoyé par Areva et Satom. » Un combattant m'interrompt. C'est Barbe rouge, l'un de ses lieutenants, qui se lève pour s'adresser à moi en français. Après un long prêche, il me presse : « Alors, quelle est ta décision ? Tu te convertis ou pas ? »

Je lance un regard furtif à Ahmada qui s'était installé à ma droite. Son regard sombre me supplie de faire attention à ma réponse. Je m'attendais un peu à ce genre de question mais je ne l'imaginais pas à ce stade de l'entrevue. Je réponds que je suis croyant, catholique et que je ne peux pas me convertir comme ça. « Cela demande de la réflexion et surtout du temps pour lire le Coran. Je suis curieux et je vous garantis que je me procurerai un livre pour l'étudier. » L'échange est tendu. Je pèse au trébuchet chacun des mots que je formule, convaincu que l'emploi d'un seul terme malheureux peut être l'étincelle susceptible de faire exploser Barbe rouge.

Puis Abou Zeid repose sa question, son interprète traduisant dans un français impeccable : « Vous êtes qui ? Et vous voulez quoi ? — Je suis Jean-Marc, envoyé par Areva et Satom. Je viens pour libérer les employés que vous avez enlevés à Arlit au Niger, sur la base d'Areva en septembre dernier. » « La France n'aime pas l'islam », m'arrête Abou Zeid. J'objecte que c'est faux, qu'il y a de nombreuses mosquées en France. Les lieutenants se cabrent, choqués que je tienne tête à leur chef. Je dois avouer que je ne suis pas vraiment rassuré par ces réactions. Ma force, c'est que je sais n'en rien laisser paraître. Ma formation me l'a appris, puis quinze ans de missions sur le terrain ont fait de cet apprentissage une seconde nature. J'argumente calmement, sans heurter leurs certitudes mais sans nier ma foi, ni mes convictions.

Ce sont des croyants — intégristes, bien sûr, au service d'un Dieu dont ils sont persuadés respecter à la lettre le message —, je prie différemment, mais je suis croyant moi aussi, cela nous ouvre un espace commun de dialogue. De toute façon, l'enjeu n'est pas de les convaincre, de les faire changer d'avis. Je ne suis là que pour une seule raison : récupérer les otages et les ramener sains et saufs.

La discussion se prolonge, très éprouvante à cause du stress et de la concentration qu'elle exige. Nous abordons de nombreux sujets, importants dans leur perception générale de ma position. Certains évoquent la question du voile en France, d'autres insistent sur la relation des Français à l'islam. Chaque fois, je réponds sincèrement en rappelant que l'islam est protégé par nos institutions au même titre que toutes les autres religions. Le nombre croissant de mosquées ou de salles de prière est d'ailleurs là pour en attester. En me tenant à ce discours modéré, sans polémique, je parviens à calmer les esprits et à en terminer avec les questions sans intérêt.

La discussion cesse enfin, sans qu'aucune décision n'ait été prise. Abou Zeid et ses lieutenants se retirent d'un même mouvement, comme pour délibérer en conclave. Je reste seul avec Ahmada. Une arme est laissée sur la natte à moins de deux mètres de moi. Je ne la regarde pas et me concentre sur le plat qui m'a été offert. Une fumée noire, ou blanche, sortira-t-elle bientôt de la grotte où les dignitaires d'AQMI palabrent ?

Je reste là, seul, incapable de dire si j'ai marqué des points ou perdu toute chance d'obtenir gain de cause.

Les heures passent, interminables. De quoi discutent-ils au juste ? De la liste des otages qu'ils consentent à libérer ? Des conditions de l'échange ? Ou alors de la perspective de ne pas me laisser repartir ? De faire de moi un prisonnier de plus ? Pire, de m'exécuter ?

La nuit est tombée, les phares des pick-up s'allument. Les hommes d'Abou Zeid m'apportent des coquillettes et un soda, une marque algérienne proche de l'Orangina que je connais bien mais dont je n'apprécie pas du tout le goût. Ils me proposent un lit de camp, je m'y allonge un peu sans parvenir à trouver le sommeil. Plus tard dans la nuit, un moudjahid s'avance, me dit qu'Abou Zeid demande à me parler à nouveau. Seul à seul, cette fois.

Sherika, Sherika, Sherika, ce mot, ou ce nom, revient sans cesse dans sa bouche, au milieu de presque toutes ses phrases. Il scande son discours, cingle ses propos puis part résonner contre les parois des rochers, refroidis à cette heure avancée de la nuit. Sherika, Sherika, Sherika… Je suis persuadé qu'Abou Zeid me parle de quelqu'un mais je ne sais pas de qui. Je n'ose pas l'interrompre, cependant, dès que l'occasion se présente, je me tourne vers Fayçal, l'interprète, pour

savoir qui est ce « Sherika » dont le chef d'AQMI évoque le nom sans cesse ? Abou Zeid dispose de son interprète personnel, mais je n'ai qu'une confiance limitée dans ses traductions, aussi Ahmada Ag-Bibi assure-t-il pour moi un contrôle sur tout ce qui est dit. Mais là je suis seul avec l'émir et Fayçal. De son côté, Ahmada s'était rapproché de quelques djihadistes qui semblaient vouloir entamer la discussion avec lui. Il devait récupérer des informations sur les intentions de leurs chefs au sujet des otages et de cette négociation naissante. Sa présence et ses retranscriptions me permettent d'être certain de saisir toutes les nuances des propos d'Abou Zeid. « *Sherika*, cela signifie "sociétés", en arabe », m'explique Fayçal. *Sherika*, ce sont donc les compagnies Areva et Vinci. Le mot s'imprime au fer rouge dans ma mémoire, je ne l'oublierai plus jamais.

La discussion reprend, qui dure une longue partie de la nuit. Abou Zeid fustige les « mécréants », l'Occident. Je crois qu'au fond de lui, il se demande si je ne suis pas fou. Le petit homme qui me fait face n'a beau mesurer qu'un mètre soixante, il est impressionnant. Le chef d'AQMI est froid, son regard perçant, pourtant il me fixe rarement dans les yeux. J'avance sur un fil, un seul mot de travers peut me faire trébucher… définitivement. Je sais qu'Abou Zeid est capable, d'un instant à l'autre, d'exécuter quelqu'un — c'est du moins sa réputation. Cette nuit-là, nous parlons de tout : de la vie, de la religion, de ma famille, de ma carrière dans l'armée. Il pose beaucoup de questions, exige des détails.

Règle d'or : ne jamais mentir, ou seulement par omission. Une seule incohérence saperait le semblant de confiance que nous cherchons à établir. Je lui répète régulièrement que je suis là pour récupérer mes amis. Je le regarde faire, tandis qu'il m'écoute, des dessins dans le sable. Il trace des figures géométriques, souvent circulaires. Je ressens ce sentiment étrange qui m'a plusieurs fois envahi, cette impression qu'au bout du compte, la vie d'otages — mais aussi la mienne, à ce moment précis —, les intérêts géopolitiques les plus stratégiques ne tiennent qu'à la réussite d'une rencontre entre deux hommes, au milieu du désert. Le terme est sans doute mal choisi, mais je devine qu'Abou Zeid m'« apprécie », que le courant passe en quelque sorte. Il me dit que je suis son ennemi, qu'il est en guerre contre la France et qu'il fera tout pour que notre civilisation décadente disparaisse. Il ajoute qu'il mourra lui aussi à coup sûr dans ce combat, dont il ne verra pas l'issue. C'est sa volonté profonde. La notion de temps n'a pas de prise sur les musulmans pratiquants et les intégristes en particulier. Obéissant à une logique de suprématie religieuse à très long terme, ils ne sont pas pressés. Si les événements s'accélèrent ici ou là, ils se surprennent à croire qu'ils verront le « grand soir »… sinon ils attendent patiemment en se réunissant et en priant.

Abou Zeid m'explique combien nous sommes décadents et ne méritons pas d'être les descendants de ces générations qui ont colonisé une bonne partie de la planète… combien nous sommes corrompus, nous et pas seulement nos dirigeants… comment nous pouvons voter des lois que nous n'appliquons pas dans tous les registres de la vie courante, y compris en ce qui concerne les musulmans vivant en France… comment, dans ces conditions, pouvons-nous encore oser jouer un rôle de premier plan alors que nous ne nous respectons pas ?… Je le laisse vider son sac. Cela lui fait sans doute plaisir de me dire ce qu'il pense de mon pays. Je pourrais acquiescer et aller dans son sens, mais ce n'est pas dans ma culture ni dans mes habitudes. Je lui réponds donc le plus calmement du monde : « Non, tu te trompes, ceux qui t'ont raconté cela t'ont menti pour te dresser contre nous, car tu es un combattant valeureux qui est utile pour leur cause. Ceux-là ont exagéré des situations qui se produisent chaque jour en France et qui les surprennent car notre style de vie n'est pas le vôtre, notre culture est différente de la vôtre, mais nous ne sommes pas ce que tu me décris. Nous, peuple français, ne sommes ni corrompus ni décadents. Nous votons et élisons nos représentants et ces derniers ne sont pas totalement libres de nous trahir ou nous mentir. Ce n'est pas toujours simple, ni garanti, mais nos politiques sont contraints, même si pas assez à mon goût… Nous appliquons nos lois et nous pouvons mettre nos dirigeants devant des juges… Tu te trompes pour ce qui concerne les très nombreux musulmans qui sont en France. Ils vivent très bien et nous faisons appliquer nos lois, même en ce qui les concerne. »

Je m'arrête là. Je ne dois pas devenir irrespectueux même si cela me démange. Je reviens sur le sujet des otages et Abou Zeid me renvoie sur une autre discussion. On parle de voitures et de la puissance des pick-up Land Cruiser. Il est surpris lorsque je lui dis que la marque est le premier constructeur mondial, il pensait que c'était Mercedes. Il veut tout savoir sur tout. On dirait qu'il est parti sur une autre planète et qu'il a perdu tous ses repères. Il m'avoue qu'il n'a pas mis les pieds dans une ville depuis si longtemps qu'il ne peut pas imaginer ce que sont nos villes françaises à ce jour, même si Internet lui donne accès ponctuellement à des informations. Cet homme est très dangereux car il s'est construit son monde intérieur, sa logique et sa loi avec comme seule référence ce qu'il pense connaître des enseignements religieux. Le Coran pour seule loi, les combattants pour seuls compagnons, la France pour seul ennemi… Il m'explique enfin qu'il respecte mon attitude car le Coran lui permet de parler avec son ennemi dans le cadre d'une sorte de trêve. Tout cela, je le savais déjà et je sais aussi que le moindre dérapage de ma part peut donner prétexte à sortir de ce cadre et m'exposer au pire. Je sais que certains

pourraient demander à Abou Zeid de me garder comme otage. Un ancien colonel de la DGSE — car je lui ai révélé mon passé — a de la valeur à leurs yeux. Ils ne savent pas qu'il en a moins aux yeux des dirigeants français que ceux que je suis venu chercher.

Quand la plupart des négociateurs occidentaux arpentent les halls des grands hôtels internationaux, pérorent dans les antichambres des palais présidentiels et missionnent chèrement leurs intermédiaires pour prendre des risques à leur place, le chef d'AQMI manifeste une forme de respect pour mon courage. Je suis là, seul, face à lui. Il peut faire de moi ce qu'il veut, Abou Zeid le sait, et sait que je le sais. Pourtant, la discussion progresse, la confiance fragile que nous cherchons à établir semble possible. Je suis venu le voir avec des propositions. Certaines ne sont pas réellement crédibles mais je les dégoupille une à une, comme autant de grenades anti-incendie destinées à faire baisser la tension d'un cran lorsqu'elle grimpe au-delà du raisonnable. Il faut surprendre et rester crédible.

Première proposition : je soumets l'idée au chef d'AQMI d'une rencontre avec des journalistes, que je pourrais conduire jusqu'à son repaire. J'argumente, j'égrène les avantages : « Pour que le monde apprenne qui vous êtes, pour transmettre votre message exact. » Deuxième proposition : l'organisation d'un rallye moto qui pourrait passer près d'une position d'AQMI — concrètement, la mise en scène d'une opération de communication. « La scène est filmée, vous apparaissez sur une dune, les motards vous aperçoivent au loin et vous leur adressez un signe de la main. L'objectif serait de montrer que vous n'êtes pas des bêtes sauvages comme tout le monde le pense. » Enfin, dernière proposition, j'évoque l'idée d'intégrer Abou Zeid et ses hommes au protocole de sécurité des chantiers. Je me souviens de ma formule : « Je préfère être protégé par le loup plutôt que par les agneaux qui vont se faire dévorer par le loup. »

L'émir d'AQMI m'écoute attentivement. Parfois, un rictus anime son visage parcheminé, sans que je sois capable de dire s'il est suscité par l'intérêt, l'agacement, ou s'il s'agit d'un simple tic nerveux. Les heures filent, déjà l'aube éclaircit ce qu'il reste de la nuit. Soudain, Abou Zeid se lève et prend congé de moi sans me dire quelle décision il a prise.

Dans la matinée, Abou Fayçal me rejoint. L'interprète d'Abou Zeid me demande de partir avec mes guides et de rejoindre le point de rendez-vous intermédiaire où nous attendrons la décision finale. Je comprends que nous allons devoir patienter, des réunions vont encore avoir lieu entre le chef d'AQMI et ses combattants. Rien n'est fait, Abou Zeid va devoir défendre sa position sans bousculer ses lieutenants. Il doit obtenir un consensus sans avoir l'air de l'imposer

trop fermement.

Nous passons la journée assis contre un rocher, à l'ombre qui disparaît avec le mouvement du soleil. Les interrogations me minent. L'attente est interminable. Ahmada est inquiet et me transmet son malaise. Je le questionne pour essayer de me rassurer, mais ses réponses sont plus inquiétantes qu'apaisantes. Adaman, faux nom donné par le pilote qui souhaite rester anonyme, ne m'aide pas non plus, car je sens ses craintes durant cette interminable attente.

En fin d'après-midi, l'adjoint surgit avec son pick-up. Il me tend un petit calepin à spirale. À l'intérieur, les réponses détaillées du chef d'AQMI à chacune des propositions que je lui ai faites. Pour les journalistes : « Ça nous intéresse, nous en reparlerons » ; pour le rallye moto : « C'est compliqué, pas pour le moment » ; pour la sécurité des chantiers : « C'est un sujet intéressant. » Mais il y a mieux : dans un texte manuscrit en français, authentifié à l'encre rouge de l'empreinte digitale d'Abou Zeid — le détail est important, car il sera la preuve, aux yeux des entreprises concernées et des autorités françaises, que le contact a bien été établi —, Al-Qaïda au Maghreb islamique demande la libération de Sanda Ould Bouamama, un petit trafiquant mauritano-malien détenu à Bamako. Je comprends très bien l'enjeu : il s'agit d'un test pour savoir si je suis crédible. J'ai assuré Abou Zeid que j'étais capable de discuter avec les autorités maliennes et françaises et il veut en avoir le cœur net.

Pick-up, désert et retour à Bamako…

Début janvier 2011, quand j'apprends par les médias que Sanda Ould Bouamama s'est échappé, je comprends qu'Amadou Toumani Touré, le président malien, qui suit avec le plus grand intérêt l'avancée de ma mission, a accepté la demande de libération, tout en trouvant un prétexte pour qu'elle n'apparaisse pas officiellement. Le deuxième round de négociation est donc enclenché.

Quelques jours plus tard, je fais une deuxième fois le chemin vers la cache d'Abou Zeid. Quarante-huit heures de route épuisantes sur une piste cahoteuse et inconfortable — la poussière qui vole, crisse sous les dents et assèche le larynx —, puis le désert. Je songe à cette étrange guerre de religion dans laquelle je me retrouve impliqué. J'avais promis à Barbe rouge que je m'intéresserais au Coran, ce que j'ai fait. Je l'ai avec moi et je le lis lorsque je n'ai rien à faire. J'en ai conclu que son application stricte est impossible de nos jours avec nos mentalités et incompatible avec notre culture. Le danger c'est non pas l'islam mais l'intégrisme. Les jeunes qui quittent la France pour faire le djihad sont-ils convaincus par ces thèses ? Je crois plutôt qu'ils partent vivre une expérience et qu'il y a derrière ce départ beaucoup d'ignorance et, parfois, de désespoir. Je me souviens d'un jeune

djihadiste venu me voir pour savoir à quoi ressemblait le monde extérieur. Il n'en avait aucune idée…

Les rochers, les canyons étroits, me revoilà en territoire hostile. Cette fois-ci, le rendez-vous est prévu sur un autre site, toujours près de la frontière algérienne, au nord de Kidal. En arrivant sur place, nous redécouvrons la garde rapprochée de l'émir qui paraît moins nombreuse. La forme de l'entrevue est moins protocolaire que la première fois. Je n'irai pas jusqu'à dire que l'ambiance est décontractée, mais j'éprouve moins de stress.

Un combattant s'approche de moi et me salue sans me toucher. Il se présente : Sanda Ould Boumama. Le petit trafiquant de pièces automobiles est là. Il parle sans retenue et semble plus avenant que les autres combattants. Nous engageons une conversation à bâtons rompus et je le laisse parler, avec l'espoir de capter une information utile pour mes démarches. Mais rien de bien intéressant. En revanche, en bon commerçant, il me propose de me vendre des pièces détachées pour le chantier de Satom ! L'offre m'arrache un sourire tant elle est culottée, et incongrue. Ce type ne perd pas le nord ! Il réapparaîtra plus tard à Tombouctou comme porte-parole des islamistes d'Ansar Dine (les Défenseurs de la religion), un groupe armé salafiste djihadiste.

Enfin, je retrouve Abou Zeid. La mise en scène est légèrement moins impressionnante : quelques dizaines d'hommes en armes pour sécuriser la zone et, au milieu, leur chef de guerre entouré de ses lieutenants. L'émir d'AQMI paraît beaucoup plus serein que la première fois. Abou Zeid est un combattant, j'ai moi-même longtemps été un soldat, alors je vais droit au but : « Maintenant vous savez qui je suis, désormais je veux que nous parlions de la négociation et de la libération. » L'échange dure, mais semble constructif. À la fin de cet entretien, Abou Zeid me tend deux lettres. La première, signée de son nom complet, Abdul Hamid Abou Zeid, est adressée à Nicolas Sarkozy. La deuxième, manuscrite, signée et authentifiée à l'encre rouge de son empreinte digitale, s'adresse au directeur de la société Sogea-Satom ; elle formalise une proposition concrète, que je retranscris ici textuellement : *Pour la libération de deux otages s'agissant du Togolais Alex et du Malgache Jean-Claude. Il vous faudra viser une rançon équivalente à 20 millions d'euros. Et que la paix soit envers ceux qui suivent le guide.*

Je sais que c'est inacceptable et je le préviens, par avance, de notre refus très prévisible. Il fait la sourde oreille et je n'insiste pas car, en matière de négociation, il est nécessaire d'obtenir un premier pas de sa part. Il nous appartient ensuite de revenir vers lui avec une contre-proposition et de négocier au final sur cette base. Nous le savons bien tous les deux.

Mi-janvier 2011. De retour à Paris, je transmets l'offre d'AQMI à Anne Lauvergeon et Xavier Huillard, les dirigeants respectifs d'Areva et de Vinci. La transaction proposée ne les satisfait qu'à moitié. Les deux sociétés campent sur la même position : « Pour ce prix-là (20 millions d'euros), nous voulons aussi un Français. » Je remonte voir pour la troisième fois Abou Zeid avec ce message… comme convenu.

Lors de cette nouvelle réunion, le décorum est moins imposant, la mise en scène moins martiale et intimidante. Au lieu de rendez-vous convenu, seuls deux pick-up surgissent, accompagnés d'un troisième équipé d'un canon antiaérien 23x2. Au total, nous ne sommes cette fois qu'une dizaine d'hommes ; rien à voir avec les démonstrations de force des épisodes précédents. Le rendez-vous se déroule très calmement, sans la tension créée par la présence d'un bataillon de djihadistes en armes. Je suis avec Ahmada Ag-Bibi, mon guide ; Abou Zeid est accompagné d'une poignée de ses lieutenants. L'adjectif est étrange, sans aucun doute, mais l'atmosphère me semble plus « conviviale ». Désormais, maintenant que nous nous connaissons, le chef d'AQMI m'apparaît moins intimidant. De là à dire que la négociation est une partie de plaisir, il y a un gouffre…

Abou Zeid reste inflexible, accroché à son offre initiale. L'émir entend libérer les otages séparément, « par dossiers », comme il dit. D'abord, les deux Africains. Ensuite, les Français répartis en deux dossiers. Je tente de le convaincre : « Si vous voulez que la négociation continue, il faut me donner un gage de bonne volonté et il me faut un Français. N'importe lequel. » Rien à faire. J'insiste. Une négociation marathon s'engage, une véritable guerre d'usure. Je remarque qu'Abou Zeid sonde en permanence l'avis des lieutenants qui l'entourent, qu'il ne prend jamais la parole, ni aucune décision, sans être sûr qu'elle ne suscite l'adhésion du groupe.

Il change d'avis plusieurs fois : oui pour trois otages, puis non, puis oui à nouveau… Entre-temps, il se braque, menace de tout annuler, une façon de constamment me maintenir sous pression. Je mets une offre, avec le nom d'un Français détenu, sur la table, sur la base des 20 millions d'euros qu'il réclame pour les deux seuls Africains : « Vingt millions, c'est beaucoup trop. Comme prévu les deux PDG ont refusé, pourtant je sais qu'ils veulent libérer les otages. Ils sont les seuls à vouloir le faire. L'Élysée ne le fera jamais et vous finirez par tuer les otages. Vous le savez, Nicolas Sarkozy ne vous donnera pas un centime. Et lorsque vous aurez tué les otages, il enverra un corps expéditionnaire au Mali pour vous faire la guerre. Ce sera très long et vous perdrez beaucoup d'hommes. Vous serez obligés de vous disperser un peu partout dans la sous-région et l'armée française

restera plusieurs dizaines d'années dans le Nord-Mali… Au final, personne ne gagnera et tu le sais. Alors je veux au moins inclure Françoise Larribe dans le premier dossier, et je veux que vous descendiez le prix. »

Abou Zeid réfléchit et opine : « Bon, d'accord, mais si tu repars avec Françoise, ça fait 7 millions d'euros en plus. » En mon for intérieur, je fulmine. J'ai l'impression d'être à une vente d'esclaves ! Il s'agit d'êtres humains, mais ce sont des négociations de marchands de tapis. La rançon vient donc de grimper à 27 millions, c'est du grand n'importe quoi ! Je réponds par un non catégorique. Et j'ajoute, excédé : « Ça n'est même pas la peine d'aller poser la question à Paris, ça ne sera pas 27 ! » Abou Zeid ne répond rien, il me dévisage. Je reprends la parole pour briser ce silence pesant et joue mon va-tout : « Il faut que je parte d'ici avec quelque chose d'acceptable, sinon je ne reviendrai pas ! » Au moment où je prononce ces mots, l'un des lieutenants d'Abou Zeid l'interpelle : « Puisqu'il risque de ne pas revenir, autant ne pas le laisser partir. » Sur le moment, je ne comprends pas le sens de ces mots prononcés en arabe. Je vois seulement le visage d'Abou Zeid s'animer d'un sourire inquiétant, tandis que les Touaregs qui m'accompagnent deviennent livides. Je ne sais pas encore précisément ce qu'Abou Zeid et son lieutenant se sont dit, mais je devine sans peine que plus que jamais, je suis au bord de l'abîme.

Je répète que « notre président Nicolas Sarkozy ne fait pas dans la dentelle. Il ne veut pas négocier avec vous et ne veut pas vous donner le moindre centime ». J'insiste sur le fait que seules les sociétés sont disposées à payer quelque chose pour retrouver leurs employés, mais il faut être raisonnable pour que ce soit réalisable. Je joue sur l'intransigeance de notre gouvernement. J'ajoute que le président ne fera pas d'exception pour moi, ni pour les otages — ce qui est bien évidemment totalement faux, car Sarkozy est très favorable à ce qu'Areva et Vinci parviennent à libérer leurs employés. Le rictus qui déforme la bouche d'Abou Zeid s'estompe. L'émir redevient impassible, aussi impénétrable qu'un sphinx. J'embraye, convaincu que le dénouement de la pièce — qui ne doit pas virer à la tragédie — se joue maintenant : « Abou Zeid, tu dois vraiment faire un effort ! Nicolas Sarkozy, le président français, ne donnera pas un centime pour libérer les otages. L'offre que je formule maintenant est à prendre ou à laisser, car il n'y en aura pas d'autre. »

Abou Zeid est intelligent, il entend ces arguments et redescend son prix pour la libération des deux Africains et Françoise Larribe. Mais c'est encore trop. Il faut autre chose, créer un électrochoc. J'improvise, avec cette formule que je lui lance presque au visage : « Bon maintenant ça suffit, les hommes, ce ne sont pas comme des

pommes ! » Le chef d'AQMI me dévisage, interloqué. Ahmada Ag-Bibi, mon guide touareg, se tourne vers moi, stupéfait, et murmure : « Tu es fou, nous n'allons jamais sortir vivants de ce pétrin. » Le chef d'AQMI a sa kalachnikov, dont il ne sépare jamais, à portée de main. Il regarde son arme… mais je vois tout de suite qu'il réagit bien. Ma dernière phrase l'interpelle, elle emporte sa décision. Abou Zeid me fait une nouvelle offre après avoir consulté une fois de plus son entourage. Ah enfin… le chiffre est moins inacceptable. Je suis satisfait, car la somme sur laquelle nous venons de nous accorder est en dessous de ce que les deux PDG sont prêts à accepter…

Pourtant je n'en laisse rien paraître. Au contraire, je feins de paraître ennuyé et je demande à parler seul à seul à Abou Zeid. Contre toute attente, il accepte. Il récupère sa PKM et me dit de me déplacer d'une trentaine de mètres. Il me rejoint avec Abou Fayçal. Je dois saisir cette chance pour améliorer encore la proximité que j'ai construite avec lui. « Abou Zeid, je te remercie pour l'effort que tu as fait… tu as convaincu tes soldats, mais c'est encore trop. S'il te plaît, fais un effort pour que je ne sois pas discrédité à Paris. Je suis ton seul et meilleur ambassadeur, alors aide-moi, descends encore un peu le prix et tu ne seras pas déçu… » À ce moment-là, Abou Zeid esquisse un sourire. Il me regarde. Regarde Abou Fayçal et lui dit un chiffre que l'interprète me retranscrit. C'est gagné ! Il accepte de baisser encore son offre et conclut : « C'est bon maintenant, va-t'en avec cela… » Je ne demande pas mon reste. Je me lève et l'assure de convaincre les deux PDG. Il opine et se retire.

Lorsque je remonte dans mon pick-up, je repars avec un accord sur un chiffre intéressant correspondant à moins de la moitié de l'offre initiale, mais aucun papier, aucune lettre officielle. Le contrat est formulé oralement et « sur l'honneur » en quelque sorte. Je quitte le repaire d'Abou Zeid, bien décidé à tailler ma route le plus vite possible. Pour gagner du temps, je décide avec mon guide de couper à travers le désert en utilisant une autre piste qu'à l'aller. Mauvaise idée !

Au loin, un nuage de poussière. Un pick-up vient de nous prendre en chasse. Une course-poursuite s'engage à plus de cent soixante kilomètres-heure dans les regs caillouteux du Nord-Mali. Heureusement, nous sommes à bord d'un véhicule surpuissant et Adaman a les réflexes d'un vrai pilote de rallye. Il enfonce la pédale d'accélérateur jusqu'au plancher. Le moteur V6 vrombit, la tôle tremble. Un caillou plus tranchant que les autres, un trou dans le sol, et l'accident pourrait nous être fatal…

La folle chevauchée dure plus d'une heure, incertaine, extrêmement tendue, digne des meilleures scènes de *Mad Max*. Nos

poursuivants se rapprochent jusqu'à moins de deux cents mètres de notre pick-up, dans nos rétroviseurs nous distinguons clairement leurs silhouettes et leurs armes. Nous sommes armés nous aussi : il y a toujours des fusils automatiques dans les pick-up des Touaregs. S'il faut se battre, nous ferons face, mais ça ne peut être qu'en dernier recours, car nous sommes en infériorité numérique. En fait nos poursuivants n'ouvrent pas le feu. Ils veulent peut-être nous prendre en otages et nous revendre à AQMI. Abou Zeid ne pourrait pas nous retenir sans briser son serment mais Mokhtar Belmokhtar, lui, pourrait très bien avoir envie d'avoir ses otages à lui… Et, dans ce cas, Abou Zeid n'y pourrait rien. Ces bandits le savent parfaitement. Ils doivent agir sans nous blesser, surtout les Touaregs, et sans attirer l'attention des combattants d'Abou Zeid qui sévissent dans la région. En outre, ils souhaitent pouvoir réutiliser notre véhicule. Cela nécessite donc de nous intercepter sans tirer le moindre coup de feu. Pour eux, l'objectif consiste à nous dépasser pour nous couper la route. Ils n'y parviendront jamais. Finalement, nous les semons grâce à la puissance du pick-up et au pilotage sportif d'Adaman. Nous avons eu très chaud. Ahmada continue de scruter la route. Nous sommes dans une région dangereuse où tout peut arriver.

Qui étaient-ils ? Sans doute des miliciens à la solde de Mokhtar Belmokhtar, un autre chef d'AQMI, ancien du GIA et du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), l'un des principaux artisans du ralliement des djihadistes algériens à Al-Qaïda. Mokhtar Belmokhtar est en compétition permanente avec Abou Zeid, et peut-être s'était-il promis de capturer le négociateur des otages détenus par son rival… Le Borgne — son surnom — lui reproche d'avoir été exclu de la négociation. Lui qui avait négocié avec les intermédiaires maliens, burkinabés et nigériens lors d'opérations précédentes digère très mal de ne pas être concerné cette fois. Cela représente pour lui et ses intermédiaires habituels un manque à gagner conséquent. Je savais qu'il serait un problème, mais je ne pensais pas qu'il irait jusque-là… Et j'étais encore loin du compte.

Je suis enfin de retour à Paris, porteur d'une bonne nouvelle. Je délivre mon message aux deux PDG : « J'ai obtenu la libération de Françoise Larribe. Au final, le prix de la rançon pour le premier "dossier" est inférieur de moitié à l'offre initiale pour Françoise Larribe, ainsi qu'Alex Kodjo Ahonado et Jean-Claude Rakotoarilalao. » Je ne sais pas comment les dirigeants du CAC 40 se sont réparti la charge. Se sont-ils divisé l'enveloppe simplement en trois ? Ou Areva a-t-elle supporté seule le prix initial de 7 millions d'euros pour Françoise, établi par Abou Zeid ? Je l'ignore et n'ayant pas le BEC, cela m'est indifférent. Ce qui importe c'est que l'enthousiasme règne et

que je vais pouvoir aller chercher les trois otages moins de deux mois après avoir été mandaté par Vinci.

Une fois l'accord des deux entreprises obtenu, l'opération d'exfiltration peut s'enclencher. Sur le papier, pas de difficulté majeure : je gagne l'Adrar des Ifoghas, je remets l'argent à Abou Zeid, je récupère Françoise, Alex et Jean-Claude, puis je les ramène sains et saufs à un point de rendez-vous convenu à l'avance avec les entreprises afin de les livrer aux autorités maliennes et françaises.

Je décide de me rendre sur place avant la fin janvier. Il faut faire très vite et rester discret, car l'exfiltration doit rester totalement secrète jusqu'à l'annonce de la libération des otages par les médias, à Bamako.

À Paris, c'est l'euphorie. La négociation fonctionne au-delà de toute espérance et le président Sarkozy a accordé le feu vert aux entreprises pour finaliser l'opération. En France, je suppose que nous sommes au moins neuf personnes dans la confidence. C'est déjà beaucoup mais nous n'avons pas le choix. Les deux PDG et leurs directeurs sûreté respectifs, le président de la République et son secrétaire général, le patron de la DGSE, son directeur de cabinet et moi.

Nous décidons que les directeurs sûreté seront dans l'avion qui me rejoindra à Bamako afin de déclencher la récupération des otages. Ils attendront dans la capitale malienne que je leur donne le top départ pour retrouver les ex-otages et moi sur la base de Niafunke où une piste en latérite est disponible. Il ne restera que la partie communication à gérer avec le président malien Amadou Toumani Touré, surnommé ATT, et l'ambassade de France. Dans une semaine, les trois otages seront libérés et nous pourrons passer aux otages suivants.

Le jour du départ pour Bamako est arrivé. Demain matin, avec Ahmada et Adaman, je préparerai les véhicules qui ont été achetés et équipés à cet effet. Le soir, nous réceptionnerons l'avion et les directeurs sûreté et nous démarrerons notre périple pour la récupération des trois futurs-ex-otages.

Le moment venu, nous nous apprêtons à nous rendre à l'aéroport. Un Touareg me rejoint. Il semble très embêté. « Jean-Marc, il y a un problème… Le président ATT a interdit à notre avion de se poser à Bamako. Nous ne comprenons rien. Un Français est venu spécialement de Paris et l'a rencontré en fin d'après-midi. À l'issue de l'entretien, ATT a interdit l'atterrissage de l'avion de Vinci. De plus, il a orienté le Français vers Ahmada : il lui a dit de travailler avec lui sur les otages et lui a donné son numéro de téléphone. Ahmada a refusé. »

L'annonce de cette situation imprévue me fait l'effet d'une bombe. Que se passe-t-il ? Qui est ce mystérieux Français ? Qu'a-t-il confié au

président malien ? Pourquoi ATT empêche-t-il l'avion de Vinci de se poser ?

Je rejoins Ahmada qui me confirme ces informations sans connaître l'identité de la personne. Mais il me livre son numéro de téléphone que je communique à Jean-François Laugerette, en plein désarroi depuis qu'il a appris que l'avion ne décollerait pas de Paris. Quelques minutes plus tard, le numéro est identifié. Il appartiendrait à un certain Guy Delbrel, directeur Afrique d'Air France…

Cette personne m'étant inconnue, je décide de chercher sa photo sur Internet. J'imprime son portrait, ainsi que ceux de deux autres personnes anonymes, pris au hasard. Lorsque je montre les photos à Ahmada, il reconnaît immédiatement Guy Delbrel. À ce stade, je suis un peu désarçonné. Quelle peut-être la relation entre ce Parisien et notre négociation ? Je m'en ouvre auprès de Laugerette qui ne comprend pas non plus. C'est une vraie catastrophe.

Il ne nous reste plus qu'à annuler l'opération, avertir Abou Zeid que nous avons un contretemps et que nous passons au plan de secours. Il nous faudra presque un mois pour aboutir au plan B. Mais avant cela, il est nécessaire de me rendre à Paris pour comprendre ce qui s'est passé et préparer la seconde opération.

Anne Lauvergeon est dépitée. Celle qui semble si indestructible d'ordinaire accuse le coup. Elle a son idée sur l'origine de la fuite mais reste de marbre. Avec Xavier Huillard, ils pensent déjà au plan de secours et, cette fois, personne ne sera au courant… Une solution complexe car je dois entrer dans un dispositif que je sais désormais totalement miné, sans avoir clairement identifié les poseurs de mines… C'est délicat. La DGSE ne bronche pas, elle invite seulement les présidents des entreprises à jouer ma nouvelle carte le plus vite possible et en prenant toutes les mesures de discrétion possibles et imaginables. De mon côté, j'active quelques antennes parisiennes et maliennes afin de tenter de débroussailler le champ de ronces qui se développe dans mon dos. Le temps presse. Abou Zeid ne doit pas avoir le moindre doute sur la suite de l'opération. Nous le prévenons que, par mesure de sécurité, nous « emprunterons un autre chemin » qui nous prendra deux à trois semaines. Nous demandons à Abou Zeid de ne pas en parler autour de lui.

Mais nous ne savons pas, à ce moment précis, si la fuite provient du côté français, malien ou d'AQMI via Belmokhtar, ou tout cela à la fois. Dès lors, nous serons obligés de dévoiler le protocole de secours au fil de son déroulement et à mesure que les besoins se présentent. Je prépare un lexique de mots chiffrés afin de crypter les conversations téléphoniques et satellites que j'aurai avec Jean-François Laugerette. Même lui ne connaît pas l'intégralité du parcours. Il sera mon seul

interlocuteur afin de réduire les risques d'interception d'informations. Ne s'agissant pas d'une négociation entre États, la DGSE n'est pas partie prenante dans le montage de l'opération. Elle propose néanmoins son aide dans des secteurs qui nous font défaut. Je n'ai demandé qu'une seule chose à mon ancien employeur : surveiller mes arrières et mon environnement, car je sais maintenant que l'air est vicié autour de nous. La DGSE s'engage finalement à prévenir les entreprises de toute anomalie détectée par elle dans mon environnement. Je pars rassuré, d'une certaine façon.

Afin de brouiller les pistes, je me rends au Niger sur la base de Sogea-Satom, à Niamey, où ma société assure la supervision sûreté d'un chantier routier. Rien ne laisse présager que nous préparons une nouvelle opération. Au même moment, Ahmada et Adaman se sont rendus dans le Nord-Mali pour avertir Abou Zeid de notre arrivée. La date et l'heure de notre futur rendez-vous seront déterminées lors de notre prochain appel après la récupération des éléments de négociation.

Le point clé de cette récupération réside dans le fait que je pars sans rançon. Je ne dois rien laisser de compromettant dans mon véhicule compte tenu des incertitudes qui pèsent autour de nous. J'ai décidé de demander à Vinci de me larguer la rançon par avion. Je les préviendrai la veille au soir afin de limiter la capacité d'interprétation des communications et le temps de réaction… Car mes adversaires dorment la nuit et consultent leurs synthèses d'information au petit matin, enfin plutôt vers 10 heures. Lorsqu'ils se rendront compte qu'il se trame quelque chose, ce sera trop tard et presque déjà fini. Avec un peu de chance, ils n'y verront que du feu.

Mi-février. Nous voici enfin prêts pour le déclenchement de la mission. Nous sommes vraiment proches du but et je réalise que rien n'a changé. Je reste toujours un agent secret… bien malgré moi.

Les kilomètres défilent sous les roues des nos pick-up équipés comme des engins de guerre qui filent dans le sable et les cailloux. Les Touaregs qui constituent notre escorte sont tous des combattants aguerris. Les visages enturbannés et les esprits rivés sur le but à atteindre.

L'opération est lancée mais, resté à Paris, Jean-François Laugerette l'ignore encore. Il se doute de l'imminence de mon appel mais ne sait rien de plus. Il dort avec sa feuille de mots codés sur sa table de chevet. Son téléphone toujours en charge, il connaît les numéros importants pour le suivi logistique. Ce soir, nous serons dans le Nord-Mali, à mi-chemin entre la frontière nigérienne et Tin-Essako pour y rencontrer un contact. Abou Zeid sera informé de notre présence dans la région par estafette et non par téléphone. Rien ne

doit filtrer. Je brûle d'impatience de prévenir Laugerette que l'opération a commencé mais le risque est trop grand… J'attendrai le dernier moment.

Nous arrivons au point de rendez-vous intermédiaire. Ahmada descend du véhicule et grimpe sur une petite dune de sable. Son grand gabarit ne l'empêche pas de courir jusqu'à son sommet. Le sable chaud et fin comme de la farine dévale sous ses pas, mais il se retrouve en un rien de temps debout sur la dune. Il scrute les environs car quelqu'un doit se trouver non loin de ce point. Soudain, il aperçoit un autre pick-up. Moment d'incertitude. Échange de signaux. C'est bien lui. Ahmada partira seul à sa rencontre et reviendra quelques minutes plus tard, soulagé. « Tout est en ordre, on peut continuer. »

Nous avons un peu d'avance sur le planning. Il nous reste à identifier un point de largage pour la rançon. Nous avions convenu d'une zone, sur la frontière entre le Mali et le Niger. Le jour décline lentement et nos pick-up filent tout droit vers le Niger. Moins d'une heure plus tard, nous y sommes. Il n'y a rien, seulement du sable à perte de vue. Devant nous, un amas relativement plat de sable dur et de rochers, de plus de trois cents mètres de diamètre, entouré de dunes. Ce sera parfait. Nous récupérons les coordonnées GPS de l'endroit choisi, que j'enverrai demain soir à Laugerette pour un largage après demain matin. Ce soir, il est trop tard pour déclencher le décollage de l'avion. Nous sommes satisfaits de cette première phase qui se déroule pour le mieux. Nous décidons de quitter les lieux pour ne revenir que demain en fin d'après-midi et simuler une panne, au cas où un improbable véhicule passerait par là.

À Paris, il est déjà 18 heures, les fonctionnaires s'apprêtent à quitter leurs bureaux. Toute interception faite ce soir ne sera identifiée que demain et interprétée plusieurs heures plus tard. En cas de fuites, ce sera déjà trop tard pour mes adversaires. Je décide de connecter mon téléphone satellite. À partir du moment où je me serai entretenu avec Jean-François Laugerette, l'opération commencera du côté parisien. Son téléphone sonne, il décroche. Les phrases que j'ai préalablement préparées sont courtes et utilisent les mots codés convenus… Il y en a deux pages complètes. Pour des mots utiles et aussi pour les chiffres permettant de transmettre les coordonnées et les horaires — « médecin » pour « escorte » ; ou encore « représentant Air France » pour « Abou Zeid », etc.

Je peux ressentir le stress de Jean-François dans ses silences. Il craint de mal entendre les mots de code et me fait répéter. De sa compréhension des coordonnées dépend le succès de l'opération. « Ok compris, me dit-il, à plus tard. » Jean-François doit maintenant décrypter mon message et le remettre physiquement au pilote qui est chargé de conduire le chargement à bon port. Il faudra déposer un

plan de vol le plus anodin possible dans la soirée et survoler la zone de largage que je viens de communiquer, à une heure qu'il doit encore me préciser.

Moins de trois heures plus tard, Jean-François me rappelle. Je décrypte à mon tour : « Demain matin, 7 h 12, venant de l'est… »

Nous sommes sur place avec notre faux véhicule en panne et attendons patiemment. Les Touaregs feront un petit feu pour préparer un repas léger, ainsi que du thé. La lune et les étoiles illuminent la voûte céleste. Le spectacle est magnifique et nous nous relayons pour dormir en attendant l'heure fatidique.

Nous avons déployé plusieurs turbans de couleur brique sur le sol, au centre de la zone de largage, pour former une croix visible du ciel. Un petit feu est entretenu à côté, afin de donner la direction du vent. 7 h 00. Toujours aucun bruit et Ahmada me demande si je suis certain de mon décryptage. Je n'ai pas fini de répondre que, déjà, Adaman se lève et désigne le soleil levant.

À l'horizon, en plein milieu de l'astre rougeoyant, se détache la forme floue de l'avion qui fonce sur notre position. 7 h 12 exactement à la verticale. Les Touaregs n'en reviennent pas. Un avion blanc étincelant, sans aucune livrée, se présente à basse altitude dans l'axe du soleil levant. C'est magique ! Un premier passage assez haut pour observer, puis un second plus bas, pour m'authentifier. Tout est OK.

Je peux voir la porte latérale ouverte et les deux paquets qui en sortent tirant derrière eux les élévateurs des parachutes. Les deux coupoles se déploient. Deux gros paquets descendent du ciel. Nous courons les récupérer avant que le vent ne les entraîne au fin fond du désert. Les voiles sont maintenant dégonflées et l'avion refait un dernier passage à basse altitude en battant des ailes pour nous saluer avant de poursuivre sa route.

Je détruis immédiatement les parachutes en les brûlant sur place. À l'intérieur, deux gros sacs de sport noirs qui pèsent chacun un âne mort et m'arrivent presque à la hanche. Ils contiennent la somme demandée en billets de 50, 100, 200 et 500 euros, car Abou Zeid a exigé des petites coupures. Je les charge dans mon pick-up et nous reprenons aussitôt la route vers le point de rendez-vous avec AQMI. Nous devons absolument nous placer le plus vite possible sous la « protection » de l'émir afin d'éviter les potentielles manœuvres de Mokhtar Belmokhtar.

J'arrive au lieu de rendez-vous fixé avec les hommes d'AQMI et je délivre ma précieuse cargaison. Cinq djihadistes ouvrent les sacs en déversant le contenu sur une natte. Je reste là, à vingt mètres d'eux, à les regarder compter et recompter la rançon durant une journée

entière. Ils ont l'air ravis : le compte est bon ! L'un d'eux saisit son téléphone et appelle Abou Zeid : « Nous avons tout ce qu'il faut. » L'émir en rendra compte à Droukdel, son chef algérien. J'apprendrai plus tard que cette communication a été interceptée par la DGSE et c'est une information décisive : certains qui me veulent du mal ont fait courir le bruit que j'avais pioché dans la rançon… C'est évidemment une pure calomnie, mais il a fallu que la DGSE le confirme aux deux présidents d'Areva et Vinci qui semblaient avoir besoin de certitudes à ce sujet. Je n'ai pas apprécié qu'on doute de moi et, depuis ce jour, tout a changé…

Les cinq djihadistes me conduisent jusqu'à un oued à sec où nous retrouvons Abou Zeid buvant le thé avec ses combattants. Nous échangeons quelques mots et le chef d'AQMI me dit que les otages sont en route. J'attends — rien d'autre à faire. Une première nuit passe, puis une journée entière. Dans la soirée, les hommes d'Abou Zeid m'informent que Françoise arrivera dans la nuit. Et effectivement, vers 4 heures du matin, elle est amenée sur place, mais tenue à l'écart. Je n'apprends qu'elle est là que le lendemain, une fois levé. « Si vous voulez lui parler, me dit un djihadiste, vous pouvez. Les deux autres otages arriveront bientôt. » Je m'avance vers Françoise, qui me fait face avec son ballot de vêtements. C'est une émotion extrêmement forte, que je n'oublierai jamais. Je lui dis : « Bonjour, je suis Jean-Marc, je suis envoyé par Satom et maintenant vous êtes libre. » Elle ne s'effondre pas du tout. Sa première pensée est pour Daniel, son mari : « Est-ce qu'on va le récupérer ? » Je lui garantis que nous ferons tout pour y arriver. Une promesse qui jouera un grand rôle, plus tard, mais je ne le sais pas encore…

Il faut encore attendre que le Togolais Alex Kodjo Ahonado et le Malgache Jean-Claude Rakotoarilalao, qui n'étaient pas dans le même camp que Françoise, nous rejoignent. Je donne quelques explications supplémentaires à Françoise concernant la mission que les sociétés m'ont confiée et je la rassure sur la ferme intention de Satom et Areva de récupérer tout le monde. Par bonheur, elle se trouve en parfaite santé, un peu amaigrie mais surtout terriblement inquiète du sort qui sera réservé à son époux Daniel, obligé de rester là-bas. Je la laisse reprendre ses esprits et lui demande de ne parler à personne et de ne poser aucune question, consigne qu'elle applique à la lettre. Je réussis même à la faire sourire en lui parlant de la nourriture qui n'est pas terrible… et qui ne sera guère meilleure durant les trois jours de traversée des mille cinq cents kilomètres de no man's land qui nous attendent.

Nous devons patienter toute la journée, parce que Alex et Jean-Claude étaient détenus dans un lieu très éloigné de notre position. La nuit venue, vers 23 heures, les deux otages sont enfin là. Abou Zeid

me les amène en personne et son interprète me dit : « Voilà Alex et Jean-Claude, prends-les. » Les hommes sautent dans notre pick-up, que nous avions préparé pour eux. Ils paraissent atterrés. Nous avons très peu de temps pour faire connaissance et je leur livre les mêmes consignes que celles déjà intégrées par Françoise qui se trouve assise à mes côtés, ceinture de sécurité attachée. Mais à ce moment-là, Abou Zeid s'approche. Alors que je suis en train de récupérer les affaires d'Alex et Jean-Claude et de les installer, j'entends le chef d'AQMI demander à parler à Françoise qu'il a pourtant vue dans la journée. Elle descend et il s'éloigne avec elle, suivi de son interprète. Mon sang se glace, j'ai l'impression que tout peut soudainement basculer. Heureusement, Abou Zeid et Françoise reviennent déjà et elle reprend place à l'intérieur du 4×4. Elle me dira que l'émir d'AQMI était très intrigué par le fait qu'elle consente à partir sans son mari. Interloqué, aussi, que j'aie accepté de diviser le couple. Je crois qu'il voulait comprendre notre façon de fonctionner, de raisonner sans doute pour pouvoir mieux nous manipuler ensuite. Je crois aussi, d'une certaine façon, qu'il souhaitait dire adieu à Françoise.

À présent, filer sans perdre de temps. Ne surtout pas prendre le risque qu'Abou Zeid change d'avis. Dans le désert, les djihadistes peuvent encore facilement nous tomber dessus, surtout l'opportuniste Mokhtar Belmokhtar qui ne recule devant rien. Par principe, je modifie notre itinéraire de retour à la dernière seconde. Au lieu de descendre directement sur Niamey, la capitale du Niger, par le chemin le plus court, je décide de filer par le nord. Les alliés de Belmokhtar ne s'attendent pas à ce que je passe par l'Algérie. Il est vrai que c'est risqué, mais beaucoup moins que de retomber dans un traquenard comme la fois précédente. Une opération de libération menée par un ex-colonel du SA qui tourne mal… cela ne choquerait personne. Inutile de tenter le diable.

Le convoi de nos trois pick-up surarmés et surpuissants effectue un raid de plusieurs heures le long de la frontière côté algérien, pour rejoindre le Niger. Les trois vaisseaux du désert filent à tombeau ouvert dans les grandes étendues désertiques, en laissant derrière eux un épais nuage de poussière. Priorité à la vitesse car je veux éviter les douaniers algériens qui sont, eux aussi, très bien équipés. Le raid durera deux jours complets. La nuit — luxe suprême ! — , j'installe pour les otages libérés des petits matelas gonflables avec une couverture — un modeste confort oublié pendant leur captivité.

Nous parvenons enfin à l'endroit où le même avion qui m'a largué la rançon doit nous récupérer.

Nous sommes descendus le long de la frontière, du côté nigérien, jusqu'à une piste de fortune en latérite abandonnée mais répertoriée.

Mes guides touaregs nous abandonnent ici. Nous sommes désormais tous les quatre à pieds, seuls au milieu du désert. Je passe un appel à Jean-François Laugerette avec mon téléphone satellite. Le discours est toujours codé, mais je reconnais son enthousiasme dans ses réponses. Jean-François est à Niamey. Il sait désormais que les otages sont avec moi, sains et saufs et qu'il doit m'envoyer l'avion de Vinci au point convenu. Je sens son euphorie dans sa respiration. Moins de trois heures plus tard, l'avion se pose et nous embarquons, direction Niamey, au Niger.

À notre arrivée, les gens de Satom récupèrent les otages et les emmènent dans une « maison sûre », c'est-à-dire une villa sécurisée. Personne, pour ainsi dire, n'est au courant que les otages sont ici. Je saute dans le premier avion pour Paris, où je rends compte de l'opération aux dirigeants d'Areva et de Vinci.

Quelques heures plus tard, la libération des trois otages est officialisée sur RFI. On m'informe par ailleurs que le petit homme qui s'entretenait, fin janvier, avec ATT, avant que ce dernier ne prenne la décision d'interdire l'atterrissage de notre avion, se trouve au même moment à nouveau dans le bureau de son ami président — apprenant par la radio, avec stupéfaction, la libération des otages qui auraient pu être relâchés un mois auparavant à Bamako avec un bénéfice, au moins politique, pour ATT.

Au final, les otages sont libérés et livrés au Niger pour le plus grand bonheur du président Mahamadou Issoufou. On me rapportera qu'ATT n'a pas supporté l'affront infligé devant son ami français et s'en est pris à son environnement proche. Des Maliens nous confieront plusieurs années plus tard qu'il aurait empêché, au dernier moment, l'atterrissage de notre avion, car il n'aurait pas apprécié d'apprendre qu'il ne recevrait rien en remerciement. Cela m'a surpris. Les affaires politiciennes ne sont pas mon problème et ce n'était sûrement pas à moi de « remercier » ATT.

À Paris, le cinéma commence. Les otages sont accueillis comme il se doit par le ministre des Affaires étrangères, puis reçus à l'Élysée. Les familles se retrouvent, les larmes coulent, et tout est prétexte à tirer un bénéfice de cette situation. Pour ma part, il n'en est rien. Je reste à l'écart de tout ce cirque en accord avec les présidents des entreprises afin de ne pas gêner la suite des négociations… Sur le moment, je ne comprends pas trop. Je ne suis pas dans une opération clandestine, je ne me cache pas derrière une identité fictive pour réaliser la suite de la négociation. Donc pourquoi me « protéger » des caméras ? J'apprendrai par hasard que d'« autres » se sont arrogés le droit de se présenter comme les « faiseurs », alors que mon nom n'est jamais ne serait-ce que cité dans les médias… Cela ne me dérange qu'à

moitié, cependant je commence à me poser des questions.

Quelques semaines plus tard, après d'autres missions de négociation avec Abou Zeid, je suis invité à rencontrer dans une brasserie parisienne le fameux individu responsable du contretemps de l'opération. Tassé sur sa banquette, il discute avec le haut fonctionnaire français qui a organisé le rendez-vous, à sa demande. J'ai un peu de mal à le saluer, car je sais ce qu'il a fait. Le Françafricain ne se laisse pas impressionner et s'englue dans un monologue tout à sa gloire, assorti d'insultes et de menaces : « Moi, je connais tout le monde… Moi, je suis un faiseur de ministres et de présidents en Afrique… Moi, je suis la clé de voûte de la diplomatie française en Afrique… Moi, je sais rentrer en contact avec les djihadistes d'AQMI, Belmokhtar est très facilement joignable… Moi, moi, moi… Et vous, vous êtes un dangereux mercenaire, vous avez fait des coups tordus que je connais très bien… Vous avez aussi mis un contrat sur ma tête… Je sais tout sur vous ! »

Le petit homme se prend pour Al Capone. Il en a peut-être le discours, mais pas l'envergure. Je le prends pour un fou. Le haut fonctionnaire qui me connaît parfaitement semble dépité. Je crois qu'il s'est demandé si j'allais garder mon calme. Une perte de temps. Cet entretien ne rime à rien et je n'aime pas me faire insulter sans réagir, alors je décide de mettre un terme à cette plaisanterie. Je prends congé en lui répondant simplement : « Monsieur, si tout ce que vous avez affirmé sur moi était vrai, vous ne seriez pas là pour en parler aujourd'hui. Vous m'excuserez, j'ai une négociation à terminer. »

En réalité, ce monsieur avait une idée bien précise en tête, mais il n'a jamais eu le temps de m'en faire part. Il voulait m'impressionner pour me proposer, au final, un marché. C'est vraiment mal me connaître…

Le haut fonctionnaire qui a organisé la rencontre me confiera à demi-mot quelques jours plus tard : « Tu sais, Jean-Marc, à ta place je travaillerais avec eux… » Ma réponse sera cinglante : « C'est qui, *eux*… ? Ai-je eu besoin d'*eux* pour réaliser la première libération ? Qu'apportent-ils que je n'ai pas ? » En réalité, il avait raison de me mettre en garde : il me faudra trois ans pour comprendre exactement qui ils étaient. *Eux* avaient la capacité de nuisance que je n'ai pas. *Eux* auraient voulu que je continue de prendre les risques afin qu'ils puissent apparaître en pleine lumière et faire illusion.

3
Contrechamp Ma libération, par Françoise Larribe

« Adrar des Ifoghas, février 2011. Je ne suis plus avec Daniel, mon mari. Après ces cinq mois passés ensemble à survivre dans le désert, c'est une vraie déchirure. Les hommes d'Abou Zeid sont venus me chercher la veille dans l'après-midi et m'ont transférée de nuit dans le camp de leur chef. Je sais qu'un processus de libération est enclenché, mais mes ravisseurs ne m'ont donné aucun détail.

À vrai dire, j'ai du mal à y croire. J'ai trop appris à vivre au jour le jour, je n'ai plus l'habitude mentale de me projeter. Je repense à cette nuit — le 16 septembre 2010 — où nous avons été enlevés, avec mon mari et cinq autres employés, dans l'austère cité minière d'Arlit, au nord du Niger, où Areva exploite une mine d'uranium en plein désert. Je revois les jeeps où nous avons été jetés, les hommes en armes. "Vous savez qui nous sommes ? Nous sommes Al-Qaïda au Maghreb islamique", nous ont-ils crié en fuyant vers le Mali voisin.

Notre prison n'avait pas de mur, juste l'horizon à perte de vue. Les hommes d'Abou Zeid nous ont confisqué nos montres et je me souviens qu'avec Daniel nous avons fabriqué un cadran solaire. Le temps ne passait pas plus vite pour autant. Des journées entières à attendre, sans rien à faire. La solitude, la lumière brûlante sans lunettes de soleil, la chaleur étouffante et les quelques gorgées d'eau saumâtre, contenue dans des fûts d'essence, auxquelles nous avions droit pour ne pas nous déshydrater…

J'ai changé de camp et je constate qu'ici, il y a beaucoup plus d'agitation. Les djihadistes bombent le torse, arborent fièrement leurs armes. J'ai le sentiment qu'ils veulent montrer combien ils sont forts. Ma vie d'otage m'a appris que les hommes d'Abou Zeid sont très organisés, avec des rôles clairement hiérarchisés. Je me fais aussi discrète que possible, je reste à l'écart, essayant tant bien que mal, sous ce soleil de plomb, de trouver un peu d'ombre pour poser ma couverture. Les arbres sont maigres, secs, je dois migrer sans cesse pour rester protégée des rayons.

Dans l'après-midi, j'aperçois Abou Zeid qui converse avec un homme de grande taille. Je remarque immédiatement à sa stature, à son allure qu'il n'est pas touareg, même s'il porte le *tagelmust* — le chèche des hommes du désert pour se protéger du sable — et leur longue robe traditionnelle. La sienne est bleue. Il n'est pas armé, en tout cas rien d'apparent. Les propos qu'il échange avec Abou Zeid ne

me parviennent pas distinctement aux oreilles. Je reste cachée, à environ deux cents mètres d'eux, de l'autre côté d'un oued à sec.

Quelques minutes plus tard, le visiteur s'approche de moi : "Bonjour, je suis Jean-Marc. Je suis venu vous chercher, je travaille pour les sociétés." Je suis méfiante. Le nouvel arrivant est peu loquace, il reste très vague. Mais qu'ai-je à perdre ? "Il va falloir être patiente, m'explique-t-il. Nous attendons d'autres personnes." Puis la nuit tombe et, aux alentours de 22 heures, des soldats m'emmènent avec eux. Je suis conduite au cœur du campement, où Abou Zeid se dresse devant ses moudjahidin en armes et parle en arabe. Il y a les deux otages africains, Alex et Jean-Claude. Je remarque qu'un des soldats filme la scène. Je réalise brutalement qu'ils sont en train de tourner un film… sur notre libération !

Tout s'accélère. Une portière claque, une autre s'ouvre, je monte à l'avant d'un pick-up. Je suis assise à côté de Jean-Marc et de son guide. Ça y est, nous partons. Non ! Abou Zeid s'approche, il veut me parler. A-t-il changé d'avis ? Heureusement pas. Néanmoins il organise un tête-à-tête inattendu où il me pose des tas de questions, notamment sur ma vie à Arlit. Le chef d'AQMI s'adresse à moi d'une voix douce et lente, mais sans jamais me regarder dans les yeux. Un homme comme lui ne s'abaisse pas à plonger son regard dans celui d'une femme…

Cette fois, enfin, le 4×4 s'ébroue. Nous nous éloignons du camp et Jean-Marc se tourne vers moi : "Nous allons faire un voyage rapide qui ne va pas être confortable." Je lui réponds que je m'en moque complètement, que je suis libre et que cela fait plusieurs mois que j'ai fait une croix sur le confort. Nous formons un convoi de trois pick-up qui roulent les uns derrière les autres. Nous filons pendant deux ou trois heures à toute allure, sous la voûte étoilée grandiose. Je devine qu'il faut rapidement mettre de la distance entre les djihadistes et nous. Je sens aussi qu'il y a un timing serré à tenir car j'entends Jean-Marc qui téléphone : "Allô, papa, le colis est arrivé." Étrangement, je ne me sens pas du tout inquiète. Les halos des phares des deux autres 4×4 éclairent faiblement la nuit. Je regarde l'obscurité qui nous entoure et les quelques éléments du décor que je distingue défiler à vive allure. Le Touareg qui cisaille le volant — un grand coup à droite, un grand coup à gauche — pour absorber les irrégularités du terrain fonce à toute vitesse, notre pick-up semble littéralement voler au-dessus du sol.

Jean-Marc fait preuve d'une maîtrise de ce genre de situation qui m'impressionne. Je remarque tout de suite qu'il a du métier, qu'il sait précisément ce qu'il fait et qu'il garde toujours la tête froide. Nous nous arrêtons enfin pour dormir quelques heures. Jean-Marc sort du coffre des matelas autogonflables : ma première nuit un peu douillette

depuis plusieurs mois ! Le lendemain matin, Jean-Marc me tend des vêtements de Touareg. Une tenue d'homme, taille XXL. Je jette au feu mes vieux vêtements — un geste que je regretterai ensuite, mais sur le moment il me semble libératoire. J'ai le ventre vide. Hélas, il n'y a rien à manger. L'intendance ne suit pas ! Au petit déjeuner ce matin-là, il y a du thé… mais rien d'autre. L'un des guides touaregs me déballe finalement un morceau de pain dur et, comme j'ai remarqué qu'il y a du lait, je m'en prépare une tasse sans rien demander à personne. Je note que le Touareg me regarde du coin de l'œil d'un air surpris. J'ai peut-être pris mes aises, mais la route est encore longue et je redoute trop l'hypoglycémie.

Nous reprenons notre périple. Je suis fascinée par certaines zones absolument somptueuses que nous traversons. D'interminables étendues désertes, entièrement vides, puis soudain une oasis verdoyante avec des puits d'eau, des nomades et leurs troupeaux de bêtes. "Nous sommes sûrement l'un des derniers convois à passer dans le coin", me glisse Jean-Marc. Je lui reparle de Daniel et des otages : "C'est insupportable de les avoir laissés là-bas." Il me répond, impérieux : "De toute façon, nous allons les libérer." Il m'en fait la promesse solennelle. J'ai alors — j'ai toujours — une confiance inconditionnelle dans sa parole. À chaque instant, les choses semblent toujours se dérouler exactement comme il le souhaite. En effet, depuis qu'il est arrivé, notre exfiltration se déroule de façon parfaitement fluide. S'il est stressé, il ne le montre pas. Nos échanges sont cependant rares : je lui tends des perches, mais je comprends qu'il préfère rester discret.

Enfin notre convoi s'arrête. Les chauffeurs descendent, ils s'entretiennent avec d'autres Touaregs. Je ne comprends pas ce qu'ils se disent, mais je vois qu'ils s'entendent bien. Nous reprenons la route et nous roulons jusqu'à une vaste zone plate, caillouteuse. Terminus, cette fois. Un avion blanc atterrit, qui ne porte absolument aucun signe distinctif. Je monte à bord, suivie d'Alex et Jean-Claude. Nous nous envolons direction Niamey.

Quelques heures plus tard, je suis sur le perron de l'Élysée, à Paris, soutenue par Maud et Marion, mes deux filles. Soulagée, mais éprouvée. Je ne pèse plus que quarante et un kilos. Surtout, je ne me sens qu'à moitié libérée. Je reste hantée par une image, celle de Daniel que j'ai laissé là-bas. »

4
Bons baisers du Mali

Je n'oublie pas le calvaire qu'ont enduré les otages. Ils m'ont raconté, décrit leurs souffrances et leurs angoisses. Plusieurs d'entre eux se sont convertis à l'islam durant leur captivité et sont restés pratiquants. L'information n'a jamais été révélée car certains redoutent qu'elle soit mal interprétée par le grand public. Je pense qu'il est pourtant facile de les comprendre.

« J'ai rencontré Abou Zeid à six reprises, je me souviens de chacune d'entre elles », m'explique Marc Féret lorsque je le revois deux ans après sa libération. « Je lui ai dit : "Je veux connaître le règlement." Il m'a tendu le Coran », poursuit-il. Je regarde Marc, il esquisse un sourire triste. Ethan, son fils, est né pendant sa captivité ; c'est moi qui lui ai fait parvenir des photos de son nourrisson lors de ma première rencontre avec Abou Zeid. « Tout ce que j'ai fait là-bas, dans le désert malien, je l'ai fait en mon âme et conscience, insiste-t-il, mais d'abord dans le but de rester en vie. C'est ce que j'ai expliqué aux services secrets qui m'ont débriefé. Après, il en reste ce qu'il en reste — la pratique d'une religion — mais je te rassure, je ne vais pas partir en Syrie… » Je sonde son regard : sa dernière phrase n'est ni une plaisanterie ni un sanglot, juste un constat.

Les otages étaient détenus par groupes de deux : Thierry Dol avec Daniel Larribe, Pierre Legrand avec Marc Féret. « Les accrochages avec nos geôliers étaient fréquents, poursuit Marc. Certains, par bêtise et sadisme, s'amusaient à nous réveiller en plaquant le métal froid de leur kalachnikov sur notre front. » La nourriture ? Frugale : « Un peu de farine mélangée à de l'eau la plupart du temps, parfois du riz, des pâtes, de mauvais morceaux de viande de chèvre, de mouton ou de chameau. » Le confort ? Inexistant : « Nous dormions à même le sol. » Comment ne pas devenir fou ? Réponse de Marc : « Je me suis dit : "Il faut que je vive, je ne vais pas rester sous un arbre vingt-quatre heures sur vingt-quatre." Otage d'AQMI, ça ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre, mais je disposais d'un peu de liberté. Comme j'ai des notions de mécanique, je leur ai demandé si je pouvais m'occuper des voitures. J'ai nettoyé les injecteurs. Petit à petit, j'ai pris l'habitude de bricoler leurs pick-up. »

Marc me raconte aussi : « J'ai été autorisé à écouter RFI, j'ai su que nous avions changé de président en France. Nous vivions l'enfer à cause d'Abou Zeid, mais je lui concède — et je n'ai pas le syndrome de Stockholm ! — de toujours avoir été honnête avec nous. Ils ne nous ont jamais donné de fausses informations pour nous faire tenir le

coup… » La reconstruction des otages est lente et pénible. Certains tournent définitivement la page, d'autres ont besoin de creuser les questions qui sont restées sans réponse. « À Paris, des gens ont pris la décision de nous faire pourrir un an et demi de plus là-bas alors que le vieux [Abou Zeid] était d'accord pour nous faire sortir ! » On va voir, hélas, qu'il a raison…

De son côté, Thierry Dol est resté mille cent trente-neuf jours aux mains d'AQMI, dans ce désert brûlant qui ressemble à la planète Mars. Les conditions de captivité de Thierry et Daniel Larribe étaient différentes de celles de Marc Féret et Pierre Legrand. « Nous étions la plupart du temps attachés, les yeux bandés, vivant et dormant à même le sol, a détaillé Thierry Dol dans *Le Parisien*[23]. Ils nous traitaient comme des esclaves, nous assignaient des corvées. Le plus dur pour moi était d'accepter cet état de soumission. Nous avons subi les menaces, les tortures, les simulacres d'exécution, où les geôliers tirent juste au-dessus de votre tête. Nous avions droit à deux litres d'une eau maculée de gazole par jour sous soixante degrés. La journée, nous étions assis dehors sous des arbres aux branches décharnées. Nous cherchions le moindre centimètre d'ombre en fonction des mouvements du soleil pour ne pas mourir déshydratés. »

Thierry Dol et Daniel Larribe ont fait une tentative d'évasion en février 2012. « Il fallait mettre un terme à ce cauchemar, explique Thierry. Je me disais : "Au bout, il y aura la liberté ou la mort, mais l'essentiel, c'est que cette situation s'arrête." Pendant deux mois, nous avons stocké des restes de nourriture dans des vêtements. Nous avons aussi laissé des indices pour faire croire à un départ dans une direction, alors que nous allions en prendre une autre. Nous avons marché de nuit trente kilomètres pendant deux jours, jusqu'à rencontrer un chamelier dont le fils nous a dénoncés. » Ils ont pris des risques immenses. Abou Zeid était sans doute fou de rage. Je sais pourtant d'une source très proche qu'il ne les a pas punis. Le chef d'AQMI, qui trouvait les deux hommes courageux, a même adouci les conditions de leur détention par la suite.

Les otages ont souffert pendant leur captivité, mais d'une certaine manière — certains l'admettent — ils évoluaient dans une forme de présent, d'action. La douleur des familles de leur côté, sevrées d'informations, et donc promptes à imaginer le pire, ressemblait à un cauchemar où le temps s'arrête. Les proches, les amis ont été passés à la lessiveuse, rincés, essorés, épuisés nerveusement. Pendant trois ans, ils ont oscillé entre secret espoir et inquiétude dévorante. « Je suis suspendue aux informations », confiait Marie-Jo Dol, la mère de Thierry, son fils unique âgé d'une trentaine d'années. Même souffrance

pour Françoise Larribe après sa libération, plongée dans l'attente anxieuse de celle de Daniel, son mari. Elle aussi a eu le triste privilège de regarder Abou Zeid dans les yeux. « Je l'ai vu deux fois, se souvient-elle. Il ne m'a rien dit, ce genre d'homme ne s'adresse pas directement à une femme. »

Pendant toute la période où j'ai négocié la libération des otages, AQMI et ses alliés avaient le contrôle militaire du nord du Mali. La situation a évolué en janvier 2013, avec l'opération Serval. Les troupes françaises, épaulées par des militaires africains, se sont déployées au sol. Tombouctou, Gao, les villes tenues par les rebelles islamistes ont été prises d'assaut et sont tombées presque sans combats. Puis l'armée française a entamé sa progression vers le nord, en direction de l'Adrar des Ifoghas.

Le 22 février 2013, Abou Zeid, localisé semble-t-il grâce à des interceptions téléphoniques, a été tué avec de nombreux membres de sa brigade — la *katiba* Tarik Ibn Ziyad —, probablement à la suite d'un raid aérien français. Pour les proches des otages, qui dans le registre de l'angoisse ne pensaient pourtant pas pouvoir franchir un palier supplémentaire, la tension a monté encore d'un cran. « Nous traversons des heures terribles, confiait, épuisée, Marie-Jo Dol. Nous sommes devant l'ordinateur avec mon mari et nous attendons. Nous en sommes malades… » Même cette femme, très croyante, qui jusqu'alors s'était efforcée de rester positive, n'avait plus la force de faire passer un message d'espoir : « C'est très dur, nous vivons de mauvais, très mauvais moments. Nous sommes ses parents, nous le savons là-bas et nous ne pouvons rien faire. Juste attendre… »

Le raid dans lequel Abou Zeid et une quarantaine de ses hommes ont péri dans le massif des Ifoghas a-t-il mis en péril la vie des otages ? Je me souviens qu'une rumeur selon laquelle les autorités françaises s'apprêtaient à demander des éléments d'ADN aux familles a affolé les proches, suspendus à Internet. L'information, formellement démentie par le Quai d'Orsay quelques heures plus tard, aura cependant eu le temps de mettre leurs nerfs un peu plus à vif. « J'ai eu peur que ce soit une stratégie de communication, une façon de nous préparer à une terrible nouvelle… », souffle l'ami d'un otage, exténué « par la tension et les montées d'adrénaline à répétition ».

Aujourd'hui, je sais les heures terribles par lesquelles sont passés les otages, les souffrances endurées par leurs familles et leurs proches. Je connais les cicatrices encore ouvertes, dont certaines ne se refermeront peut-être jamais. Je suis d'autant plus triste, et en colère, qu'une partie de ce calvaire leur était évitable. Car la vérité, c'est que les quatre derniers otages auraient pu — auraient dû — être libérés plus tôt. Beaucoup plus tôt. C'est l'histoire que je veux vous raconter

pour finir.

5
Le monde merveilleux des négociations d'otages

Paris, Genève, 2015. Si les choses avaient suivi leur cours normalement, je n'aurais jamais été amené à raconter ma vie. Je n'aurais jamais été conduit à dévoiler les coulisses de la libération des otages détenus dans le Sahel. Jamais ! Car, très franchement, l'exercice qui consiste à médiatiser ma carrière est douloureux pour moi. Parler en pleine lumière, ce n'est pas dans la culture de mon service. J'ai l'impression de le trahir et de me trahir en même temps. Toute ma vie, le silence a été ma règle d'or. Ma loi d'airain. Mais il se trouve que mon succès dans le premier « dossier » des otages a aiguisé les appétits…

En novembre 2011, huit mois après la libération des trois premiers otages, un petit groupe de personnes à Paris — je les ai surnommées « le club de novembre » — s'est organisé depuis le printemps pour m'empêcher d'aboutir à la libération des quatre derniers captifs détenus par Abou Zeid. J'ai baptisé ainsi cette équipe, un peu à la façon d'un chercheur qui découvre un nouveau virus et qui lui donne un nom avant de l'étudier et définir son champ d'action. Identifier la liste de ses membres n'a pas été difficile, mais distinguer les « inconscients » qui ont été manipulés ou « invités » à obéir, des « conscients » qui ont opérés en toute connaissance de cause, me prendra finalement presque trois années. On me met plusieurs fois en garde contre les risques que je cours et faits courir à mon entourage. Certains proches, trop bien renseignés sur leurs agissements, seront purement et simplement avertis de « se tenir loin de moi et de cette affaire ».

J'ai fait l'objet d'une odieuse cabale médiatique, des articles m'ont décrit comme un imposteur. Pourtant je ne suis pas sorti du bois, j'ai encaissé les coups sans broncher. Je ne dis pas que cela a été facile — rester de marbre quand ma réputation était bafouée, renoncer à me défendre —, mais je m'en suis tenu au seul objectif à atteindre : terminer les négociations avec les ravisseurs pour sortir tous les otages du désert. Cela a pris beaucoup plus de temps que prévu, mais j'y suis parvenu.

Pourquoi tout déballer maintenant alors ? Je ne raconte pas mon histoire par narcissisme. La raison, c'est que je reste exaspéré par la façon dont certaines choses se sont déroulées. J'ai rencontré six fois Abou Zeid en tête à tête et pris d'énormes risques, j'ai même été

grièvement blessé.

Ma récompense ? Une terrible opération de dénigrement médiatique. Des inconnus se sont jurés de ruiner ma réputation et mon activité professionnelle. Trois ans de négociations et à l'arrivée ? J'ai failli mourir, j'ai été insulté, traîné dans la boue, trahi par tous ceux qui avaient promis de me soutenir jusqu'au bout. Au final, mis à part Jean-Michel Chéreau, le directeur sûreté d'Areva, et Jean-François Laugerette, son homologue chez Vinci, qui sont restés sincères jusqu'au bout, tous les autres protagonistes de l'affaire m'ont abandonné. Ma personnalité a été salie, les motifs qui m'avaient poussé à agir ont été mis en cause. Alors qu'il n'y a plus d'otages français au Sahel, le moment est venu pour moi de dire ma vérité et mon dégoût. Non, l'histoire ne sera pas réécrite, contrairement à ce que m'avait affirmé le précédent directeur de la DGSE.

J'ai surtout choisi de briser le silence parce que je suis écœuré par l'entrisme de réseaux privés capables d'entraver une négociation pour récupérer le marché. Les pourparlers pour la libération des trois premiers otages se sont parfaitement déroulés : vite et dans le secret… ou presque. Je suis resté dans l'ombre, je ne suis jamais apparu officiellement. Le deuxième « dossier » aurait dû — aurait pu — se conclure exactement de la même façon. Mais le monde des négociations d'otages est sordide et mon arrivée a gêné des entreprises, dérangé des intérêts. J'ai perturbé cette économie du malheur qui était visiblement bien en place. Le « club de novembre » a donc tiré une salve d'articles de presse mensongers que j'ai pris de plein fouet après la libération des trois premiers otages. Les fausses informations rapportées sur moi ont bien évidemment eu un impact néfaste sur la suite des opérations car, à force de calomnies, les décideurs français ont apporté du crédit pendant un certain temps à cette cabale médiatique.

Plus grave : cette campagne orchestrée m'a mis en danger. Les journaux qui me décrivaient comme un imposteur, une tête brûlée, un mercenaire auraient pu pousser Abou Zeid à ne plus me faire confiance. C'était d'ailleurs l'objectif…

Retour en 2011. Je suis personnellement parvenu à faire libérer trois otages et j'ai négocié la libération des quatre derniers. Abou Zeid et son successeur Yahia m'ont rencontré et ils ont confiance en mes amis touaregs. Mais les articles parus dans la presse les auront peut-être perturbés. Lorsque je reverrai Abou Zeid, je sais qu'il me demandera des explications. Si celles-ci ne le convainquent pas… il pourrait régler le problème que je représenterai alors pour lui de façon radicale et définitive. Expliquer par voie de presse à des terroristes qu'ils ont été abusés par un colonel de la DGSE qui se serait fait passer

pour un ingénieur de Satom est criminel à deux titres : pour le colonel, mais aussi pour les otages qui pourraient faire l'objet de mesures de rétorsion immédiates de la part des djihadistes qui n'aiment pas être humiliés. Heureusement, pour ces journalistes inconséquents, j'avais décliné mon identité et dévoilé mon passé à l'émir qui n'a donc pas été surpris.

Afin de mieux comprendre la situation, il faut faire un bref retour en arrière. L'entrevue ratée de la place de la République est déjà loin. Je me suis rendu encore plusieurs fois auprès d'Abou Zeid pour discuter de la libération des quatre derniers otages. Dès le mois d'avril 2011, nous obtenons l'ouverture du dossier Marc Féret. Bien entendu ce n'est pas satisfaisant et les sociétés me pressent d'obtenir une négociation pour les quatre otages restants. On peut toujours argumenter sur toutes les options, mais le temps est un paramètre important pour les sociétés qui veulent se sortir de cet enfer le plus vite possible. Le temps n'est pas important pour Abou Zeid… Il peut et il sait attendre.

Obtenir l'ouverture immédiate d'un dossier après la première libération est déjà un petit exploit. Il s'agit maintenant de faire évoluer le contenu du dossier. Nous essayons de nombreux stratagèmes pour tenter de déstabiliser le chef terroriste et changer le contenu du dossier, mais la situation internationale nous empêchera d'avancer concrètement. La mort de Ben Laden en mai 2011 et une longue série d'affrontements avec le Mali et la Mauritanie accaparent AQMI pendant une grande partie de l'été. Le contact est bien entendu maintenu, mais impossible de retrouver une occasion de revoir l'émir qui participe lui-même aux combats. Le temps passe et les esprits se crispent à Paris.

Depuis quelques semaines, mes amis touaregs m'informent qu'une nouvelle entrevue sera bientôt possible. À la fin du mois d'octobre, j'apprends que l'émir est de nouveau disponible pour une rencontre. AQMI a subi des pertes importantes en hommes et en matériel. Une situation intéressante, car le chef terroriste devra sans doute chercher à compenser ses pertes par de l'argent frais pour préparer d'autres offensives. Nous avons de bonnes raisons de penser que la négociation des quatre derniers otages en une seule fois est désormais possible et nous en référons aux deux PDG de Vinci et Areva, Xavier Huillard et Luc Oursel qui, depuis peu, a succédé à Anne Lauvergeon.

Je leur annonce qu'une nouvelle entrevue est organisée officiellement pour la libération de Marc Féret et que nous parlerons des quatre otages si nos arguments portent. Alors nous négocierons leur libération directement sur place. Une grille de mots codés est établie pour nous permettre d'effectuer une nouvelle livraison aérienne, le cas échéant. Le moral est au beau fixe et les deux PDG me

donnent presque carte blanche. Nous sommes dans les tout premiers jours de novembre et le départ est estimé pour deux semaines plus tard, le temps de convenir des détails avec le chef d'AQMI.

Cependant, le 9 novembre, à moins d'une semaine du départ pour Bamako, je fais l'objet d'une attaque en règle dans *Paris Match*. Patrick Forestier signe un article dans lequel il fait l'apologie d'une filière pilotée par un directeur d'Air France et détruit littéralement notre action auprès des autorités et des terroristes. Une succession d'articles s'ensuivra reprenant le papier initial. Nous comprenons que l'on cherche à m'empêcher de poursuivre la négociation et surtout à me maintenir en France. De nouveau reçu par les deux présidents, je leur annonce que je ne suis pas gêné par ces publications et que je maintiens la mission prévue dans quelques jours.

Comprenant que des choses se préparaient dans notre dos, j'ai décidé d'adapter le profil de mon déplacement à la situation du moment. Je partirai de Bamako habillé en Touareg et je circulerai dans un pick-up de Touareg sans aucun logo de la société Satom. En revanche, nous utiliserons le même itinéraire afin de gagner du temps. Une fois de plus, nous nous arrêtons à Hombori pour le ravitaillement de nuit avant de poursuivre en direction de Gao que nous atteignons en milieu de matinée.

Ahmada et moi sommes dans deux pick-up différents et traversons la ville par deux itinéraires distincts afin de passer encore plus inaperçus. La ville est enfin derrière nous et nous nous dirigeons vers le point de ralliement avec Ahmada.

Soudain, quelques kilomètres après Gao, un barrage ! J'aperçois deux hommes en tee-shirt, jaillissant d'un bosquet, en train d'armer leurs kalachnikovs. Pour moi, ce sont des coupeurs de route. J'ordonne à Adaman de leur foncer dessus. Il appuie sur l'accélérateur. Les deux individus me mettent en joue, ils criblent de balles mon 4×4… chargé de six cents litres de carburant ! Ils évitent de justesse le pick-up et rafalent à son passage en vidant leurs chargeurs à bout portant. L'un des projectiles traverse le pare-brise. L'habitacle est soudain couvert de sang. Je crois que mon conducteur est blessé… Non, c'est moi, à l'épaule. Je ne peux plus bouger le bras droit. Le sang coule, l'omoplate est réduite en miettes, mais l'artère n'a pas été touchée.

Mes guides touaregs informent Abou Zeid de l'incident. Le chef d'AQMI rigole. « Il fallait nous l'amener, on l'aurait soigné… », dit-il à Adaman qui était encore sous le choc de cette embuscade. Le lendemain, deux Français, Philippe Verdon et Serge Lazarevic sont enlevés à Hombori par AQMI. Les médias livrent différentes versions de leur histoire, mais Abou Zeid, lui, les appelle « les espions »… Nous

jouerons un rôle dans la libération de Lazarevic, mais ceci est une tout autre histoire ! Encore que…

Évacué en décembre 2011 par un avion médicalisé affrété par Satom, je quitte l'aéroport de Gao en promettant de revenir rapidement. Effectivement, je reviendrai à Bamako en janvier 2012 pour continuer le travail. À l'hôpital Percy, à Paris, les chirurgiens s'affairent autour de la table d'opération. Par chance, le projectile est passé à quelques millimètres de l'artère subclavière, mais a littéralement fait voler en éclat une partie de l'omoplate. De nombreuses personnalités, plus ou moins sincères, défilent dans ma chambre de convalescent. Tous mes téléphones à portée de main, je continue de piloter la négociation depuis mon lit d'hôpital.

Xavier Huillard me demande de recevoir son ami Jean-Cyril Spinetta, le PDG d'Air France. J'y suis totalement opposé mais, devant son insistance, je cède. Je l'accueille debout, en lui disant ce que je pense de lui en des termes peu élogieux. Les deux directeurs sûreté qui assistaient à la scène, ébahis, m'ont affirmé en sortant que, de mémoire de policiers, personne ne s'était jamais adressé à ce patron de la sorte. Le plus cocasse, c'est que le patron d'Air France lui-même, qui était aussi le président du conseil de surveillance d'Areva, m'avoue devant témoins avoir manqué de discernement en se confiant, au sujet du déroulement de la négociation, à son ami de toujours et conseiller pour l'Afrique. « Guy est un électron libre, et on ne peut pas le maîtriser… », me précise-t-il, très ennuyé.

Huillard et Lauvergeon avaient pris des dispositions drastiques pour que rien ne filtre, et le président du conseil de surveillance d'Areva m'indique qu'il en avait discuté avec son ami « électron libre » ! C'en est trop, vraiment trop. Je sais maintenant que nos ennemis ne sont pas uniquement à l'extérieur et qu'ils s'abreuvent directement à la source de toutes les informations que j'amène aux PDG de Vinci et Areva. Quel gâchis !

Désormais, la confiance est rompue et je demande aux deux sociétés de coucher leurs engagements par écrit, sans quoi je ne poursuivrai pas. Je recevrai ainsi par la suite des mandats officiels que je leur demanderai de temps en temps de mettre à jour, le dernier datant de décembre 2012.

Les années 2012 et 2013 ne seront qu'une succession de démarches clandestines du « club de novembre » visant à contredire toutes les preuves que j'amenais du terrain et instiller le doute dans l'esprit des PDG et des autorités élyséennes habilitées à délivrer le fameux sésame : le feu vert présidentiel de libération.

Ma filière reste toujours connectée à Abou Zeid qui attend

patiemment que nous nous décidions à venir discuter du sujet Marc Féret, dont le projet de libération est acquis depuis fort longtemps et qui constitue la porte de discussion pour les autres otages. Tous les contre-arguments possibles nous seront opposés pour justifier de ne pas réaliser la libération. On nous dira un jour : « Trop dangereux en raison de la rébellion » — j'avoue que cela m'a beaucoup amusé, étant moi-même escorté par des Touaregs rebelles… ; « manque de lisibilité » ; « montant trop élevé » plus tard, lorsque nous l'aurons obtenue. Pourtant tous les documents ne prouvent qu'une chose : nous sommes toujours à la barre et Abou Zeid, puis son successeur Yahia, ne demandent qu'à discuter pour en finir.

Nous avons cru, à tort, que l'élection présidentielle de 2012 allait débloquer la situation et avons particulièrement poussé pour obtenir ce feu vert. Les otages avaient été déplacés pour être libérés si nous réussissions enfin à nous prononcer. Le dispositif d'escorte et de récupération était prêt, une nouvelle fois. Des raisons qui n'en sont pas nous empêcheront, encore une fois, de libérer Marc Féret et les trois derniers otages.

« En l'absence de soutien de l'État, l'opération pour laquelle vous avez été positionné à Niamey, le 28 avril 2012, est annulée », m'indique Areva, le 3 mai 2012. Je rentre totalement dépité et écœuré, alors que les otages restent dans le désert. Les raisons invoquées seront toutes aussi farfelues que fallacieuses. L'état-major particulier de l'Élysée osera même informer Areva que les otages ne sont pas en danger et que les écoutes de la DGSE ne disent pas le contraire… Et pour cause : Abou Zeid ne s'exprime pas, donc les écoutes ne servent à rien !

Enfin, contre toute attente et alors que tout le monde jure ses grands dieux que je suis hors jeu depuis 2011, voilà que le ministère de la Défense ouvre une fenêtre magique pour la libération des quatre otages. « Vas-y vite, tu as dix jours », me dit-on un jour de décembre 2012 sans avoir préparé le moindre déplacement. Il faut avouer que c'est un peu fort ! Ceux qui nous ont bloqués jusque-là veulent soudainement nous aider et cela à trois semaines du début des hostilités entre l'armée française et AQMI ! C'est vraiment me prendre pour un lapin de six semaines… Je crois avoir répondu que je ne serai pas le nouveau commandant Galopin[24] du Mali, ce qui a d'ailleurs brutalement mis un terme à toute discussion.

2013 se profile déjà, une année encore moins encourageante avec le déclenchement de l'opération Serval dans le Nord-Mali. Les tergiversations continuent pour récupérer les otages à partir de Tombouctou où Abou Zeid est installé momentanément. Il a même

récupéré à cette occasion l'ensemble de la flotte de camions de Sogea-Satom, abandonnés sur les bases de Niafunké et Goundam, qui n'avaient pas été évacués malgré nos avertissements… Camions, véhicules et engins, il y en avait trente-cinq en tout. Abou Zeid a voulu nous les revendre pour la modique somme de deux millions d'euros. Le comble !

Cependant cette année marque une prise de conscience chez moi. Je comprends enfin que le « club de novembre » est plus fort que moi. Il nous empêchera constamment d'obtenir le feu vert présidentiel qui nous manque. Alors je réfléchis à une autre stratégie. Si ce club nous met des bâtons dans les roues, c'est peut-être pour le faire lui-même ? Dans ce cas-là, laissons-le faire et nous verrons bien. Les deux directeurs sûreté n'y croient pas. Ils savent que les prétentions du club sont virtuelles et peut-être en savent-ils encore plus… Quoi qu'il en soit, il faut tenter le coup. Au préalable, il faut rendre disponible les éléments de négociation que je fournirai donc à la cellule de crise des Affaires étrangères, ainsi qu'au nouveau patron de la DGSE, Bernard Bajolet, que je rencontre très rapidement avant le mois de juillet. Le directeur est furieux à l'issue de mon récit qui ne correspond en rien aux informations portées à sa connaissance et promet de « s'occuper des parasites » avant de me recontacter.

Le 4 juillet 2013, les familles des otages seront reçues à l'Élysée par le président de la République, entouré de tous les conseillers et hauts fonctionnaires concernés par le dossier des otages. Ordre nous a été donné de nous mettre en retrait et de rester en réserve de la République, afin de laisser une filière différente faire ses preuves sur le sujet. Nous nous étions assurés auprès des deux présidents de groupe que cela ne remettrait pas en cause les engagements pris. Les sociétés en étaient d'accord. Les conditions acceptées par AQMI et les entreprises étaient désormais connues des autorités compétentes. Il ne restait plus qu'à organiser la récupération. Simple formalité réalisée par le service Action en compagnie du guide désigné, c'est-à-dire le Nigérien Mohamed Akotey, président du conseil d'administration d'Imouraren SA, la filiale d'Areva au Niger.

À la surprise générale, la récupération des otages qui aurait dû intervenir très rapidement ne se fait pas… Ça coince ! Le chef d'AQMI ne veut négocier qu'avec la filière qui a été acceptée et validée par son organisation depuis le mois de décembre 2010 et qui a entretenu le fil de négociation jusqu'à ce jour… Ce coup de Trafalgar inattendu est un juste retour de bâton face à toutes les manipulations souterraines qui auront ébranlé notre filière et ma réputation pendant ces trois années.

Mohamed Akotey réalise plusieurs allers et retours infructueux auprès des émissaires d'AQMI. Rien n'y fait. De juillet à septembre, la fébrilité du « club de novembre » est à son comble. Des missions de

contact seront envoyées clandestinement auprès de ma filière pour leur proposer de me lâcher, les retourner et leur demander de travailler à leur profit en appuyant Akotey. Des émissaires des ambassades françaises de Bamako et Ouagadougou osent même leur déclarer : « Nous sommes la France. Jean-Marc, c'est aussi la France. Jean-Marc et nous, c'est pareil… »

Rien n'y fait. Les combattants d'AQMI restent fidèles à leur engagement et attendent les ordres de Xavier Huillard, le seul habilité à nous donner l'ordre de sortir de la réserve demandée par le président de la République. C'est le coup de grâce. Cet ordre ne viendra jamais. Je dois finalement prendre la décision, seul, de surseoir à cette réserve et de donner l'ordre à ma filière de contacter AQMI pour les informer que nous ne viendrons plus jamais et qu'ils doivent livrer les otages à Mohamed Akotey qui est porteur du feu vert qui nous a toujours été refusé.

Les quatre derniers otages sont ainsi libérés peu de temps après, fin octobre 2013. Nous n'apparaitrons dans aucune déclaration et les autorités françaises réécriront l'histoire. Soudain, celui qui est allé les récupérer deviendra aussi celui qui aura pris contact, celui qui aura parlementé, celui qui aura obtenu les termes de négociation et le précieux feu vert de libération dont on nous privait depuis de très nombreux mois…

Si des personnes malintentionnées n'avaient pas saboté mon travail de négociateur, j'aurais pu libérer les derniers captifs deux ans plus tôt ! La situation d'Abou Zeid était tellement précaire que nous avions « une autoroute » devant nous… Certains otages ne souhaitent pas remuer le passé, mais plusieurs veulent découvrir l'histoire secrète derrière la ligne officielle. Ils ont besoin de connaître la vérité pour continuer à avancer, pour tourner la page définitivement.

L'intention de ce livre, c'est de dénoncer le business des otages. Je ne veux pas me faire passer pour un ange ou un chevalier blanc. J'ai fait beaucoup de choses dans ma carrière — certaines dont je suis plus ou moins fier, par exemple concernant la situation où se trouve aujourd'hui Jean-Pierre Bemba —, mais j'ai toujours agi pour mon pays, pour la France, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation. Chaque fois que j'ai pris la route à la rencontre d'Abou Zeid pour tenter d'obtenir la libération de ceux qu'il avait capturés, mon cœur était pur.

Au-delà de cette image d'Épinal, j'avais la certitude que l'opération était réalisable. Alors je pris soin d'inscrire mon action dans un cadre contractuel avec les deux grands groupes français. La parole et les mandats des deux présidents me suffisaient. En réalité, si je n'en étais pas revenu vivant, on se serait contenté d'une belle

cérémonie en oubliant les engagements pris.

Mes relations avec Areva et Vinci, aujourd'hui, ne sont plus aussi bonnes qu'elles devraient l'être, au vu des risques pris et du dénouement heureux de l'histoire. Ces deux grands groupes travaillent dans des zones à risques, exposés à des situations d'insurrection ou de terrorisme. Leurs employés font sans cesse face à ces risques de plus en plus présents et concrets. Nous sommes très peu nombreux à savoir réellement comment fonctionne un terroriste intégriste. Nous sommes très peu nombreux à pouvoir offrir une sécurité crédible à ces grands chantiers. Parler en utilisant des termes un peu techniques et convaincre des décideurs qui ne savent rien du fonctionnement d'un djihadiste est une chose. Sécuriser en est une autre. Or, on me dit que je ne travaillerai plus jamais pour ces deux géants que j'ai osé défier.

Désormais, les dirigeants d'Areva et Vinci sont en colère de ne pas m'avoir écouté. En colère d'avoir été trompés, en colère d'avoir pris la mauvaise décision.

Un de leurs proches m'avouera plus tard : « Ils se sont fait blouser et ils ont la haine… Cette haine, c'est toi qui la payes, car tu es le plus petit et le plus faible. De plus, honorer leurs engagements c'est admettre leur erreur, ce qu'ils ne veulent justement pas ! » Contrairement au malheureux commandant Galopin, je ne suis pas mort dans cette négociation et mes amis touaregs réclament avec ma société ce qui avait été convenu. La négociation amiable a duré près de trois années et n'a pas fonctionné.

Xavier Huillard a tout d'abord offert la moitié de ce qui était prévu en oubliant les Touaregs et Areva a laissé croire pendant plusieurs mois qu'il était disposé à régler la facture en nous promenant d'avocats en services d'État pour finalement nous reprocher de ne pas être satisfaits et de nous plaindre. Nous ne souhaitions pas déposer plainte. Nous désirions seulement que les engagements soient tenus et que les choses rentrent dans l'ordre. Areva, Vinci ou Sogea-Satom nous doivent de l'argent et une reconnaissance — cela ne représente pas grand-chose pour eux mais ils s'enfoncent dans une logique insensée pour protéger des gens qui, au final, ne les défendront pas.

Sans notre action, la libération des otages n'aurait jamais été possible. Il s'agit d'une injustice totale, d'un manquement abject à la parole donnée. Nous avons été mandatés pour réaliser un travail complexe que nous avons finalement exécuté dans l'inconfort, l'adversité et malgré de nombreuses chausse-trappes. Cette situation me pèse, car j'entretiens une relation de confiance avec les Touaregs, ces seigneurs du désert, depuis très longtemps. Les engagements seront tenus et notre honneur sera rétabli. C'est le dernier objectif que je me suis fixé dans cette triste affaire. Il ne peut en être autrement.

6
Le « club de novembre »

De 2010 à 2013, je suis au cœur des négociations pour la libération des otages français au Mali. Fort de mes contacts chez les Touaregs, mes premières opérations aboutissent dès février 2011 à la libération de trois d'entre eux, comme je l'ai raconté.

Négociations parallèles, jeux d'influence, luttes entre réseaux franco-français ou entre les ministères, des éléments extérieurs parasitent en revanche le deuxième « dossier ». Je suis surtout victime, à partir de novembre 2011, d'une vigoureuse campagne de dénigrement. À Paris, le « club de novembre » s'active pour m'écarter des négociations. Pendant de longs mois, les adversaires de ma filière de négociation, celle des sociétés Vinci et Areva, vont dépenser une énergie folle à tenter de tromper les décideurs chargés de délivrer le précieux feu vert de libération. Ils joueront sur l'incompétence technique de leurs interlocuteurs parisiens pour leur présenter de vraies-fausses preuves de capacités de négociation, affirmant en même temps qu'« Abou Zeid ne veut plus parler avec Gadoullet », que « les autorités maliennes se méfient de Gadoullet… », etc.

Comme il était impossible de me corrompre pour me forcer à travailler sous leur bannière, il était devenu nécessaire de m'éliminer du dossier, d'asphyxier mon activité professionnelle. Tout y passe. On se croirait dans un mauvais polar. On est pourtant bien dans la réalité. Au final, on arrive à faire admettre à deux présidents de la République successifs que ma filière, celle des sociétés, n'est plus efficace.

En tant qu'observateur désabusé de cette tragédie média-comique qui se déroule sous nos yeux, je laisse passer un peu de temps avant de reprendre contact avec les deux entreprises pour finaliser nos engagements. Le discours des deux patrons a totalement changé : « Nous ne connaissons que la version de l'État. Tes Touaregs et toi n'y figurez pas. Par conséquent on ne vous doit rien… » Fermez le ban !

Que se passe-t-il derrière ce refus catégorique d'honorer officiellement une prestation qui a été réalisée au-delà de toute considération et dans des circonstances jamais connues jusqu'alors… ? Pourquoi Luc Oursel et Xavier Huillard refusent-ils de nous recevoir ? Ont-ils à ce point peur d'entendre une version qui ne leur conviendrait plus ? Ou ont-ils reçu des ordres ? Le « club de novembre » est-il à ce point puissant qu'il peut mettre à genoux des géants de l'industrie mondiale ? Pendant presque trois années, les deux groupes me feront poireauter en me proposant des solutions de médiation qu'ils finiront toujours par refuser.

Je ne milite dans aucun parti, je n'appartiens à aucune secte ou confrérie, ni à aucune association d'anciens combattants ou de réservistes. Bref, je suis totalement seul et isolé. « Un officier, ça ferme sa gueule et ça exécute les ordres. Jean-Marc n'ira pas plus loin », leur aurait-on dit. Sauf que l'officier que je suis appartient quand même à l'ordre de la Légion d'honneur et que dans ce monde, la parole donnée a un sens.

Au début, pourtant, tout est très simple. Ma mission consiste à négocier avec le « bas », c'est-à-dire Abou Zeid, pour obtenir les termes de la négociation. La mission d'Anne Lauvergeon — puis de Luc Oursel, son successeur — et de Xavier Huillard, les PDG d'Areva et de Vinci, consiste à travailler vers le « haut », en direction de l'Élysée, pour obtenir le feu vert. Je décroche les termes de la négociation, ils débloquent le feu vert présidentiel, voilà le plan. Anne Lauvergeon joue merveilleusement son rôle. Cette femme extraordinaire — une vraie teigne — harcèle le président Nicolas Sarkozy à l'époque. Lors de la première phase de libération des otages, son énergie est déterminante. Je ramène enfin les conditions de la libération, elle obtient le *go* présidentiel sans s'inquiéter des états d'âme de l'entourage de Nicolas Sarkozy ou même de Benoît Puga, son chef d'état-major qui n'est, à ce moment-là, pas concerné par la décision. Je saute dans mon pick-up pour aller extraire les trois captifs de leur prison dans le désert. Premier « dossier » bouclé.

Patatras au printemps 2011, lorsque « Atomic Anne » est remplacée par Luc Oursel, le numéro deux d'Areva, à la tête du géant français du nucléaire. Le nouveau PDG — décédé depuis, paix à son âme — n'est pas fait du même acier, il n'a pas la même trempe. « Il faut, il faut, il faut… », répète-t-il, mais il est beaucoup moins insistant auprès du président de la République. C'est d'autant plus catastrophique que, de son côté, Xavier Huillard, le PDG de Vinci… ne voit pas le président Sarkozy ! À l'arrivée, je poursuis mon travail en direction d'Abou Zeid, mais le travail vers l'Élysée ne fonctionne plus, pire, il est mené contre moi.

Autre nouveauté, le général Benoît Puga est officiellement nommé gestionnaire du dossier à l'Élysée. Pourquoi ce nouvel intermédiaire entre le président de la République et les sociétés ? Pourquoi également le général Jean-Michel Chéreau, le directeur sûreté d'Areva, est-il « écarté » et ne doit-il plus recevoir mes comptes rendus ? Nous n'aurons jamais de réponse. Ce qui est certain, c'est qu'on ne change jamais une équipe qui gagne en matière de négociation. Et justement, dans ce cas, on place un obstacle entre les présidents… Pourquoi, dans le même temps, monsieur Puga veut-il absolument connaître tous mes déplacements ? Pourquoi faut-il presque demander l'autorisation de

bouger avant d'entreprendre un déplacement vers Abou Zeid ? Je n'ai jamais eu besoin de tout cela avant son arrivée et ne tiendrai donc aucun compte de ces recommandations…

Ce n'est pas la seule difficulté à laquelle je suis confronté après la libération des trois premiers otages. Bernard Bajolet, qui est arrivé à la tête de la DGSE en 2013, applique la philosophie de François Hollande — successeur entre-temps de Nicolas Sarkozy — concernant les terroristes : « La France ne paye pas de rançon, elle ne négocie pas. » Dans la deuxième phase de libération des otages, le « club de novembre » entretient activement l'idée dans les salons élyséens que je ne suis plus en mesure d'assurer la mission.

J'apprends que le ministère de la Défense prend le relais, en s'appuyant sur une société de sécurité privée, dirigée par Pierre-Antoine Lorenzi, qui est un « prestataire » de plusieurs géants du CAC 40. La révélation par le journal *Le Monde*[25] de son intervention dans la négociation au Sahel, alors que la DGSE « aurait été mise sur la touche par le ministère de la Défense », a fait des vagues. Interrogé sur son action dans la libération des otages, Bernard Bajolet, le patron de la DGSE, s'est fendu de deux qualificatifs rageurs : « Contre-productif » et « parasitaire »[26]. Un parasite est un organisme qui utilise un autre organisme pour se déplacer en s'accrochant sur lui à son insu. Lorenzi se serait donc, selon le patron DGSE, accroché à une négociation en cours pour finalement s'en attribuer la paternité.

Pendant ce temps, la cabale médiatique contre moi porte ses fruits. Benoît Puga, fervent partisan de l'intervention militaire au Mali, finit par être convaincu que je suis un imposteur : « Jean-Marc Gadoullet vous ment, il n'a jamais rencontré le chef d'AQMI », met-il en garde Jean-Michel Chéreau lors d'un rendez-vous ! En outre, des hauts fonctionnaires de la Défense assurent Benoît Puga que les chiffres que j'ai avancés sont faux, qu'en réalité Paris peut récupérer les otages pour une somme bien inférieure, à un prix défiant toute concurrence.

Peu importe : le *go* présidentiel a été débloqué comme nous l'espérions. Paris envoie Mohamed Akotey, le président du conseil d'administration de la société Imourarène, une filiale d'Areva, libérer les otages. Cet ancien chef rebelle appartient à la communauté touareg des Ifoghas, comme Iyad Ag Ghali, le chef du mouvement islamiste malien Ansar Dine, que j'ai déjà évoqué. Envoyé spécial du président nigérien Mahamadou Issoufou, Mohamed Akotey dispose de solides réseaux. Il rencontre plusieurs fois Abou Zeid ainsi qu'Iyad Ag Ghali, réputé très proche des ravisseurs. Lorsqu'il revient, son compte rendu est néanmoins clair : les otages ne seront pas libérés pour 500 000 euros chacun ! Et le voyage d'Akotey met les choses au clair : c'est

toujours Jean-Marc Gadoullet que les djihadistes d'AQMI attendent ! C'est avec lui qu'ils traiteront !

Du coup, les négociations capotent, et Yahya s'impatiente. Pourquoi alors est-ce que je fais passer le message à mes réseaux de traiter avec la filière Akotey ? Parce que j'ai fait la promesse à Françoise Larribe que nous libérerions son mari. Parce que les quatre derniers otages ont déjà passé deux années de trop dans le désert malien. Même si j'accepte de les faire délivrer par ceux qui m'ont mis des bâtons dans les roues, ceux qui ont sali ma réputation, l'objectif sera atteint. Une promesse est une promesse. Mais visiblement pas pour tout le monde…

Je charge donc mes réseaux touaregs d'avertir Yahya et ses lieutenants — qui ont succédé à Abou Zeid en février 2013 — que je me retire du dossier. Je les informe que si Mohamed Akotey leur propose un chiffre qui leur convient, ils sont libres de faire affaire avec lui. Trois semaines plus tard, en octobre 2013, Mohamed Akotey extirpe du désert les quatre derniers otages et les ramène à Niamey, la capitale du Niger. François Hollande et Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, foncent sur place. Les cérémonies protocolaires, l'avion, puis Daniel Larribe, Thierry Dol, Marc Féret et Daniel Legrand foulent à nouveau le sol français. Ils sont accueillis en grande pompe à l'aéroport de Villacoublay, après trois années de détention. Mohamed Akotey, l'homme de l'ombre timide, devient la coqueluche de la presse tricolore.

Personne n'a jamais parlé de nous. Ni en février 2011, ni en novembre 2013, si ce n'est au travers de quelques articles de presse infamants deux ans plus tôt… Qu'importe. Tous les otages sont rentrés en France. J'ai tenu parole. Ma mission est remplie.

Une rançon a-t-elle été versée pour ce dernier dossier ? Plusieurs médias ont évoqué la somme de 20 millions d'euros. En tout cas, ce n'est pas ce que j'avais obtenu. Les éléments de ma négociation ont été donnés aux autorités et ont permis d'aboutir à la libération de tous les otages. Que la rançon provienne de l'État ou des multinationales ne me regarde pas. Cela dit il serait tout à fait incohérent que cela provienne de l'État pour la bonne et simple raison qu'Areva étant assuré contre le *kidnap and ransom*, elle pouvait très simplement s'acquitter de cette charge…

La rançon… La question obsède ceux qui fantasment sur les négociations d'otages. Concernant ceux d'Arlit, les montants qui ont circulé sont une pure invention des réseaux qui ont empêché la libération et qui voulaient influencer les esprits des décideurs avec des montants faramineux dans le but d'escroquer les sociétés et les assureurs. Plusieurs médias ont avancé le chiffre astronomique de 90

millions d'euros, une somme complètement farfelue venue des médias africains et particulièrement burkinabés.

Mokhtar Belmokhtar est, semble-t-il, bien introduit à Ouagadougou… Sans doute a-t-il trouvé un correspondant de presse conciliant pour distiller cette information utile aux réseaux spécialisés dans le business des otages. Belmokhtar est plus un homme d'affaires qu'un djihadiste. Son champ d'action dépasse de très loin les limites ensablées du Nord-Mali. Mon interlocuteur de la brasserie de la place de la République s'était vanté de pouvoir le contacter très facilement, ce qui en dit long sur la capacité de l'individu à se connecter au monde moderne des affaires. Le Borgne, surnommé également Mister Marlboro, était en conflit permanent avec Abou Zeid. Il a constamment cherché à entraver notre démarche. Je me souviens avoir vu sa colonne de véhicules détaler à mon arrivée dans le camp de l'émir. Belmokhtar faisait tout pour éviter de me croiser.

Comme je l'ai évoqué précédemment, Abou Zeid avait mis sur la table une proposition de départ à 20 millions d'euros pour les deux premiers otages africains. Finalement, je suis parvenu à faire ajouter Françoise Larribe au premier groupe libéré — la rançon grimpant alors à 27 millions d'euros —, puis à faire baisser largement la somme exigée, jusqu'à moins de la moitié de la proposition de l'émir. Vicki Huddleston, l'ex-ambassadrice américaine au Mali, a affirmé qu'une rançon de 15 millions d'euros avait été payée sur les premières libérations. Ce montant est faux, mais on ne peut pas lui reprocher de méconnaître ce détail, car je ne me souviens pas l'avoir vue à mes côtés lorsque je faisais face à l'émir d'AQMI, au moment du retour des otages.

Bien sûr, de l'argent a été versé par les sociétés, mais de nombreux paramètres entrent en compte lors du paiement d'une rançon. Les modalités d'échange sont variables. Je souhaite être extrêmement prudent afin de ne pas donner envie à des apprentis sorciers de s'inventer une capacité de négociation. En novembre 2013, deux journalistes de RFI au Mali ont été enlevés et exécutés par des sous-traitants d'AQMI que les rumeurs de rançons avaient bêtement poussés à agir. C'est pourquoi je refuse de parler de rançon en tant que telle : souvent, lors d'une négociation avec des ravisseurs, les deux parties tombent d'accord sur des « éléments de négociation » qu'il s'agit ensuite de respecter quelle qu'en soit la nature — médicaments, matériel médical, libération de combattants.

Une rançon a également été versée pour la libération des derniers détenus d'Arlit, elle correspond naturellement à ce que nous avions négocié, mais je ne peux pas prétendre l'avoir vue de mes yeux car nous avons « envoyé » Mohamed Akotey pour livrer la rançon et récupérer les otages. Deux certitudes néanmoins : d'abord, les otages

n'ont pas été libérés au prix de 500 000 euros chacun, une somme un temps avancée pour berner les autorités françaises et obtenir le précieux sésame de libération qu'on nous refusait ; ensuite, aucune entreprise privée n'a joué le moindre rôle dans cette opération de récupération et encore moins dans une quelconque négociation parallèle à la nôtre.

J'ai appris au service Action à ne jamais négliger l'ennemi, j'ai pris des dispositions s'il devait m'arriver quelque chose. Le cœur du « club de novembre » n'a pas hésité à laisser pourrir des hommes au fond du désert pour de l'argent, pour toujours plus d'argent… « Ces gens sont dangereux », me murmure-t-on, comme si nous nous trouvions dans les bas-fonds de Chicago à la grande époque d'Eliot Ness. Et alors ? Ne peuvent-ils pas rendre des comptes à la justice républicaine ? Combien d'employés de grands groupes devront-ils une nouvelle fois être pris en otages pour étancher la soif de ces réseaux ?

Mais j'ai gagné, les otages ont tous été libérés, ils sont rentrés chez eux sains et saufs. Areva et Vinci m'on remercié. Xavier Huillard en personne m'a appelé pour me féliciter du résultat et me garantir que « l'avenir est devant nous… ». En guise de reconnaissance, on « oubliera » de m'inviter aux différentes cérémonies de retour des otages et on mettra un terme à tous mes contrats de sûreté industrielle !

Mon obstination se résume dans les mots du très honorable Hélie de Saint Marc : « On peut demander beaucoup à un soldat, en particulier de mourir, c'est son métier ; on ne peut lui demander de tricher, de se dédire, de se contredire, de se renier, de se parjurer. » Je ne prétends pas avoir sauvé le monde, mais j'ai sauvé la vie de six hommes et d'une femme, au péril de la mienne. La reconnaissance de mon action ainsi que de celle de mes amis touaregs reste mon dernier objectif. Aujourd'hui, ce livre raconte ma vérité. La confrontation des versions aura lieu prochainement. Je suis prêt.

Mais cela est une autre histoire…

Remerciements

Jean-Marc Gadoullet :

À mes parents qui m'ont élevé dans un cadre honorable, en me laissant découvrir la valeur de l'humain ; à ma mère qui m'a protégé ; à mon père qui m'a forgé.

À ma famille qui a supporté ma carrière en silence et dans la crainte permanente.

À tous ceux qui ne m'ont pas tourné le dos lorsque j'étais exposé à l'adversité.

Aux combattants spécialisés qui ont refusé de croire l'impensable.

Matthieu Pelloli :

À Mélissa, ma compagne, pour le bonheur dont elle emplit ma vie. Pour sa patience et son soutien pendant les longues nuits d'écriture.

À mes parents et à mes professeurs, pour avoir fait de moi un être libre. Pour m'avoir donné les armes pour conquérir ma vie.

notes

Примечания

1

Baptisé également le 11e Choc, suite à la création en 1946 du 11e bataillon parachutiste de choc (11e BPC), puis en 1955 de la 11e demi-brigade de parachutistes de choc (11e DBPC). Bras armé du service Action au sein de la DGSE, le 11 fait aujourd'hui partie intégrante du centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS), basé à Perpignan.

2

Ex-numéro un français, qui atteindra la 4e place mondiale en 1991, l'année de sa victoire historique en Coupe Davis avec la « bande à Yannick Noah ».

3

« Audition du préfet Erard Corbin de Mangoux », 20 février 2013, Assemblee-nationale.fr.

4

Dans « Complément d’enquête », 15 février 2013.

5

L’assaut de la grotte d’Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, en 1988, contre des indépendantistes kanaks, à la suite de la mort de quatre gendarmes et la prise en otages de seize autres. Une intervention qui a provoqué la mort de deux membres du 11e Choc et de dix-neuf rebelles.

6

Dans *Les Tueurs de la République. Assassinats et opérations spéciales des services secrets*, Fayard, 2015.

Ibid.

Dans *Au cœur du secret*, avec Jean Guisnel, Fayard, 1995.

9

Il a succédé en août 2016 au général Benoît Puga, réputé très proche du président, après avoir débuté au même poste en 2010 sous Nicolas Sarkozy.

10

Édition originale (Londres), 1958 ; Robert Laffont, 1962 ; 10/18, 2001.

11

Voir ici.

12

Voir ici.

Jean-Claude Lattès, 1973 ; Le Livre de poche, 1990.

14

Il sera Premier ministre du Kosovo de 2006 à 2008.

15

Il sera Premier ministre du Kosovo de 2008 à 2014 et sera élu à la présidence de la République en avril 2016.

16

Les Tueurs de la République, op. cit.

17

Cité par Dalila Kerchouche, « 24 heures dans la vie d'une espionne de la DGSE », *Madame Figaro*, 28 février 2015.

18

Ibid.

19

Ibid.

20

Ibid.

21

Cité par Dalila Kerchouche, « 24 heures dans la vie d'une espionne de la DGSE », art. cit.

Favre, 2014.

23

Le Parisien, 28 décembre 2015.

24

En 1974, le commandant Pierre Xavier Galopin est envoyé comme émissaire par l'État français pour obtenir la libération de l'ethnologue Françoise Claustre, détenue par des rebelles tchadiens. Le 4 avril 1975, il est assassiné après avoir été torturé.

25

30 octobre 2013.

Le Monde, « La bête noire de la DGSE », 25 novembre 2013.